a

THE LIBRARY OF THE UNIVERSITY OF CALIFORNIA LOS ANGELES

THE LIBRARY OF THE UNIVERSITY OF CALIFORNIA LOS ANGELES

CHARLES CHINCHOLLE

LE GÉNÉRAL BOULANGER

DEUXIÈME ÉDITION

PARIS
NOUVELLE LIBRAIRIE PARISIENNE
ALBERT SAVINE, ÉDITEUR
12, RUE DES PYRAMIDES, 12

Tous droits réservés

LE

GÉNÉRAL BOULANGER

DU MÊME AUTEUR

HISTOIRE, PHILOSOPHIE

Les Survivants de la Commune, *épuisé.*
Femmes et Rois, 3e *édition.*
Les Pensées de tout le monde, *épuisé.*
Les Phrases courtes, *épuisé.*
Les Mémoires de Paris, avec une préface d'Emile Zola (vient de paraître).

ROMANS

La Ceinture de Clotilde, 3e édition.
Les Jours d'absinthe, 17e édition.
Le vieux Général. 3e édition.
La grande Prêtresse, 6e édition.
Paula (vient de paraître).

THÉATRE

L'oncle Margottin.
Le Mari de Jeanne.
Le Voyage rose.
La Corde de Pendu.
etc.

ÉVREUX, IMPRIMERIE DE CHARLES HÉRISSEY

LE

GÉNÉRAL BOULANGER

PAR

CHARLES CHINCHOLLE

PARIS
NOUVELLE LIBRAIRIE PARISIENNE
ALBERT SAVINE, ÉDITEUR
12, *Rue des Pyramides*, 12

1889

Stack
Annex
5
034
933

AVANT-PROPOS

Mes nombreuses interviews avec le général Boulanger ont eu, à tort ou à raison, un tel retentissement, elles m'ont valu tant d'ironies, d'injures et de compliments que l'idée m'est venue de les réunir en un volume.

Je les ferai précéder des premiers articles que j'ai eu à publier sur lui, en me contentant de les relier par quelques détails complémentaires.

On jugera mieux ainsi de tout le chemin que peut parcourir un homme en moins de trois années quand les cœurs ont foi en lui.

On jugera mieux de la suite logique des événements et de la sincérité avec laquelle je les a racontés, commençant par m'étonner, résistant longtemps — moi, conservateur endurci, — au républicain, puis me mettant à l'aimer, partageant, — malgré un reste de scepticisme qui, en de certaines heures, se manifeste encore, — l'engouement populaire.

Ce n'est pas seulement une partie de l'histoire du général Boulanger que je vais raconter ici, ce n'est pas seulement ma propre histoire, c'est celle des électeurs qu'il a conquis peu à peu, celle de la brave femme du peuple et de la grande dame qui se sont, soit par instinct, soit après discussion, attelées à son char.

De tous les chapitres de ce volume, il en est un que je recommande tout particulièrement, c'est celui où il est rendu compte du premier déjeuner que j'ai eu l'honneur de faire avec le général chez Henri Rochefort.

Le langage qu'il y a tenu est peut-être celui où il a le mieux fixé sa pensée.

J'ai, depuis ce repas, interviewé bien des fois le général Boulanger. Jamais il ne m'a plus largement ouvert son cerveau.

Quand je me mets à interroger l'avenir, à me demander ce que sera le général Boulanger, je me réponds :

— Il sera ce qu'il voulait être, le jeudi, 12 avril 1888, entre midi et deux heures.

C. C.

LE

GÉNÉRAL BOULANGER

Ayant eu l'agréable mandat de voir de près, aux grandes heures, et le ministre de la guerre, et le commandant de corps, et le soldat déchu, et l'élu de un, de trois départements, puis enfin de Paris, j'ai peut-être le droit de me croire à même de tracer le portrait moral du général Boulanger.

Je ne garantirai point toutefois la ressemblance; mais le plus qu'on puisse exiger est que ma plume dise bien ce que je veux dire.

Le général Boulanger avait-il jamais rêvé la situation qui semble l'attendre ou même celle qu'il a? Il est certain que non. Soldat, il espérait demeurer soldat. Tout au plus s'efforçait-il d'être la première épée de France. Si l'amour est le devoir des femmes, l'ambition est, comme disait Longfellow, la vertu des hommes.

Quoi qu'il en soit, les événements ont trouvé le général prêt à tout. Je ne l'ai jamais vu ni humilié, ni attristé, ni enorgueilli.

Il n'y a guère qu'un sentiment, une sensation plutôt, qu'il ne dissimule pas : la joie. Comprenez-moi bien. Il ne se flatte pas d'être l'homme du jour. Il est heureux de l'être. Quand la majorité des bulletins se portent sur son nom ; quand, dans ses voyages, les voix l'acclament, les mains cherchent la sienne, il a sur le visage comme le sourire des amants satisfaits.

On lui dit qu'il est l'espoir de la France. Il le croit et s'en montre ravi.

Ministre de la guerre, il n'eût rien fait pour occuper la première magistrature. Soldat renvoyé au labour, il fera tout pour que la moisson soit belle, résolu non à l'accaparer, mais à la partager entre ses amis et même ses ennemis, sans regarder.

On lui reproche de promettre trop. Il s'efforcera certainement de tenir plus que les autres ; il est absolument sincère quand il s'engage à protéger tout et tous.

La foi qu'on a en lui l'a peu à peu grisé, conquis. On l'appelle le sauveur. Il essaiera de sauver, même la morue.

Vous connaissez bien ces joyeux fils de famille qui, ayant devant eux de nombreux héritages, n'ont pas à compter avec leur patrimoine, ont toujours, dans leur certitude de vivre, la main et le cœur ouverts, ne peuvent pas supporter qu'il y ait du malheur autour d'eux, aiment les fêtes, surtout celles où il y a des femmes, ne se plaisent qu'en compagnie, font des calembours et

le coup de poing à l'occasion. Eh bien, voilà non pas le général Boulanger, mais Georges Boulanger. Oui, le voilà, quand il ne travaille pas. Car notre gai viveur est un travailleur aussi.

Ayant besoin de peu de sommeil et ne sachant pas rester inactif, il travaille, et même beaucoup, mais plus peut-être par habitude que par goût.

Il m'est arrivé de le voir, le lendemain d'une soirée, tout habillé et déjà à son bureau à sept heures du matin. Alors il n'est plus Georges, il est bien le général. Il prépare son rôle. Il l'eût souvent mieux joué, sans sa trop grande facilité à écouter certains conseils. A-t-il les qualités du chef d'État? Y a-t-il en lui du Cromwel ou du Richelieu? Comme le premier, il est très autoritaire et a en même temps le plus grand amour de la liberté. Comme le second, il saisit vite et exécute mûrement; mais sa présence d'esprit est plus voulue que naturelle; son habileté s'est quelquefois trouvée gênée par le désir de faire des concessions. Il faut dire aussi qu'à côté des muscles très fermes, il y a des nerfs très sensibles. Au dedans de cet homme, vibre une femme.

Pour me résumer, j'affirme que, s'il a eu au plus haut degré l'ambition militaire, le général Boulanger n'a, à cette heure même, aucune ambition politique, dans le sens égoïste du mot. Et pourtant, nous pouvons déjà le considérer comme un prétendant.

Je crois qu'il ne voudrait recommencer, ni Louis XI,

ni Napoléon Ier. Au fond, il serait peut-être enchanté d'être Henri IV.

Si je le juge trop favorablement, la faute en est à cette femme, très sympathique, qu'il y a en lui et que je vous livre comme une coquette très soucieuse de plaire.

PREMIÈRE PARTIE

1886

I

LE PREMIER BEAU JOUR

La célébrité naissante du général Boulanger, ministre de la guerre depuis le 8 janvier, son début sur la plate-forme de Longchamps, le défilé des troupes rapatriées du Tonkin, la fraîcheur du temps, tout contribuait à faire de la Revue le clou de la fête du 14 juillet 1886.

Aussi serait-il impossible de dénombrer la foule qui était, ce jour-là, entassée entre la Seine et la route de Sèvres.

Pour la première fois, la revue devait être passée, non à deux heures, à cause du soleil, mais à quatre.

Est-ce ma faute si ce livre s'ouvre sur une attention du général Boulanger pour les troupes ?

Dès midi, il y avait des curieux autour de l'enceinte. A deux heures, les tribunes étaient aux trois quarts pleines.

Celle des deux Chambres a donné bien du mal aux huissiers qui la gardaient. Ils avaient l'ordre d'y laisser monter les sénateurs et députés qui se présenteraient, *accompagnés de leur famille*. Or, certains de ces représentants y amenaient jusqu'à huit personnes. Dans ces conditions, elle ne pouvait tarder à être comble. A trois

heures, des députés, escortés d'une armée de parents, tentèrent, sans succès, de l'envahir. Il n'y avait même plus place sur une marche d'escalier !

Ainsi d'ailleurs des autres tribunes. Toutes débordaient. Faut-il blâmer le service d'ordre ? La vérité est que certainement des intrigants avaient accaparé des places qui ne leur étaient point destinées. On a pu voir, par exemple, le général de Négrier chercher vainement un siège. De même M. Jules Claretie n'a pas trouvé une place disponible dans la tribune où l'envoyaient ses cartes. Il était même assez piquant de voir un homme qui venait de placer gratuitement deux mille personnes dans son théâtre, manquer d'un coin dans les tribunes.

A trois heures et quart, approchent les premières troupes. Ce sont précisément les troupes tonkinoises qui vont s'installer à droite du champ de courses. Elles recueillent en passant les premiers applaudissements.

Un quart d'heure après, d'autres bravos saluent les Saint-Cyriens. Leur défilé finit même par faire bien rire.

— On leur sent de l'argent dans les poches, dit une voix derrière moi.

Il y a, en effet, deux pâtissiers tout chargés qui les suivent en boitant.

Et on continue à envahir les tribunes. Il y aura bientôt deux personnes par place. Ceux qui occupent les premiers rangs sur les terrasses montent sur les chaises. On leur crie de descendre. Oreille de bois. Alors on leur jette des cailloux. Ils ouvrent leur parapluie. On les injurie. On leur donne des coups de canne. Par moments, on se croirait dans une réunion d'anarchistes.

Pendant ce temps, les députés sans place jettent non

pas des cailloux, mais des regards fulgurants à Mmes Doria et Helmont, qui sont assises au milieu de l'estrade officielle !

Tombe alors une averse invraisemblable, qui sera, heureusement, la seule de la journée. On se rit d'une dame qui a eu le courage de venir tout en blanc.

Du carrefour de Longchamps débouchent des voitures précédées de dragons. Elles amènent le corps diplomatique, les ministres.

Soudain le canon tonne. Il annonce l'arrivée de M. Grévy qui vient descendre devant la tribune présidentielle, où M. Mollard, l'introducteur des ambassadeurs, est arrivé le premier.

Le Président est accompagné de M. de Freycinet, du général Pittié et du colonel de Lichtenstein. Il a le grand cordon de la Légion d'honneur. Il gagne son fauteuil. La revue va commencer.

Toutes les lorgnettes se braquent comme d'elles-mêmes. Elles sont fixées sur le nouveau ministre de la guerre, sur le brillant officier que M. de Freycinet a fait entrer, le 7 janvier, dans son cabinet, sur le général Boulanger, qui a l'air d'étrenner un uniforme tout neuf. Il monte un cheval noir superbe, un pur sang qui piaffe, mais qu'il sait maîtriser. Tout le monde répète encore que le général Boulanger est un très brillant cavalier.

Les hommes sont aux points qui leur ont été assignés et que l'on reconnaît presque mathématiquement sur les jolies petites cartes coloriées que le ministre de la guerre a données à ses invités.

Ayant à ses côtés les généraux Saussier et Roussel, et suivi de son état-major et de quelques attachés militaires étrangers, le général Boulanger va, au grand trot, passer devant le front des troupes. Puis il vient se placer, mais pour une minute seulement, en face de la tribune présidentielle. Alors ont lieu des scènes assez touchantes.

On voit, de-ci de-là, des officiers supérieurs descendre de cheval, s'avancer vers des groupes au-dessus desquels flotte le drapeau tricolore et donner l'accolade aux nouveaux décorés.

Pendant ce temps, le général Boulanger caracole le long des tribunes, allant d'un corps à l'autre. Sa barbe est très belle. Est-ce par reconnaissance pour la nature u'il a permis aux soldats de porter la leur.

Enfin, il se tient au repos devant le Président de la République. Le défilé va commencer.

Voici d'abord les détachements des troupes rapatriées du Tonkin.

En tête est le colonel Dominé, le défenseur de Thuyen-Quan.

Des applaudissements unanimes éclatent. Vraiment, alors, il y a eu des larmes dans les yeux. On se disait qu'il fallait payer, et d'un coup, au vaillant officier, les souffrances endurées sur la terre de Jules Ferry.

Devant cette ovation, le colonel Dominé a l'air presque gêné. Il ne fait pas un mouvement. Il ne lèvera son épée, pour le salut. que devant la tribune présidentielle.

Passent les quatre détachements d'artillerie tonkinoise. On applaudit de nouveau. On applaudira jusqu'à ce que le dernier peloton rapatrié ait passé.

On se montre le capitaine Marochetti qui revient d'Hanoï et qui commande le détachement de cavalerie d'Afrique.

Tous ces soldats ont bien l'air d'être prêts à recommencer.

Leur défilé à travers les longues avenues du bois ne sera de même, du commencement à la fin, qu'une longue et enthousiaste ovation.

Je ne donnerai point le détail de la revue, qui serait fastidieux.

J'ai seulement le devoir de signaler, parmi les officiers les plus remarqués, le général Tramond, le général Boquet, le colonel Guerrier, qui était au Tonkin du temps du général Millot, le général Voisin, le général Sée, le doyen des généraux de l'armée de Paris, qui est un superbe cavalier, le colonel Muzac, etc., etc. Parmi les corps : Saint-Cyr, la gendarmerie qui défile à la « papa », le 20e bataillon de chasseurs, l'infanterie, surtout l'infanterie de marine.

Un moment d'émotion. C'est un des médecins du 131e de ligne qui tombe de cheval.

Avec ce régiment passe sa cantinière, Mme Vialard, la seule qui ait défilé.

Les autres sont restées aux ambulances ou aux cantines.

Voici la raison, bien légitime, de cette exception.

Mme Vialard a reçu, quelques minutes auparavant, la médaille militaire, vaillamment gagnée par trente années de services.

Après le défilé de l'infanterie, un entr'acte assez long, qu'il faut également expliquer, à ceux qui, autour de moi, en demandaient la cause.

L'artillerie et la cavalerie devant défiler au trot, il est nécessaire de laisser le temps à l'infanterie d'évacuer les routes de dégagement.

Notre admirable artillerie a un succès inouï. On acclame le *brutal*. On salue la force.

Quant à la brigade de chasseurs, elle rivalise de légèreté avec les spahis. Leurs chevaux piaffent, dansent, sont pleins d'ardeur.

Viennent enfin les cuirassiers qui bénéficieront longtemps encore du souvenir des vaillants cuirassiers de Reischoffen. Malgré l'heure avancée, tout le monde est resté jusqu'à la fin pour les applaudir. A droite, le terrain est vide de soldats. Il va être maintenant envahi par la foule débordante. De la cohue qui naît, j'aime autant ne point parler.

Mais les derniers soldats sont en train de passer entre le Président et le ministre de la guerre.

Ils s'éloignent.

Les généraux Boulanger et Saussier viennent attendre le Président de la République derrière les tribunes. Celui-ci en descend et monte en voiture avec M. de Freycinet et le général Pittié.

Le ministre de la guerre le salue, non sans solennité, et se place à droite de la voiture. Le général Saussier se range à gauche et le cortège se met en marche.

Une voix : Vive la République!

Deux voix : Vive Grévy !

Le Président salue. Il garde même son chapeau à la main !

Cent voix : Vive Boulangé...é...er !..

Le Président continue à saluer, mais M. de Freycinet est tout blême. Et, tout le long du trajet, il en a été ainsi.

Durant la revue, c'était surtout le général Boulanger qu'on regardait. De Longchamps à l'Élysée, il n'y a guère que lui qu'on a acclamé. J'écrivais le lendemain :

Je me permets de croire que le ministre de la guerre a accumulé hier un joli nombre de haines contre lui. Il se pourrait qu'il ne passât point la revue de l'an prochain. Il ne faut décidément pas trop chauffer le four.

C'est vraiment ce jour-là, le 14 juillet 1886, que les sceptiques, les curieux de la vie ont commencé à se dire :

— Il y a, sur ce cheval noir, un homme qui ira loin.

Aussi la revue suivante n'a-t-elle pas été passée par lui.

II

LE GÉNÉRAL, JUGÉ PAR LES SIENS

Et, deux jours après ce premier triomphe, autre apothéose.

Inauguration solennelle du cercle militaire.

Place de l'Opéra, plus de deux mille personnes criant : Vive Boulanger !

Dans les différentes salles du cercle tous nos généraux lui faisant fête : Saussier, Thomas, Négrier, Colonieu, Lallemand, Castanier, Voisin, Sée, Etienne, Thévenin, Saint-Marc, Henrion-Berthier, etc.

Dans tous les journaux républicains, *Paris* compris, on ne parlait — et on ne peut plus favorablement — que du général Boulanger.

Au train que prenait le ministre de la guerre, il était à croire que certains de ceux qui, au début, avaient été les instruments de sa fortune, se reprochaient déjà d'avoir poussé son char.

Il ne devait pas être bien gai pour eux de voir la caricature les transformer, comme elle venait de le faire, en sous-diacres portant sur leurs épaules l'image de leur idole.

Eh bien ! mais, si j'allais causer avec eux du héros

de la dernière revue? Il est clair qu'ils diront ce qu'ils voudront. Leur parole néanmoins aura l'importance qu'aurait une déclaration signée par eux.

C'est dans l'intention de recueillir cette parole que je me rendis d'abord chez M. Clémenceau, dans la matinée du 25 juillet 1886.

Celui qu'on appelait, en ce temps-là, le vrai Président de la République venait de partir à cheval pour le Bois. N'importe. Il en reviendrait.

Le soir, en effet, il voulut bien me recevoir.

— Ne riez pas trop de ce que je viens vous demander, lui dis-je brusquement. Boulanger ne vous inspire nulle méfiance?

— Ah! fit-il en se tordant, vous avez eu raison de me prévenir. Ecoutez, Boulanger m'inspire une telle peur que je file à l'étranger. Vous avez remarqué en bas une voiture chargée de valises. Je quitte la France.

— Vous allez faire votre soumission au comte de Paris?

— Non, à l'impératrice Eugénie. Je vais à Carlsbad où elle se trouve en ce moment. Je ne vous dissimule pas que je rirai encore en route de votre question.

Puis, quand la conversation fut devenue plus sérieuse :

— Ce sont, dit-il, les journaux réactionnaires qui ont mal jugé Boulanger. Rien n'a été si ridicule que de lui prêter l'idée d'un coup d'Etat. Il fait et *ne fera jamais que son devoir de ministre républicain.* Je vous en prie, ne me prêtez pas un mot de plus.

Et tout le monde peut constater dans le *Figaro* du 26 juillet 1886 que je n'ai pas dit un mot de plus.

M. Clémenceau, qui n'a pas le temps d'aller à pied,

n'avait même pas vu la caricature où il était en tête de ceux qui portaient Boulanger en triomphe.

Il a dû la voir depuis...

Je me rendis chez Rochefort.

— Monsieur a du monde en ce moment, me dit son domestique. Si vous voulez regarder ses tableaux en attendant qu'on sorte?... Monsieur n'est guère religieux. N'empêche qu'il a son Dieu aujourd'hui. Tenez, regardez ce joli Prud'hon qu'il a découvert. Ça ne lui a coûté que sept cents francs et le premier venu lui en offrirait plus de trois mille.

Et comme j'admire le petit Prud'hon, Rochefort entre, radieux. Dalou vient de lui faire don d'un Lafayette exquis.

Il voudrait ne parler que de ses objets d'art et, moi, je suis tout au sujet qui m'amène.

— Boulanger! s'écrie-t-il dans son langage boulevardier. Mais pourquoi diable voudriez-vous que j'eusse peur de lui? Nous ne l'avons soutenu que parce qu'après Thibaudin, il est le premier ministre de la guerre, vraiment républicain, que nous ayons eu. Si on le renversait, on nous donnerait encore quelque vieille baderne comme... Nous tenons donc à le garder. Nous avons pleine foi en lui. Ses adversaires répètent tout le temps qu'il fera un coup d'Etat. Ce ne sera pas au profit des orléanistes, puisqu'il est sincèrement républicain. Sera-ce au sien? A quoi pourrait-il lui servir d'être grand connétable? D'abord, si les simples soldats l'adorent, il est loin d'avoir pour lui les officiers. Vous avez vu que le conseil supérieur lui a refusé les fortifications. On le compare quelquefois à Bonaparte. C'est idiot. D'abord,

Napoléon venait à un moment où l'on tremblait encore au souvenir de 93. Boulanger, au contraire, est arrivé juste à l'heure où la République commençait à sortir des langes réactionnaires. Napoléon n'avait qu'à reculer. Boulanger n'a qu'à avancer. Il le sait et je suis sûr qu'il le fera. Je suis sûr de lui autant qu'on peut l'être d'un homme. On trouve qu'il se montre trop. Il serait plus juste de dire qu'on le regarde trop. J'ai eu, moi aussi, mes heures de popularité. Il eût été bien bête de raconter que je recherchais les acclamations. J'essayais de me sauver par les petites rues, mais il n'y a jamais moyen d'échapper à l'engouement de la foule. Rassurez-vous donc quant à Boulanger. J'avoue que personnellement je n'ai nulle crainte. Bien au contraire même. Aussi serai-je avec lui tant qu'il ira de l'avant.

J'aurais voulu savoir ce que M. Michelin pensait alors du ministre de la guerre. Le député de la Seine était à la campagne.

Chemin faisant, j'appris qu'il n'y avait qu'un seul républicain qui redoutât Boulanger. Il est vrai que celui-là s'appelait Labuze.

Et le soir, j'étais dans un petit café où se rencontrent les anarchistes.

Je résume ainsi leur appréciation :

— Nous sommes pour Boulanger parce qu'il est contre vous. La réclame qu'on lui fait ne laisse pas que de nous gêner. Nous n'aimons guère, en effet, les personnalités ; mais, en attendant, il soigne le populo. Il gâte le pioupiou. A cet égard, il nous plaît. Le jour où il se tournerait contre nous, il trouverait à qui parler.

Bref, toutes les fractions du parti républicain ne juraient en ce temps-là que par le général Boulanger.

En revanche, tous les réactionnaires, moi compris, étaient contre lui.

III

UNE BIOGRAPHIE A TAPAGE

C'est alors que parut, sous ce titre : Le général Boulanger, *ministre de la guerre*, une brochure tellement enthousiaste, que de nombreux journaux, les uns ultra-conservateurs, les autres satiriques, ne manquèrent pas d'en attribuer la publication au général lui-même.

La chose était d'autant plus facile que cette brochure n'était point signée.

Il y eut un vrai scandale qui grossit d'heure en heure.

L'*Intransigeant* dut même venir, le 16 août, au secours de son ami le ministre de la guerre.

Il le défendit de la façon la plus originale : « La brochure incriminée étant, dit-il, un panégyrique sans mesure, ne peut être que l'œuvre d'un ennemi. »

Une question restait pendante : Quel était l'auteur de cette brochure? Dans l'espérance de le connaître, je me rendis le soir même, chez l'éditeur, M. Clavel, que je trouvai en train de rédiger une circulaire pour les départements. Il ne lui suffisait pas d'avoir vendu cent mille exemplaires sur les boulevards, il voulait en inonder la banlieue et la province. A cela, rien à dire, il est tout naturel qu'un commerçant fasse œuvre de commerce.

M. Clavel, ayant été longtemps l'imprimeur de la Société des gens de Lettres, est un peu mon ami. Trois jours auparavant, il m'eût bien volontiers nommé l'auteur du panégyrique, mais il paraît que celui-ci, accusé par les uns d'avoir travaillé avec l'approbation du ministre, par les autres de l'avoir écrasé sous le pavé de l'ours, ne savait plus à quel saint se vouer. Il avait supplié son éditeur de ne pas révéler son nom et n'osait plus paraître à l'imprimerie.

— « Quelques jours après la revue, me dit M. Clavel, il est venu me proposer de publier cette brochure. Les premiers frais d'édition étaient de huit cents francs, mais j'ai vu là une affaire. J'ai discuté avec lui la question des gravures. Ainsi, j'ai veillé à ce que le général, récemment promu grand'croix, eût sur la poitrine la plaque qui n'est sur aucun autre portrait. J'ai poussé le tirage. J'ai offert la mise en vente à un vendeur important de la rue du Croissant qui, — ne croyant peut-être pas au succès, — m'a proposé des conditions inacceptables.

« J'ai aussitôt envoyé un homme raccoler des crieurs sur les boulevards. Pendant ce temps on tirait. Mais l'auteur ne voulait point que le ministre de la guerre apprît seulement par les crieurs l'existence de sa brochure. Parmi les premiers exemplaires sortis, j'ai choisi les cinq plus beaux que nous avons aussitôt mis sous enveloppe et envoyés au général Boulanger.

« Ce point est important à retenir. Il faut bien croire que la brochure n'a pas été tout d'abord désagréable au général, puisqu'il n'a pas protesté. Qui ne dit rien consent. Il se peut aussi que le ministre de la guerre,

en sa qualité d'homme supérieur, se soit parfaitement rendu compte du tapage que soulèverait cette brochure exaltée.

« Le fameux mot de Figaro a dû lui venir tout naturellement sur les lèvres : « Il n'y a que les petits hommes qui redoutent les petits écrits ! » Le général a donc laissé faire. On a tiré. Dès le premier jour, les crieurs ont bien vendu. Avant de courir les rues, il leur fallait longtemps faire queue dans la cité d'Hauteville, au fond de laquelle se livrait le canard. »

— Mais au moins, ai-je demandé à M. Clavel, l'auteur de cette brochure est-il un journaliste ?

— Non.

— Un homme de lettres ?

— Non.

— Un soldat ?

— Non.

Ce n'est davantage ni un commerçant, ni un employé, ni un faiseur habituel de canards...

En tout cas, c'est un malin qui, avec huit petites pages, a trouvé le moyen de gagner en peu de jours quelques jolis billets bleus.

Et, trois heures après, c'était moi-même qui donnais communication à M. Clavel de la note suivante, parue dans les journaux du soir :

« On sait que l'on crie depuis quelques jours, sur les boulevards, des brochures retraçant la vie du général Boulanger.

« Le ministre de la guerre, qui est *complètement étranger* à ces sortes de publications, *vient d'envoyer* une sommation par huissier à l'éditeur de ces brochures pour interdire leur mise en vente.

« Il a, de plus, prié le préfet de police de faire saisir toutes celles qui sont en circulation. »

En attendant la notification, M. Clavel continua fort tranquillement à procéder à l'expédition de nouveaux milliers d'exemplaires. Les vendeurs, avec plus d'acharnement que jamais, lui demandaient des brochures.

Depuis huit jours, tout crieur ayant dix sous à soi venait acheter dix exemplaires qui, quelques minutes après, lui mettaient vingt sous dans la poche.

Jusqu'à sept heures, on brailla impunément sur les boulevards : « Achetez la biographie du général Boulanger. »

Mais, à partir de ce moment, on vit des agents arracher les brochures des mains des vendeurs. Quelques-uns de ceux-ci résistant, il en résulta même des bagarres.

C'était M. le préfet de police qui commençait à obtempérer à la prière de M. le ministre de la guerre.

Pendant ce temps, l'imprimeur-éditeur de la brochure recevait une sommation dont voici la partie principale :

« Le général Boulanger fait défense à M. Clavel de mettre en vente et d'imprimer une brochure ayant pour titre : « *Le général Boulanger* » et portant sur sa couverture, d'un côté, le requérant à cheval, de l'autre « le « défilé des troupes du Tonkin devant le général Bou- « langer », ladite brochure publiée sans autorisation aucune et sans l'assentiment du requérant. »

M. Clavel a cru devoir tout d'abord, par pure convenance, obéir à cette sommation.

Malgré les nombreuses commandes, il a donc fait provisoirement suspendre le tirage.

Toutefois, quelques minutes après, certains camelots criaient encore la brochure sur le boulevard Montmartre.

Ceux-ci n'avaient reçu aucun avertissement. L'éditeur les avait néanmoins prévenus qu'ils achetaient les brochures à leurs risques et périls, et qu'en cas de saisie, il ne les rembourserait pas.

A la même heure, le commissariat de la rue du Faubourg Montmartre, qui a la surveillance du trottoir de droite, sur les grands boulevards, n'avait encore reçu aucune instruction.

Et pourtant *une heure* suffit à la Préfecture de police pour transmettre ses ordres à tous les bureaux.

La vérité est que le fait de crier une brochure n'avait alors rien de délictueux et qu'il n'y avait aucun texte de loi à invoquer pour saisir l'opuscule en question.

— Il ne peut y avoir saisie, m'a affirmé un magistrat, que s'il y a : « Outrage à la morale publique. Insultes graves au gouvernement et aux pouvoirs publics. Excitations à la guerre civile. »

L'affaire d'ailleurs en resta là. M. Clavel fit d'autres brochures boulangistes, qui, sans avoir le succès de la première, se vendirent bien. Ce fut dans tout Paris le signal d'un débordement de canards qui n'ont pas peu contribué à la popularité du général. Je me contenterai de citer :

Lettre d'un boulanger à son ancien général ;
Le boulangiste ;
Le général Revanche;
L'Etendard français, etc.

IV

SI VIS PACEM, PARA BELLUM

Les semaines s'écoulèrent.

Le 31 août, le général Boulanger assistait au banquet du centenaire de M. Chevreul et portait un toast « au vaillant patriote qui protestait si énergiquement, quinze ans auparavant, contre le bombardement de la ville de Paris et de ses richesses scientifiques ».

Le 17 septembre, après avoir assisté aux grandes manœuvres, il prononçait à Libourne un discours qu'on trouva « extrêmement belliqueux ».

Le 5 novembre, il inaugurait à la Boissière, près Rambouillet, l'orphelinat militaire, fondé par le pauvre commandant Hériot.

Enfin, le 14 novembre, je suis appelé à le voir dans l'arène.

Oui, dans l'arène, et dans celle de l'Hippodrome encore. Mais beau, superbe, sous son grand uniforme, avec toutes ses décorations et ses grands cordons.

Et salué, applaudi, acclamé ! Comme Louis Napoléon... en 51.

Une attraction de haut goût était réservée, ce jour-là,

aux dix mille personnes qui emplissaient, à l'occasion du quatrième grand concours de gymnastique, la vaste enceinte de l'Hippodrome. Le ministre de la guerre avait promis de présider la fête et de la clore par un discours... sur lequel on savait qu'il comptait.

Le programme disait : A 1 *h.* 55, *arrivée du ministre*. A la minute précise, il apparaissait à la tribune d'honneur.

M. Ziégler, Alsacien, président-fondateur de l'association des gymnastes alsaciens, est à sa gauche ; M. Déroulède à sa droite.

Les gymnastes font leur entrée. Une colonne de porte-drapeaux les précède. Au milieu de ceux-ci, on en remarque cinq qui sont cravatés de deuil. Ce sont les drapeaux des Sociétés d'Alsace et de Lorraine.

Après le défilé, M. Alexandre Bican, président effectif, s'approche de la tribune et salue le général Boulanger :

« Monsieur le ministre,

« C'est la première fois que, malgré nos demandes, nos sollicitations, nous avons l'insigne honneur de posséder à une solennité de l'Association de la Seine un représentant du gouvernement... »

Après avoir remercié chaleureusement le général Boulanger, il rend compte des efforts et des progrès des gymnastes et se plaint de la parcimonie du conseil municipal qui leur marchande des subventions.

Il conclut ainsi :

« Ce sont les unités dangereuses qui font aujourd'hui la vraie force d'une nation. C'est dans les sociétés de

gymnastique, — où nous professons au plus haut degré le respect et l'amour de l'armée — que nous préparons et que sont appelées à se recruter ces unités dangereuses.

« Toutefois, elles ne contribueront jamais qu'au relèvement de la patrie, qu'à la grandeur de la France. »

C'est bon à savoir.

Le général Boulanger tend la main à M. Bican, le félicite, le remercie, puis s'assied sur son fauteuil.

Il a autour de lui le général Jeanningros, M. de Douville-Maillefeu, les commandants Courtin et Plet, MM. Mesureur, président du conseil municipal, Muzet, directeur de l'exposition actuelle, Farcy, député, Edmond Dollfus, Mme Hesse, une protectrice fervente des Sociétés de gymnastique, etc.

Les exercices commencent. Il faut reconnaître que ces jeunes gens sont très forts. Beaucoup d'entre eux pourraient rester à l'Hippodrome. Ils forment même des pyramides étonnantes, qu'on n'y a jamais vues.

Mais voici le beau des beaux :

Pendant que la *Nationale* fait du trapèze, que la *Saint-Mandéenne* s'attache aux cordes lisses, que la *Gallia* se livre à la voltige, que la *Rénovatrice* monte à l'assaut des appareils, etc., etc., le général Boulanger est tellement enthousiasmé qu'il s'arrache à son fauteuil de président. Il descend dans l'arène et, comme jadis Bonaparte dans les camps, va regarder la *Vedette*, admirer l'*Etoile*, complimenter l'*Espérance*, serrer les mains de l'*Ardente*, rire avec les *Joyeux Amis*, soupirer avec l'*Amitié*, s'enflammer avec la *Patriote*.

Toutes ces Sociétés, en effet, manœuvrent en même temps, travaillant d'autant mieux que le général Boulanger est plus près d'elles.

Et quand le ministre se trouve à droite de l'arène, c'est la droite qui applaudit. Quand il est à gauche, c'est la gauche. Et dans le trajet, c'est derrière lui toute une traînée d'acclamations.

Il revient à sa place, d'où il examine attentivement la Société *En avant*, dont les membres ont des uniformes de soldats, font l'exercice, forment le carré, feignent de charger, et si bien que, derrière moi, un capitaine dit :

— Nous n'en ferons pas des soldats, mais des instructeurs.

Après la présentation des Sociétés au ministre, celui-ci se lève et prononce le discours suivant :

« Messieurs,

« Vous m'avez trop remercié d'être venu à cette fête, car je considère comme un grand bonheur de me trouver parmi les membres d'une association qui a pris pour emblème et pour devise : deux mains unies sous ce mot magique : Patrie.

« Il m'eût été, d'ailleurs, bien difficile de ne pas répondre à l'invitation de votre président, me conviant en termes chaleureux à me rendre au milieu de cette ardente jeunesse parisienne qui se prépare si vaillamment pour l'armée et qui marche si résolument dans la voie de l'éducation virile et nationale.

« Ces derniers mots sont ceux-mêmes que m'écrivait votre président-fondateur, l'honorable M. Sansbœuf, et je veux y ajouter ce que j'ai déjà eu l'occasion de dire lors de la réunion fédérale annuelle des Sociétés de gymnastique de France : « L'avenir est là, messieurs, « l'avenir de la France comme celui de la République, « l'avenir envisagé au point de vue social comme au « point de vue militaire. »

« Ce n'est, en effet, que par le méthodique entraînement de nos jeunes hommes que nous parviendrons à alléger la charge si lourde pour les sociétés modernes de l'obligation militaire.

« Mais chaque génération a sa tâche.

« La nôtre, messieurs, a trouvé dans son berceau un héritage bien dur à porter : nos armées à refaire, notre matériel de guerre à reconstituer, l'âme de la patrie surtout à relever des abattements des jours de malheur, la foi dans l'avenir de la France à faire revivre à ses propres yeux et aux yeux de l'étranger!

« Aussi, quels vaillants et unanimes efforts se sont voués à cette œuvre de régénération, et comme elles disparaissent devant ce sublime objectif, les divisions qui naissent de la divergence des doctrines et des traditions!

« Mais ce n'était encore là qu'une partie de la tâche ; il fallait entraîner le pays vers cette éducation militaire appelée à décupler notre valeur en fortifiant les esprits et les cœurs par les sains exercices du corps.

« Ce résultat considérable est sur le point d'être atteint, grâce au zèle, à la persévérance patriotiques et dévoués d'initiateurs tels que vous, messieurs, qui avez compris votre pays et votre temps ; grâce à vos leçons, mesdames, vous qui glissez dans le cœur de nos enfants, dès les premiers jeux, la notion de la patrie par l'amour de la famille, cette première patrie.

« Par cette éducation, ces enfants atteindront, vaillants de cœur et vigoureux de corps, l'âge de devenir soldats.

« Quant à nous, armée, nous vous les rendrons habitués à la discipline, fidèles au drapeau, épris de nos gloires; et ils vous rapporteront en expérience et en patriotisme ce qu'ils nous auront apporté en vigueur et en dévouement.

« C'est ce continuel échange, entre vos Sociétés, c'est-à-dire entre les familles, et l'armée, qui fera la nation forte, messieurs, et donnera à vos travaux et à vos exercices ce caractère éminemment national qui les rend populaires, et fait applaudir vos succès sur tout le territoire de la République.

« Ce mouvement des esprits a été parfois injustement apprécié; il a même été considéré par quelques-uns comme inspiré par des pensées agressives.

« Ceux-là, inquiets ou aveugles, ignorent ou feignent d'ignorer que tout pays qui veut vivre doit être fort, et que la première condition pour le développement des ressources intellectuelles, industrielles et commerciales d'un grand peuple est la sécurité, basée sur la conscience de sa force.

« Or, dans l'état actuel de l'Europe, en présence des mesures prises par toutes les nations pour élever au suprême degré la puissance et la mobilité de leur machine militaire, notre patrimoine national serait-il en sûreté, ce patrimoine, fruit des travaux, des luttes, des souffrances, du génie de nos pères, si nous étions moins armés et moins préparés que nos voisins?

« Serait-il en sûreté, ce patrimoine que nous a légué la Révolution française?

« — Pour notre honneur et notre sécurité, nous sommes prêts aux derniers sacrifices — disait récemment à Toulouse le président du Conseil. Vous avez tous applaudi à ces fières paroles et vous avez compris que, sans forfanterie, mais sans faiblesse, elles traçaient à chacun son devoir et indiquaient nettement quel doit être le rôle d'une grande nation comme la France, avide de paix et de travail, mais jalouse de ses droits.

« Pour mon compte, plus patriote encore que soldat, je désire ardemment le maintien de la paix, si nécessaire à la marche du progrès et au bonheur de mon

pays. C'est pour cela que, dédaignant certaines attaques et fort du sentiment du devoir, je poursuis sans relâche la préparation à la guerre, seule garantie des paix durables.

« Je me résume, messieurs. Il y a pour une nation deux sortes de paix :

« La paix que l'on demande, et la paix que l'on impose par une attitude ferme et digne.

« Cette dernière est la seule qui nous convienne, et je vous remercie, éducateurs de cette fière jeunesse, je vous remercie, jeunes vaillants, d'aider le gouvernement à en assurer les bienfaits à la France. »

J'ai dit qu'il y avait dans la vaste salle dix mille personnes au moins. Le général a parlé si distinctement, a crié plutôt avec une élocution si claire que tout le monde l'a entendu.

Comment rendre alors le tonnerre de bravos qui a suivi ce discours, d'autant plus sympathique qu'il est... pacifique !

M. Déroulède se lève et crie :

— Vive la France ! Vive le patriotisme ! Vive le général Boulanger !

Les dix mille personnes répètent ces trois acclamations.

Le général annonce qu'à la demande du ministre de l'intérieur et à la sienne, M. Ziégler, le grand inspirateur de toutes ces sociétés, est nommé chevalier de la Légion d'honneur.

Les bravos redoublent.

Il décerne ensuite quelques rubans violets de l'instruction publique. Nouveaux applaudissements.

Il se retire. On l'acclame. On lui fait à la sortie une

ovation qui se renouvelle durant tout le trajet de l'Hippodrome au ministère de la guerre où l'attendaient plus de cinq cents personnes.

Et je terminais, comme suit, mon article du 15 novembre :

« Faut-il que nous ayons un cabinet... naïf!

« Le chef du cabinet, les ministres de l'intérieur et de l'instruction publique eussent pu être là.

« Alors c'était le partage de l'ovation. Ce n'était pas en tout cas le triomphe exclusif du général Boulanger qui, en leur compagnie, ne serait peut-être point descendu dans l'arène.

« Après tout, nos ministres ont peut-être soif, eux aussi, du gouvernement personnel, — le seul vraiment français. — Qui nous dit qu'ils ne sont point des *boulangistes* avant la lettre ? »

Néanmoins le cabinet changea.

M. de Freycinet, renversé, eut pour successeur M. Goblet, qui crut devoir laisser le portefeuille de la guerre au général Boulanger.

En sa qualité de ministre, le général était souverain maître de l'armée.

Je faisais alors partie du comité du Parlement et de la Presse formé dans le but d'organiser des fêtes au profit des inondés du Midi.

A tout instant, j'avais, comme membre délégué, à demander au ministre un service quelconque.

Ma première lettre avait été facile à faire :

« Monsieur le ministre,

Quoique ennemis sur le terrain de la politique, nous devons être unis sur celui de la charité, etc. »

Le général me répondit par une lettre charmante que je me repens d'avoir donnée à un amateur d'autographes. Il m'accorda, cette fois-là et les autres, tout ce que je demandais au nom du comité. Il me donna des cavaliers, des fantassins, des musiques, même « une permission » pour un jeune artiste, qui était alors au régiment et dont le pinceau nous faisait défaut.

C'est cet artiste qui, dans sa reconnaissance, écrivit sur le mur en toile peinte d'une maison provençale au Palais de l'Industrie :

VIVO LO GENERAU BOULANGER !

Vous rappelez-vous, messieurs les députés Antide Boyer, Maurice Faure, Clovis Hugues, que cette traduction en votre langue natale du banal : *Vive le général Boulanger !* a été fournie par l'un de vous et écrite en votre présence ?

Le ministre de la guerre ne se contenta point de nous donner des hommes. Il voulut payer de sa personne.

Le 18 décembre, le comité donna à l'Hippodrome une grande fête militaire.

Depuis le premier morceau joué sous la direction de M. Wettge, chef de musique de la garde républicaine, jusqu'au dernier exercice, les soldats de l'école de Joinville et les braves sapeurs-pompiers de Paris n'ont pas cessé de triompher.

De la vie je n'ai entendu plus d'applaudissements. Imaginez une salle tellement bondée qu'on ne distinguait ni escaliers ni couloirs.

Et au dehors, plus de cinq mille personnes, n'ayant

pu trouver place, attendaient encore gymnastes et pompiers pour les applaudir de confiance.

Les frais étaient de trois mille francs à peine. La recette a dépassé dix-huit mille francs.

C'est notre confrère L.-P. Laforêt qui a eu l'idée de cette soirée. C'est d'autant plus lui qui doit en avoir tout l'honneur que — m'est-il permis d'être indiscret ! — le comité ne comptait que sur un petit bénéfice.

Ah ! si nous avions su, nous n'aurions pas manqué d'élever le prix des places. Nous pouvons dire que, malgré les quinze mille francs de bénéfice pour les inondés, nous avons été volés. Les spectateurs en ont eu pour plus de quarante sous.

A vrai dire, la présence du général Boulanger n'a pas été étrangère à l'engouement du public. J'ai entendu des dames demander : « Sera-t-il en uniforme ou en bourgeois ? » Quand un général arrive à soulever cette curiosité, c'est qu'il est l'homme populaire par excellence.

Il était en bourgeois. Le soir même, le général Saussier offrait un dîner aux commandants de corps. Le ministre de la guerre ne pouvait se dispenser d'y assister, mais il avait promis au Comité de présider la fête. Il est arrivé à 10 heures, assez tôt pour admirer les exercices de boxe, d'escrime et de bâton, les mouvements d'ensemble de l'école de Joinville.

On sait le but de cette école. Les meilleurs soldats ou sous-officiers de l'armée y sont envoyés et formés. Ils en sortent instructeurs.

En vérité, il n'y a rien de plus régulier, de plus savant que leurs exercices, rien qui puisse inspirer autant de confiance.

Et quels jarrets ! quels muscles ! Quand les six cents mains retombaient sur le pantalon, elles produisaient, en frappant la cuisse, comme un bruit de fer.

Après les gymnastes sont venus les sapeurs-pompiers. Leur entrée a soulevé un trépignement dont on n'a pas idée. C'est que les sapeurs-pompiers sont les grands amis, les protecteurs des Parisiens. Quand on les voit, on se rappelle que, depuis 1878 seulement, ils ont éteint plus de 2,000 incendies, que 22 d'entre eux sont morts au feu, 349 autres sont décédés par suite de maladies ou infirmités contractées dans les incendies. Toute la salle a voulu d'un coup leur témoigner sa sympathie si vive.

Au milieu des bravos, des hurrahs, ils ont accompli leurs grandes manœuvres d'incendie et de sauvetage, dans lesquelles ils se montrent pourtant plus diables qu'hommes. Il est vraiment impossible de s'expliquer comment ils se tiennent sur les échelles, avec quelles griffes magiques ils s'accrochent aux cordages. En les voyant défiler ensuite, le général Boulanger, pour leur rendre hommage, s'est levé.

Ce n'est rien, cette chose : se lever quand passent des sapeurs-pompiers, mais il faut croire que les autres ministres n'avaient point l'habitude de la faire. Je me rappellerai longtemps l'admiration qu'a soulevé ce respect d'un chef pour ses plus humbles surbordonnés.

Aujourd'hui le Président de la République, les ministres ne manquent jamais de professer, en pareilles circonstances, ce même respect, mais on ne doit pas oublier que c'est le général Boulanger qui, le premier, en a fait preuve.

V

FIN D'ANNÉE

Quelques jours après, le 26 décembre, le ministre de la guerre présidait, au grand amphithéâtre de la Sorbonne, la distribution des récompenses à la Société française de sauvetage.

Ce jour-là encore, nouveau discours auquel applaudissaient le lendemain dans leurs journaux MM. Clémenceau, Henry Maret et Auguste Vacquerie.

Le soir, aux fêtes du Soleil, vive émotion.

Sans avoir informé personne de sa visite, le général venait d'entrer dans le Palais de l'Industrie avec sa femme et ses deux filles.

Mais il n'est pas de ceux qui peuvent longtemps garder l'incognito. On se le montre, on le suit, respectueusement d'abord.

Il avait rendu trop de services à notre comité pour que je n'eusse pas, comme délégué, le devoir de lui faire connaître en détail notre fête, de le mener dans les baraques closes.

Je me mets à sa disposition.

Je lui offre de montrer à sa famille la Métempsychose, la Charmeuse de serpents, Venise, etc.

Il me prend à part :

— Personnellement, me dit-il, j'irais bien partout, mais je ne voudrais pas, à cause de ces dames, aller dans certaines baraques dont on m'a parlé.

Il y en avait en effet deux ou trois qui n'avaient pas tardé à devenir assez peu convenables.

— Oh ! soyez tranquille, général. Je suis moi-même père de famille...

Et je le menai tout d'abord chez l'homme-tronc.

Celui-ci, ne se doutant point de la qualité de ses visiteurs, donna son spectacle ordinaire, Il demanda à Mme Boulanger les prénoms de ses filles, et n'ayant ni bras ni jambes, écrivit avec sa bouche deux billets qu'il tendit l'un après l'autre aux jeunes filles.

En lisant celui qui lui était destiné, Mlle Marcelle rougit. Elle hésita à le communiquer à ses parents, puis le leur remit à la fin en disant : « Oh, je suis sûre qu'il a dit la même chose à ma sœur. »

En caractères moulés, l'homme-tronc avait écrit : « Je présente mes hommages à Mlle Marcelle, la plus belle de toutes les jeunes filles. »

Mais la future Mme Driant avait dit vrai. Naturellement sa sœur aînée avait le même billet.

— Cela vous montre, s'écria le général, qui doit s'y connaître, le cas qu'il faut faire des compliments des hommes.

Et, comme on sortait, je crus voir qu'il mettait quelque chose dans la main de la buraliste.

Il fit de même en sortant de la deuxième, de la troisième baraque.

J'avais l'air de le contraindre à dépenser de l'argent. Je pris congé de lui. Aussi bien, la foule, maintenant,

l'attendait devant chaque porte. Cela devenait gênant. J'avais le devoir de veiller à ce qu'il pût circuler librement. Je fis inviter, par des agents, la foule à ne pas le suivre. Arrêtez donc la curiosité humaine!

On ne l'entourait point, mais on le regardait de loin. Dès qu'il se portait d'un côté, un épais groupe le suivait.

On voyait bien qu'il était décidé à laisser au palais le plus d'argent possible. Il allait de boutique en boutique, demandant aux marchandes si elles étaient contentes de la fête. Jamais elles ne le sont.

Alors il achetait.

Bientôt sa femme et ses deux filles eurent les mains embarrassées.

Sur une petite estrade en plein vent était un dessinateur-improvisateur qui, dès qu'on lui criait le nom d'un personnage, traçait la figure de celui-ci sur une immense feuille de papier.

Voilà que, de lui-même, le dessinateur, ayant reconnu le général, fait son portrait, grandeur naturelle.

Cette fois, impossible de retenir la foule, qui se met à crier : « Vive Boulanger ! »

Le général veut se retirer.

Maintenant on le presse, on l'entoure. « Vive Boulanger! »

Il sort.

Malgré les quarante sous donnés pour l'entrée, on sort derrière lui. « Vive Boulanger ! » Il monte en voiture. On court après celle-ci. C'est du délire. « Vive Boulanger! »

Je me rappelle que je me mis tout à coup à consulter mes souvenirs.

Je me demandais quel était le ministre que, dans ma vie déjà longue, j'avais entendu, soit sous l'Empire, soit sous la République, acclamer de la sorte.

DEUXIÈME PARTIE

1887

I

LUI !

De jour en jour augmente, dans l'armée et dans le peuple, le renom du général Boulanger.

La plupart des journaux le dénigrent ou l'insultent; la caricature le bafoue. Il n'en a cure. En dépit de tout, il rayonne au zénith.

C'est à qui essayera de le faire tomber du ministère. Le cabinet tombé, c'est à qui l'empêchera d'entrer dans le suivant. M. Grévy, surtout, ne veut pas de lui. Le 30 mai, après treize jours de crise ministérielle, le général Boulanger est remplacé, dans le cabinet Rouvier, par le général Ferron.

Va-t-il pour cela disparaître? Va-t-on cesser de parler de lui? Où est-il? Que fait-il? C'est ce que, — dans un pays où, huit jours après la chute d'un ministère, personne ne sait plus qui a été ministre, — tout le monde se demandait, quinze jours après le départ du général Boulanger. Il n'était question que de LUI. Sa biographie continuait à être promenée par les rues. Son portrait était l'ornement des vitrines. L'Alsace-Lorraine l'achetait par ballots.

Elle en a fait l'autel de la famille entière.
L'enfant, matin et soir, *y redit sa prière!*

Oui, tels sont deux des vers du poème intitulé : « Le Général Victoire ou le rêve de la petite Alsacienne. » On en était arrivé, dans l'idolâtrie ambiante, à faire de celui qui voulait démembrer l'Eglise en enrégimentant les séminaristes le dieu de l'autel de la Patrie !

Mais enfin où est-il ? C'est ce que je suis chargé par mon journal de savoir, le 15 juin. L'ancien ministre est resté à Paris. Il continue à habiter avec sa famille à l'hôtel du Louvre, appartement n° 283. Il n'y passe guère que la nuit. C'est à qui, depuis sa chute, donnera un déjeuner ou un dîner en son honneur. Il faut même l'inviter cinq ou six jours à l'avance.

Ces invitations tombent à point. Selon son expression, « il n'a pas le sou, mais il s'en f... » Il n'a, dit-il, jamais tenu à l'argent.

On lui a offert un commandement. Il a refusé. Il désire rester en congé jusqu'en octobre. Pourquoi cette date ? Ah ! parce qu'à celui qui tombe, l'espérance encore peut rester. Comme la petite Alsacienne, le général Boulanger a son rêve. Dans ses insomnies de vaincu, il voit tomber, avec les feuilles d'automne, le présent ministère.

— Si les opportunistes, lui a dit un député conservateur, trahissent la République en s'alliant avec la droite pour soutenir le cabinet Rouvier, la droite se fatiguera de mécontenter ses électeurs en votant avec les opportunistes. Ce jour-là le cabinet tombera.

Et si le cabinet actuel tombe, le général Boulanger est, d'après ses partisans, immédiatement appelé à faire partie du suivant. Sa certitude à cet égard est si

complète qu'il ne souffre nullement du fait même de sa mise à la retraite.

Il n'est point toutefois sans soucis. D'abord il s'ennuie horriblement de n'avoir plus rien à faire. Ensuite il voit avec beaucoup de peine son successeur exiler l'un après l'autre du ministère de la guerre les nombreux Boulangistes qui en occupaient les bureaux.

Il reçoit fréquemment des délégations qui lui proposent d'organiser des réunions en sa faveur. Les commerçants des Batignolles voulaient, dans ce but, louer la salle Lévis. A tous les *Boulange*, *langelâtres*, il répond qu'il désire rester en dehors de toute manifestation.

C'est à cause de cela qu'il s'apprête à quitter Paris. Il partira pour la campagne le 1er juillet. Il désire qu'on le sache.

Comme ses partisans se promettent de manifester autour de la revue du 14 juillet, il ne veut à aucun prix rester à Paris ce jour-là, ni la veille. De la sorte, on ne pourra l'accuser de provocation.

Mais cette revue aura-t-elle lieu? Déjà l'Elysée a pris des renseignements. On y sait parfaitement que, dès qu'apparaîtra le général Ferron, sur l'hippodrome de Longchamp, un cri formidable retentira, celui de : « Vive Boulanger! » On y sait même qu'à l'arrivée du président de la République, qui n'a pas osé, contre tout usage, assister au Grand-Prix de Paris, des groupes massés derrière la tribune présidentielle crieront : « A bas Grévy! »

Aussi M. Rouvier cherche-t-il le moyen de ne point faire passer la revue. On espère bien pouvoir la décommander « pour cause de chaleur », mais le général

Ferron a peur de s'entendre objecter qu'il est étrange qu'on trouve le soleil parisien trop chaud à l'époque même où on enverra encore 2,000 hommes sous le soleil brûlant du Tonkin.

Donc, on reste perplexe.

Quant au général Boulanger, il se désintéresse de la chose. Il déclare n'avoir plus besoin de manifestations. Il croit vraiment avoir déjà sa place solidement établie dans le cœur de la nation.

— Je n'ai pour l'instant qu'à me tenir à l'écart, dit-il à ses amis intimes. Qu'il y ait la guerre, bon gré, mal gré, je serai forcé de partir. Ce n'est pas seulement Paris, c'est toute la France qui, dans sa confiance légitime ou non, criera : « Boulanger! » La paix était plus assurée quand j'étais ministre de la guerre. Pour l'Allemagne, j'étais le danger... Mes ennemis personnels auraient dû comprendre que leurs fils sont plus exposés à être appelés sous les drapeaux en mon absence qu'en ma présence...

Le général croit d'ailleurs que c'est notre ambassadeur à Berlin, M. Herbette, qui a positivement exigé son départ.

« Il reviendra!... » dit l'une des chansons qui le célèbrent. De ce qui précède on peut conclure que, pour le général Boulanger, cela ne fait pas doute.

Pendant ce temps, le cabinet manœuvre.

Il ne trouve rien de mieux que d'exiler son terrible ennemi.

Le 29 juin, le président de la République signe un décret aux termes duquel le général Boulanger est nommé au commandement du 13e corps.

Donc le voilà appelé à remplacer à Clermont le général Bréart.

Il a été acclamé, conspué, chanté, vilipendé, illustré. Il a même été *tête de pipe*. Il va être Auvergnat. Rien ne lui manquera.

On sait que quiconque a été ministre de la guerre a le droit de n'accepter aucun commandement pendant l'année qui suit la chute du cabinet.

Il y avait donc lieu de se demander ce que ferait M. Boulanger. Réjouissez-vous, habitants de l'Auvergne, il daigne accepter. Il se rendra à 1.465 mètres au-dessus du niveau de la mer!

Pauvre Vercingétorix! Depuis longtemps, là-haut, on ne parlait que de lui. Mais comment voulez-vous que lutte sa mémoire contre celui qui était alors le client de MM. Rochefort et Clémenceau, contre l'espoir de la nation, le porte-drapeau de la France, le rêve de la petite Alsacienne? Prends ta retraite, mon vieux Vercingète, gète, gète. Il faut bien faire place aux jeunes.

Et quand partira le général?

Quoique les commandants de corps, qui acceptent leur nomination, aient un mois pour rejoindre leur poste, il n'attendra pas les trente jours.

Interrogé sur ses intentions, il a fait — ainsi que M. Jourdain, qui composait de la prose sans le savoir — ce beau vers qu'eût revendiqué Ponsard :

Soldat discipliné, j'obéis à mon chef.

Il lui obéira même tout de suite. Il compte partir le 8 juillet, après avoir naturellement pris congé du Président de la République. L'entrevue sera touchante.

Nous n'aurons donc pas le général le jour de la revue.

Mais est-ce bien sûr ? Il paraît qu'il y a des gens dont on doit se méfier. Les journaux annonçaient, la semaine précédente, son prochain départ pour la campagne. Ils citaient même la ville qui devait avoir l'honneur de l'abriter : Dinard.

Eh bien ! toute la presse avait été affreusement mystifiée.

— Vous comprenez, me dit Rochefort, il fallait faire croire au gouvernement qu'il ne serait pas à Paris le 14 juillet...

En tout cas, et ceci est encore une réflexion de Rochefort, « tout lui réussit, à cet homme ». Il était nécessaire de tenir jusqu'à la revue le public en haleine. Or, nous aurons, avant le 14, des lettres, des *visites*, enfin le DÉPART. Autant de hors-d'œuvre puissants qui mettront les ligueurs patriotes en appétit pour la grrrrande manifestation.

II

A LA GARE DE LYON

Il faudrait remonter à l'enterrement de Victor Noir pour avoir le pendant de ce qui s'est passé, le vendredi 8 juillet 1887, à la gare de Lyon.

Le général Boulanger allait partir.

Devant la foule qui voulait arriver jusqu'au quai d'embarquement, les employés ont été sans force, la police s'est trouvée impuissante. La gare, le quai, tout a été littéralement inondé de cohue.

Dès six heures, le public entourait l'hôtel du Louvre, dont une seule grille était ouverte.

A sept heures et demie, il y avait bien, aux abords de l'hôtel, dix mille personnes.

De temps en temps, quand passe un omnibus, on crie : « Vive Boulanger ! »

La croyance de la majorité est que le général est parti depuis longtemps, ou bien, s'il est là, qu'il sortira par une porte dérobée. On ne manque pas de constater avec plaisir qu'on n'aperçoit pas un seul gardien de la paix. Aussi la circulation ne tarde-t-elle pas à être interrompue.

A 7 heures et demie précises, un immense cri de « Vive Boulanger ! » retentit. C'est la voiture du général qui sort, suivie de trois fiacres. Les personnes mas-

sées devant la porte de l'hôtel arrêtent le cheval, et la voiture reste là cinq minutes, pendant lesquelles on hurle : « Vive Boulanger ! Vive l'armée ! A bas Grévy ! »

Enfin, le passage est rendu libre par le public lui-même et la voiture part au galop. Mais, tout le long du chemin, il y a du monde qui crie. Le général répond aux acclamations en levant son chapeau. On se dirige vers la gare de Lyon, par la rue de Rivoli, la rue Saint-Denis, l'avenue Victoria, les quais de l'Hôtel-de-Ville et des Célestins, les boulevards Morland et Diderot.

Partout du monde et des acclamations.

La foule amassée autour de l'hôtel du Louvre s'était d'abord mise à suivre en courant la voiture du général, mais celle-ci allait tellement vite que la plupart des manifestants ont dû rester en route. Ils ont été remplacés par d'autres.

Aux abords de la gare de Lyon, des camelots vendent pour deux sous des pièces de cinq francs, à l'effigie du général, des décorations à son image, des épingles, etc.

Il est huit heures quand l'ancien ministre, en civil, avec chapeau noir, arrive à la gare en compagnie du général Jung.

Suivent toujours les trois fiacres dans lesquels se trouvent le colonel Peigné, le commandant Courtin, le capitaine Joubault, le capitaine Driant, etc.

Devant la gare de Lyon, impossible d'avancer.

Non contente de répéter incessamment : « Vive Boulanger ! » la foule entoure la voiture de l'ancien ministre et veut dételer les chevaux.

Des gens parviennent à entrer dans le coupé.

Heureusement pour le général, huit agents s'élancent, le délivrent. Ils le conduisent péniblement au milieu

des acclamations jusqu'à l'intérieur de la gare, mais enfin ils l'aident à marcher.

Cela ne durera pas longtemps.

Aujourd'hui l'expérience est faite... Il suffit à la foule de vouloir pour être maîtresse.

Elle a enfoncé les portes, elle a envahi la gare.

Sur le quai, — où attendaient beaucoup de personnes, MM. Laguerre et Andrieux, députés, Strauss, conseiller municipal, Paul Déroulède, etc., — s'élance, se précipite, se bouscule une cohue inouïe, une gigantesque trombe humaine, qui suit son héros, le pousse, l'empêche de monter dans le train en partance.

Un employé de la gare croit plus prudent de faire passer le général non par le quai, mais par la voie. Il faut alors recourir à un détour qui dérange la foule.

Le général, visiblement gêné, ne sait où se mettre. Imaginez un sanglier pourchassé par une meute diabolique.

L'ancien ministre se trouve devant un wagon de troisième classe, portant le numéro 2,943. Il y monte, suivi de MM. Laguerre, Laisant, Lavergne, députés, et de MM. Déroulède et Titard.

Trois agents ont le bon esprit — assez rare dans cette odieuse soirée — de s'élancer à la portière.

Une minute après, il y a une marée humaine autour du train. On est tellement pressé, on a tellement chaud, que c'est à se croire au Hammam. Il y a là un monde très mêlé : un tiers de bourgeois, un tiers d'ouvriers, un tiers de gamins, dont quelques-uns n'ont pas dix ans.

Tout cela crie la plupart du temps :

— Vive Boulanger ! Il reviendra ! Partira pas !

Parfois pourtant un gros monsieur, qui a une serviette sous le bras, vocifère :

— A bas Grévy !

— Regardez-le bien, me dit M. Eugène Mayer. C'est un agent provocateur.

Un instant après, le monsieur qui a pu, je ne sais comment, changer de place, crie :

— A l'Elysée !

Les appels qu'il lance ont d'ailleurs peu d'écho. C'est toujours : « Vive Boulanger ! » qui a le plus de succès.

De temps en temps, on chante la *Marseillaise*. Et *nos sillons* aident à pousser plus vigoureusement : « Vive Boulanger ! » Essayez.

Il y a maintenant du monde non seulement sur les marchepieds, mais encore sur tous les wagons, même sur ceux des autres trains, sur les locomotives, sur les toits des bâtiments de la gare.

Tout à coup la porte du compartiment où est l'ancien ministre s'ouvre. Par la petite fenêtre voisine, un monsieur demande du silence.

Un autre descend sur le marchepied. Beaucoup de gens se découvrent. Ils croient que c'est le général Boulanger. C'est M. Déroulède.

— Citoyens, s'écrie-t-il...

Mais comment répondre de l'exactitude des paroles qui vont suivre et qui sont coupées à chaque syllabe par des acclamations frénétiques !

— Citoyens, la Ligue des Patriotes a voulu offrir au général Boulanger, au moment de son départ, un souvenir digne de lui. Je viens de remettre à notre illustre ami les deux portraits de ses modèles, le portrait de Gambetta et celui du général Chanzy.

M. Déroulède lui a donné en effet deux grandes médailles ayant à la face l'une le portrait de Chanzy, l'autre celui de Gambetta, et au revers : « Au général Boulanger, la Ligue des Patriotes. »

On applaudit et la portière se referme. Je vais à la tête du train pour voir s'il peut partir. Il y a peut-être 3,000 personnes devant la locomotive.

Les employés essaient pourtant de tromper la foule. Ils font descendre l'ancien ministre de l'autre côté et l'aident à monter dans le véritable train qu'il doit prendre, dans le coupé qui lui est réservé.

Mais la foule s'aperçoit vite du coup. Elle s'élance sur l'autre quai, déjà envahi. On escalade la locomotive sur laquelle on colle tous les portraits, toutes les chansons qu'on vend dans les rues. Dans les espaces libres, on écrit à la craie : « A bas Grévy. Mort au ministère. Vive Boulanger. Démission. Il reviendra. »

Jamais je n'oublierai l'aspect grotesque de cette locomotive.

Mais peu à peu la nuit tombe. On commence à se dire que le train est en retard. Je crois bien. Le général devait partir à 8 h. 7, et il est déjà plus de 9 heures.

Sur tous les quais, on ne voit que de la foule, au milieu de laquelle se détachent très peu d'agents, qui ne savent que faire. Ils n'ont pas d'ordres.

On étouffe de plus en plus. Dans son compartiment, où tout le monde essaie d'entrer, le général respire à peine. Le bruit court qu'il se trouve mal. Il demande à boire.

Un employé va chercher des bouteilles de bière et des verres.

— Le verre, le verre !
Tout le monde veut le verre.

Il a bu dans ce verre,
Grand'mère.

Alors, afin de bien montrer, sans doute, que les membres de la Ligue des Patriotes sont de bons gymnastes, un monsieur grimpe à une des fermes de fer, et, au-dessus des têtes, fait des rétablissements et des exercices divers, et cela juste devant le compartiment du général. C'est fort drôle.

Mais tout à coup un cri d'effroi retentit. C'est un banc chargé de monde qui vient de s'effondrer, un de ces bancs faits avec de longues tiges de chêne peintes en vert.

On s'empare de ces morceaux de bois que l'on dresse, cela devient sinistre. La lumière fait reluire la peinture et l'on croirait voir des fusils que l'on brandit.

Ces bâtons sont tendus aux gens qui sont sur les wagons, et qui, les passant au-dessus des fermes de fer, les cassent en deux. Les armes sont dédoublées.

— Vive Boulanger !

Mais l'heure s'avance. Il est 9 h. 25. On ne partira donc pas !

De nouveau, un monsieur se penche à la portière et demande le silence. C'est le député Lavergne.

— Messieurs, dit-il, notre ami, qui vous remercie de vos sympathies, est très oppressé par la chaleur. Il vous demande la permission d'aller un instant marcher à l'aise dans un couloir. Voudriez-vous avoir la bonté de le laisser descendre et de lui faire place ?

— Oui, oui ! A Paris ! Vive Boulanger !

Il descend. On se découvre, mais bientôt on se précipite derrière lui. La cohue devient tempête.

Pour ne pas être écrasé, je suis forcé de saisir les bras de deux voisins et de lutter contre la tourmente.

Le général est bousculé, secoué.

Il ne marche plus. Ses pieds ne touchent plus terre. Il avance en tournant sur lui-même.

Soudain, un vide se fait. On croit que c'est lui qui est tombé. Il est heureux qu'on ait cru cela, car, grâce au nom magique, le monde s'est écarté.

— Non, ce n'est pas lui, dit quelqu'un.

— Ce n'est pas lui ? Ah ! bien, alors.

Et on s'élance. Heureusement l'homme s'était remis debout.

Et on continue à suivre, à entourer le général, qui, soudain, au lieu d'entrer dans un couloir, monte sur une locomotive seule, chauffée à dessein et vomissant déjà de la fumée.

Le sifflet retentit.

—Arrêtons le train ! A Paris ! Il ne partira pas ! A Paris !

Et cent personnes, on ne sait comment, grimpent sur la locomotive et le *tender*, s'accrochent aux tuyaux.

M. Laguerre, qui s'est mis à l'avant, supplie la foule de s'écarter.

L'instinct personnel a parlé. La locomotive, tout doucement, est déjà en marche. On s'écarte.

— Vive le général Boulanger !

La locomotive est partie. Elle porte le numéro, depuis ce temps célèbre, de 132.

Il est 9 h. 40.

Alors seulement des agents cachés dans des bâtiments s'élancent et bousculent la foule.

On nous dit qu'il y a à Charenton neuf trains de banlieue et le rapide lui-même en souffrance.

Les agents refoulent les manifestants rue de Lyon où ils se massent en chantant la *Marseillaise*.

A une boutique, ils voient trois drapeaux déjà disposés pour la fête du 14 juillet. Ils s'en emparent, les déploient et se dirigent vers la Bastille en hurlant :

— A la revue ! A la revue !

Arrivés devant la colonne de Juillet, ils font solennellement faire le salut aux trois drapeaux. Alors de nouveaux agents s'élancent et les dispersent.

Ils essaient de prendre la rue Saint-Antoine et crient maintenant : « A l'Elysée ! » La rue Saint-Antoine est barrée par un cordon de gardiens de la paix. Les Boulangistes s'enfuient et suivent le boulevard Beaumarchais en criant : « Il reviendra » sur l'air des *Lampions*, puis « C'est Boulange », etc.

A hauteur de la rue du Pont-au-Choux, la manifestation est scindée en deux fractions. L'une prend la rue du Pont-au-Choux, l'autre suit le boulevard et cesse peu à peu de crier.

Vers dix heures et demie, ils étaient à peu près une soixantaine braillant encore, avenue de l'Opéra.

III

LA REVUE SANS LUI

Le 14 juillet 1887, grande lutte entre le Président de la République, d'une part, et le général Boulanger, représenté par MM. Henri Rochefort et Paul Déroulède, d'autre part.

Il faut reconnaître tout d'abord que c'est M. Jules Grévy qui l'a emporté.

Est-ce à dire qu'il n'a pas été sifflé, qu'on n'a point crié : Vive Boulanger ?

La vérité est que, grâce aux précautions prises, la principale bordée de sifflets et d'acclamations boulangistes à laquelle on s'attendait a été complètement ratée.

Les membres de diverses Sociétés devaient tous se trouver à 8 heures un quart devant la gare de l'Est. D'après ses propres registres, la Ligue des Patriotes compte 180,000 membres. A l'heure dite, il y avait en tout 3,000 personnes à peu près devant la gare.

Aux chefs de groupes, on remet un papier dont voici, moins un plan, l'excellente teneur :

MANIFESTATION PATRIOTIQUE

DU 14 JUILLET 1887

Lorsque neuf heures sonneront à Saint-Laurent, le cortège se mettra en marche sans autre commandement.

Les commissaires généraux ont seuls la direction du cortège.

Les personnes du cortège sont priées de s'abstenir de toute manifestation étrangère au but principal et de ne pas répondre aux provocations, s'il s'en produit.

Arrivé sur la place de la Concorde, le cortège se dirigera de manière à occuper la ligne chevronnée du croquis ci-dessous, la colonne s'arrêtera et tout le monde fera face à la statue. Les clairons sonneront au drapeau et les porte-couronnes se porteront vers la statue.

Il est absolument indispensable qu'à ce moment aucune personne en dehors de celles désignées ci-dessus, n'avance, car tout le monde étant de front, il se produirait un désordre qui ferait manquer certainement la manifestation.

La responsabilité des présidents sera grande ; ils voudront bien user de toute leur influence pour éviter une pareille éventualité.

Lorsque les couronnes seront déposées sur la statue, tout le monde fera par le flanc droit et défilera devant la statue.

Ici un croquis qu'il est inutile de reproduire.

ORDRE DU CORTÈGE

La Société de Gymnastique ;
Les Patriotes de la Moselle ;
L'Orphéon Alsacien-Lorrain ;
La Vallée de Sainte-Marie-aux-Mines ;
La Loge Alsace-Lorraine ;
La chorale l'Alsacienne ;
La Société de Prévoyance ;
La Ligue des Patriotes ;

La Société des Volontaires 1870-71 ;
La Société de Réintégration ;
L'Alliance ;
La Société de Secours Mutuels ;
La Huningoise ;
L'Association générale d'Alsace-Lorraine.

On voit par ce document qui est une véritable note de service, que, de tout temps, les Patriotes ont été menés militairement.

En 1887 comme en janvier 1889, ils ne dissimulaient rien de leur merveilleuse organisation.

Ils conspiraient déjà au grand jour.

M. Déroulède arrive à 8 heures 45; il est reçu par MM. Sansbœuf, Deloncle et les présidents des divers comités. Il est visiblement ému. A-t-il réfléchi ? Le fait est qu'il recommande le calme. A 9 heures 20, on part.

Depuis vingt minutes, il y avait cinq cents personnes environ qui attendaient, devant la statue de Strasbourg, l'arrivée des Sociétés.

Un peu avant M. Déroulède, le préfet de police vient, place de la Concorde, s'assurer que toutes les mesures sont prises. Il inspecte son personnel et se retire satisfait. Il se dirige vers l'Elysée où il va rassurer M. Grévy.

Il est dix heures et demie quand apparaissent enfin les sociétés formées en cortège à la gare de l'Est. Elles défilent dans l'ordre indiqué plus haut.

En tête de la Ligue des Patriotes marche M. Déroulède. Sans pousser le moindre cri, la Ligue se contente d'attacher des couronnes autour de la statue. Quelques applaudissements seulement se font entendre.

Alors s'avancent quatre soldats du 1er régiment étranger. Sur leur poitrine brille la médaille du Tonkin. Ils sont, paraît-il, originaires de la Lorraine. Chacun d'eux met une couronne devant la statue. L'occasion de manifester est belle pour M. Déroulède. Il s'approche et dit :

— Bonjour, mes amis, je voudrais bien vous serrer la main.

Cet échange de poignées de main passe d'ailleurs inaperçu.

En revanche, on applaudit beaucoup sept jeunes femmes en costume alsacien dont chacune porte un bouquet tricolore formé de fleurs des champs. Les femmes, les femmes, il n'y a que ça !

Parmi les couronnes, une surtout mérite d'être signalée.

Le cortège qui l'entoure est conduit par M. Dietz, président des sociétés alsaciennes de Paris.

Au milieu des fleurs, on lit : Les Sociétés d'Alsace-Lorraine à Jeanne d'Arc.

— Vous comprenez, dit M. Dietz aux personnes qui s'étonnent de cette inscription, Jeanne d'Arc était Lorraine.

Quelques voix crient : « Vive Boulanger ! »

L'ancien ministre de la guerre ne passe point pour avoir les qualités de la pucelle d'Orléans. C'est peut-être pour cela que ces cris sont immédiatement chutés !

On se rattrape en criant : « Vive la France ! » Et l'on se dirige vers le bois de Boulogne.

Il est trois heures. Devant le café qui fait face au corps de garde de l'Elysée, deux chanteurs qui se désignent eux-mêmes « les têtes à gifles » essaient d'inter-

préter : « Il reviendra ! » On les expulse assez brutalement.

Bien que l'attitude des curieux qui se pressent devant le palais ne se montre nullement hostile, les gardiens de la paix sont renforcés par quatre-vingts hommes de la garde républicaine à pied et à cheval.

A trois heures moins le quart, MM. Wilson et Etienne sortent ensemble de l'Elysée.

Il est trois heures vingt lorsque la tête de colonne de l'escadron du 3e cuirassiers, qui fournit l'escorte présidentielle, apparaît avenue Marigny.

Dans la voiture du Président ont pris place MM. Rouvier, le général Brugère et le lieutenant-colonel Dessirier. Celui-ci, qui commande à Tunis le 4e zouaves, est arrivé le matin à cinq heures pour être à côté de son président dans une journée qui menace d'être si grave.

La seconde voiture est occupée par les officiers de la maison militaire de M. Grévy.

Dans les deux autres voitures sont assis les ministres.

Au moment où le cortège arrive à l'extrémité de l'avenue Marigny, des coups de sifflet se font entendre. Plusieurs individus crient : « Vive Boulanger ! » D'autres répondent par le cri de : « Vive la France ! »

Le trajet des Champs-Elysées jusqu'à la Cascade s'effectue sans incident.

Mais lorsqu'on parvient au tournant de la pelouse, une bordée de sifflets, épouvantable, inouïe, éclate de toutes parts. C'est à peine si l'on peut entendre les cris de « Vive Boulanger ! » tant le bruit strident des sifflets domine, faisant traînée parmi la foule qui stationne entre la Cascade et le Moulin.

Au moment où le Président entre sur le terrain de la

revue, ses yeux rencontrent une bande d'individus qui, précédant le 129e de ligne, portent des chapeaux de paille dits « à la Boulange » et chantent à tue-tête : « C'est Boulange, lange, lange. »

Pendant ce temps, les tribunes, les enceintes se sont emplies. Il n'y a qu'à regarder le public pour s'assurer que, de ce côté, le Président aura peu de chose à craindre. Les femmes, dont beaucoup fort élégantes, sont en majorité.

Il y a bien, derrière les tribunes, des gens qui crient : « Allons, ceux qui ont oublié leur clef, achetez ce qu'il faut pour accueillir le ministère ! »

Et ils essaient de vendre des sifflets, mais le commerce n'a pas l'air d'aller.

Pendant ce temps, le colonel Cance, qui, pour la première fois, a été chargé de prendre des mesures d'ordre autour du président, s'assure de celles-ci.

Réglées par le cabinet, elles ont eu surtout pour but de dérouter les manifestants.

Ainsi, d'habitude, les enceintes officielles allaient de droite et de gauche jusqu'à la tribune présidentielle.

En 1887, au contraire, on avait réservé des deux côtés de celle-ci un espace de dix mètres. A droite et à gauche, on avait mis cent cinquante chaises, toutes données à des amis de l'Elysée. Les chaises, au lieu d'être isolées comme d'usage, étaient liées ensemble par rangées de dix. De la sorte, pas de bousculade possible.

Le Président avait l'habitude d'entrer et de sortir par l'enceinte du pesage. Cette année-là, il est entré et sorti par la pelouse. On se doute de la déconvenue des gens qui l'attendaient du côté de Suresnes.

Enfin, aussitôt après la revue, le public était autorisé

à envahir la pelouse. Vu les menaces des boulangistes, la cavalerie restera sur le terrain et se déploiera comme une barrière devant les tribunes, entre la Cascade et Boulogne.

Vers deux heures, M. Rochefort s'installe au premier rang de la tribune officielle réservée aux membres du Sénat et de la Chambre. Il a pour gardes du corps les députés Laguerre, Laisant et Michelin et quelques journalistes boulangistes, parmi lesquels, à cette époque, personne n'eût encore pensé à me ranger.

Jusqu'à l'arrivée du Président, Rochefort est, comme d'ordinaire, très spirituellement gouailleur. Il a publié, le matin même, dans l'*Intransigeant*, quelques petits entrefilets destinés à exciter les masses. Il compte sur un succès.

On ne peut pas dire qu'il n'a pas été obéi en quelques endroits isolés, mais il ne lui a pas été donné de jouir de son triomphe.

Il a même pu constater *de visu* qu'il y avait encore, le 14 juillet 1887, plus de monde contre lui qu'avec lui.

Il est trois heures et demie. Des voitures amènent devant les tribunes M. Floquet et les délégués de la Chambre.

— Vive Floquet! crient des centaines de voix.

Pas une ne proteste.

A trois heures quarante-cinq, c'est M. Le Royer qui, suivi de la délégation du Sénat, vient prendre place dans la tribune présidentielle.

On n'applaudit pas, mais on ne siffle pas non plus.

Tout à coup un drapeau est hissé au haut de celle-ci.

Deux coups de canon retentissent. C'est M. Grévy qui est en vue.

La voiture approche. Le Président, qui vient d'être sifflé à la Cascade, est très pâle. Il descend sur la pelouse. Il est en habit avec le grand cordon en sautoir.

— Vive Grévy ! crient la plupart des députés, des sénateurs et des personnes placées à côté de la tribune.

Une seule voix a crié :

— Vive Boulanger !

On étouffe ce cri sous celui de :

— Vive la France !

Un de mes amis m'a affirmé avoir reconnu le général Schmitz qui, après avoir crié : « Vive la République ! » s'est tourné vers le groupe des boulangistes et a ajouté : « A bas les saltimbanques ! »

On recommence à acclamer M. Grévy.

Les têtes se découvrent. Les chapeaux sont tenus en l'air. Beaucoup de femmes acclament, elles aussi, le Président, qui, très ému, gagne sa tribune où il reste longtemps debout.

Il y trouve, outre les délégués des deux Chambres dont j'ai déjà parlé, beaucoup de personnes qui sont entrées par l'enceinte du pesage :

Le général Menabrea, ambassadeur d'Italie, le marquis de Val Dora, l'ambassadeur de la Sublime-Porte, derrière lequel se dissimule Mme Wilson, en toilette crème; Mme Floquet, en fort jolie toilette blanche couverte de dentelles vieil or. A côté d'elle, M. Le Royer, président du Sénat, puis le personnel de la maison militaire de M. Grévy, le général Brugère, le colonel Lichtenstein, le colonel Cance, le capitaine Moinier, le lieutenant Luccioni, etc., etc.

On commente l'absence de M. Wilson.

Derrière la tribune présidentielle, sont, prêts à tout événement, un bataillon de la garde de Paris et un escadron de cavalerie de la même arme.

Le général Ferron, monté sur un cheval bai, vient demander du geste au Président si la revue doit commencer.

Les tribunes crient : « Vive Ferron ! » J'ai dit : les tribunes.

Le président fait le signe de tête traditionnel.

— Vive Grévy !

— Il dort, crie une voix. Ne le réveillez pas.

C'est le seul mot drôle de la journée, mais il a pour effet de provoquer des acclamations favorables au Président. Cela finit par ennuyer Rochefort, qui proteste.

On riposte en criant :

— A bas Rochefort !

— A l'eau Rochefort !

— Vive Grévy !

Bref, jamais le Président n'a eu pareil succès et, ce qui a dû le plus ennuyer Rochefort, c'est que c'est à la seule campagne de l'*Intransigeant* que M. Grévy a dû ce regain de popularité.

On acclame le général Saussier, surtout parce qu'on sait qu'il n'est pas précisément l'admirateur du général Boulanger.

Il faut reconnaître d'ailleurs que, durant toute la journée, les applaudissements ont surtout été autant de protestations contre Rochefort.

La revue commence. Nous allons voir défiler 28,000 hommes.

L'Ecole d'artillerie recueille les premiers applaudissements.

Puis l'excellente tenue des élèves de Saint-Cyr est comme toujours soulignée par les acclamations de la foule.

Le général Tramond, qui commande avec tant de distinction notre première école militaire, conduit ce magnifique défilé. Après avoir présenté au Président de la République son infanterie, il va se placer à la tête de son escadron de cavalerie.

Pendant le premier quart d'heure, le Président reste debout.

Souvent, il se penche en dehors de la tribune et regarde M. Rochefort qui, ayant eu la tête découverte jusqu'à l'arrivée de M. Grévy, a maintenant mis son chapeau.

Après le premier quart d'heure, le Président, fatigué, s'assied. Il ne se lèvera plus que pour saluer les drapeaux.

Passent les pompiers qu'on acclame tout comme s'ils avaient arrêté, deux mois auparavant, l'incendie de l'Opéra-Comique.

On applaudit la musique du 1er régiment du génie.

On acclame les chasseurs à pied. Est-ce parce que ce corps merveilleux a été créé par le duc d'Orléans? Au fond je ne le crois pas.

On ne manque point de remarquer que, pour la circonstance, presque toute la troupe s'est fait raser.

La ligne est superbe. Elle marche avec un entrain qui promet.

Le tambour-major du 115e, bien que tout petit, a un succès inouï. De tous les tambours-majors, il est le seul à

jouer de la canne. Il la lance en l'air, lui fait faire deux tours sur elle-même, la rattrape avec un grand art. On fête en lui le dernier classique.

Le 76e de ligne brille par sa prestance. Comme c'est le dernier régiment à pied qui passe, on l'applaudit plus que tous les autres.

Vient l'artillerie qui, défilant au trot, a un triomphe prodigieux. Quand apparaît le 13e régiment, vraiment admirable dans la poussière qu'il soulève, le président serre la main du général Brugère.

C'était ce régiment que commandait, l'année précédente, le chef de la maison militaire du Président.

Même succès pour les chasseurs, les dragons, les cuirassiers.

Ceux-ci, on le sait, ferment le défilé. J'ai dit pourquoi ils se sont rangés, contre l'usage, immédiatement après la fin de la revue, devant la tribune présidentielle.

Les voitures viennent aussitôt, comme dans une féerie, reprendre M. Grévy, les membres de sa maison militaire et du cabinet.

Le Président descend de la tribune.

— Vive Grévy! Vive le Président !

On l'attend de l'autre côté de l'enceinte du pesage. Là sont massés un assez grand nombre de gens qui ont sur le chapeau un papier portant ces mots : « Vive Boulanger ! »

Et M. Grévy qui leur a fait faux bond ! On juge de leur désappointement.

Devant la Cascade seulement, le Président a été accueilli par quelques sifflets.

Avenue Marigny, de rares notes stridentes se font également entendre, ainsi que des cris beaucoup plus nourris de : « Vive l'armée ! »

Il est six heures dix minutes lorsque M. Grévy remonte le perron de son palais.

Et pendant qu'il raconte en famille les péripéties de sa promenade, le boulangisme, sous des formes multiples, déborde, s'étale, éclate dans Paris.

Partout, en effet, dans les carrefours et dans les rues, grandes et petites, au milieu des décorations imaginées par les particuliers, entre des trophées, sur les drapeaux, sur les estrades, aux baraques des saltimbanques, et des marchands forains, est étalé l'inévitable portrait du général à cheval, à pied, en buste, de face, de profil, de trois quarts, enluminé, doré, argenté, verni, encadré, enguirlandé. Dans les rues, les camelots vendent des médailles de Boulanger, des pièces de cent sous à l'effigie de Boulanger, des chansons sur Boulanger, des pipes Boulanger, des épingles Boulanger, des lorgnettes Boulanger, des mirlitons Boulanger, des chapeaux Boulanger, etc., etc... Et l'on chante *En revenant de la Revue*, la *Marseillaise de Boulanger*, et *Boulange, lange, lange!...*

IV

LE RETOUR A PARIS

Quatre mois après, jour pour jour, le gouvernement ressentait nouvelle crainte.

Le général allait revenir à Paris!

L'inspection du 86e de ligne au Puy avait été passée, le 6 octobre, aux cris de : « Vive Boulanger! » Le prédécesseur de M. Ferron avait eu, le 8 octobre, même succès à Montbrison. Il est vrai que, le 14, une lettre écrite à un journal lui avait valu trente jours d'arrêts. Mais le trentième jour était accompli et la victime du ministère, poétisée encore par cette punition de sous-lieutenant, allait venir se dresser contre M. Ferron !...

Pour que Joffrin eût organisé une contre-manifestation, il fallait nécessairement qu'il se fût attendu à une manifestation.

Il avait convoqué, la veille du terrifiant retour, salle Lévis, tout le ban et l'arrière-ban des révolutionnaires.

L'affiche portait ces mots :

« *Ordre du jour :* Du danger d'une dictature militaire.

« MM. Rochefort et Déroulède ont été convoqués par lettre recommandée. »

Salle comble. Les citoyens Joffrin, Lavy, Brousse, Paulard, conseillers municipaux, J.-B. Clément, etc., sont là, mais personne n'a vu les deux principaux *Messieurs* convoqués.

Aussi tarde-t-on à ouvrir la séance.

Enfin Joffrin, nommé par le peuple, préside.

Il commence par demander si MM. Rochefort et Déroulède sont dans la salle ou s'ils ont des représentants.

Pas de réponse.

— Si personne n'est là pour Rochefort, s'écrie un ouvrier maçon du nom de Levraud, je m'offre à parler pour lui.

On l'invite à monter à la tribune. Il se déclare possibiliste et, sans s'occuper du général Boulanger, développe ce thème :

— Il est étonnant de voir des révolutionnaires attaquer une personnalité comme Rochefort, dont le nom est synonyme de probité.

Une deuxième, puis une troisième fois, on demande, sans réponse, si Déroulède est là.

En son absence, une dizaine d'orateurs parlent tour à tour contre Boulanger, contre Ferry, contre Wilson.

Il est quatre heures et demie. Joffrin va mettre aux voix un ordre du jour quelconque, quand, tout à coup, un mouvement se produit.

— Déroulède ! Déroulède !

C'est, en effet, le président de la Ligue des Patriotes qui, au milieu de voix diverses, les unes sympathiques, les autres hostiles, arrive à la tribune.

— Citoyens, dit-il, je commencerai par vous déclarer que je n'ai pas reçu la lettre recommandée dont vous parlez sur votre affiche. Rouvier a dû la faire

retenir dans son cabinet noir... Les socialistes n'avaient pas besoin de se réunir aujourd'hui pour faire une contre-manifestation, car les patriotes désapprouvent absolument la manifestation, dont le seul résultat serait de faire mettre au poste le général Boulanger. En ce moment, nous avons à penser à autre chose. Cette après-midi même, pendant que vous délibériez, les patriotes étaient réunis dans le but d'aviser à ce qu'ils feraient, si Ferry était nommé par le Congrès Président de la République.

L'orateur continue à parler assez tranquillement, quand quelqu'un tout à coup lui reproche sa décoration.

— Je l'ai gagnée le 13 janvier 1871, en me battant contre les Prussiens, à Montbéliard.

— Vous vous êtes battu aussi avec les Versaillais !

— Oui, je voulais en finir avec la guerre civile. Je ne voulais pas que les Prussiens, nos vainqueurs, fussent en même temps nos sergents de ville... Citoyens, c'est pour votre bien que je parle. Si vous m'en croyez, c'est une autre manifestation que nous organiserons ensemble. Nous nous réunirons tous, patriotes et révolutionnaires, pour manifester contre Ferry sur la place de la Concorde, mais autour du drapeau tricolore.

— Non, non !

— Sans drapeau alors, mais sans drapeau du tout.

Maxime Lisbonne, qui a fait sa réapparition dans les réunions, escalade la tribune.

— Citoyens, s'écrie-t-il, jamais nous ne pactiserons avec M. Déroulède. Nous n'avons pas besoin de lui pour

chasser Ferry. S'il revient au pouvoir, nous saurons bien, avec n'importe quoi, démolir l'Elysée, le Palais-Bourbon, le Sénat.

— Oui, oui.

Le citoyen Picot reproche à M. Déroulède d'avoir accompagné Boulanger à la gare de Lyon.

M. Déroulède reprend la parole :

— J'accompagnais non le général, mais la victime des gens qui nous gouvernent. Citoyens, on n'est point patriote, sans être socialiste...

Mais l'assemblée devient très houleuse. M. Déroulède se retire en criant : « Vive la République ! » Comme il gagne la rue Lévis, quelques personnes l'acclament; vingt-sept d'entre elles l'accompagnent jusqu'au pont de Londres.

Et c'est tout.

Je rentre dans Paris où l'on parle d'une fanfare faubourienne qui se propose d'attendre le général à la gare de Lyon. Dans les cafés, beaucoup de personnes disent également qu'elles s'y rendront après souper. Mais il fait très froid. Elles changeront sans doute d'avis.

En cas de conflit entre les boulangistes enthousiastes et les antiboulangistes et pour éviter le retour de ce qui s'est passé au départ du général, le préfet de police a pris les mesures les plus complètes. Lui-même s'est mis à la tête de ses agents.

L'administration militaire s'est prémunie de son côté contre les éventualités qui pourraient surgir.

Les ordres parvenus aux régiments casernés à Paris

au nom du gouverneur de Paris sont très précis. Les adjudants-majors de semaine doivent non seulement coucher au quartier, mais ne pas le quitter d'une minute, même pour leur repas.

On fera plusieurs fois par jour l'appel des piquets ; des permissions de nuit ne seront données jusqu'à nouvel ordre qu'à un très petit nombre d'hommes, et jamais la semaine.

Le gouverneur de Paris a déclaré, dit-on, qu'il ne tolérerait aucune manifestation de nature à troubler la paix publique, dont pourrait être l'objet un militaire quelconque, et qu'il n'hésiterait pas à en rendre ce dernier responsable.

A minuit il n'y avait encore aucun manifestant à la gare de Lyon.

On n'en attend guère avant trois heures du matin.

L'inspecteur général de la gare, M. Regnoul, s'est mis au lit, mais on le réveillera à quatre heures.

Le service sera dirigé, en attendant, par M. Caumont, sous-chef.

En cas d'encombrement, les quais d'arrivée et de départ seront nettoyés et protégés par deux bataillons et les dehors par deux malheureux escadrons qui, en cette nuit glaciale, croquent le marmot à la caserne des Célestins — pour un de leurs chefs !

Les six chevaux du général sont arrivés samedi soir, à 9 heures 32. Le fameux cheval noir est revenu superbe.

A une heure, on demande aux employés si le général rentrera bien par la gare de Lyon ou par celles d'Orléans ou de l'Est. Ils ont l'ordre de répondre qu'ils ne savent rien.

On n'a encore signalé qu'un groupe de trois ivrognes chantant : « C'est Boulange ! »

Dire que c'est la neige qui a assuré la tranquillité de la grande ville ! Le général Boulanger peut se vanter pourtant d'avoir fait passer la nuit à dix mille personnes, le ministre de l'intérieur, le gouverneur de Paris compris.

En prévision d'événements que le gouvernement lui-même redoutait, j'avais établi mon siège à côté de celui du préfet de police, à l'intérieur de la gare de Lyon.

A deux heures du matin pas le moindre manifestant aux abords de la gare. Il fait un temps horrible. Une cinquantaine de gardiens de la paix, habilement disséminés, reçoivent philosophiquement la neige fondue sur leurs manteaux. Sous le petit préau couvert qui est entre les quais de départ et d'arrivée, sont une dizaine d'agents de la sûreté.

A l'intérieur de la gare, le préfet de police et ses chefs de service sont installés dans le bureau de M. Regnoul. M. Gragnon a là le télégraphe, le téléphone.

— La gare de Lyon est, cette nuit, le véritable centre de Paris, dit-il.

Dans des wagons se tiennent vingt-cinq gardiens de la paix.

M. Brocheton, inspecteur divisionnaire, est chargé du service actif. Entouré de ses officiers, il se promène sur les quais. De quart d'heure en quart d'heure, des agents viennent lui dire qu'il ne se passe rien. Dans les différents bureaux, les employés supérieurs de la gare sont étendus sur des fauteuils. Les uns dorment. J'essaie de faire comme eux. Impossible. D'abord, grâce à la lu-

mière électrique, on se croit en plein jour. Sur les carreaux du toit, la pluie fait tapage. Et puis de temps en temps éclate un bruit formidable. Ce sont deux wagons qui se heurtent. Et par instants des sifflets stridents.

A quatre heures apparaît M. Regnoul qui vient de se lever et qui apprend avec plaisir qu'il n'a pas à redouter d'événements semblables à ceux qui ont signalé le premier voyage du général.

Le commissaire de la gare est parti en fiacre pour Charenton.

Tout à coup, à cinq heures dix, le préfet, très animé, sort de son bureau. Il a l'air ravi. Il tient à la main une lettre dont il ne veut peut-être confier le contenu ni au télégraphe ni au téléphone.

— Vite, vite, à son adresse ! ordonne-t-il à un agent.

On signale le train.

— Vous savez que le général n'est point dedans, me dit, tout radieux, M. Gragnon. Il est descendu à Charenton.

Et il se retire, suivi de son personnel.

Les wagons se vident. Sur le quai de débarquement, il n'y a guère qu'une trentaine de personnes qui attendent peut-être des parents, des amis.

Au dehors, devant la rue de Lyon, une centaine de curieux au plus scrutent les voitures. Il pleut toujours à verse.

Pendant ce temps, n'étaient pas moins inutiles les précautions prises à la gare d'Orléans, aux abords de laquelle une centaine de gardiens de la paix, sans compter les agents spéciaux, ont battu la semelle toute la nuit.

Les curieux, qui croyaient savoir que le général Bou-

langer reviendrait de ce côté, sont peut-être au nombre d'une trentaine. Ils arpentent mélancoliquement le long hangar qui règne sur la gauche de la cour.

Petite alerte vers quatre heures. Un train est entré en gare. Les badauds se précipitent. Aucun des arrivants ne ressemble au général.

La même déconvenue se produit trois fois, de demi-heure en demi-heure. Les employés, interrogés, déclarent ne rien savoir.

Finalement, à six heures, tout le monde s'en va.

A la *gare de l'Est*, moins de curieux encore.

Ceux qui s'imaginaient que le général prendrait un train de banlieue sont désolés de s'être crus plus malins que les autres.

A la *Porte d'Italie*, beaucoup de voitures de maraîchers, de marchands de moutons, de porcs, de produits chimiques. Il aurait fallu que le général fît un détour extraordinaire pour passer par cette porte, car la route de Vitry est complètement barrée. L'unique boulangiste qui attendait en cet endroit s'en va navré.

Devant l'*hôtel du Louvre*, les douze agents qui gardent le n° 172 de la rue de Rivoli font circuler les rares personnes qui désireraient voir M. Boulanger. Il en sera de même toute la journée. La neige qui tombe éloigne d'ailleurs les badauds. A peine vient-on de temps en temps demander si le général est bien descendu à l'hôtel du Louvre.

— Oui, il est même là en ce moment, dit-on à quelqu'un vers trois heures. Si vous voulez lui faire passer votre carte ?

— Non, il est là. Cela me suffit.

Et il se retire.

Aucun incident dans la soirée.

Mais *il est là*. Les choses ne se passeront peut-être pas aussi tranquillement tous les jours.

TROISIÈME PARTIE

1888

I

OU POUR LA PREMIÈRE FOIS
LE PEUPLE SE PRONONCE

Le 23 février, ont lieu des élections partielles.

Le général, sollicité par divers comités, dont la plupart il est vrai, ont été formés à l'instigation d'un boulangiste avant la lettre, M. Georges Thiébaud, avait répondu qu'il n'était point candidat.

Les Hautes-Alpes lui donnent spontanément 110 voix; la Côte-d'Or, 9,487 ; La Loire, 13,918 ; Le Loiret, 4,376 ; Le Maine-et-Loire, 11,391 ; La Marne, 16,107 ; La Haute-Marne, 1,664.

Et tous ensemble, après le deuxième tour, 54.671 voix.

C'est assez pour que, le 14 mars, sous un prétexte insignifiant, on le mette en retrait d'emploi.

Il rentre définitivement et discrètement à Paris le 23 mars.

Le 25, nouvelles élections dans les Bouches-du-Rhône où, sans s'être présenté, il a 12,083 voix et dans l'Aisne où, toujours sans s'être porté, il a 45,089 voix.

C'est, une fois de plus, le peuple qui le vengera.

Décidément, c'en est trop. La mise en retrait d'emploi ne suffit plus. On le met à la retraite.

Le 8 avril, la Dordogne le nomme député par 59.397 voix. Le même jour, l'Aisne lui donnait de nouveau 11.611 voix et l'Aude 8.499 voix.

Tels ont été, pour le général, les premiers bégaiements du suffrage universel.

Quelques jours encore, et le peuple parlera plus virilement.

Le général est maintenant candidat dans le Nord.

II

MON PREMIER DÉJEUNER AVEC LE GÉNÉRAL BOULANGER

C'est de ce déjeuner, qui eut lieu le 12 avril 1888, que date vraiment ce qu'on a appelé mon intimité avec le général Boulanger.

Les déclarations qu'il a bien voulu me faire durant le repas sont peut-être les plus importantes qu'il ait jamais faites, soit à moi, soit à un autre. A cette époque, le général ne me connaissait encore qu'imparfaitement.

J'avais relativement peu parlé de lui. Il ne m'inspirait pas d'enthousiasme.

Le *Figaro* lui était hostile.

Peut-être le général désirait-il conquérir un des rédacteurs de la maison?

En outre, il ignorait ma façon d'interroger.

Mes questions le prenaient au dépourvu. Ses réponses ne pouvaient être calculées.

Aussi quelques-uns de ses partisans ont-ils dès le lendemain — jour de la publication de l'interview — regretté la franchise de ses déclarations.

J'avoue que, plus initié au boulangisme, au travail du comité, il est certaines choses que j'eusse atténuées.

En avril 1888, par exemple, MM. Laguerre, Laisant, Mayer, ne permettaient pas au général d'ambitionner la présidence de la République.

On verra qu'à cette date, le général y songeait déjà.

Ainsi éclate plus nettement aujourd'hui la logique constante avec laquelle il a profité des événements, gros et petits, pour toujours se rapprocher de son but.

Bref, je savais que le jeudi 12 avril, le général devait déjeuner chez Rochefort.

Pris d'un accès de curiosité professionnelle, je me rendis vers onze heures du matin boulevard Rochechouart, dans le petit hôtel loué au nom de sa fille par le rédacteur en chef de l'*Intransigeant* et je demandai : « Y a-t-il un couvert pour moi? »

C'est chez Rochefort qu'à cette époque se tenait parfois le matin le comité boulangiste qui se réunissait l'après-midi à la *France*.

Qu'était-ce que ce comité? Il eût été alors difficile de le préciser. MM. Laguerre, Laur, Laisant, Rochefort, le comte Dillon, Vergoin, E. Mayer, Le Hérissé, Déroulède, Lalou, Borie, Chevillon, etc., en faisaient partie, mais il n'était nullement fermé. Quiconque croyait en Boulanger n'avait qu'à s'y présenter; on prenait note des nouvelles qu'il apportait; on écoutait ses conseils. C'était toute la matinée, dans le petit hôtel, un va-et-vient ininterrompu. Dans l'escalier qui, entre deux tableaux espagnols, mène au vestibule, se coudoyaient des gens parfois bien étonnés de se rencontrer chez le chef de l'intransigeance.

Le jour en question, à midi, il ne restait plus auprès de celui-ci que le général Boulanger et le comte Dillon.

Rochefort très gentiment m'invita à m'asseoir à table, moi quatrième.

— Alors, me dit tout de suite le général, il ne faut pas que je mange? Vous allez m'interviewer? J'ai cela en horreur.

— Tranquillisez-vous, général. Je n'ai pas l'habitude de procéder en juge d'instruction. Je ne vous fatiguerai pas. Rochefort a d'aussi bon vin que s'il en buvait. Sa cuisinière est un cordon bleu... de Prusse. En mangeant, nous causerons de choses et d'autres. Je vous demanderai tout bonnement la permission de répéter au public ce qui, selon moi, pourra l'intéresser.

— Je serai franc, vous me voyez ravi. On parle toujours de moi à tel ou tel point de vue. Je ne sais pas comment, au milieu des injures et des éloges, mes amis et mes ennemis peuvent s'y reconnaître. Les uns me jugent d'après leurs rêves. Les autres d'après leurs craintes. En réalité, on me connaît peu.

— Ainsi, s'écria le comte Dillon, on le pose comme un ambitieux !

— Quel est, reprit M. Boulanger, le jeune homme qui entre à Saint-Cyr sans espérer être général? Quel est le général qui n'a pas envie de devenir ministre de la guerre? Ai-je jamais voulu être autre chose? Des événements se sont produits qui ont enrayé ma voie et ont fait de moi un candidat. Ils m'ont coûté trop cher pour que j'aie pu les souhaiter. Je leur dois toutefois des amitiés qui se sont ralliées autour de moi et auxquelles il ne me serait même pas possible aujourd'hui de me dérober.

— Ce qui trouble néanmoins, c'est de constater que ces amitiés sortent de camps si différents. Vous avez eu

en Dordogne autant de voix conservatrices que de voix radicales. On se demande à quel parti vous appartenez réellement.

— Comment, voilà dix-sept ans que vous voyez tous les partis se déchirer, être individuellement impuissants, n'obtenir un résultat, souvent fâcheux, que par des coalitions diverses, et vous voulez que je m'embrigade dans un des partis existants ! Jamais de la vie.

Il prit son couteau qu'il jeta sur la table et, montrant la ligne droite formée par le manche et la lame, continua :

— Je suis comme cette ligne. Pourquoi m'obligerait-on à aller de ce côté-ci ou de celui-là ? Je n'ai pas besoin de vous dire combien de députés j'ai vus quand j'étais ministre. J'ai assisté bien des fois à des débats où il n'était question que de combinaisons chinoises ou japonaises. Un jour, il fallait s'appuyer sur les radicaux, le lendemain sur la droite, et pour des votes d'intérêt purement politique. Il m'est arrivé d'intervenir et de demander : « Et la France ? Qu'est-ce que vous en faites là dedans ? » On me regardait avec des airs ahuris. Eh bien ! ce que je voudrais, puisque le parti boulangiste s'est créé tout seul, ce serait en faire le parti de la France, un parti qui renoncerait à la politique pour ne s'occuper que des intérêts généraux, un parti sans groupes divers, qui n'aurait pour tout souci que le travail dans la paix, avec l'honneur national pour drapeau.

D'instant en instant, le valet de chambre apportait au comte Dillon des lettres, des dépêches.

J'étais resté rêveur. Je ne comprenais pas clairement

par quel procédé le général arriverait au résultat souhaité. Je me permis de dire :

— Supposons que vous soyez élu dans le Nord. Vous voilà à la Chambre. Beaucoup de gens croient que vous y serez noyé.

— Mais lisez donc ces lettres ! s'écria Rochefort. Il en vient à chaque minute de tous les coins de la France. Partout on demande à établir des comités. Le général n'est pas encore au Palais-Bourbon et il y a déjà vingt députés boulangistes. Dans un an, la Chambre entière sera boulangiste !

— Alors les ennemis du général ont donc raison de dire qu'il ambitionne la dictature ?

Le candidat du Nord prit la parole :

— Qui parle de dictature ? Est-ce que M. Grévy était un dictateur ? Est-ce que M. Carnot est un dictateur ? Notez que ce n'est pas moi qui ai rêvé la Présidence de la République. A Clermont-Ferrand, toutes mes espérances avaient uniquement pour but mon retour au ministère. Aujourd'hui, c'est vrai, quelques-uns de mes amis me font entrevoir la première magistrature de l'Etat. Allez-vous aussi m'appeler ambitieux si je vous dis que je n'ai pu me défendre d'envisager cette perspective ? Mais elle est accessible à tout citoyen français et on n'a encore taxé d'ambition aucun de nos présidents. On n'est pas, tout seul, candidat à la Présidence. On le devient par un concours de circonstances qu'on a souvent vues naître à regret, et je n'ai pas besoin de vous répéter que c'est mon cas.

— Vous avez dû abominablement souffrir en apprenant la décision de la Commission d'enquête ?

— Eh bien ! non, pas ce jour-là. Auparavant, oui. Mais la décision, je la prévoyais, je m'étais fait du sang-froid en l'attendant. N'est-ce pas, Dillon, tu te souviens?

— Je te crois. Tu nous rudoyais parce que nous pleurions. Ah ! le gouvernement a été malin ! Ce sont les bêtises qu'il a faites qui le renverseront !...

— Et vous n'avez nullement, général, le désir de rentrer en activité ?

— Je le pourrais en vertu d'un précédent qu'a précisément créé le gouvernement lui-même. Après le départ de M. Grévy, on a mis le colonel Lichtenstein à la retraite. Puis M. Carnot a pensé à le garder. Alors on a rapporté le décret. Je ne vois donc point pourquoi on ne rapporterait pas également celui qui m'a frappé. Mais je n'y tiens pas. Je n'ai aucun goût à traîner le sabre en temps de paix, et tout le monde sait bien que, s'il y avait la guerre, je le reprendrais le jour même.

La guerre ? Le général avait dit lui-même ce mot que je n'osais prononcer. Je le répétai :

— La guerre ! Ah ! si on ne la redoutait pas, vous auriez peut-être plus d'électeurs encore.

— Oui, je sais, dit-il. Sur tous les arbres du département du Nord, on a collé ce matin, d'après une des dépêches que j'ai là, de longues bandes sur lesquelles on lit : « Boulanger, c'est la guerre. » C'est idiot. Pourquoi voulez-vous que je rêve la guerre quand ni la France ni l'Allemagne ne la veulent ? Nous mettre en mesure de la soutenir ? Oui. La déclarer ? Jamais.

— Mais on vous la déclarera !

— Oui, on dit cela, mais je vous jure que c'est un mensonge. On imprime que, le jour de mon élection dans la Dordogne, la Bourse a baissé en Allemagne. J'ai

la preuve du contraire. L'Allemagne, qui a, comme nous, soif de la paix, nous déclarera d'autant moins la guerre qu'elle verra la France armée placer si ardemment sa confiance en moi. Vous devriez intituler votre interview « Boulanger, c'est la paix. » Il n'y aurait pas de plus exacte réponse aux pamphlets qu'on répand en ce moment contre moi dans le Nord. Croiriez-vous qu'aujourd'hui même trois cent mille exemplaires de journaux radicaux et ouvriers, bourrés d'articles contre ma candidature, sont distribués gratuitement aux électeurs ?

— Il serait même édifiant, dit Rochefort, de savoir où l'on prend l'argent nécessaire...

— On dit aussi, demandai-je, que votre comité en dépense pas mal ?

— Moins qu'on ne croit, répondit le comte Dillon. Les comités locaux font la plupart des frais et les distributeurs, par exemple, ont offert eux-mêmes de travailler gratuitement. Quant à l'argent, d'ailleurs, voyez si nous pouvons en manquer.

Et le comte me tendit plusieurs lettres.

Dans toutes, des offres d'argent. Dans une d'elles, il y a cette phrase : « Nous sommes neuf amis qui serions heureux et fier de participer pour cent francs chacun aux frais de l'élection. »

Mais le déjeuner touche à sa fin.

— Viens-tu avec moi chez Lalou ? demande le comte Dillon.

— Non, fait le général. Il est deux heures. A cette heure précise, on proclame à la préfecture de Périgueux le résultat du scrutin de la Dordogne. Je vais en personne à la Chambre porter ma démission.

Et il prit congé.

— Que voulez-vous ! s'écrie Rochefort après son départ, moi, j'adore cet homme-là ! En avez-vous jamais vu un plus simple, plus naturel, plus réellement bon enfant ? Je serais si content d'en finir avec les imbéciles querelles de parti !

— J'ai pourtant bien peur de vous voir contre lui le jour où il sera au pouvoir.

— Ah, permettez, cela LE regardera, mais ne parlons que d'*aujourd'hui*. Je crois vraiment que, cette fois, je ne me trompe pas !...

III

LA PREMIÈRE ÉLECTION DU NORD

J'ai pour habitude constante de prendre l'actualité où elle est... Le dimanche, 15 avril 1888, le général Boulanger était l'homme du jour. Un duel se trouvait engagé entre lui et le gouvernement. Comment le général se tiendrait-il sous les armes ? Serait-il tranquille ou nerveux ? Que ferait-il du matin au soir ? Attendrait-il impatiemment la fermeture du scrutin, les premières nouvelles de l'élection ?

Autant de questions assez intéressantes pour que je fusse de bonne heure à l'hôtel du Louvre, où le général logeait alors avec sa famille.

Appartement bien simple. Un salon, servant de salle à manger et de bureau, précédait les chambres à coucher. Pas d'antichambre. Le groom de l'hôtel, le petit Joseph, que nous aurons l'occasion de revoir, se glissait, quand il apportait une carte, par un étroit entre-bâillement, pour que le visiteur ne vît point ce qui se passait dans la pièce.

Je me recommandai d'Henri Rochefort. La recommandation n'a jamais cessé d'être puissante auprès du général. La porte s'ouvrit toute grande.

— Donnez-vous la peine d'entrer, me dit M. Boulanger.

Levé à six heures et demie, le général avait reçu, à sept heures, son ordonnance, le capitaine Guiraud. C'est avec celui-ci qu'il expédiait, le matin, son courrier. Il y avait de la besogne. On ne se doute pas du nombre de lettres qui lui arrivaient déjà. Il y en avait de tous les pays, de tous les formats. Après chaque distribution, elles s'amoncelaient sur sa table. On commençait, naturellement, par lire celles que le facteur avait apportées la veille au soir.

Parfois, un sourire allumait les yeux du général. Un monsieur lui écrivait : « Je vous en prie, dès que vous connaîtrez le résultat, ayez la bonté de me le télégraphier, car j'ai engagé un fort pari sur votre succès. » Ou ce sont des vers. Une longue pièce commence par ce demi-alexandrin : *O fils de Jeanne d'Arc...*

Autrefois sa fille cadette, Mlle Marcelle Boulanger, — dont on m'a reproché de célébrer les yeux de pervenche, — aidait son père dans ce travail. Impossible maintenant. Les femmes ont partagé l'enthousiasme des électeurs. Il y a, dans le tas, des lettres parfumées qui contiennent des choses bien drôles... N'insistons pas. Le général se hâte de déchirer celles-ci. Il en passe d'autres à son ordonnance : « Répondez oui... Dites que je ne puis pas. » Pendant que l'ordonnance écrit, le général répond lui-même à quelques lettres. Il va d'un vite ! Ah ! il n'y a pas à s'étonner des imprudences parfois relevées dans sa correspondance. A huit heures et demie, c'est fini. Il lit ses journaux, les uns enthousiastes, les autres hostiles.

— Voyez donc cela.

Il me montre un article injurieux.

— Eh bien ! oui, fait-il, dans les premiers jours de mon ministère, ces choses-là me mettaient en colère, mais on s'habitue à tout. Un beau matin je me suis senti sur la poitrine une belle cuirasse que je n'ai pas eu à acheter.

L'ordonnance se retire. Je remarque que M. Boulanger a des bottes.

— Vous avez l'intention de sortir aussi, général ? Que je ne vous dérange pas !...

— Oui, je vais monter à cheval, mais ce n'est pas encore le moment. Mon cheval ne sera qu'à dix heures à l'Arc de Triomphe. J'irai le trouver en voiture, car s'il venait me prendre ici, on ne manquerait pas de dire que je veux me faire acclamer ! Causons. Je vois bien ce qu'il vous faut. Vous avez dû apporter un appareil pour compter les battements de mon pouls. Eh bien ! je vous avouerai que je n'ai nulle inquiétude. Vous pouvez déclarer qu'à neuf heures dix, vous m'avez trouvé absolument sûr de l'élection. Il y a eu contre moi dans le Nord deux manœuvres qui me seront certainement profitables. Hier soir, mes amis comptaient donner des réunions. Les opportunistes avaient loué toutes les salles, non pour parler, mais pour que les miens n'eussent pas de local. Que s'est-il passé ? En trouvant les portes closes, mes amis ont protesté. Ils ont parcouru la ville de Lille en criant à la persécution. Et puis, ensuite, cette fausse nouvelle de la mort de l'empereur d'Allemagne ! Naturellement tous les murs ont été, cette nuit, couverts d'une affiche dénonçant la manœuvre. Elle était bête comme tout, cette fausse nouvelle. Croit-on que des

électeurs qui ont précisément l'intention de voter pour moi parce qu'ils ont confiance en moi, s'en garderont parce qu'ils redoutent la guerre? Mais la guerre! S'imagine-t-on que le nouvel empereur la déclarerait dans les vingt-quatre heures? Ce qui semble probable, au contraire, c'est que, pour se rendre sympathique à son peuple qui désire la paix, il fera tous ses efforts pour la maintenir.

Le général disait cela, tantôt assis, tantôt debout. Il se plaît à parler, comme M. Clémenceau, en arpentant la pièce.

Le langage est familier, le geste simple. Pas de pose, je vous jure. Il est vrai que le lieu ne se prête guère à la solennité. Partout des caisses, les unes fermées, les autres ouvertes. Sur les fauteuils, des journaux et toutes ces gravures qu'on vend dans les rues et dont les éditeurs envoient de *belles épreuves* à celui qui leur fait gagner tant d'argent.

— La guerre! reprit le général. Voulez-vous que je vous dise comment je la considère? Je ne saurais mieux la comparer qu'à une partie de cartes. Si vous jouez à l'écarté, vous croyez avoir beau jeu quand vous avez en main deux rois et trois atouts. En guerre, on perd avec ce jeu-là. C'est bien pis. On perd quelquefois avec cinq atouts. Vous faut-il des exemples?

Là-dessus, un cours d'histoire militaire dont je fais grâce aux lecteurs.

Mais il était temps de me retirer.

— Si vous voulez reprendre la conversation, me dit le général, repassez à cinq heures. Je déjeune chez un

ami. Je reviens ensuite travailler ici. Ma porte est consignée, mais si vous frappez à cinq heures précises, je saurai que c'est vous, et vous me tâterez le pouls.

A l'heure dite, je gravissais les trois étages qui menaient à l'appartement du candidat du Nord.

Il était en train de corriger des épreuves. Cela nous attire toujours, nous autres.

— Eh! oui, dit-il, je suis un confrère, à l'aide d'un collaborateur, il est vrai. Je n'ai pas le temps de mettre mes notes et mes dossiers en ordre. Vous voyez qu'il y a des gens discrets, puisque vous ne savez pas que c'est un de vos amis qui fait pour moi ce travail. J'ai même ce que cherchent un si grand nombre d'entre vous, un éditeur. Par malheur, je suis engagé avec lui. C'est même lui qui se charge de faire annoncer le titre de mon ouvrage. Je n'ai pas le droit de vous le révéler. Tout ce que je puis dire, c'est que ce livre n'est nullement politique.

— C'est une étude militaire, alors!

— Naturellement.

— Et quelle est, selon vous, la plus grande force militaire?

— Oh! ma théorie est bien simple. Il faut qu'une armée ait l'effectif le plus nombreux, les armes les plus solides, les plus légères, les plus promptes, les officiers les plus habiles, les plus capables, mais rien, vous m'entendez, rien ne vaudra jamais l'élan des troupes confiantes en leur chef.

— Et on aurait confiance en vous, général. Mais songez-vous à l'effrayante responsabilité que vous auriez si la guerre éclatait?

— J'y songe si bien que, pour moi, ce serait la victoire ou la mort.

Et il dit cela, non plus avec simplicité, mais avec une froide gravité dans la voix. Il reprit :

— Oui, la mort, car je vous jure que je ne ferais pas comme...

— Permettez, général, il y a une question que je suis prié de vous adresser. Admettons que vous soyez élu ce soir. Vous bornerez-vous à être député du Nord ou laisserez-vous poser votre candidature autre part? Perpétuerez-vous enfin l'agitation?

— Je vous dirai la vérité. Oui, il entre dans mon plan de perpétuer l'agitation jusqu'à ce que nous ayons obtenu la dissolution. Tous ceux qui voteront pour moi, il n'y a pas à le dissimuler, veulent la dissolution. Mais est-il nécessaire pour cela que je reste député du Nord ou que j'entretienne, comme vous dites, l'agitation électorale? Je ne pourrai prendre un parti qu'après les premières séances de la Chambre.

Et on causa de tout et de tous.

Le général n'a pas moins de curiosité que de mémoire. Celle-ci est étonnante. Il sait, dans les plus petits détails, et avec les dates, ce qui s'est passé depuis vingt ans. J'eus l'occasion de lui parler de parents que j'ai à Tunis. Il entra dans des minuties qui me stupéfièrent.

Et tout à coup :

— Tenez, voyez l'aiguille. Elle est juste sur six heures. Le scrutin est fermé.

Il y pensait donc en causant techniquement de choses

qui pourtant semblaient plus l'intéresser que l'élection même. Ce détail est très significatif.

— Six heures. C'est fini. J'ai été député de la Dordogne. Je suis député du Nord. Oui, je suis sûr. Il y a en moi quelque chose qui vient de me le dire. Vous verrez, ce soir.

— Et où attendrez-vous, général, le résultat de l'élection?

— Voici l'emploi du reste de ma journée. J'ai promis à ma famille de la promener en voiture jusqu'à l'heure du dîner. Il n'y aura pas de dépêches avant dix heures du soir. Les attendre ici, ou à la *France*, ou à l'*Intransigeant*, ce serait m'exposer à des manifestations que je fuis toujours, je vous l'assure. J'ai choisi, pour les recevoir, un terrain où on ne pourra pas me soupçonner. J'ai loué un salon chez Durand, place de la Madeleine. S'il vous plaît d'y être à 10 heures?...

— Comment donc, général!

Et, le soir, à 10 heures moins un quart, j'arrivais à l'endroit indiqué.

MM. Rochefort, Laguerre, le comte Dillon, Laur, Chevillon, Charles Lalou, Laisant et son fils, étaient avec le général, dans un petit salon loué par lui.

Les premiers résultats parviennent.

Ils sont pleins de promesses.

Le général a plus de douze mille voix contre quatre mille.

A dix heures arrivent ensemble onze dépêches.

De Lille :

« Mon général, tous ceux qui sont restés ici lèvent

leurs verres et boivent à votre élection. Résultat, le plus mauvais bureau de Lille, majorité écrasante. »

Voici MM. Michelin et Susini. Ils exultent.

Le général est très calme.

Il s'est mis en habit pour écouter comme il convient la voix du peuple, mais il fume un cigare.

Les scrutins de Denain, de Valenciennes, de Fourmies, etc., lui donnent la majorité. Il s'y attendait. Aussi sont-ce les résultats de Lille, où il craignait d'être en minorité, qui lui sont particulièrement agréables.

Onze heures. Peu à peu, le cabinet s'est empli. On a fini par envahir le salon voisin. Il faut ajouter aux noms cités plus haut ceux de MM. Granet, Vergoin, Henri Rochefort fils.

Les dépêches se succèdent.

C'est M. Laguerre qui les lit. M. Chevillon additionne les résultats.

Paul Déroulède entre.

On s'apprête à lui donner des chiffres.

Il va serrer la main du général.

— Non, fait-il, qu'on ne me dise rien. Vos figures parlent suffisamment.

La vérité est que tout le monde est ravi. Pourtant quelques communes, celles de Falempin, d'Orchies, de Vattennes ont donné la majorité au concurrent du général, un M. Foucart, dont le nom est déjà oublié.

Arrive une dépêche de Lille, envoyée par un membre du comité qui s'est installé à la préfecture. Elle dit : « Nous marchons vers 160,000. »

Le général allume un deuxième cigare en murmurant :

— Voyez-vous, mes amis, cela ne prouve qu'une

chose, c'est que, quand on s'adresse au cœur de la France, il répond toujours.

Et, pendant deux heures encore, les mêmes scènes se renouvelleront. Enfin le total est connu. Le général Boulanger a eu 172,528 voix.

On l'écrase sous les félicitations. Il faut reconnaître qu'il les reçoit sans orgueil.

— J'étais sûr, répète-t-il.

Il donne l'ordre d'envoyer de sa part des dépêches dans l'Aisne, dans la Dordogne, enfin à tous les comités amis.

IV

DU LOUVRE AU LOUVRE

Le jeudi suivant, grand tapage dans Paris.

Le nouveau député du Nord allait se rendre à la Chambre.

Oui, le jeudi 19 avril 1888, la ville de Paris a été à même de le contempler dans sa plus belle voiture : un landau superbe attelé de deux magnifiques alezans ayant aux oreilles des cocardes vertes et rouges ; le cocher et le groom un œillet rouge à la boutonnière.

Ferait-il sortir cet équipage jadis ministériel, ou se rendrait-il à la Chambre dans une voiture fermée? La question avait été mise sur la nappe dans le déjeuner qui réunissait vers onze heures, rue Saint-Honoré, à l'hôtel Saint-James, M. Boulanger et ses amis, MM. Rochefort, Laguerre, Charles Lalou, Le Hérissé, le comte Dillon, Eugène Mayer, Déroulède, etc.

On s'arrêta à cette décision ;

— Que le général aille à pied ou en voiture fermée, rien n'empêchera la manifestation. Il vaut donc mieux qu'il la traverse franchement et qu'il aille officiellement à la Chambre dans le landau dont il se servait autrefois pour ses visites officielles.

A deux heures seulement on sortait de table. M. Rochefort partait en fiacre pour le Palais-Bourbon avec M. Mayer. Le général, escorté de plusieurs amis, regagnait l'hôtel du Louvre où sa voiture devait venir le prendre un peu plus tard et devant lequel stationnaient trois cents personnes maintenues par des agents.

Pendant ce temps, le préfet de police en personne passait la revue des nombreux agents massés aux abords de la Chambre.

M. Madier de Montjau, bien que n'étant chargé que de la police intérieure du palais, avait demandé que les abords en fussent absolument libres. Ce n'est pas sans peine que les officiers de paix ont pu parvenir à repousser la foule. Ils avaient fait dégager non seulement le quai d'Orsay, la rue et la place de Bourgogne, mais le pont de la Concorde et un large morceau de cette place.

La foule était massée sur le boulevard Saint-Germain, le quai des Tuileries, la terrasse de l'Orangerie, celle-ci absolument bondée, et sur la partie nord-est de la place de la Concorde, où il y avait des gamins jusque sur les fontaines.

Selon mon habitude, je prie les personnes que je rencontre d'évaluer elles-mêmes le nombre des curieux.

— Quinze mille personnes, me déclare un boulangiste.

— Deux mille, me dit un député opportuniste.

— Douze mille, m'affirme un officier de paix.

C'est celui-ci qui doit avoir raison.

Entre la place de la Concorde et l'hôtel du Louvre, toutes les fenêtres sont garnies de monde. Les dames

sont en majorité. Sur les trottoirs de la rue de Rivoli, deux minces rangées de badauds.

A trois heures moins le quart, la voiture du général sort de l'hôtel. Comme jadis l'Empereur, il se tient au fond, à droite. Il a à sa gauche M. Laguerre. Devant lui M. Déroulède, puis M. Le Hérissé.

Presque au galop, la voiture file vers le Palais-Bourbon. La foule la suit en criant : « Vive Boulanger ! » Des gens s'accrochent aux portières. Devant le n° 204, c'est bien pis. Cinq cents personnes à peu près sont venues au-devant de la voiture.

— Mais je vous en prie, mes amis, dit M. Déroulède, reculez-vous. Laissez-nous passer. Vous allez vous faire écraser et ce n'est pas vous, c'est la Chambre que nous voulons renverser.

Quelques maisons plus loin, autre bagarre. La voiture est de nouveau contrainte de s'arrêter. Tout le monde crie : « Vive Boulanger ! » Les hommes agitent leurs chapeaux, parmi lesquels il en est beaucoup de haute forme. Des dames jettent au général de petites gerbes de roses.

Arrivé non sans mal sur la place de la Concorde, le landau doit, pour trouver place, faire le grand tour de l'Obélisque. Les deux lignes de gardiens de la paix sont forcées. La foule acclame le général.

De la terrasse des Feuillants, toutefois, pas un cri ne tombe. Il n'y a guère là que des badauds. Deux messieurs seulement, dont un décoré, crient : « A bas Boulanger ! C'est infâme ! »

La voiture est déjà arrivée sur le pont où elle filé au galop. Devant la grille du Paluis-Bourbon, une centaine de personnes qui ont pu, on ne sait comment, se faufiler

au milieu des journalistes, crient, les unes en majorité : « Vive Boulanger ! » une dizaine seulement : « A bas Boulanger ! » Un coup de sifflet, unique, retentit.

Le général et ses amis descendent et entrent à la Chambre. Il me faut attendre la sortie.

La voiture, très admirée, va se ranger sur le quai, le long de la Seine. Un gardien de la paix est chargé de veiller sur elle.

Pendant ce temps, sur la place de la Concorde, je reconnais quelques blanquistes, MM. Eudes, Rouillon et de nombreux membres du parti ouvrier qui stationnent ; mais Joffrin, qui, lui aussi, est venu à la Chambre, m'a dit en entrant que son parti ne ferait rien.

— L'heure n'est pas venue, déclare-t-il. Quand nous voudrons nous emparer de la Chambre, nous le ferons, mais aujourd'hui ce ne serait pas la peine.

Joffrin, à cette époque, n'était pas encore tout à fait le farouche anti-boulangiste qu'on a connu depuis.

Un anarchiste, qui essaie de persuader à la foule que Boulanger et Ferry se valent, est hué, bousculé. Il a raison de se sauver, car on lui ferait un mauvais parti.

Deux mitrons en bonnet blanc sont successivement hissés sur de solides épaules et promenés sur la place au cri de : « Vive Boulanger ! » La foule s'amuse.

Sur le quai, on attend impatiemment une nouvelle apparition du général. Il est quatre heures vingt, quand le groom de M. Boulanger, qui guette son maître à l'entrée du salon de la Paix, va chercher la voiture.

Le général et ses amis reprennent place. Deux cents personnes à peu près crient : « Vive Boulanger ! » mais le même coup de sifflet, qui s'est signalé à l'entrée, se fait entendre. La voiture traverse rapidement le pont, à

l'extrémité duquel la ligne d'agents a été plus que triplée. Dès que la voiture est reconnue, la foule, d'un élan irrésistible, se précipite. On agite chapeaux et casquettes. On crie : « Vive Boulanger! »

Une escouade d'agents précède en courant la voiture qui va pourtant assez vite. D'autres agents suivent de très près.

Le général est bientôt l'objet d'une manifestation inouïe. Les agents sont partout impuissants à maintenir la foule. La voiture ne peut avancer qu'au pas. Elle met plus de dix minutes à traverser la place. Des vingtaines de mains se tendent vers M. Boulanger, qui les serre. Un agent se tient un instant à côté de lui, sur le marche-pied.

Pendant ce temps, les autres agents écartent violemment la foule, qui ne cesse d'acclamer le général.

Les manifestants assomment à moitié un monsieur bien mis, qui s'est permis de crier : « A bas Boulanger!

Deux d'entre eux sont arrêtés.

Le citoyen Allemane qui, naturellement, est hostile au général, est bousculé dans une bagarre. De même, une trentaine de positivistes qui l'entourent et essaient de faire avec lui une contre-manifestation. A l'angle de la rue de Rivoli, les boulangistes et les gardiens de la paix ensemble le maltraitent; ils manquent de l'étouffer. On le porte dans une pharmacie.

Quelques pas plus loin, rue de Rivoli, la foule hue cinq agents qui conduisent au poste un collégien trop ardent.

Pendant ce temps, le général, toujours acclamé, est arrivé à l'hôtel du Louvre.

Il descend, le premier, devant la porte, suivi de ses amis.

La foule qui, depuis la place de la Concorde, a suivi le landau, entoure le petit groupe qui parvient très difficilement dans la cour de l'hôtel.

M. Boulanger est attendu chez lui par une trentaine de partisans haletants et par trois énormes bouquets qui lui ont été envoyés par des dames et où l'œillet rouge domine.

Il faut qu'un chef de parti ait sa fleur. Napoléon III avait adopté la violette. Le général a toujours eu un goût particulier pour *l'œillet rouge*. Les boulangistes ne porteront plus que cette fleur.

La foule veut envahir l'hôtel du Louvre.

Les employés de l'hôtel, munis d'une échelle, s'en servent pour barrer le passage aux manifestants. Mais le personnel de l'établissement, quoique aidé par les agents, est bientôt débordé. Les garçons se replient habilement sous le vestibule et ferment la porte.

Des renforts sont arrivés. Une bousculade se produit. Le public, les voitures de maîtres, les omnibus, les fiacres, tout cela s'entasse, s'embarrasse.

Les manifestants crient : « Vive Boulanger ! Revision ! » et chantent les *Pioupious d'Auvergne*, puis *En revenant de la Revue*. Tout le répertoire boulangiste y passe.

Et pendant plus d'une heure, c'est, sur la place du Palais-Royal et dans la rue de Rivoli, un tapage infernal.

Au milieu de cette cohue, un monsieur très bien mis ose dire que « c'est du puffisme, une réclame scandaleuse ». Un formidable coup de poing sur le nez le réduit au silence. Il ne pense plus qu'à éponger le sang qui coule

abondamment. Plus loin, on emporte un jeune homme à barbe blonde, qui vient de s'évanouir. Tout à coup, la police, qui s'est massée, entre énergiquement en scène. Au milieu des cris, un mouvement de reflux se produit. Beaucoup de manifestants en ont assez ; ils se retirent, mais l'arrière-garde accourt et réclame Boulanger. Elle crie : « Au balcon, au balcon ! » Nouvelle charge. On dégage la porte de l'hôtel. Il est cinq heures moins cinq. MM. Laisant, Déroulède, etc., sortent à pied, on les acclame, et c'est à grand'peine qu'ils peuvent se soustraire à l'ovation.

Une petite pluie fine met en fuite une partie des curieux, mais les boulangistes persistent. A cinq heures et demie, des milliers de personnes sont encore en contemplation devant le balcon, où ils espèrent voir apparaître le général.

Il y en avait un peu moins une heure après. Il n'y en avait plus du tout à huit heures.

En revanche, une autre manifestation se portait vers neuf heures et demie, rue du Croissant, devant les bureaux d'un journal antiboulangiste.

Au nombre de cent à peu près, les partisans du général crient : « Vive Boulanger ! », puis chantent les refrains qu'on connaît.

Une cinquantaine de possibilistes et quelques compagnons anarchistes répondent par : « A bas Boulanger ! Vive la révolution sociale ! » et chantent la *Carmagnole*.

Le citoyen Allemane, qui est tout à fait remis, et ses amis Labusquière et Marouck se montrent aux fenêtres et veulent parler à la foule. Ils sont accueillis par des bordées de sifflets et par : « C'est Boulange, lange, lange !... »

Des altercations s'engagent dans la rue.

Accourent au pas de course des agents qui tombent à la fois sur les boulangistes et sur les révolutionnaires. Les boutiques se ferment. Les passants se sauvent, affolés. Quelques arrestations sont opérées.

Et c'est ainsi que le nouveau député s'est rendu solennellement du Louvre au Louvre, et qu'a été fêtée sa première sortie.

V

SEMAINE BRUYANTE

Quand on a commencé à manifester sans danger, il est difficile de s'arrêter.

Le badaud, d'ailleurs, veut bien qu'il y ait de temps en temps quelque chose dans la rue. Les séries, toutefois, l'épouvantent. Il se demandait déjà, au bout de deux jours, non sans inquiétude, ce qu'il adviendrait des conflits que la première sortie du député du Nord avait fait naître entre boulangistes et antiboulangistes.

Ce sont les étudiants qui ont commencé par protester, le 20 avril, contre le « dictateur ». Dès le lendemain, les anarchistes s'en mêlaient. Sous cette étiquette ne doit-on comprendre que des révolutionnaires?

Vers une heure de l'après-midi, les étudiants se réunissaient sur la place de l'Ecole-de-Médecine.

Des ouvriers et surtout des gamins se mêlent à eux.

Au moment où l'on commence à former un monôme aux cris de : « A bas Boulanger ! » apparait M. Mézières, de l'Académie française, professeur à la Faculté des lettres. On l'entoure. On l'acclame. « Vive Mé-

zières ! A bas Boulanger ! Vive la République ! » Puis on gagne le boulevard Saint-Michel.

Bientôt une colonne assez imposante se dirige vers le jardin du Luxembourg, dont les gardiens, prévenus, font fermer les grilles. Mis ainsi dans l'impossibilité d'entrer, les manifestants se rendent sur la place du Panthéon, où ils ne tardent pas à être rejoints par d'autres étudiants, mais boulangistes, ceux-là. On débute par se battre à coups de chansons. On continue par s'injurier. Intervient la police, qui fait son œuvre.

A trois heures, les antiboulangistes se retrouvent au nombre de deux mille devant la Faculté de droit.

Un nouveau monôme est formé. Il descend, par rangées de quatre, le boulevard Saint-Michel en criant : « Conspuez Boulanger ! » Devant la fontaine Saint-Michel, il rencontre une voiture de la *Lanterne*, journal alors boulangiste. C'est bien amusant, la politique ! Le véhicule est renversé, brisé. Les journaux sont déchirés et réunis en tas. On y ajoute quelques morceaux de la voiture, on y met le feu et on danse autour en chantant toujours : « Conspuez Boulanger ! » La police accourt, éteint le feu... et le reste.

Pendant ce temps, sur la place de la Concorde, six cents personnes attendent on ne sait quoi. L'administration a pris les mêmes précautions que l'avant-veille. Dès une heure et demie, les agents dispersent les groupes à mesure qu'ils se forment. Les personnes qui ont fait demander un député sont priées de se masser contre une palissade de planches masquant des travaux en cours d'exécution.

Un officier de paix me dit que ses agents sont fatigués, irrités. Il n'est pas sûr d'être maître d'eux si la soirée est tapageuse...

On apporte des nouvelles de l'hôtel du Louvre, devant lequel mille ou douze cents curieux ne cessent de stationner. Le général est pourtant sorti depuis midi.

Il est cinq heures.

Les antiboulangistes, refoulés de partout, se sont de nouveau reconstitués en un groupe d'au moins quinze cents personnes.

Ils se dirigent vers le Palais-Bourbon quand, à l'angle du boulevard Saint-Germain et de la rue du Bac, ils rencontrent un tramway d'où descend à leur vue M. Hubbard, député de Seine-et-Oise, naguère encore étudiant.

Il s'approche d'eux, les interroge, apprend qu'ils ont à se plaindre de la police, qui semble, disent-ils, favoriser les boulangistes.

On va pouvoir en juger car, pendant que les antiboulangistes défilent sur un trottoir derrière M. Hubbard, un groupe de jeunes gens longe l'autre trottoir en criant : « Vive Boulanger. »

Une brigade accourt, cherche de quel côté elle s'élancera. Comme les antiboulangistes sont plus nombreux et conséquemment crient plus fort, c'est par eux que les agents commencent. M. Hubbard leur montre sa médaille. Il parlemente avec le brigadier. On le laisse passer, suivi d'une vingtaine d'étudiants, dont douze en voiture. La bande débouche du boulevard Saint-Germain. On signale son approche à nos représentants dont quelques-uns se rendent sur la terrasse. Les étudiants s'approchent de la grille, qui est fermée. M. de Mahy accourt derrière les barreaux, leur demande ce qu'ils veulent. Ils viennent protester contre la conduite des agents qui, la veille, les ont violemment repoussés. Ils ont bien le droit de crier : « A bas Boulanger ! »

quand on a si souvent crié : « Vive Boulanger ! » Après discussion, il est convenu qu'ils accompagneront M. Hubbard, à la Chambre. On laisse pénétrer huit d'entre eux dans le palais, mais on ferme les grilles devant les autres.

Très fiers, les délégués pénètrent dans la salle des gardes où ils sont reçus d'abord par les deux questeurs, puis par les députés de la Seine et par un assez grand nombre de représentants des départements.

Ils demandent la permission de rédiger la requête dont le texte suit :

« Messieurs, nous venons protester au nom de la jeunesse des écoles contre les agissements de la police à notre égard. Pour nous être livrés à une manifestation patriotique et républicaine, nous avons eu à subir d'une part les injures et les attaques d'une troupe d'énergumènes à la solde des boulangistes, d'autre part, les brutalités de la police.

« Au nom de la jeunesse républicaine, nous protestons énergiquement et profitons de cette occasion comme de toutes celles qui se présenteront certainement encore pour affirmer hautement et nos sentiments sincèrement républicains et notre amour de la liberté et notre haine de la tyrannie.

« Vive la France ! Vive la République !

« *Les délégués des étudiants de Paris auprès des Facultés de l'Etat,*

« PERRAU, Faculté des sciences; VOULGRE, Faculté de médecine; ROUQUETTE, Faculté de droit; ROULLET, Faculté des lettres; WARMAN, Faculté de droit; CORNOT, Ecole des Beaux-Arts; CHERCHEFFSKY, Ecole de physique et de chimie; BONNAMOUR, Faculté des lettres. »

Cette protestation est confiée à M. Anatole de la Forge qui s'engage à la remettre à M. Charles Floquet.

Les délégués sortent. Leurs amis les accueillent par les cris de : « A bas Boulanger ! » tandis que les autres vocifèrent : « Vive Boulanger ! » Les agents repoussent indifféremment les uns et les autres. L'heure du dîner approche. Chacun rentre dans son quartier.

Et voilà que, dès huit heures, le boulevard Saint-Michel prend un air de fête. On l'encombre, en riant, en échangeant des poignées de main. Tout respire la joie.

Mais, une demi-heure après, apparaît devant l'établissement Vachette, une bande de trois cents étudiants, tous armés de cannes. Ils viennent du Luxembourg et chantent : « Conspuez Boulange ! »

A mesure qu'ils descendent vers la place Saint-Michel, leur nombre augmente. Ils longent de préférence le côté des numéros impairs. Sur le côté pair se forme une autre bande qui les siffle en poussant quelques cris de « Vive Boulanger ! »

Les agents, en pèlerine, ce qui empêche de voir leurs numéros, les laissent d'abord faire. Un va-et-vient s'établit entre les cafés Vachette et de la Source. Les anti-boulangistes varient alors leurs chants par ce couplet :

Il donnera sa démission
Tontaine,
Il donnera sa démission
Tonton.

A neuf heures vingt, le nombre des boulangistes s'accroît d'une bande de jeunes garçons bouchers.

Les cris de : Vive Boulanger ! » égalent ceux de : « Conspuez ! »

Arrivent alors deux cents agents des brigades centrales sous la conduite d'un officier de paix. Ils chargent assez brutalement les boulangistes et les antiboulangistes. Cinq ou six jeunes gens sont arrêtés.

Les deux troupes se dispersent dans les rues latérales et se reforment presque aussitôt pour recommencer à la hauteur du musée de Cluny.

Les cochers d'omnibus et de fiacre crient : « Vive Boulanger ! »

Un étudiant, assis à la terrasse de la Source, voyant passer un agent, l'interpelle de la sorte :

« — Viens ici, que je te casse cette chaise sur la gueule. »

Tous les commerçants du boulevard Saint-Michel, sauf les limonadiers, ont fermé leur boutique.

On se montre un omnibus sur l'impériale duquel les étudiants ont fait monter de jeunes étudiantes qui, d'ailleurs huées par la foule, braillent : « A bas Boulange ! »

Pendant ce temps, la foule, tout entière composée de curieux, se masse sur les trottoirs en bordure de la place du Palais-Royal. Elle est plus compacte devant le Conseil d'Etat, et observe les fenêtres, non éclairées, de l'appartement du général.

A neuf heures vingt-cinq, une petite bande arrive en criant, tantôt : « Vive l'armée ! » et tantôt : « Vive Boulanger ! »

Elle est facilement refoulée.

On entend alors ce cri : « Rue de Richelieu ! »

Les manifestants se reforment du côté du Théâtre-Français, puis se dirigent vers la rue Montmartre.

Une autre bande les suit. Celle-ci, qui vient également de passer devant l'hôtel du Louvre, est antiboulangiste.

Elle se compose principalement de compagnons anarchistes qui crient : « A bas le dictateur ! »

A ce moment, il y a, rue Montmartre, entre les rues Joquelet et des Jeûneurs, une affluence énorme, mais qui ne stationne pas. Les agents, très nombreux, obligent à circuler.

Peu de cris. De temps en temps, à peine un « Vive Boulanger ! » isolé.

A dix heures cinq, une bande se forme, puis se dirige vers les boulevards. Trois cents jeunes gens à mine suspecte la composent. Elle parvient jusqu'à la rue Richelieu et est dispersée sans peine par quelques agents.

A l'angle du faubourg Montmartre, les curieux attendent patiemment une manifestation sérieuse.

L'un d'eux dit tout haut à sa femme, qui veut revenir en arrière, ces mots naïvement féroces :

— Mais d'ici nous ne verrons pas la collision...

Il y a de bonnes raisons pour que la rive droite soit tranquille. Les agents, massés sur les ponts, ne permettent pas aux groupes d'étudiants de passer sur la rive droite.

Vers onze heures, il y a peut-être dix mille personnes sur le boulevard Saint-Michel et dans la rue des Ecoles.

Boulangistes et antiboulangistes, également nombreux, se battent entre eux, malgré la police qui, littéralement en furie, ne parvient pas à rétablir l'ordre.

Les femmes, dont beaucoup sont en cheveux, poussent indifféremment les deux cris

On fait courir le bruit que le général Boulanger est au Châtelet.

C'est là que tout le monde voudrait se rendre ; mais la police, très bien commandée. est victorieuse à l'entrée des ponts.

On ne passe pas.

On se demande vers minuit quand cela finira.

Lorsqu'on est fatigué de crier pour ou contre Boulanger, on chante : « Esprit saint des...»

Et l'on apprend qu'une collision, plus bruyante que sérieuse, s'est produite, vers dix heures, aux Halles-Centrales.

La rue Montorgueil a été envahie ; il y a eu vingt incidents entre manifestants et agents.

Sur le boulevard Montmartre, vers minuit, passe une bande de deux cents manifestants qui crient : « Vive Boulanger ! »

Un client de la brasserie Zimmer réplique par le cri de : « A bas Boulanger ! » On lui lance une pierre qui brise une des grandes glaces de l'établissement.

Rue Montmartre, deux journalistes, qui appartiennent au *Parti National*, ayant crié : « A bas le dictateur ! » sont poursuivis et frappés par des boulangistes, ce qui provoque une charge d'agents ; les femmes affolées ont principalement à en souffrir. Que diable font-elles là ?

Le lendemain, dimanche, onze députés, parmi lesquels MM. Anatole de la Forge, Bourneville, Camélinat, Labordère et Mesureur, présentaient. à dix heures du matin, les huit délégués des étudiants au président du Conseil.

M. Floquet a commencé, comme c'était son devoir,

par excuser les agents, — de la rigueur desquels se plaignaient tout particulièrement les étudiants.

— Nous croyons néanmoins, ont dit ceux-ci, avoir le droit, quand de si nombreux groupes poussent le cri séditieux de : « Vive Boulanger ! » de pousser, nous, un cri plus constitutionnel. Nous reconnaissons que la rue doit être silencieuse. Ce n'est pas nous qui avons commencé à troubler l'ordre public !...

On s'est séparé sur cette déclaration de M. Floquet :

— Je vous promets qu'avant jeudi, ou dimanche au plus tard, nous en aurons fini avec les manifestations boulangistes. Je ne peux, toutefois, arriver à ce résultat qu'avec votre concours. Promettez-moi, au nom de vos camarades, de ne plus sortir de votre quartier avant la fin de la semaine, et je vous promets, moi, que dans huit jours, tout sera fini.

Les délégués ont pris l'engagement demandé ; ils ont immédiatement répandu dans le quartier Latin un mot d'ordre conforme à leur promesse.

A deux heures, j'étais au siège même de l'Association générale des étudiants, qui compte deux mille membres. On sait que les étudiants sont au nombre de douze mille.

Cette association est purement amicale; il lui est interdit de s'occuper de politique; ses membres ont, toutefois, la liberté d'agir individuellement à leur guise.

Un certain nombre ne se sont pas privés de prendre part aux manifestations. D'aucuns n'ont même pas eu à s'en louer. Deux d'entre eux ont le front garni de bandes. On m'en cite un qui a été frappé à la tête d'un coup de canne si violent que les docteurs ont ordonné le lit pour quatre ou cinq jours au moins.

L'Association comprend à peu près treize cents anti-boulangistes et sept cents boulangistes; mais ses membres sont fidèles aux statuts qui les régissent et les anti-boulangistes se sont bien gardés d'afficher, dans le siège social, les placards invitant à la manifestation. Ils se sont contentés de recueillir des signatures pour l'approbation de la déclaration officielle des délégués.

Tous sont enchantés de M. Anatole de La Forge, qui a chaleureusement plaidé leur cause auprès de M. Floquet.

Quelques instants après, je rencontre un étudiant en pharmacie qui me dit :

— Depuis le commencement de la campagne boulangiste, les camelots, les marchands de journaux et de chansons en l'honneur du général ont envahi notre boulevard. En ces derniers jours surtout, l'invasion est devenue insupportable. Des groupes ont parcouru le quartier en chantant les couplets que vous connaissez et en insultant par leurs vivats à nos convictions politiques. C'est alors que nous avons résolu de protester. Nous prétendons être les maîtres chez nous. Qu'on nous laisse tranquilles au quartier et nous ne provoquerons personne. Vous reconnaîtrez, d'ailleurs, que la plupart des contre-manifestants sont payés; il y avait parmi eux de nombreux garçons bouchers. C'est pour éviter des désordres peut-être plus graves que nous avons manifesté. Maintenant, d'ailleurs, mes amis et moi, ferons tous nos efforts pour qu'il ne se produise rien, à moins qu'on ne nous provoque.

Chemin faisant, je constate que les marchands de

photographies du quartier Latin ont eu la prudence de faire disparaître de leurs vitrines le portrait du général.

Un grand nombre d'étudiants, très autorisés, nous déclarent que c'est moins à lui qu'à son entourage qu'ils en veulent. Ils me citent notamment deux de ses familiers, MM. Laguerre et Vergoin, contre lesquels leur animosité, depuis longtemps, est grande. L'un et l'autre pourtant étaient naguère encore étudiants.

Et, dès huit heures du soir, on commençait à ne tenir qu'à moitié les promesses de la journée.

Un premier rassemblement se formait rue des Ecoles. Deux cents étudiants panachés de badauds criaient, sans en venir d'ailleurs aux mains, les uns : « Vive Boulanger ! » les autres : « A bas Boulanger ! »

A neuf heures, les deux partis se divisent. Du côté des numéros pairs, vont et viennent les antiboulangistes, dont beaucoup brandissent au-dessus de leur tête de formidables gourdins.

Les boulangistes sont relativement peu nombreux. Ils suivent ou précèdent leurs adversaires. A l'entrée de la rue de l'Ecole-de-Médecine, les agents se mettent en ligne; ils font évacuer le trottoir.

Devant Vachette, se massent les antiboulangistes. A eux se mêlent un grand nombre de lycéens en uniforme, qui seraient contents d'ennuyer quelque peu la police avant de rentrer au bahut.

Les boutiques se ferment. Les collégiens, en belle humeur, s'amusent à battre le rappel sur les devantures de fer.

Il y a en ce moment dix mille personnes au moins sur le boulevard.

Les antiboulangistes, côté impair, et les boulangistes,

côté pair, se contentent de se regarder en braillant à qui mieux mieux et vont ainsi du musée de Cluny au Luxembourg.

Pendant ce temps, rue Montmartre, à l'angle de la rue d'Aboukir, se réunissent cinq cents boulangistes, qui se mettent à courir en criant : « Au quartier ! »

Au moment où ils arrivent sur le boulevard Saint-Michel, les agents s'élancent. Les boulangistes glissent entre ceux-ci comme des poissons entre les mailles d'un filet et vont se joindre à leurs amis du « quartier ».

La chaussée toutefois est maintenue libre par la police.

A neuf heures trois quarts, des cris retentissent du côté de Saint-Louis. Des agents viennent d'arrêter un collégien. « Rendez le potache! »

M. Lejeune, commissaire de police, accourt.

Il donne l'ordre de mettre en liberté le jeune manifestant et de ne pas faire attention aux lycéens.

Rue Racine, une collision s'engage. Les adversaires se lancent à la tête des débris d'asphalte.

Rue Soufflot, des antiboulangistes houspillent violemment un petit pâtissier qui n'a guère plus de douze ans.

Il a crié : « A bas les calotins ! »

A partir de dix heures, la manifestation bat son plein. Les cris sont assourdissants. Pendant que les antiboulangistes, du côté de la Sorbonne, ne cessent de chanter : « Conspuez Boulange ! » de petites bandes boulangistes, qui se succèdent en face, répondent par : « Conspuez Ferry ! Vive Boulanger ! »

Autour du bassin de la rue de Médicis, une bataille à coups de cannes s'engage. L'officier de paix Péchard,

qui a la main droite encore endolorie et tuméfiée par un coup violent reçu la veille, s'élance avec vingt hommes et disperse les combattants.

Un quart d'heure plus tard, nouvelle bagarre rue Soufflot, devant la taverne des Étudiants.

Impossible de reconnaître dans cette mêlée quoi que ce soit, qui que ce soit.

Une trouée est habilement faite par les agents de M. Baissac, l'officier de paix du cinquième; ils séparent la multitude en deux tronçons.

A partir de ce moment, les conflits vont se succéder de minute en minute.

Les patrons de brasserie font précipitamment rentrer leur matériel « de terrasse ».

Du haut de leurs sièges, deux cochers de la station de fiacres de la rue de Médicis jugent à la Gavarni les incidents.

— Et dire, s'écrie l'un, qu'y suffirait de deux pompes à vapeur pour balayer tout ça !...

— Ben oui, réplique l'autre, des pompes à vapeur! Des pompes à Richer, plutôt !

Comme pour donner raison à ces philosophes pratiques, la pluie se met à tomber.

La foule diminue sensiblement.

Et le lendemain lundi, 23 avril, grande désillusion pour ceux qui, vers deux heures, attendaient, soit à la porte de l'hôtel du Louvre la sortie du général Boulanger, soit aux environs du Palais-Bourbon, son entrée à la Chambre.

Le général était à Neuilly où, désirant quitter l'hôtel

du Louvre pour s'installer définitivement, il visitait des hôtels.

M. Montpellier, officier de paix, donnait lui-même le renseignement au public.

Pas de meilleur moyen pour éloigner les candidats manifestants.

Vers quatre heures, apparaît, sur le pont de la Concorde, une petite troupe de jeunes boulangistes, qui, ne trouvant rien à faire autour de la Chambre, se portent vers le palais municipal, devant lequel on assure que se forme une manifestation.

Ils suivent la rue de Rivoli, chantent : « C'est Boulange! » en passant devant l'hôtel du Louvre, et arrivent, bruyamment mais gaiement, sur la place de l'Hôtel-de-Ville, où le service d'ordre a été doublé. Devant le palais municipal, badaudent quelques centaines de curieux, au milieu desquels les possibilistes et compagnons anarchistes sont en grande majorité. Ils se plaignent de n'avoir pu trouver place dans les tribunes publiques, qui sont bondées. Désespérés de ne pas entendre les conseillers interpeller le préfet sur la conduite des gardiens de la paix, que chacun, à son point de vue, déclare abominable, ils se retirent mélancoliquement.

A cinq heures, je reçois, au *Figaro*, la visite de deux délégués des étudiants. Ils me remettent la lettre suivante, qui doit servir de carte d'entrée à une réunion projetée :

« Monsieur,

« Au nom des étudiants, je suis chargé de vous prier d'assister, ce soir lundi, 23 avril, à la réunion qu'ils

organisent à la salle Jussieu, 29, rue de Jussieu, à huit heures et demie.

« La carte d'étudiant étant exigible, la présente lettre vous servira de carte d'entrée.

« Agréez, monsieur, l'expression de mes salutations empressées.

« Pour le comité d'initiative, »

(*Suit la signature.*)

On aurait dû, me disent les deux délégués, se contenter d'afficher l'annonce de cette réunion à l'intérieur des écoles.

Un certain nombre de boulangistes ont lu certainement les placards qu'on a collés dans les rues. Il se peut qu'ils veuillent troubler la réunion. Aussi prend-on de grandes précautions pour qu'il n'y ait absolument dans la salle que les ayants-droit.

J'apprends, d'autre part, que les affiches en question ont été lacérées et enlevées. Par les boulangistes ou par les agents ? Mystère.

Que se proposent les étudiants?

Ils veulent d'abord nommer une commission qui délibérera sur la conduite à tenir, ensuite entendre les délégués qui doivent leur rendre compte des deux démarches faites auprès de M. Floquet, car ils ne se sont pas contentés d'aller, dimanche matin, chez le président du Conseil; ils lui ont porté, le lendemain à cinq heures, une déclaration ainsi conçue :

« Les soussignés déclarent adhérer à la démarche faite, le samedi 21 avril, à la Chambre des députés. »

Suivent mille signatures recueillies en deux jours.

Il paraît que, depuis la remise de cette déclaration, trois cents autres signatures ont été déposées sur une copie.

Et, le soir, à huit heures et demie, j'étais salle Jussieu, *alias* salle de l'Ermitage, déjà célèbre par la fête commémorative de l'exécution de Louis XVI et par les conférences de Louise Michel sur la littérature moderne.

Cette fois, la salle est si bien envahie que les étudiants sont forcés, non seulement de déborder dans la cour, mais encore de monter sur les fenêtres et sur les marches de l'escalier de l'autre corps de bâtiment.

A l'entrée est un plateau où l'on jette des sous pour les frais.

La recette ne dépasse guère soixante francs, dont la moitié, — c'est voté, — sera remise au parti ouvrier. Le fait est à relever.

Les votes, ici, s'opèrent de façon assez originale. Au lieu de lever le bras, on lève sa canne. Oh! cette armée de cannes, de massues plutôt, au-dessus des têtes. Cela vous a un aspect véritablement terrifiant.

On commence par nommer un comité d'organisation antiboulangiste.

En feront partie MM. Perreau (de la Faculté des sciences), La Chesnais (idem), Stiévenart (des Mines), de Crévecœur et Bernard (de la Faculté de droit), Vachal, etc.

M. Perreau a été élu président.

Il était parmi ceux qu'a reçus M. Floquet. Il n'avait pas, dit-il, la mission officielle de parler au nom de ses camarades. C'est M. Hubbard, député de Seine-et-Oise, qui l'a bombardé délégué.

On a vu plus haut que ses camarades ont largement ratifié ses pouvoirs.

Que cette phrase solennelle ne semble pas exagérée. Sur la rive droite, on est très tenté de ne pas tenir compte des étudiants. Ceux-ci, au contraire, se prennent tout à fait au sérieux. Il faut reconnaître qu'il en est beaucoup parmi eux qui ont une barbe vraiment électorale. L'un des plus influents est secrétaire d'un très haut personnage politique et doit diriger dans quinze jours les élections municipales de je ne sais quel pays.

Ces futurs avocats parlent généralement assez bien. L'un d'eux dit :

— Quand nous crions : « A bas Boulanger ! » nous crions : « Vive la République ! »

... Nous avons avec nous tous les honnêtes gens... Si nous parvenons à endiguer la dictature, c'est un signalé service que nous rendrons au pays...

Bref, les étudiants se déclarent prêts à la lutte, mais s'engagent à rester tranquilles tant qu'on ne les provoquera point.

Pas besoin de faire une réunion s'il ne doit pas en sortir un ordre du jour.

On en présente sept qui — chose plus extraordinaire — sont tous votés... à l'aide des fameuses cannes !

Je résume ces ordres du jour en un seul qui les contiendra tous :

« Les étudiants de Paris, réunis en assemblée générale le 23 avril 1888, confirment les démarches faites par les délégués du quartier latin, constituent un comité chargé de les représenter, s'engagent à tenir jusqu'à la fin de la semaine la parole donnée au président du Conseil et continueront à organiser la défense de la République. »

On sort à dix heures cinq. A la porte, on me remet un petit placard autographié contenant ces mots :

« Mardi soir, 24 avril, à 8 h. 1/2, 46, rue de la Montagne-Sainte-Geneviève (Salle Gaucher).

« ÉTUDIANTS !...

« *Réunion publique*

« Pas de dictature !.. Pas de plébiscite !...

« La République en danger. »

« Prière de communiquer. »

Sur le trottoir opposé et dans les rues avoisinantes sont un certain nombre de boulangistes qui, devant la sortie en masse de ces étudiants barbus et armés de cannes, ne jugent sans doute pas à propos de manifester. Il faut dire aussi qu'il y a, échelonnées dans la rue Linné, dans la rue des Ecoles, de petites escouades d'agents, toutes prêtes à marcher.

L'inspecteur divisionnaire Maurice, en uniforme, surveille les mouvements de la foule, étudiants, boulangistes et curieux.

Vers dix heures et demie, à l'angle du boulevard Saint-Germain et du musée de Cluny, des altercations s'engagent entre étudiants et agents. Il en résulte deux arrestations, mais qui ne sont pas maintenues.

Tout doucement, les gardiens divisent les groupes, qui se fondent, pour ainsi dire, dans les cafés et les brasseries.

A onze heures, le boulevard a repris sa physionomie habituelle, moins gaie cependant que d'habitude, car la pluie commence à tomber.

Et voilà le quartier Latin qui va s'apaiser piano, pianissimo. Tout passe, tout lasse, tout casse. M. Floquet n'aura pas besoin de recourir à la cavalerie.

Il n'y a guère eu de tapage le lendemain mardi que dans une petite salle de la rue de la Montagne-Sainte-Geneviève.

Les journaux dévoués au général avaient bien annoncé une réunion boulangiste qui devait avoir lieu dans un grand café du boulevard Saint-Germain, à quelques pas de la réunion antiboulangiste de la Montagne-Sainte-Geneviève.

Déjà on escomptait la bagarre qui se produirait à la sortie quand se rencontreraient les deux partis.

Le propriétaire du café a refusé sa salle.

Cet homme assurément n'aime pas le scandale.

Ceux qu'avait attirés l'annonce de la réunion boulangiste n'ont pas voulu perdre leur soirée. Ils se sont rendus en masse salle Gaucher, à la réunion antiboulangiste. C'est assez dire que la séance a été des plus orageuses.

Les chapeaux mous et les chapeaux haute forme étaient à peu près à égalité. Chaque orateur a donc eu tort.

L'étudiant Normand, le célèbre anarchiste qui s'est signalé à l'Ecole de pharmacie et en maint autre lieu, a cru devoir parler en faveur du général.

Un second orateur a tonitrué contre lui.

Les antiboulangistes ont hué Normand, et les boulangistes ont conspué l'autre.

Seul, Labusquière, à cause de sa voix archiméridionale, est parvenu à se faire entendre. Je l'ai regretté

pour lui. Il n'a attaqué l'ennemi qu'à l'aide d'arguments dont chacun a soulevé le cri : « C'est faux ! c'est faux ! » D'après le citoyen Labusquière, le général Boulanger voulait absolument que le gouvernement déclarât la guerre à l'Allemagne après l'incident Schnæbelé.

Il faut être juste. Les initiés savent pertinemment que jusqu'à la conclusion de l'incident, le général Boulanger, alors ministre de la guerre, s'est montré absolument inquiet. Quand plus tard Labusquière a appelé Boulanger le désorganisateur de l'armée, la salle a protesté par des cris indignés qui ont troublé tout le quartier. Une blanchisseuse affolée a aussitôt fermé sa boutique. Si les révolutionnaires veulent tomber le boulangisme, il est nécessaire qu'ils travaillent un peu et préparent mieux que cela leurs arguments. A la fin toutefois, Labusquière a fait applaudir des phrases de Provence.

Bien curieuses vraiment, ces salles mélangées. Le parti qui hurle trouve toujours qu'il a le droit de hurler, mais il ne veut pas admettre que l'autre parti ait, à certains moments, le même droit.

D'où des apostrophes, des querelles, des injures.

— A la tribune, l'interrupteur ! A la porte, le gêneur ! A bas l'antiboulangiste ! A mort le boulangiste ! ! !

Au point de vue pittoresque, c'est réellement curieux. Seulement, pour peu qu'on ait des nerfs, cela ne tarde pas à devenir irritant.

J'avais emmené avec moi un ami qui désirait voir une réunion et qui, dès les premiers incidents, m'a dit : « Si nous nous en allions ? »

Et, dans les rues voisines, attendant vainement des manifestations, MM. Caubet, chef de la police munici-

pale, les inspecteurs divisionnaires Siadoux et Maurice, les officiers de paix Baissac et Péchard, les commissaires de police Lejeune et Everard, commandent en personne les forces de la police.

Chose bizarre, ce sont eux qui, à un moment donné, ont dit d'eux-mêmes :

— Eloignons-nous. Nous formons un rassemblement.

A la dernière heure, je reçois une délégation de huit étudiants boulangistes, *tous électeurs*, qui me prient d'insérer la note suivante :

« Un comité protestataire d'étudiants boulangistes vient de se former.

« Les adhésions sont reçues provisoirement, 55, rue de Seine.

Signé : Madent, étudiant en médecine; Varet-Eybord, de la Faculté des sciences; Paul Pascal, étudiant en droit.

Ces messieurs ont l'intention de ne faire aucune manifestation extérieure, mais se déclarent prêts à résister à toute provocation.

Ils n'ont pas eu à résister.

N, i, ni, c'est fini.

Le quartier Latin va se remettre au travail.

VI

LE DINER DU CAFÉ RICHE

Il ne faut pas prêter aux choses plus d'importance qu'il ne convient. On a mené grand tapage à propos du dîner offert le 27 avril à ses partisans par le général Boulanger.

En voici la très simple histoire : Le vendredi précédent, pendant qu'on commençait à s'agiter autour de la Sorbonne, M. Charles Lalou, directeur de la *France*, donnait à dîner, en son hôtel de l'avenue Hoche, à vingt de ses amis, dont le général Boulanger.

L'ancien ministre était naturellement à la place d'honneur.

Au champagne, M. Lalou se leva et lui porta un toast.

— Messieurs, dit le général, je vous demanderai la permission de ne pas répondre aux paroles trop élogieuses de notre amphitryon. Il n'y a ici que des amis qui n'ont pas de toasts à se porter. La soirée a été tellement agréable que nous la renouvellerons, si cela vous plaît. Je vous invite tous à dîner avec moi à huitaine.

Il n'y eut naturellement pas de protestation et voilà

comment, sans malice, le vendredi s'est trouvé choisi et comment MM. Charles Lalou et son frère Louis, MM. Laguerre, Laisant, Rochefort, Clovis Hugues, Laur, Le Hérissé, Michelin, Eugène Mayer, le comte Dillon, le docteur Susini, Vergoin, etc., se sont trouvés attablés une fois de plus autour du député du Nord.

On n'était que vingt chez Lalou, mais il faut croire que, pendant la semaine, le général a eu souvent l'occasion de répéter le mot usuel : « Quand il y en a pour vingt, il y en a pour vingt et un. »

On avait dressé trente-deux couverts dans le grand salon du Café Riche, tout particulièrement orné pour la circonstance. M. Lalou avait fait placer sur la cheminée un très beau buste en bronze, représentant le général en grande tenue, et un faisceau de drapeaux tricolores surgissant d'une corbeille de fleurs.

La table était garnie de nombreux vases d'œillets rouges, dont la plupart avaient été envoyés par des anonymes.

Dès sept heures et demie, il y avait à peu près trois cents curieux autour du Café Riche et peut-être encore plus d'agents.

Le général, portant sur l'habit la plaque de grand-officier de la Légion d'honneur, est arrivé à huit heures et quart avec le comte Dillon et a été acclamé.

De même Rochefort. De nombreuses mains ont serré celles de Déroulède. A part ces menus incidents, l'entrée s'est faite sans encombre.

Le dîner a été très luxueux comme service, mais la conversation a absolument manqué de solennité. Le général Boulanger se tient au milieu de ses amis politiques comme il devait être avec ses camarades de régiment

Autour de lui, outre les personnes déjà citées : MM. Borie, Naquet, Brugeilles, Delattre, Duguyot, Farcy, Lesguillier, Saint-Martin, Turquet, Aurélien Scholl, Vacher, que son voisin, M. Chevillon, le joyeux député des Bouches-du-Rhône, égaie de ses lazzis.

Pendant le repas, la foule grossit devant le Café Riche, bien que les agents fassent courir le bruit que le général n'y dîne pas.

Ce propos peut paraître d'autant plus vraisemblable que l'on a éteint les lumières de presque tous les salons qui donnent sur le boulevard et sur la rue Le Peletier, et que le salon des glaces, où a lieu la petite fête, ouvre ses fenêtres sur la cour.

Au dessert, M. Naquet se lève, et au milieu d'un grand silence, prononce un très long toast dont voici la substance:

— Si je bois à vous, général, ce n'est pas seulement parce que je vous aime, c'est encore et surtout parce que je vous estime. Je salue en vous la grande force nationale de notre cher pays. Il serait naïf de parler de votre patriotisme, qui n'a jamais été mis en doute. Si tant de républicains sont assis autour de vous, si je suis moi-même ici, c'est parce que personne ne doute de vous. Vous avez créé le grand parti national. Vous avez rallié tous les hésitants. Grâce à vous, les élections prochaines se feront sur un seul et unique terrain, celui de la vraie République.

Le général Boulanger répond en ces termes :

Messieurs,

Je remercie mon excellent ami, l'honorable sénateur de Vaucluse, des paroles si bienveillantes pour moi qu'il

vient de prononcer, et qui expriment mes sentiments avec une si grande netteté.

Je ne répondrai rien aux quelques mots qu'il a dits de la question extérieure. Comme lui, je pense que pour un pays le seul moyen d'assurer la paix est de se mettre en mesure de faire victorieusement la guerre, si l'on est forcé de la subir ; et c'est pourquoi fortifier notre armée a été ma continuelle préoccupation.

J'ai répété plusieurs fois, quand j'avais l'honneur d'être ministre, que, si je voulais la guerre, je serais un fou, mais que, si je ne mettais pas le pays dont les forces m'étaient confiées en état de la faire, je serais un misérable. Je n'ai rien à ajouter aujourd'hui à ce que j'ai dit alors.

Au point de vue de la politique intérieure, je suis non moins d'accord avec mon ami M. Naquet pour répudier toute idée de dictature.

Si j'ai quelque popularité, c'est, comme il l'a fort bien dit, les injustices de mes ennemis et les hostilités des populations contre le parlementarisme qui me l'ont faite. Je ne l'ai pas cherchée ; aussi longtemps que j'ai tenu l'épée qu'on a brisée dans ma main, je n'ai songé qu'à servir mon pays en soldat.

Jeté dans la politique par ceux-là mêmes qui m'accusent d'en faire, je n'ai qu'un désir : voir mon nom servir de ralliement à tous les citoyens, pour sortir de l'état anarchique dans lequel nous nous enlisons chaque jour davantage. Je n'aspire qu'à une chose : contribuer à la consolidation de la République, que je ne sépare pas, que je ne séparerai jamais de la patrie.

Cette République, on vient de vous le dire, ne doit pas être une République étroite, fermée. Ce doit être

une République ouverte, où tous seront admis, sans que nous ayons à demander, à qui que ce soit, d'où il vient.

La seule chose que nous ayons le droit d'exiger, et que nous sommes résolus à exiger de ceux qui entendent marcher avec nous, c'est que, sans rien abandonner de leurs affections personnelles, ils se placent résolument comme nous sur le terrain de la République, le seul sur lequel puisse se constituer un parti véritablement national, recruté dans tous les partis actuels, indistinctement.

Quant aux programmes, j'en pense ce qu'en pensait autrefois le patriote dont les opportunistes ont fait un demi-dieu. Je pense qu'il est impossible de continuer à multiplier à l'infini les questions, sauf à n'en résoudre jamais aucune, et qu'il faut aborder les problèmes politiques les uns après les autres, en procédant scientifiquement.

Cette méthode, toujours vraie, l'est surtout aujourd'hui que le régime parlementaire a réduit la Chambre à ne se passionner que pour les personnes et à ne trouver d'énergie que pour renverser les cabinets.

Ce système politique, qui met les ministres à la merci du Parlement dont ils émanent, a donné lieu, ainsi que le prévoyait Bastiat en 1849, à un déchaînement d'ambitions qui ne laissent de place que pour les crises ministérielles et qui ne permettent à aucun progrès d'aboutir.

Il est donc bien inutile de fausser l'esprit du peuple en faisant miroiter à ses yeux des réformes dont on sait que la réalisation immédiate est impossible.

Le seul point sur lequel il faille insister, c'est la con-

dition qui rendra plus tard toutes les autres réformes possibles et qui, par conséquent, les prime toutes. Elle se résume en deux propositions : dissolution et revision par une Constituante, sur le terrain d'une République ouverte, libérale et démocratique.

Obtenons d'abord cela. Quand nous aurons conquis ces instruments primordiaux et indispensables de tout progrès, nous pourrons aborder les problèmes politiques et sociaux qui s'imposent à la pensée de tous. Jusque-là nous ne le pouvons ni le devons.

Maintenant, messieurs, attendez-vous à voir mes ennemis ne pas tenir plus compte des déclarations que je viens de faire, qu'ils n'ont tenu compte de mes déclarations antérieures. Attendez-vous à les voir négliger mes paroles pour s'attacher exclusivement à je ne sais quels racontars fabriqués dans je ne sais quelles officines, et à y persévérer, malgré toutes les dénégations dont ces racontars sont l'objet.

Attendez-vous à les voir continuer à me représenter comme un César en expectative, comme un aspirant à la dictature.

Et permettez-moi d'ouvrir ici une parenthèse. Je suis vraiment heureux d'en trouver l'occasion.

Bien des fois déjà on m'a imputé, on me reproche encore d'aspirer à la présidence de la République.

Je suis profondément convaincu que la Constitution permet à tout citoyen d'aspirer à la première magistrature de son pays.

Mais je vous le dis nettement, je vous l'affirme sur l'honneur : Si à la Constituante quelqu'un proposait la suppression de la présidence de la République, je ferais plus que l'approuver, je serais le premier à la voter.

Qu'on me permette encore de consacrer toutes mes forces à la défense de la patrie : nulle tâche ne sera pour moi plus grande et plus glorieuse.

Attendez-vous à tout de la part de mes adversaires, mais n'en concevez aucune émotion. Le peuple a le sens du vrai : son verdict final ne saurait être douteux.

En attendant ce verdict, messieurs, je remercie encore une fois mon honorable ami, je vous remercie, vous tous qui avez bien voulu, animés du plus pur patriotisme, vous grouper autour de moi, et je bois à la Patrie et à la République.

On applaudit.

Pendant ces deux discours, la foule a grossi. Elle se compose peut-être, à dix heures, de cinq mille curieux, dont beaucoup dans les rues avoisinantes.

On arrête deux manifestants qui ne veulent pas circuler.

Les invités sortent de table pour passer dans deux autres petits salons où le café est servi. Ils vont et viennent dans tout le premier étage.

A un moment, MM. Rochefort, Laisant et Laguerre ouvrent une des fenêtres du salon bleu que le tout Paris mondain connaît. Les personnes qui sont placées près du café Riche les acclament. Quelques-unes de celles qui sont sur l'autre trottoir sifflent.

M. Michelin veut, lui aussi, voir la foule. Il ouvre une seconde fenêtre. On le prend pour le général. On crie :

— Vive Boulanger !

Il disparaît.

On avait annoncé la venue de Joffrin. Il n'a pas jugé à propos de se déranger. On braille :

— Où qu'est Joffrin?

De nombreux amis, qui n'ont pas pris part au dîner, viennent saluer le général, qui se montre avec tous très gai, presque fraternel.

A onze heures trois quarts, il se retire par la rue Le Peletier. Au moment où il monte en voiture, une bousculade se produit. On l'acclame.

On arrête d'abord deux, puis six personnes qui crient trop violemment ou : Vive Boulanger! ou : A bas Boulanger!

A MINUIT, on arrête encore. Il y a maintenant plus de gardiens de la paix que de manifestants.

Et Joffrin? Toujours absent. Il doit dormir. Les agents affairés, bousculés, affolés, seraient bien contents d'être à sa place.

A UNE HEURE, le bruit court que, parmi les personnes arrêtées à la sortie du général, se trouvent MM. Déroulède, le docteur de Susini et Le Hérissé qui criaient : « Vive Boulanger! »

Tous les trois auraient été conduits au poste de la rue de Richelieu, dont trente agents interdisent l'entrée.

Le bruit était exact. MM. Déroulède, de Susini et Le Hérissé ainsi que trente-neuf manifestants ont été arrêtés, mais M. Rolny de Balnègre, commissaire de police du quartier Vivienne, s'est contenté de prendre les noms et a relâché tout le monde vers deux heures du matin.

Et, le lendemain, M. Le Hérissé interpellait le prési-

dent du Conseil sur la question de savoir si le cri de : « Vive Boulanger ! » est un cri séditieux.

Oui, « Vive Boulanger ! » est un cri séditieux.

Ce sera peut-être une raison pour qu'on le pousse davantage.

VII

DANS LE NORD

Je me suis demandé si je ne devais point remanier complètement le récit des voyages que j'ai eu l'honneur de faire avec le général Boulanger.

Après réflexion, je crois qu'il vaut mieux publier dans leur teneur les dépêches que j'ai, de chacune des villes où nous nous sommes arrêtés, envoyées au *Figaro*.

Rien ne vaudrait leur sincérité.

Je me contenterai de donner en bas de page, dans des notes non moins exactes que mes télégrammes, les détails complémentaires[1].

Première dépêche.

Dunkerque, 11 mai 1888.

« Je me paierai Boulange ! » s'écrie tout joyeux mon cocher quand je lui dis ce matin de me conduire à la gare du Nord. Aux abords de la gare pourtant, il n'y a guère qu'une centaine de personnes qui ont tenu à

[1] J'ai peut-être besoin de dire que les dépêches envoyées aux grands journaux sont transmises, non en abrégé, mais au net, telles enfin qu'elles doivent être imprimées. Grâce à M. Granet, qui fut ministre des postes, l'article ainsi expédié ne nous coûte qu'un demi-sou le mot. Le mot ne coûte un sou que quand nous le soulignons, ce qui veut dire : A mettre en italique.

assister au départ. Les agents sont plus nombreux que les spectateurs.

A sept heures et demie, le général arrive. Il est accompagné de M. Laguerre. Il se dirige très tranquillement vers le compartiment qu'il a retenu et qui est au milieu d'un wagon. La Compagnie, fort aimable, a mis les deux autres compartiments à la disposition de la presse. Comme MM. Boulanger et Laguerre sont seuls, je m'assieds à côté d'eux.

Le général s'en va dans le Nord, comme il irait à une partie de plaisir. Il compte beaucoup sur Dunkerque. Il sait toutefois que le gouvernement a envoyé de nombreux agents dans les différentes villes où il doit se rendre, principalement à Lille. « On sifflera », dit-il.

— Et je noterai fidèlement les sifflets.

— Si vous n'en entendez que cent, ne racontez pas, au moins, qu'il y en a eu cinq mille.

— J'ai le droit, par bonheur, de dire la vérité. Je souhaite qu'elle vous soit agréable, ne m'en veuillez point si mon rôle d'historiographe me contraint parfois à vous déplaire.

— Voici ma réponse : Je descends à Dunkerque à l'hôtel du Chapeau-Rouge. Tâchez de télégraphier pour qu'on vous y retienne une chambre.

Je me retire pour prendre les mesures nécessaires. La chose est faite. Le comte Dillon et M. Eugène Mayer montent dans le compartiment du général [1]. Pendant

[1] On sait que M. Eugène Mayer, rédacteur en chef de la *Lanterne*, comptait alors parmi les amis les plus intimes du général Boulanger.

Dans le Nord même, c'était lui qui, le plus souvent, tenait la caisse.

Il ne me plaît pas d'insister sur les dissentiments qui depuis ont

ce temps le quai s'emplit. Entre notre train et un autre se glissent à la queue leu leu plus de deux cents employés qui veulent au moins voir de près le général. Il est huit heures, nous partons.

Tout le monde semble savoir que le général Boulanger est en route. A la sortie de Paris, nous voyons aux fenêtres des hommes, des femmes, qui agitent des drapeaux, des mouchoirs. Un chauffeur s'arrange de façon à ce que sa locomotive, qui marche seule, soit tout le temps devant le compartiment de l'élu du Nord. Il beugle : Vive Boulanger !

Avant Chantilly un train passe, tous les voyageurs saluent le général. En entrant à Creil, nous voyons un ouvrier qui agite un drapeau tricolore. La machine s'arrête, un ouvrier se dirige tout droit vers le compartiment du général, l'ouvre et présente un bouquet; la foule applaudit.

Les gares de Clermont, de Saint-Just, sont également encombrées de personnes sympathiques. MM. Camescasse et de Marcère, paraît-il, sont dans le train. On se demande ironiquement s'ils font partie du grand voyage. Nous arrivons à Longueau ; ici la foule est très nombreuse ; le général, qui n'est pas de bois, est forcé de descendre une minute. On l'acclame. Deux personnes sorties d'un de nos wagons se mêlent à la foule et crient : A bas Boulange !

Nous les retrouvons à Arras dont la gare est bondée. Elles descendent encore du train, se mettent à siffler. Huit personnes à droite des wagons, une à gauche, les

séparé les deux amis. M. Mayer déclare qu'ils sont tout politiques. Le général, le comte Dillon et la plupart des autres membres du comité assurent qu'au fond la politique y est absolument étrangère,

imitent. Pendant ce temps, un vieillard présente un bouquet au général, un monsieur lui tend une lettre. Le train va repartir au milieu de nombreuses acclamations mêlées d'une dizaine de cris dissidents et d'un coup de sifflet prolongé. A Lens, accueil respectueux ; à Bully-Grenay, descend M. de Marcère en compagnie du baron Pichon. Une vieille femme crie à pleins poumons : Vive notre brave général ! Un homme hurle : A bas Boulange[1] !

A Béthune, un homme sort du groupe des boulangistes qui stationnent sur le quai, et, montrant son billet : « Je voulais être là, mon général; ça m'a coûté trente sous, mais ça ne fait rien, nous nous reverrons. »

M. Camescasse nous quitte à Lillers. Ici encore, du monde. Au milieu des vivats, un sifflet strident; de même à Berguette, où l'on reconnaît un siffleur qui, à chaque station, descend et remonte.

Foule à Hazebrouck. Le général est acclamé, excepté par un habitant assez bien mis qui vocifère : « A bas Boulange ! » A Bergues, on apporte des placets au général. Une maman qui tient un bébé sur les bras lui dit : « Crie *Vive monsieur le général!* »

Enfin, nous arrivons à Dunkerque. Là, tout est envahi. On se croirait à la gare de Lyon, le jour du fameux départ. Il y a tant de monde qu'on ne demande même pas les billets. Devant le salon des premières se tiennent, en habit, les dix délégués du comité boulan-

[1] On m'a reproché de mettre trop souvent : *Dix vivats. Un coup de sifflet.* Si j'avais dit le contraire, j'aurais menti.

En France, d'ailleurs, on aime mieux acclamer que siffler.

En province surtout, où le siffleur est connu, signalé, où pendant vingt ans on lui rappellera son *audacieuse conduite !*

giste local que leur président, M. Achille Ravinet, présente au général.

A la porte de la gare, quinze voitures, gardées par des gendarmes, attendent l'élu du Nord et son cortège. Il y a peut-être sur la place de la Gare quinze mille personnes criant : Vive Boulanger ! A peine trente siffleurs. Il est vrai que le métier n'est pas encourageant... Dès que quelqu'un se montre hostile, ses voisins l'injurient, le battent. Une vraie foule parisienne.

Le trajet va rappeler les scènes de la place de la Concorde, la police exceptée, car des gendarmes précèdent la voiture découverte du général. D'autres nous protègent sur les flancs, et c'est ainsi que nous faisons notre entrée solennelle dans la ville, au milieu des vivats et de rares sifflets aussitôt étouffés. Après un quart d'heure de cet exercice, nous voici dans la rue Saint-Sébastien, où est l'hôtel du Chapeau-Rouge. Les chevaux ne peuvent plus avancer, les vivats sont presque unanimes.

Impossible de descendre les valises. Enfin la police, admirablement dirigée, nous donne un peu de large. On entre vite dans les salles à manger. On est mort de faim. Le général s'installe avec le comte Dillon et quelques amis parisiens et locaux dans une salle spéciale, dont la porte est surmontée d'un faisceau de drapeaux tricolores. Les voitures restent attelées.

Après le déjeuner nous nous dirigeons vers le port. Le général s'était promis de se rendre, auparavant, chez le maire. Mais il a réfléchi. Il s'est dit qu'il n'aurait pas le temps de faire la même chose dans toutes les villes et il a résolu, pour ne mécontenter personne, de s'abstenir partout. Les nouveaux bassins ont déjà reçu

la visite de M. de Freycinet et de M. Carnot, alors que ceux-ci étaient ministres des travaux publics. L'un d'eux s'appelle même bassin Freycinet. C'est M. Ravinet qui fait connaître au général le bassin d'évolutions n° 1. Les ouvriers suspendent leur travail pour acclamer le visiteur. L'un d'eux crie :

« *Vive Boulanger, le cuirassier de Reischoffen!* »

Le général prie M. Ravinet de lui montrer les plans et de lui expliquer les travaux. Ainsi ont fait tous les souverains. On se dirige ensuite vers la plage des baigneurs. Je n'ai pas vu la mer. Elle a dû se retirer devant la gloire de l'élu des riverains. On va à Rozendael. Pas de visite plus due; cette commune a donné au général l'unanimité de ses voix, moins quatre. Là, nous nous arrêtons devant un hôpital en construction, un hôpital civil, s'il vous plaît. Aimez-vous les fondations? Ce n'est pas beau, mais le général, toutefois, a l'air d'y prendre le plus vif intérêt.

On revient vers la ville et partout du monde. Dunkerque est en fête. Toutes les communes avoisinantes y sont descendues. Présentement, on s'habille pour le banquet intime que le général offrira au comité local. Une lettre arrive : c'est une adresse des boulangistes d'Esquelbecq, la troisième station entre Dunkerque et Douai; ils prient le général de vouloir bien « se mettre à la portière quand il passera ».

Entre six et sept heures, le général reçoit dans le grand salon de l'hôtel quiconque se présente. D'abord, les dames du port, c'est-à-dire les pêcheuses en toilette des dimanches, avec de belles guimpes et leurs bijoux de famille; puis les anciens militaires du pays, regrettant qu'il n'ait pas sa tenue de général, mais très flattés

tout de même de lui voir sous l'habit l'écharpe de député; ensuite ses électeurs, ou du moins quelques-uns. Ils sont ravis de le voir tout souriant.

— Alors vous vous plaisez chez nous? Je crois qu'on vous a bien reçu!

Il y en a un qui lui dit : « Vous serez notre de Moltke! »

Pour tout le monde le général trouve des mots aimables. Il a la joie enfantine d'un nouveau bachelier qui revient chez les siens.

Je me suis sauvé au café pour commencer à rédiger cette dépêche. On n'y parle que de lui. On semble compter sur lui. L'impression est vraiment bonne.

A huit heures moins le quart, les invités cherchent leur place dans la salle du banquet. Le surtout est splendide. La table est rutilante de fleurs; devant chaque couvert un œillet rouge. Au milieu, le général, ayant à sa droite M. Achille Ravinet; à sa gauche, M. Bossaert, un négociant de Dunkerque. Devant lui, le comte Dillon, ayant à sa droite M. Théophile Lacroix, capitaine au long cours, et à sa gauche M. Ernest Lacroix, négociant, puis M. Laguerre, député, etc.

En tout quarante personnes parmi lesquelles plusieurs de nos confrères. On ne sert qu'à huit heures et quart.

MENU

Potage dunkerquois
Saumon sauce Riche
Filet de bœuf à la Jean Bart
Canetons aux petits pois
Poulets de grains rôtis
Asperges en branches
Jambon d'York à la gelée
Glace nationale
Pâtisseries — Fruits

Les vins, très variés, sont délicieux et tout le monde dîne à l'œillet rouge. L'effet de la fleur sur l'habit est même assez joli. Le général a sa plaque de grand-officier de la Légion d'honneur. Cet ornement solennel ne l'empêche nullement d'être gai.

Le dîner est presque un repas de garçons. On remarque le linge : nappe et serviettes sont elles-mêmes à l'œillet. Au champagne, M. Achille Ravinet porte le toast au général qu'il appelle son cher député. Il est heureux et fier que Dunkerque soit la ville où il ait eu le plus de voix. Aussi espère-t-il qu'elle lui devra toujours une attention spéciale.

Le général répond en substance qu'on peut compter sur lui. Il est de ceux qui se souviennent. En passant devant la statue de Jean Bart, il s'est rappelé la gloire militaire de ce brave marin, si démocrate. Il est heureux d'avoir été compris par la ville où le patriotisme est de tradition.

Tout à l'heure, il a été très touché de la visite des braves femmes du port ; elles lui savent gré d'avoir le premier ordonné l'usage de la morue dans l'alimentation de l'armée. Puis, il parle de nouveau de Jean Bart. Trente ans après ce héros, un commissaire anglais était établi à Dunkerque. Voilà où en arrive un peuple qui s'abandonne. Il continue par une allusion au procès du traître qui a livré le secret d'une de nos armes à l'Allemagne et qu'on a presque absous. Puis il termine en portant un toast à la ville de Dunkerque. (Applaudissements nourris.)

On va servir le café. Bientôt la journée sera finie. Il est temps.

Deuxième dépêche.

Douai, 12 mai 1888.

Depuis le matin, nous ne traversons que des ovations. Au départ de Dunkerque le bruit flatteur a commencé. Une foule enthousiaste, massée sur le passage à niveau, a acclamé le général à l'unanimité.

Nous apprenons néanmoins que la fin de la journée sera dure. Une contre-manifestation assez sérieuse est organisée à Lille.

En attendant, nous voici à Bergues où, au milieu d'un groupe sympathique, apparaît le mécanicien même de la machine qui vient dire : « Mon général, j'ai servi comme vous en 1870, je suis fier de vous conduire. »

Ils étaient là à Esquelbecq, les boulangistes qui avaient prié leur député de se mettre à la portière. Compliments échangés, acclamations, et à Hazebrouck, à Béthune, mêmes ovations ; à Nœux, un seul sifflet, très vigoureux, couvert par les cris de : « A bas Ferry ! Vive l'armée ! »

Une chose, pourtant, attriste le voyage. Il paraît qu'à Dunkerque, au milieu des bagarres, il y a eu six personnes blessées ; un enfant aurait même eu une jambe cassée. Le général demande qu'on lui fasse un rapport à ce sujet. Il télégraphie pour avoir tout de suite des nouvelles de l'enfant.

Enfin, nous arrivons à Douai, où il y a à peine moyen de circuler. Huit mille personnes entourent les voitures en criant : « Vive Boulanger ! » A ce moment, pas un sifflet, pas un cri dissident.

Devant la gare de Douai sont un petit garçon en habit de communion et une petite fille en robe blanche, chacun

portant une écharpe tricolore et tenant à la main un immense bouquet. Les membres du comité local protègent ces deux enfants que le général embrasse. On l'acclame, il monte en voiture et salue la foule. Un riche propriétaire, M. Pinquet, président du comité boulangiste serre dans ses bras le général qui l'embrasse également. La joie publique n'a plus de bornes, je crois assister à une de ces fêtes royalistes que racontaient nos grands-pères émus. C'est une féerie, mais elle a toutefois ses mauvais génies, qui s'appellent ici les opportunistes, et voilà qu'en passant devant un café sis à l'angle d'une rue, le général reçoit une bordée de sifflets et ce sera uniquement à cela qu'aboutiront tous les efforts de ses adversaires. Il doit même regretter de n'être pas plus sifflé, car une ovation folle, inouïe, étouffe aussitôt les protestations.

Des précautions militaires très sérieuses ont été prises. On parle d'un ordre du général de division Billot, commandant le 1er corps d'armée. Cet ordre est arrivé à Douai à une heure du matin, dans la nuit de vendredi à samedi. Le voici :

« Demain, à partir du réveil, toutes les troupes de la garnison de Douai seront maintenues dans leurs casernes. Un piquet de 25 hommes par batterie sera commandé dans chacun des quartiers ou casernes, mais aucune des troupes ne sera déplacée de son casernement et les piquets en armes ne devront sortir que sur une réquisition écrite de l'autorité civile et conforme aux règlements en vigueur.

« Les piquets des quatre batteries du quartier Durutte, place Saint-Jacques, par où doit passer le général Bou-

langer, seront des piquets à cheval qui seront prêts à toute éventualité. »

Dès dix heures du matin, les portes du quartier Durutte ont été fermées à clef. Au début de la journée, on n'a pas vu un soldat, il n'en a pas été de même plus tard.

Après beaucoup d'efforts, mais au milieu des vivats, le général parvient à l'hôtel de l'Europe, où un excellent déjeuner est préparé. A l'angle de chaque menu est peint un œillet. On lui présente M. A. Lefebvre, M. Ravaut, commandant de territoriale, et plusieurs autres électeurs influents. Il les invite. Repas très fraternel. Au champagne, M. Excoffier, du barreau de Douai, prononce le speech suivant, dont chaque mot provoque des applaudissements :

« Général, je ne veux pas vous faire un discours en cette réunion intime. Permettez-moi de vous dire deux mots seulement. Je vous remercie de vous être arrêté à Douai pendant votre premier voyage dans le département du Nord, à l'occasion de votre élection. Vous trouverez ici des gens qui vous sont très sympathiques et qui, s'ils n'ont pas l'expansion bruyante, ne vous en sont pas moins très dévoués.

« Vous avez contre vous, comme partout, une coterie opportuniste qui fait d'autant plus de tapage qu'elle est moins nombreuse et qui a élevé le sifflet à la hauteur d'une institution. Vous avez pour vous la population laborieuse, patriote et vraiment républicaine. Vous avez aussi ceux qui, tout en ayant peu de goût pour les institutions actuelles, acclament en vous le soldat sans

peur et sans reproche et le politique aussi large que conciliant.

« Général, je bois à la santé de notre cher député. »

La fin surtout de ce speech a été très goûtée par les quelques conservateurs du pays qui sont là et qui, royalistes ou bonapartistes, se sont ralliés au boulangisme.

Après le déjeuner, le général reçoit les comités des communes voisines, puis nous nous dirigeons vers l'hôtel de Flandre où sont réunis les mineurs des vingt-cinq puits qui entourent Douai.

L'entrée est triomphale, les mineurs font : « Une, deux, trois : Vive Boulanger ! » et ils recommencent. Aux murs, des écussons avec la date de l'élection et le chiffre des voix. Là, après des ovations à rendre fou, des poignées de main et des baisers, on boit le vin d'honneur. Les chefs de groupes se félicitent d'avoir participé à l'élection.

« Ce que vous avez fait pour moi, dit le général, vous l'avez fait pour la France et pour la République. »

Alors un très beau discours de M. Pinquet. Mais je suis forcé d'abréger. Les incidents se précipitent. Je ne puis mentionner que ces deux phrases : « L'opportunisme nous a diminués, ruinés, humiliés. Votre République, ce sera la patrie. » Et cette constatation : « Depuis soixante-dix ans, les Prussiens, eux, n'ont eu que cinq ministres de la guerre. »

Mais les orateurs se succèdent et le général prend à son tour la parole. Un mineur lui a dit : « Nous gagnons trois francs par jour et nous ne sommes jamais sûrs d'embrasser le soir notre femme. »

Le nouvel élu répond qu'il connaît les charges qui lui incombent et promet de « *reviser aussi les grandes lois sociales* ». C'est du délire. On va l'étouffer. L'heure est venue de partir pour Lille, il faut qu'il gagne sa voiture. On l'enlève à bras-le-corps et le voici littéralement porté en triomphe, placé si haut au-dessus des têtes, qu'il faut le baisser pour le mettre en voiture.

Pendant ce temps, une véritable armée s'est massée aux abords de la gare : ligne, cavalerie et police. On ne peut passer que muni de son billet. Les cavaliers sont botte à botte.

Quand le général, toujours entouré, acclamé, s'approche de la gare. les rangs des agents de police ou de l'armée s'ouvrent devant lui, mais se referment aussitôt, interdisant l'accès de la gare à tous ceux qui le suivent.

Il voit cela, ainsi que M. Laguerre qui est avec lui dans la voiture. Il a son écharpe de député, il donne l'ordre au cocher de revenir sur ses pas. Les soldats s'y opposent. Le général descend. « J'ai des ordres, » lui dit l'officier.

Il remonte en voiture. Alors une bagarre se produit. Il n'y a pas de blessés; pourtant on se cogne dur. Les boulangistes parviennent à se glisser un à un entre les soldats forcés de se développer. La gare est bientôt envahie. Le général attend sur le quai l'arrivée du train. On veut l'acclamer encore, les gendarmes sont venus : ils voient un de nos confrères qui s'est chargé de remettre un bouquet au voyageur et que des manifestants suivent ; d'où tumulte, nouvelle bagarre; les gendarmes arrêtent notre confrère, M. Flachon. Il y a flagrant délit. Il faut d'abord qu'il dépose. Il prendra le train suivant.

« Vive Boulanger ! » Cela veut dire que nous partons au milieu des manifestations d'usage.

Troisième dépêche.

Lille, 12 mai, 7 h. 58 du soir.

Nous arrivons à Lille. Là, pas de police, apparente, du moins. La gare est absolument ce qu'était à Paris la gare de Lyon, le jour du premier départ. Mais il n'y a pas ici que des manifestants sympathiques. Les opportunistes ont organisé une contre-manifestation. Je compte plus de cinq cents siffleurs. On se doute du bruit, les boulangistes essayant naturellement d'avoir le dessus, et de la gare au Grand-Hôtel, où doit descendre le général, c'est une mêlée peut-être inconnue à Paris.

A toutes les fenêtres, du monde ; de quelques-unes on jette de petites caricatures antiboulangistes, une neige de dessins injurieux sous laquelle le général arrive à l'hôtel. Les cinq cents siffleurs s'obstinent ; des milliers de personnes crient : Vive Boulanger ! ou applaudissent. C'est un épouvantable bruit de vaisselle cassée. Les boulangistes font rage au moment où leur député entre à l'hôtel. Ils veulent qu'il se montre. A plusieurs reprises, il apparaît au balcon. Alors des centaines de chapeaux, de cannes se lèvent : c'est pour lui une véritable ovation, mais qui cependant n'étouffera pas les sifflets. On est forcé de fermer les portes de l'hôtel.

Vers six heures, le maire de Lille, M. Géry Legrand, accompagné de deux ou trois conseillers municipaux, désire se rendre compte de l'importance des deux manifestations. Il y a en ce moment dans les vastes rues

avoisinant l'hôtel vingt mille personnes, que traverse la municipalité. M. Géry Legrand, opportuniste, est hué; il l'est même tellement, qu'il comprend en effet qu'il a charge d'âmes. Il se dirige à grand'peine vers des troupes d'infanterie et de cavalerie placées à droite de la gare, devant laquelle sont également six brigades de gendarmerie, trois à pied, trois à cheval, commandées par le lieutenant-colonel Masseron, et il fait faire pendant une demi-heure des évolutions autour de l'hôtel.

Quatrième dépêche.

11 heures 10.

Jusqu'à huit heures et quart, il y a eu même foule, en majorité sympathique, mais très bruyante, et le banquet était annoncé pour sept heures et demie, et l'Alcazar, où il devait avoir lieu, est situé en dehors de la ville, très loin du télégraphe !

Le général sait toutefois par ses amis que la salle est déjà pleine. Il tenait à être exact, et comme des bagarres ont lieu à tout instant sous les fenêtres, il ne voudrait pas en occasionner de plus graves. Le comte Dillon vient d'apprendre qu'il y a sur le côté de l'hôtel une porte absolument dégagée. Vite, en voiture.

La salle de l'Alcazar est très bien décorée. Sur la scène, entre deux bosquets, la table d'honneur. Au milieu sera M. de Carpentier, conseiller général de Valenciennes, qui présidera. Mais on s'impatiente; le général tarde bien. Il a, comme tout le monde, beaucoup de mal à faire la longue route que traversent de-ci de-là des bandes de cinq à six cents personnes chantant les refrains boulangistes.

Au fond de la salle une musique d'harmonie, la *Bienfaitrice* de Saint-Maurice, attend sa venue pour jouer d'abord la *Marseillaise*, puis *En revenant de la revue*. Il y a plus de huit cents couverts. J'ai le n° 622. Des centaines de dévoués sont venus tout exprès à Lille, entre autres MM. Georges Thiébaud et Fournier.

A neuf heures seulement, le général peut arriver à l'Alcazar. Il n'a là que des amis. Même à l'extérieur, acclamations enthousiastes. Pour les souscripteurs qui meurent de faim, il est le Messie. Il prend place à la droite de M. de Carpentier, qui a M. Laguerre à sa gauche, et le banquet commence.

Chaque convive a devant lui un menu gravé ayant en haut le portrait du général et le célèbre œillet, au bas les principaux monuments de Lille. Le service est long, très long. Je ne sais pas à quelle heure commenceront les discours. C'est M. de Carpentier qui prendra le premier la parole.

Mais soudain la musique joue *En revenant de la revue*. Aussitôt tous les convives, jeunes et vieux, comme s'ils s'étaient donné le mot, sautent sur leurs bancs.

Ils agitent leurs serviettes au-dessus de leurs têtes et c'est durant tout le morceau comme une flottille de drapeaux blancs dont l'effet est des plus pittoresques.

La soirée se terminera par un grand discours du général. Tout ce que je puis dire, à l'heure où j'envoie cette dépêche, c'est qu'il a particulièrement travaillé ce discours. En tout cas, celui qui se permettrait de donner le moindre signe de désapprobation s'exposerait joliment.

La sortie de l'Alcazar s'effectuera dans l'enthousiasme ambiant. Quant à la rentrée au Grand Hôtel, c'est autre

chose. Il paraît que les opportunistes se proposent d'attendre le général autour du vaste immeuble, qui donne sur trois voies. Mais il fait très froid et il sera très tard. Donc, je doute.

Bilan de la soirée : M. Henri Flachon est remis en liberté ; deux blessés : un opportuniste, un boulangiste.

Nous allons demain à Valenciennes. Les mineurs sont furieux de ce qu'on n'ait point permis au général de descendre dans les puits. Ce sera bruyant.

Cinquième dépêche

Lille, 13 mai 1888.

La fin du banquet de l'Alcazar.

A onze heures, M. de Carpentier s'est levé et a porté un toast auquel le général Boulanger a répondu par le discours suivant :

« Mes chers électeurs,

J'attendais impatiemment le jour que j'avais choisi à quelques semaines de l'élection, pensant qu'alors les polémiques auraient éteint leur feu et qu'entre les électeurs et l'élu personne ne songerait plus à s'interposer.

Je me suis trompé, je l'avoue. Les parlementaires, qui, présentant de si vastes programmes, ont toujours oublié de les appliquer, ont continué à incriminer votre verdict, comme ils avaient incriminé ma candidature, à ce point que l'un d'eux a déclaré récemment que l'élection du Nord était l'insurrection des urnes contre la Chambre.

En revanche, le spectacle qu'on nous offre aujourd'hui, c'est l'insurrection de la Chambre contre les urnes,

car c'est malgré vous et malgré tout, que la majorité des hommes qui la composent se cramponnent à leurs bancs, d'où le suffrage universel se dispose à les déloger pour jamais.

Pressés de tenir enfin leurs engagements et de songer aux réformes pour la réalisation desquelles ils avaient été spécialement envoyés au Palais-Bourbon, ces mauvais payeurs persistent à laisser protester leurs signatures et, pour donner le change à l'opinion, c'est à nous qu'ils s'en prennent de leur impuissance à réaliser les progrès inscrits dans leurs professions de foi; ce n'est pourtant pas moi qui ai conseillé ces expéditions lointaines, qui font du déficit l'état permanent de nos finances et qui n'ont servi qu'à nommer de nouveaux fonctionnaires dans les pays annexés, comme si le nombre des fonctionnaires n'était pas déjà assez développé. Mon crime, oh! je le connais, c'est aussi le vôtre, mes chers compatriotes et amis.

Il est dans notre désir nettement et formellement exprimé de concentrer nos forces pour résister à une attaque possible, au lieu de les disperser en Extrême-Orient, pour aller défendre des mines à rendements problématiques et servir d'escorte à des aigrefins, qui n'hésitent jamais entre leur fortune personnelle et la ruine publique.

Et les auteurs de ces campagnes extravagantes et criminelles sont précisément ceux qui m'accusent le plus obstinément de rêver la guerre, comme ils me reprochent aussi de rêver la dictature. Car vous avez dû remarquer que les deux légendes ne vont pas l'une sans l'autre. La guerre! moi qui n'ai jamais laissé échapper une occasion de déclarer mon amour pour

une paix digne et honorable! La dictature! Le conventionnel Couthon, accusé publiquement de vouloir monter au trône, se contenta de montrer ses jambes paralysées.

Quelle dictature craignent-ils donc ceux qui m'ont enlevé brutalement mes épaulettes et mon épée? Il faut que les cinq cents rois fainéants dont se compose la Chambre aient singulièrement conscience de leur irrémédiable impopularité, pour se préoccuper des moindres agissements d'un homme ainsi désarmé.

Au fond, chers électeurs, ce n'est pas de moi qu'ils ont peur, c'est de vous qu'ils ont lassés par leurs promesses mensongères et leur incapacité révoltante.

Le prétendu péril qu'ils ont inventé sert à masquer celui qu'ils font depuis si longtemps courir au pays et que vos votes sont seuls susceptibles de conjurer.

Ceux qui avaient fait de la situation de député un véritable métier comptaient l'exercer sans encombre jusqu'à la fin de leur carrière. Ils étaient si bien parvenus à endormir la France qu'on pouvait la croire morte. Mais vous l'avez réveillée de son long sommeil, vous lui avez posé la main sur le cœur, et l'on s'est aperçu qu'il battait encore pour l'honneur, pour la Patrie et pour la République.

Les trois mots : Dissolution, Revision, Constituante, ont eu le don de faire sortir aussi le Parlement de son état léthargique, si calme et si indifférent à l'heure récente encore où les graves incidents survenus à la frontière avaient plongé tous les patriotes dans les plus cruelles angoisses.

Les groupes de la Chambre ont retrouvé une ardeur incomparable quand ils ont compris que c'était, non

plus la France, mais eux-mêmes qui étaient menacés dans leur avenir politique et dans leur réélection.

Ah! s'ils mettaient à défendre notre territoire et nos finances la même énergie qu'à sauvegarder leurs sièges parlementaires, la République n'aurait pas subi tant de crises de toute nature!

Est-ce que les questions de justice ne doivent pas dominer aujourd'hui toutes les ambitions personnelles, et en quoi donc mon attitude a-t-elle jamais permis à qui que ce soit de suspecter mes intentions?

N'ai-je pas renoncé à toute candidature pour m'attacher exclusivement à celle du département du Nord, le seul à qui j'aie demandé de prononcer entre moi et mes calomniateurs? Votre réponse a été assez précise pour ne plus laisser de place à l'équivoque.

Mais loin de fermer la bouche à mes détracteurs, devenus aujourd'hui les vôtres, votre décision n'a fait qu'exaspérer ces prétendus défenseurs du suffrage universel. Ces attaques systématiques ne vous atteignent pas plus que moi-même; elles ne nous empêcheront pas de poursuivre l'œuvre de réforme pour laquelle nous collaborerons sans relâche.

Je sais ce que je dois au département à la fois le plus vaste et le plus industrieux du territoire de la République.

Ses besoins matériels se confondent, en effet, avec ses besoins politiques; il a, plus que tout autre, peut-être, besoin de calme et de stabilité; or, on n'obtiendra ni l'un ni l'autre tant que durera une Constitution qui met constamment les ministères à la merci de coalitions immorales, lesquelles ne sont en réalité que des courses aux portefeuilles. Vous nommez vos députés pour qu'ils

s'occupent de vous, et ils s'occupent d'eux-mêmes. Cette duperie ne peut durer plus longtemps. Je vous promets de travailler avec vous à la faire cesser. Notre grand pays n'appartient à personne qu'à lui-même : Vive la France ! Vive la République ! »

On crie avec frénésie : « Vive Boulanger ! » et l'assemblée se sépare.

A la sortie, il y a eu moins de bousculades qu'on ne le craignait. La foule a acclamé le général et a suivi sa voiture jusqu'au Grand-Hôtel.

Ce matin, à sept heures, je frappe à la porte du général ; bien que s'étant couché très tard, il est déjà levé ; il écrit ; nous parlons des événements de la veille.

Ses espérances, dit-il, sont dépassées : il n'a pas à se préoccuper des cinq cents siffleurs qui sont convaincus ou intéressés. « J'ai pour moi, ajoute-t-il, toute la population, la vraie ; si je me représentais demain, elle me donnerait deux cent mille voix. »

Une dépêche lui apporte le résultat de l'Isère, où il a eu hier, et cela, sans se présenter, 14.223 voix. Puis on vient lui raconter ce qui s'est passé devant le journal *le Nord* pendant qu'on l'acclamait à l'Alcazar. Indignés de la polémique très violente de ce journal, des boulangistes sont allés protester devant ses bureaux. Ils en ont brisé toutes les vitres. A la fin, M. Geoffroy, sculpteur et journaliste, un ancien communard qui, à son retour de Nouméa, a exposé au Salon le buste d'Alphonse Humbert, est sorti, un revolver à la main, avec trois de ses collaborateurs. Il a tiré quatre coups de feu en l'air.

Je me mets à la fenêtre. Sur les toits des maisons opposées sont encore des hommes qui font neiger dans la rue de petites caricatures reproduites d'après le *Grelot*. La foule commence à s'amasser. On attend le départ du général, qui va prendre, à huit heures quarante-cinq, le train de Valenciennes. Mais il faut croire qu'aujourd'hui la police a des ordres. Elle repousse les manifestants. La veille, il y avait du monde jusque sur la voiture du général ; d'où ce mot : « Il faut qu'ici les voitures aient de fameux ressorts. » Et cette réponse de M. de Carpentier : « Général, vous avez l'essieu pour vous. »

Aujourd'hui on pourra circuler librement. Les abords de la gare sont gardés par la troupe : infanterie et chasseurs. Un général en tenue, qu'on me dit être le général Lagrange, donne lui-même des ordres. Un officier supérieur en bourgeois l'accompagne.

Sur le quai de la gare de Lille, un important filateur en lins, M. Boittiaux, apporte au voyageur les remerciements, les adieux et les espérances de la ville. Nous nous installons. Au départ, deux cents vivats, un long coup de sifflet, trois cris hostiles.

Sixième dépêche.

Valenciennes, 10 h. 45, soir.

Nous lisons en route les journaux locaux dont presque toutes les colonnes sont consacrées au grand voyage ; mais il serait bien difficile, pour quiconque n'a pas vu, de se faire une opinion : les uns déclarent que c'est un triomphe ; les autres mettent en sous-titre : *Boulanger sifflé à Lille*. Pourtant, plusieurs habitants m'ont dit : « Ce qu'on demande dans le Nord au journaliste, c'est

d'être exact ». J'essaie de l'être. A notre grande surprise, voilà dans un champ lointain plus de cent personnes dont l'une agite au passage du train un drapeau tricolore et qui crient toutes : « Vive Boulanger ! » Le mécanicien stoppe un instant, comme pour donner au voyageur le temps de saluer.

Chemin faisant, nous parlons du discours du général auquel tout le monde accorde une importance exceptionnelle. Ce discours, qui est une véritable déclaration de guerre à la Chambre, est resté, jusqu'à l'heure où il a été prononcé, un mystère pour nous. Le général s'est refusé à nous le communiquer avant la fin du banquet. Il n'a même pas permis à son ami, M. Laguerre, d'en prendre connaissance, et c'est le manuscrit même qui a été livré aux télégraphistes.

Nous passons à Orchies où le général a eu la minorité. On s'attend à des sifflets : il y a cent cinquante personnes qui poussent des : « Vive Boulanger ! » deux qui sifflent ; un enragé qui vocifère : « A bas Badinguet. »

Le train s'arrête à Saint-Amand, patrie de M. Foucart, l'un des concurrents du général. Au lieu des sifflets attendus, plusieurs cris pittoresques dans le genre de ceux-ci : « A bas Naquet ! vive le général de France ! »

A Raismes, nous entendons : Vive l'Empereur !

Nous voici en gare de Valenciennes. Sur le quai, trois jeunes filles aux couleurs nationales et plusieurs habits noirs. Cela suffit à donner la note. Ici on sera chez des amis. On avait pourtant dit au général que des opportunistes de Lille s'étaient rendus à Valenciennes dans le but de lui jeter des œufs. On l'avait prié de prendre, à l'arrivée, une voiture fermée. Les jeunes filles lui of-

frent des bouquets : il les remercie et les embrasse. On l'acclame.

M. Roch, un des grands électeurs de la ville, lui souhaite la bienvenue, lui présente plusieurs personnes, entre autres M. Linquette, capitaine des pompiers d'Aulnoy :

— « Il a été blessé à côté de vous en Italie. »

Le général le reconnaît. Nouvelle étreinte après laquelle on monte en voiture. Le maire de Valenciennes ne ressemble pas à celui de Lille; il a bien fait les choses : Des gendarmes à cheval nous escortent jusqu'à l'hôtel du Commerce. Il y a plus de monde, me dit un membre du comité, que quand M. de Freycinet est venu inaugurer le Lycée. Jusqu'à la place de l'Hôtel-de-Ville, rien que des acclamations.

Là sans doute sont groupés les Lillois dont il était question : dix sifflets partent en chœur, mais se taisent d'eux-mêmes devant le tapage de bravos qu'ils soulèvent. Nous passons devant une maison pavoisée où l'on voit à chaque fenêtre s'agiter des mouchoirs et nous arrivons, non sans peine, dans la cour de l'hôtel gardé par des agents.

Pour éviter les redites, je ne parlerai ni des réceptions ni du déjeuner. A deux heures, nous remontons en voiture. Le général va se rendre à Anzin. Devant la caserne Vincent, occupée par de la cavalerie, on le prie de s'arrêter. Par une attention dont la délicatesse l'a touché, c'est là que des anonymes ont voulu lui offrir un bouquet, qu'il met dans la capote de sa voiture. Bientôt celle-ci sera toute fleurie.

Des milliers d'électeurs lui font cortège criant avec leur accent local : « Vive Boulingeai ! » quand ils ne

chantent pas la *Marseillaise*. Il est même assez piquant de voir passer entre les hôtels des conservateurs celui qu'ils ont élu et qu'on croit honorer par l'hymne révolutionnaire. Ce sera ainsi jusqu'à Anzin.

Nous traversons le petit village de l'Ecorchoir, où je vous jure qu'on ne l'écorche pas. La foule sympathique va toujours s'augmentant. A cent pas devant nous la route est toute noire. Nous approchons de la lisière d'Anzin : le pays entier attend à l'entrée de son territoire le député qui a promis de s'occuper des mineurs.

Un délégué lui souhaite la bienvenue en lui offrant un nouveau bouquet. Le général l'embrasse aussi; — il est très embrasseur.

Toute la ville est pavoisée. Elle n'a que quatorze mille habitants, mais les communes voisines lui ont fourni de nombreux manifestants qui chantent d'une même voix : « Il est élu par la France entière. »

Un heureux accident me permet de juger de l'effet général. Le brancard de ma voiture s'est cassé et je suis forcé de monter sur le siège élevé d'un landau seigneurial. Je vous jure que je vais vous dire la vérité, toute la vérité, rien que la vérité. Le spectacle est inoubliable. La route n'est plus qu'une mer humaine d'où souffle le même refrain boulangiste. Au milieu, comme dans une barque toute fleurie, le général qui semble se pencher pour ramer. Il salue.

Ah ! le gouvernement paierait cher pour qu'un de ses membres, pour que le Président lui-même eût une telle réception. Quelqu'un d'ailleurs peut le renseigner : M. Thomas, procureur de la République, de Valenciennes, que nous reconnaissons à une fenêtre et qui a

voulu sans doute s'assurer *de visu* des sentiments qu'inspire l'élu du Nord. Entre temps, ici, et pour la première fois, on crie : « Vive Laguerre ! » Pourquoi donc ?

A Denain, au haut de la mairie, une grande toile sur laquelle on lit : *La commune d'Anzin au général Boulanger, député du Nord.* La musique locale joue : *En revenant de la revue*, et le général descend. Les vivats font rage. Alors, d'une fenêtre qui s'ouvre à gauche de la mairie, part un coup de sifflet. On me dit, mais je ne l'ai pas vu, que le manifestant, hué par la foule, a braqué sur elle un revolver.

La seule chose que je puisse affirmer, c'est que deux gendarmes sont venus se placer devant la fenêtre et qu'on en a vite fermé les persiennes. C'est à la mairie, détail significatif, qu'aura lieu la réception. Sur les marches se tient un délégué qui présente un bouquet au général. M. Boulanger monte. Le salon d'honneur est déjà plein et la foule se précipite derrière nous.

Avant le lunch, les mineurs confient le soin de leurs intérêts au général qui dit en substance : « Vos intérêts sont désormais les miens. » On lui présente un verre de champagne. Il boit à la commune d'Anzin, et un long défilé commence. Beaucoup de mères tendent au général leurs enfants pour qu'il les embrasse. Ainsi se développe le boulangisme.

Mais tout le monde ne peut entrer. On prie le député du Nord de se mettre au balcon. De mes oreilles, au moment où j'écris, ne peut sortir le cri de : Vive Boulanger ! C'est du délire, de la rage. Et quand le général descendra de la mairie, et quand il montera en voiture, et quand il longera le côté droit de la place pour se

retirer, tout le monde le précédera, l'entourera, le suivra jusqu'à la lisière de la commune.

Naturellement, dans cette foule on est forcé d'aller au pas. Devant l'octroi le général demandera grâce en disant qu'il est attendu à Denain, situé à quatorze kilomètres. Un dernier cri et nous partons, encore suivis par des gens qui se cramponnent aux voitures ou qui courent, les malheureux!

En traversant chaque village, chaque hameau, mêmes ovations sans la moindre protestation. Après avoir absorbé une quantité invraisemblable de poussière mêlée de charbon, nous arrivons à Denain, où nous allons avoir, moins l'unique coup de sifflet, la réédition d'Anzin. Inutile d'insister.

Dans la salle de l'Ermitage, où le vin d'honneur est servi, la foule, en se précipitant, a renversé les bancs. Il est étonnant qu'il n'y ait pas eu de blessés. Le député du Nord monte sur l'estrade et je vais connaître la raison des vivats proférés en l'honneur de M. Laguerre. Celui-ci s'avance, entouré de mineurs. Il dit : « Mon général, je suis pour les travailleurs de Denain l'ami de la veille. C'est à ce titre qu'ils ont choisi l'un des vôtres, témoin et combattant de la dernière lutte électorale, pour vous souhaiter, dans cette cité ouvrière, une cordiale et fraternelle bienvenue. Honneur au département du Nord! Honneur au peuple dont vous êtes l'élu. Cent mille voix de majorité ont fait de vous le glorieux député de ces Français que l'injustice révolte. »

M. Laguerre expose ensuite les vœux des mineurs et métallurgistes. On l'acclame. Réponse encore plus applaudie du général et défilé.

M. Boulanger me dit en sortant : « Je ne m'explique

pas comment j'ai encore ma main. » Le fait est qu'il y en avait qui serraient! Au moment du départ, on prie le général de passer par un chemin plus long.

Tel est le vœu des mères de famille qui, forcées de rester au logis, désirent néanmoins voir l'homme de l'avenir. On obtempère à ce vœu, et nous voici tout de même de retour à Valenciennes. Présentement nous sommes à un banquet de cinquante couverts présidé par M. de Carpentier et auquel assistent les maires et autres grands électeurs de la contrée. On s'est mis à table à neuf heures. On redoute de longs discours, mais je suis sûr que vous ne tenez pas à les connaître.

Pourtant il faut dire au moins un mot de la réponse du général à M. de Carpentier. M. Boulanger se déclare une fois de plus ennemi de toute dictature. Il ne demande qu'à servir en bon citoyen la République, mais purgée du régime parlementaire. En tant que général, il n'a jamais voulu préparer l'*attaque*, mais la *défense*. M. Boulanger a beaucoup de peine à parler. Il est horriblement enroué. Et il faudra recommencer demain!

Septième dépêche.

Fourmies, 14 mai 1888.

Vraiment trop chargé, le programme de la journée, surtout après si peu de repos!

Hier on s'est couché très tard, on attendait le résultat des élections municipales. Dans chaque commune il y avait une liste boulangiste sur laquelle, naturellement, le nom du général ne figurait pas. Il a rallié pourtant 954 voix à Lille, ce qui semble prouver qu'il reste au moins 954 boulangistes dans la ville. A lire certanis

journaux, on croirait au contraire qu'elle ne renferme absolument que des opportunistes.

Nous nous apprêtons à nous rendre à la gare de Valenciennes. On oblige le général à payer deux cent vingt francs pour les dégâts que les électeurs trop enthousiastes ont faits à sa voiture. Certains d'entre eux montaient sur les marche-pieds, sur les ailes, jusque dans les capotes. Je ne peux pourtant pas dire que c'était pour l'étrangler, puisque le voilà qui salue une dernière fois les habitants de Valenciennes.

Partout, un grand nombre de femmes ont demandé à lui être présentées. A Aulnoye, nous sommes forcés de changer de train. C'est assez long, on a donc bien le temps de crier : « A bas Ferry ! A bas les opportunistes ! Il n'en faut plus ! » Et comme on acclame le général, un monsieur siffle trois fois. A Sains-du-Nord, où l'on s'attendait à voir beaucoup de monde, il n'y a presque personne. Un habitant nous explique la chose ; les filateurs ont interdit à leurs ouvriers de sortir des fabriques. Dame ! c'est leur droit, mais les ouvriers se rattrapent en se groupant au milieu des cours de façon à être vus et saluent le passage du train.

Nous voici à Fourmies. Ici, c'est tout le contraire, les patrons ont donné congé aux ouvriers, aussi les abords de la gare sont-ils encombrés. Devant la porte, l'éternelle jeune fille en blanc, qui présente un bouquet au nom des habitants, et un écolier de seize ans, qui en présente un autre au nom de la jeunesse locale. « Général, dit M. Georges Carlier, capitaine de territoriale, vous avez été reçu par des gens plus illustres, vous ne le serez jamais par de plus dévoués. » Le fait est que les acclamations sont très nourries. Les maisons sont pavoi-

sées. Sur beaucoup de rideaux est le portrait de l'homme du jour qu'on trouve jeune, beau, bien poli, etc. Je passe l'accolade donnée à un vétéran de l'armée, la visite au représentant de la Ligue des Patriotes et j'arrive au banquet offert au général par les électeurs.

Ce banquet a lieu à l'*Hôtel de la Providence*, peut-être choisi à dessein à cause de son nom. Deux cents couverts dans une longue salle. Tout autour, foule nombreuse. Sur l'un des murs : « Vive la République ! » Sur celui qui lui fait face : « Vive la France ! vive Boulanger ! vive l'armée ! » Déjeuner en musique avec fourchettes et couteaux marquant la mesure, surtout quand on joue les airs boulangistes.

Entre deux plats on lit cette adresse :

« Général, les voyageurs de commerce, de passage à Fourmies, profitent de l'occasion qui leur est offerte pour vous assurer de leur profonde sympathie et de leur entier dévouement. Vous voulez fonder le parti du travail avec l'honneur national pour drapeau. Vous trouverez en nous des auxiliaires dévoués. »

Je me suis juré de ne plus parler des acclamations, ni des présentations, ni des discours qui doivent vous fatiguer autant que moi. A l'heure où il doit répondre, le général n'a plus à sa disposition qu'un filet de voix rouillée : « Pardonnez-moi, dit-il, de vous parler avec cette voix, ce sont les électeurs de Denain qui me l'ont cassée hier, tant ils m'ont fait crier avec eux : « Vive la France ! Honneur et bonheur aux travailleurs ! »

On réplique en criant : « A bas Ferry ! » Ce qui ne peut vraiment pas lui déplaire.

Un dernier mot à signaler dans le discours du général : « La voix me reviendra et j'accomplirai jusqu'au bout le mandat que vous m'avez *exceptionnellement* confirmé. »

Huitième dépêche.

Avesnes, 3. h. 35.

Après d'autres exercices oratoires, nous reprenons dans une gloire égale le chemin de la gare. En route pour Avesnes, où nous arrivons à deux heures vingt. Ici, le général est reçu par une délégation de quatorze jeunes filles, dont une Alsacienne. Toutes sont vêtues de blanc. L'une d'elles lit un compliment, très joli, ma foi, qui peut se résumer ainsi : « La politique n'est pas de notre âge, mais nous grandirons et nous serons de bonnes Françaises. »

Comme il y a là, je l'ai dit, quatorze jeunes filles, le général n'en embrasse qu'une, la plus jeune. Au dehors, la foule est immense. Pour la première fois, nous entendons des pétards, des coups de fusil. L'ascension de la ville, très élevée, est triomphale, quand tout à coup, au coin d'une rue, voilà une bordée de sifflets.

Ainsi qu'à Valenciennes, les opportunistes se sont réunis au même endroit. Ils sont là comme une épingle dans un sac de farine. On leur répond : A bas le Tonkinois ! A bas Ferry !

Le cortège, qui est dirigé par un maître-bottier, M. Hauwen, un bouquet à la main, entre à l'hôtel du Nord, où les réceptions commencent. Il y a en ce moment dix bouquets au moins dans la voiture du général.

J'écris cette dépêche au café, où on ne parle que de lui.

Nous allons nous rendre dans la salle de l'Alcazar,

où le vin d'honneur est servi. Ai-je dit comment le général se comporte en pareille circonstance? A table, il est comme tous les soldats : beau mangeur, beau buveur; mais, dans la longue succession des punchs, des réceptions, des vins d'honneur, il évite de mettre du bordeaux sur du champagne. Il se contente de trinquer, fait semblant de boire et dépose son verre sur la table, ce qui fait toujours plaisir à quelque assoiffé voisin qui s'en empare aussitôt et le vide.

Neuvième dépêche.

Avesnes, 14 mai 1888.

Deux incidents regrettables se sont produits derrière nous dans le trajet de l'hôtel du Nord à l'Alcazar.

Il a fallu repasser devant la maison du docteur opportuniste qui a, paraît-il, rallié des siffleurs. Au moment où il sifflait de nouveau, à l'une de ses fenêtres, les boulangistes ont ramassé des pierres et les ont lancées contre la maison. Il y a eu plusieurs vitres brisées.

Près de l'Alcazar, un homme a crié : « A bas Boulanger ! » Les boulangistes se sont rués sur lui, l'ont presque déshabillé. Ce qui les irritait le plus, c'est que personne dans le pays, pas même les gendarmes, ne connaissait cet homme, qu'on a eu le plus grand mal à sauver.

Afin de pouvoir répondre par des chiffres aux journaux ennemis, un commissaire a pris le nombre exact des personnes qui ont rendu visite au général. Rien qu'à l'hôtel du Nord, se sont présentées quatre mille huit cent neuf habitants : électeurs, femmes et enfants. Autant de poignées de main qu'il a fallu donner ! A

l'Alcazar, champagne d'honneur. Il y a bien là deux mille personnes entassées, comprimées, qui applaudissent M. Hauwen, les différents orateurs et le général, encore contraint de parler. Il n'en peut plus. A trois reprises, les portes sont enfoncées. A la fin, on s'accroche aux fenêtres. Là, chaque espace resté vide est bouché par une tête. Bientôt, une nuit complète règne. Et rien que des boulangistes !

A la sortie, nouvel incident. Un monsieur crie : « Vive Floquet ! » On veut lui faire un si mauvais parti qu'il en est réduit à se cacher dans une cave. A la gare, les jeunes filles en blanc sont maintenant au nombre de seize. Elles remettent au général deux bouquets pour ses filles. Trois dames, très bien mises, me prient de les présenter à l'élu du Nord. Elles désireraient qu'il leur serrât la main, ce qu'il s'empresse de faire :

— Nous représentons ici nos maris, disent-elles.

A Avesnes, rien d'officiel. Le maire a même fait fermer la mairie. Il a refusé la voie publique à une fanfare ; celle-ci a répliqué en s'installant dans un café, puis s'est passée de la permission municipale. Elle nous a suivis jusqu'à la gare, où elle joue avant le départ du train.

Un vénérable prêtre s'approche du compartiment du général et salue trois fois celui qui a promis de respecter toutes les convictions.

Dixième et dernière dépêche.

Hirson, 14 mai.

Eh bien ! rien de ce que nous avons vu depuis quatre jours n'équivaut à ce qui s'est passé à Anor, où le train

ne devait s'arrêter qu'une minute. Une foule considérable a envahi la gare. Il y a des gens jusque sur les roues des wagons, entre lesquels des femmes passent. Tout le monde veut voir le général. On ouvre sa portière et on ne parvient pas ensuite à la refermer ; on ne peut partir dans ces conditions ! Sans l'aide des gendarmes, nous serions encore à Anor. Le train se met en marche et des mères s'obstinent à présenter leurs enfants au général. Il donne sa dernière poignée de main à l'instant même où il allait avoir le bras coupé par le montant d'une prise d'eau.

Nous voici à Hirson.

La réception rappelle celle d'Anzin.

En descendant de wagon, je saisis au vol cette réflexion : « Je l'aime, moi, et puis je m'en f... Qu'il soit roi, s'il veut. »

Mais j'ai promis de ne plus parler des discours, des banquets. Celui de ce soir est *populaire*. N'insistons pas. Quand la nuit tombe, la ville s'illumine. On danse partout.

Au retour.

Paris, 15 mai.

Et, le lendemain matin, à sept heures, nous prenons enfin le train de Paris.

Dans toutes les gares, du monde. A Vervins, acclamations. A Marle, Mme Mellier présente son petit garçon au général comme à un archevêque. Il ne le bénit pas, mais l'embrasse. L'enfant le saisit à pincettes.

En arrivant à Laon, on aperçoit sur le quai deux cents ouvriers qui ont les bras en l'air. Ils montrent le billet qu'ils ont été forcés de prendre pour avoir le droit

d'approcher du train, — un billet pour Crépy. Chacun d'eux a dépensé treize sous pour voir son élu. Il y en a un qui se détache : « Général, dit-il, nous ne vous prions pas de faire de nous des rentiers, mais il y a des réformes vraiment nécessaires. Nous les attendons de vous. »

A Anisy-Pinon, scène du même genre. Un terrassier aux pieds nus dit : « Les travailleurs ne vous demandent pas l'aumône, mais si nous voulons que vous arriviez, c'est pour que le travail reprenne. »

Partout, d'ailleurs, du boulangisme s'échappe un grand cri de misère.

A Soissons, la gare est occupée militairement. On n'en peut approcher. Toutefois MM. Pajol et Claude ont pris des billets pour eux et pour leurs filles, vêtues de blanc, qui apportent des bouquets au général.

La foule est massée derrière les soldats en armes et crie : « A bas Ferry ! »

M. Hanoteaux, député, ancien chef de cabinet de M. Jules Ferry, peut en témoigner. Il était dans le train.

Nous approchons du terme du voyage. Il en est temps. M. Boulanger ne peut plus proférer un mot et nous sommes tous exténués. En quatre jours, aucun de nous n'est resté vingt heures au lit.

Des cris mêlés de sifflets. Paris ! Il est onze heures. Le général monte, seul, dans une voiture fermée. Il est pressé d'embrasser les siens et ne voudrait pas être retardé. On le suit quand même.

Des fenêtres, les Parisiens assistent à un spectacle piteux : Quinze voyous se cramponnent, comme ils peuvent, à un fiacre fermé ; il y en a sur le siège, sur le caisson.

C'est l'espoir de la France qui passe.

Mais enfin, c'est terminé! Plus de banquets, de discours, de vins d'honneur, de cohue! Plus de courses réitérées au télégraphe! Plus de chambres à chercher... Le général va se reposer. Nous aussi. Espérons que, pendant quelques jours au moins, on fera le silence autour de lui. Il doit le désirer lui-même.

VIII

LA CAMPAGNE DE LA DROITE

On ne saurait contenter tout le monde et les clémencistes. Pendant que des lecteurs écrivent à leur journal : « Ne parlez donc plus du général Boulanger ! » il en est d'autres qui veulent des explications sur ses faits et gestes, sur ce qu'il pense de la situation, sur ses espérances, etc.

C'est d'ordinaire quand ces derniers sont en majorité que je me hâte le plus d'aller chez le général Boulanger. Je m'y rendis donc le 23 mai 1888.

Deux points principaux semblaient, ce jour-là, intéresser le public : 1° De quel œil le général voit-il la droite revendiquer la priorité des idées revisionnistes et en poursuivre l'exécution ? 2° Comment le général peut-il compter sur la réussite quand la réalisation de ses rêves est remise aux élections de 1889, c'est-à-dire à une échéance bien lointaine ?

— « La campagne de la droite, me dit le général, loin de me contrarier, comme on a l'air de le croire, me fait absolument plaisir. Qu'est-ce que je demande ? La revision par la dissolution. Qu'elle soit obtenue par un groupe de mon choix ou par un autre, formé soit par

les droites, soit par les gauches, cela ne peut, cela ne doit pas m'importer. Le résultat seul est désiré par la nation. Qu'il soit obtenu. Tout est là. Aussi bien, j'ai fait, dès le début de ma campagne revisionniste, appel au concours de tous. En l'espèce, il serait naïf de mettre son orgueil à arriver le premier. On ne doit le mettre qu'à combattre. C'est ce que je fais. A quelque camp qu'il appartienne, le vainqueur aura droit aux remerciements de tous. N'en a-t-on pas fini avec cette politique niaise qui consiste à n'approuver les résultats que quand ils sont obtenus par des coreligionnaires? D'où qu'ils viennent, quand ils seront conformes aux vœux généraux, je les accepterai toujours. »

Le deuxième point à aborder était plus délicat. Il n'est point facile de demander à un homme : « Ne croyez-vous pas que vous serez usé avant l'heure de toucher au but? »

Je dois dire, toutefois, qu'avec le général Boulanger l'embarras n'est pas si grand qu'on le pourrait supposer. Dans son désir réel d'être compris, le député du Nord accepte toutes les questions, même les plus subtiles.

— « Et comment, me dit-il, l'attente m'épouvanterait-elle? Personnellement, d'ailleurs, je ne désire rien, je n'ambitionne rien; il m'importerait donc peu, s'il n'y avait que mes intérêts en jeu, d'atteindre au but où l'on croit que je vise. A tort ou à raison, tous ceux qui souffrent, tous ceux qui ont à se plaindre du régime parlementaire, tous ceux que les radicaux et les opportunistes ont trompés, ont fait de moi leur porte-drapeau. J'avoue que j'en suis fier, je dirai plus, heureux. On

m'a lancé en avant. Quoi qu'on en ait dit, toutefois, je n'ai jamais promis que deux choses : la revision par la dissolution, la réforme des lois sociales, je devrais plutôt dire des mœurs sociales. Sur le terrain de mes promesses, j'irai jusqu'au bout.

« Je ne peux triompher tout de suite, me dites-vous. Sachez qu'il me serait possible de précipiter les événements, mais je me suis fait un devoir de n'engager le pays dans aucune aventure troublante. L'industrie et le commerce redoutent toute crise. Aussi compté-je arriver tranquillement, logiquement, par la force même des choses. Ce qu'on appelle le boulangisme pousse ses branches comme un arbre, avec une régularité presque mathématique. Je m'évertue donc, je vous le jure, à retenir par les basques ceux de mes partisans qui se montrent trop empressés. Je leur répète le mot du fabuliste : Rien ne sert de courir, il faut partir à point. Seulement, je le modifie un peu. Nous sommes partis à point ; il faut arriver à temps. Mon principal facteur, tous mes partisans le savent, c'est la confiance. S'ils ont mis la leur en moi, c'est qu'ils sont sûrs que je ne doute personnellement ni de mon courage, ni de mes forces, ni même du succès. N'ont-ils point déjà vu, d'ailleurs, tout ce que mes adversaires ont fait contre moi tourner en ma faveur ? »

Il n'y avait rien à ajouter à ces déclarations importantes. Je les eusse amoindries en les faisant suivre de menus détails.

Je dois dire, pourtant, qu'à la date du 23 mai, le général s'apprêtait à quitter définitivement l'hôtel du

Louvre pour s'installer, le samedi suivant, non à Neuilly, comme il le désirait d'abord, mais près du Trocadéro, 11 *bis*, rue Dumont-d'Urville.

IX

L'HOTEL DU GÉNÉRAL

L'ancien hôtel d'un artiste.

Au rez-de-chaussée, les communs.

Au premier étage, une longue antichambre entre le petit salon et le grand. A côté du petit salon, qui se trouvait à gauche, la salle à manger.

Faisant suite au grand salon, qui s'ouvrait à droite, une délicieuse vérandah, toute fleurie le long des murs.

Au deuxième étage, un atelier de peintre, dont le général avait fait son bureau. A côté les chambres à coucher.

La sienne était toute simple.

Un lit debout en chêne.

Un canapé, quelques sièges.

Sur les murs, des gravures, dont trois d'Emile Jacque, le fils du grand aqua-fortiste.

La table de toilette de M. Boulanger, qu'elle soit installée à Londres, à Bruxelles ou à Paris, est toujours curieuse à regarder, tant elle est bien tenue. Les savonnettes, les brosses et le reste sont à l'alignement et semblent attendre que le général passe la revue.

Quant au bureau, il était presque élégant. La chemi-

née en carreaux de faïence était monumentale. Deux lances fixées aux angles avaient l'air de la garder. Le foyer était pourtant rétréci, grâce à une plaque de fer qui rabattait la fumée.

C'est le député chimiste Francis Laur qui a contraint le général à la faire mettre.

Il paraît que, sans cette plaque, tout le bureau eût été plein d'oxyde de carbone.

Au-dessus de la longue table de travail, en chêne massif, le grand portrait équestre qu'on a vu au Salon, à l'époque où tous les peintres, tous les sculpteurs, faisaient le portrait du général.

Sur les autres murs, des trophées d'armes, racontant l'histoire de l'épée, puis du fusil, depuis François Ier jusqu'à nos jours; des casques français, russes, prussiens.

Au-dessus d'un divan, un drapeau voilé de crêpe, offert au général par les femmes d'Alsace-Lorraine. Un autre offert par les dames de Paris.

Entre la table de travail et la porte, la bibliothèque garnie de livres dont chacun porte une dédicace.

C'est dans ce bureau que le général recevait les délégations.

Il a fallu, en moins d'un an, renouveler trois fois le tapis !

Les secrétaires travaillaient à l'étage supérieur. On en a exagéré le nombre. Ils sont trois, pas un de plus, MM. Hippolyte Breuillé, Mouton-Dufraisse et Falguière (ne pas confondre avec le sculpteur).

Ils ont un mal atroce.

A huit heures arrive, à Londres comme à Paris, M. Breuillé qui, jusqu'à neuf heures, ouvre le courrier

devant le général, prend des notes pour les réponses qu'il devra faire lui-même ou faire faire par les autres, exécute enfin tout le travail d'un secrétaire particulier. A neuf heures arrivent MM. Mouton-Dufraisse et Falguière.

Jusqu'à sept heures et demie, tous les jours, dimanches compris, ils expédieront la correspondance, répondront aux visiteurs, dicteront des instructions par le téléphone, feront les courses importantes.

Un seul chiffre donnera une idée exacte de la formidable besogne qu'ils accomplissent.

Le général dépense en moyenne pour trois cents francs de timbres par jour.

X

AUTOUR DU PALAIS-BOURBON

Le 4 juin, tout le monde savait que le général Boulanger devait prononcer un grand discours à la Chambre.

A l'arrivée, un soleil torride a fait du tort au chef du parti national. Il y avait à peine, vers une heure et demie, cinquante personnes devant le Palais-Bourbon. Il est vrai que le pavé même était brûlant. Dans ces conditions, la badauderie constitue un atroce supplice.

La Préfecture de police, redoutant d'ailleurs, et avec raison, plus la sortie que l'entrée, avait pris les mesures qui sont en usage dans les journées tapageuses.

MM. Siadoux, inspecteur divisionnaire, Grillière, Montpellier étaient en permanence. Tout à l'heure, M. le préfet Lozé qui, circulant en voiture, dirigera le service.

A une heure trois quarts, d'un fiacre descend un quatuor de boulangistes.

L'un d'eux me dit :

— Le général nous suit. Des chefs de groupes sont venus ce matin lui demander s'ils devaient être là. Il leur a répondu : « Rien à l'entrée. J'ai besoin de tous mes moyens. »

Deux heures moins dix. Le landau connu arrive par le quai d'Orsay. M. Boulanger a à sa gauche M. Laguerre, et devant lui, M. Le Hérissé. La voiture entre dans la cour du Palais, dont les gardiens de la paix barrent immédiatement la porte.

M. le député Chevillon, qui attendait sur l'escalier, vient au-devant de son chef, et les quatre représentants entrent ensemble dans le Palais.

Pas drôle du tout, d'attendre la sortie. On n'a, pour se distraire, que les réflexions diverses des allants et des venants. Peu à peu, le nombre des badauds augmente.

Il devient, vers quatre heures, assez gros, pour que la police, croyant que le général regagnera son domicile par le chemin qu'il a pris en venant, refoule le public jusqu'à l'esplanade des Invalides.

Dans un instant, le pont de la Concorde sera lui-même barré.

A quatre heures, on arrête M. A. F..., qui refuse d'obtempérer aux ordres de la police ; cinq minutes après, une femme qui ne veut pas se retirer. Un anarchiste crie : Vive la Prusse ! mais se sauve et échappe aux agents. A cinq heures et demie, un mouvement se produit. On fait avancer devant la grille la voiture du général qui sort du Palais, accompagné de MM. Laisant, Laguerre, Le Hérissé. Il les salue et monte seul dans son landau.

Tout le quai d'Orsay, grâce à la police, est libre, mais le pont de la Concorde est bondé de monde.

La voiture, toutefois, au lieu de tourner à gauche, s'engage au pas sur le pont.

Vite un agent s'élance, muni d'un ordre de prudence.

Deux badauds hurlent sous le nez des agents : « Vive Boulanger ! »

On les conduit au poste. Ainsi sera close la série des arrestations.

Sur le pont, la voiture va toujours au pas. On acclame le général qui répond par des saluts.

On s'apprête néanmoins à le suivre, mais, à l'autre entrée du pont, les agents, obéissant à l'ordre en question, se développent en double rangée et prennent ainsi tous les manifestants comme dans une souricière.

La voiture fait le tour de l'obélisque et se dirige vers les Champs-Elysées. Cinquante personnes au plus sont parvenues à la suivre. Elle continue placidement sa route, quand, à la hauteur de Ledoyen, un garçon de café, en tablier, crie : « A bas Boulanger ! »

Fouette, cocher ! Les chevaux prennent le galop. Les manifestants en sont réduits à regarder filer comme le vent la voiture de leur général...

XI

LA PRESSE RUE DUMONT-D'URVILLE

Le général est d'ordinaire entouré d'un grand nombre de journalistes. Il dit qu'il les adore. Il sait en tout cas ce qu'il leur doit. Il aime à répéter qu'on n'a jamais fait sur lui un article inutile.

— Les articles favorables, dit-il, me procurent des amis et les articles injurieux des séïdes.

Aussi les journalistes, même les plus malveillants, — je devrais peut-être dire surtout les plus malveillants, — sont-ils tout de suite reçus à l'hôtel de la rue Dumont-d'Urville.

Le 29 juin, pourtant, on n'y comptait que des amis.

Le général avait invité à déjeuner MM. Bois-Glavy, du *Gaulois*, Mermeix, de la *Cocarde*, Edouard Ducret, de la *Presse*, Castelin, de la *Lanterne*, journal en ce temps-là presque fidèle encore, Théodore Cahu et Henri Hamoise, du *Figaro*, Eric Besnard, du *Soir*, etc.

MENU

Melon
Œufs en timbale
Turbot à la Russe
Sauces mayonnaise et ravigotte
Filet Richelieu
Poulardes à la Française
Salade verte
Mousse de foies gras
Petits pois à l'Anglaise
Croûte de fraises

Je ferais bien ce petit déjeuner là... deux fois par semaine.

Il fut néanmoins inutile.

Les journalistes, comme les artistes, ne travaillent bien que seuls avec leur modèle.

On causa, depuis le premier verre de Sauterne jusqu'au dernier verre de cognac, de tout... ce qui se dit entre hommes.

On rit beaucoup. On n'apprit rien.

Appelons cela un déjeuner de repos.

XII

EN BRETAGNE

Huit jours après, nouveau voyage. Ainsi que j'ai fait plus haut, je me contenterai de reproduire ici les dépêches que j'ai, de ville en ville, envoyées au *Figaro*.

Première dépêche.

Laigle, 7 juillet 1888, midi 7 m.

Ce qui doit tout d'abord intéresser les lecteurs, c'est la cause de ce nouveau voyage effectué si tôt après l'autre. Au moment où le général arrive sans bruit gare Montparnasse, en compagnie de son ami, le comte Dillon, je la lui demande :

— « Elle est bien simple, me dit-il. L'an dernier, presque à pareille époque, quand j'étais encore ministre, les sociétés de gymnastique et de tir de Rennes, ma ville natale, m'invitèrent à aller présider une de leurs fêtes. Je promis. Une semaine se passa. Crise ministérielle. N'étant plus au pouvoir, je déclinai l'invitation. Mais, depuis, les comités locaux sont revenus à la charge. Il est bien naturel, après tout, que j'aille revoir mon pays. En apprenant mon voyage, plusieurs villes

et villages voisins m'ont prié de m'arrêter chez eux, et voilà pourquoi nous descendrons, en quatre jours, en une dizaine d'endroits où il paraît que je ne serai pas mal reçu. »

Le général dit cela, tout souriant, en homme qui compte sur quelques ovations.

Je reprends :

— Vous savez que mon plus vif désir est qu'on siffle quelque peu. Cela anime les articles.

— Vous ne pouvez pourtant pas exiger, s'écrie-t-il, que je partage un tel vœu.

Arrivent MM. Le Hérissé et Laguerre. M. Turner, le secrétaire du comte Dillon, a retenu un wagon. Le général et ses trois amis prennent place dans le compartiment du milieu. Les journalistes dans les deux autres. Il est huit heures trente. Nous partons sans incident. Pas un cri à la gare.

A Dreux, une quarantaine de curieux. Deux seuls cris favorables.

Deuxième dépêche.

Antrain, 9 h. soir.

A Vire, où, après des alternatives de pluie et de beau temps, nous arrivons par un soleil splendide, première manifestation sérieuse : plus de cinq cents personnes ont envahi le quai. Un enfant présente un bouquet et adresse un compliment au général. On crie : « Vive Boulanger ! Vive la revision ! » Un électeur naïf braille avec enthousiasme en levant son chapeau : « Vive la Constitution ! » Au passage à niveau, beaucoup de femmes que le général salue. A Argentan, où le train s'arrête dix-sept minutes, nous devons déjeuner, mais le public nous rend l'accès du buffet difficile.

Le général, pour se dérober aux regards, mange dans une petite salle privée, pendant que les curieux, au milieu desquels il y a beaucoup d'enfants, se présentent aux fenêtres. A peine a-t-on avalé quelques bouchées qu'on annonce le départ.

Le commandant de gendarmerie en uniforme dirige ses hommes qui, très solennels, font correctement le service. Le général regagne son compartiment. Il trouve assis à sa place le député Laisant qui vient le rejoindre. On part au milieu des acclamations.

A Flers, où l'on a été forcé de prendre un billet pour pénétrer sur le quai, la manifestation est mêlée. Le premier cri sympathique soulève cette protestation : *A bas les dictateurs !*

Quelques sifflets aussi se font entendre, mais le passage à niveau fait oublier au général cette minute désagréable. Là sont massés les partisans qui acclament à bouche que veux-tu.

Je m'étais promis de ne plus parler des stations intermédiaires, mais comment passer sous silence la manifestation si bon enfant d'Avranches ! A la gare sont venues un assez grand nombre de femmes coiffées d'un bonnet particulier et douées d'un toupet extraordinaire : « Où est-il, le général ? demandent-elles gaillardement. — Ah ! le voilà ! Monsieur le général, nous sommes toutes Grandvillaises.

— Eh bien ! fait le voyageur, le sang est beau à Grandville.

— Il faut venir le voir de près, monsieur le général, on vous y aime bien parce qu'on y aime bien la France. » Et les hommes accourus des pays voisins d'applaudir et d'acclamer.

Quand le train part, l'un deux, au moment où le général lui serre la main, manque de se trouver mal tant il est ému.

A Pontorson, nous quittons le wagon pour la voiture. Devant la gare est tout le bourg. Des enfants présentent au général deux énormes bouquets qu'il fait porter dans la capote de son landau. Un monsieur en cravate blanche lit un discours patriotique.

Les chevaux de nos cinq voitures ont des œillets à l'oreille, les fouets sont garnis de rubans tricolores ; deux vélocipédistes appartenant au sport de Rennes et ayant mis un drapeau devant leurs bicycles escortent le landau du général. On voyage au milieu des acclamations et de la joie publique.

Quand nous arrivons à Antrain, nous le trouvons, lui aussi, en fête. A l'entrée du bourg en escalier, le général descend de voiture. La musique locale joue la *Marseillaise*. Nouveaux bouquets. Dans la rue principale, deux arcs de triomphe de verdure. Chacun d'eux porte au fronton ces mots : « Au général Boulanger, au grand patriote ! » Toute la rue est tapissée de feuillages. Devant la maison de M. Le Hérissé, qu'on appelle ici le château, troisième arc de triomphe. Le général est reçu par Mme Le Hérissé, tenant à la main sa fillette âgée de six ans. La musique joue des airs boulangistes que répètent les assistants.

Les maisons sont pavoisées, surtout celle de M. Le Hérissé, où brillent ces deux cartouches : *Italie*, *Cochinchine*.

Au fond, cet enthousiasme n'a, en soi, rien d'extraordinaire. Le député d'Ille-et-Vilaine est très aimé dans son canton ; c'est bien le moins qu'on célèbre son hôte.

L'intérêt y est aussi pour quelque chose. On sait gré à M. Le Hérissé d'avoir, en amenant le général, provoqué toute cette animation dont le pays profitera. L'unique grand hôtel a été forcé de louer des chambres chez l'habitant.

Le soir, dîner chez M. Le Hérissé, qui a une vingtaine de maires à sa table. Le vaste parc qui descend de la maison dans la plaine est illuminé ; une musique joue durant tout le repas.

Au dessert, le député d'Ille-et-Vilaine porte naturellement la santé du général.

L'ancien ministre de la guerre, en habit noir, avec la plaque de la Légion d'honneur et l'écharpe de député, se lève et prononce l'allocution suivante :

« Mes chers compatriotes, mes chers amis, vous n'attendez pas de moi un discours. Cependant je crois devoir répondre quelques mots à mon collegue et ami Le Hérissé, que je remercie d'avoir réuni, au premier pas que je fais sur le sol natal, les maires des communes de ce canton. Il y a longtemps que je désirais faire ce voyage. L'an dernier, si vous vous rappelez, avant la chute du ministère Goblet, je devais présider, à Rennes, une grande fête de gymnastique, et au moment où je m'apprêtais à venir au milieu de vous, le cabinet Goblet tombait, victime d'une de ces coteries antipatriotiques dont le régime parlementaire a le secret.

« Puisque je parle du cabinet Goblet, qu'il me soit permis de dire que ce sera toujours pour moi un grand honneur d'en avoir fait partie. Ses intentions étaient pacifiques et il a su mériter le respect de l'Europe en tenant haut et ferme le drapeau de la France.

« Mais laissons ces considérations rétrospectives. Comme vous je suis Breton, je suis loyal et franc, et comme vous je n'ai jamais essayé de tromper personne. Aussi laissons de côté les accusations basses, haineuses, qui sont, dit-on, la force de l'opportunisme, mais qui, à votre avis, ne prouvent que sa faiblesse.

« Je ne suis certainement pas un ambitieux et je ne suis pas un coureur d'aventures césariennes. Je suis un Français qui aime son pays jusqu'à l'adoration et qui n'a qu'un désir, voir la France prospère à l'intérieur, forte et respectée à l'extérieur. C'est là mon seul but que je poursuivrai avec la dernière énergie. Pour y arriver, il n'y a qu'un moyen, la revision, que nous obtiendrons, j'en ai la certitude, aux élections générales et peut-être même avant, si nous pouvons obtenir la dissolution.

« Je bois à la Bretagne qui n'a jamais marchandé son sang pour la défense du pays. A la Bretagne, à la France, à la République ! »

Les vingt maires applaudissent comme cent.

Après le café, réception ouverte.

L'affluence ne doit pas étonner ; des affiches jaunes ont annoncé dans tout le pays l'arrivée du général.

Troisième dépêche.

Rennes, 8 juillet, 8 h. 15, soir.

Quelle journée que celle qui commence ! Dès l'aube, on est réveillé par les tambours et les clairons des pompiers. Le général, qui a couché chez le député d'Ille-et-Vilaine, y reçoit les principaux artisans du pays : les tailleurs de granit. Ils se plaignent de la diminution du

travail. Paris, qui ne construit plus, ne leur demande plus de granit. Puis ce sont les soldats retraités et les conscrits de l'année qui viennent saluer « *le héros d'Italie et de Cochinchine* ».

A neuf heures, grand et excellent déjeuner, présidé par la charmante Mme Le Hérissé qui me place auprès du général. Je profite de l'occasion pour demander à M. Boulanger ce qu'il pense de la récente lettre du comte de Paris et de la saisie de celle-ci.

« Le comte de Paris, dit-il, a le droit d'écrire ce qui lui plaît. Les opportunistes ont jugé à propos de déclarer qu'il m'a visé en un passage. C'est également son droit, comme c'est le mien de croire qu'il a simplement visé le gouvernement. Quant à la saisie, c'est un acte abominable dont M. Floquet ne saurait s'honorer. »

A dix heures, les voitures viennent nous prendre. Elles vont nous conduire d'Antrain à Rennes, d'où nous séparent quarante-six kilomètres! Au départ, beaucoup de monde dans les rues, beaucoup de vivats auxquels se mêlent cinq sifflets, ceux des plus audacieux ennemis personnels de M. Le Hérissé. Vu l'étroitesse de la route, les vélocipédistes, au lieu d'escorter comme hier la voiture, maintenant nous précèdent. Ce sont eux qui signalent aux populations l'arrivée de celui qu'elles attendent.

A Tremblay, un Breton accourt en brandissant d'une seule main un immense drapeau. A Romazi dont l'étymologie, paraît-il, est « Roma quasi », dix porteurs de fusils commandés par un ancien sous-officier commencent par escorter la voiture du général, puis se livrent à

une succession de tirs nourris. Oh ! nos pauvres chevaux ! Nous descendons chez le maire, M. Coirre, qui a préparé un lunch.

Trois enfants costumés présentent trois bouquets : un bleu, un blanc, un rouge. Un commis voyageur en apporte un autre au nom de ses camarades, tous dévoués au général, et de nouveau on tire des coups de fusil. « Vous êtes bien sûr, fait Boulanger, que ce n'est pas sur nous ? » — « Le dommage serait trop grand mon général », dit le maire. Alors d'un tas de fumier sort la vieille sorcière du pays, mais une sorcière classique au dos voûté, au long bâton, aux gestes prophétiques : « Oui, clame-t-elle, criez bien haut : vive Boulanger ! car il arrivera ! il arrivera ! oui, il arrivera ! »

Et les gens d'obéir et de crier.

Et l'on remonte en voiture.

Au milieu de taillis d'où émerge parfois un bloc de granit, des paysans ont improvisé un modeste arc de triomphe où ces mots : « France ! Boulanger ! » sont tracés sur un bout de papier fixé à une corde. En passant, nos voitures accrochent la corde et brisent les piliers. Est-ce un présage ? A Vieux-Vy, on agite un drapeau devant le voyageur. A Sains, deux coups de sifflet. « Ça part du cœur », dit le siffleur. A Saint-Aubin-d'Aubigné, tout le pays est devant la maison du maire, M. Chevrel, chez qui on va luncher. Là, on apprend que M. Waldeck-Rousseau a fait organiser à Saint-Laurent une manifestation hostile. Sachant cela, le maire de Rennes, M. Le Bastard, a changé l'itinéraire. C'est sur la route de Liffre qu'il se rencontrera avec le général.

Néanmoins, je continue mon chemin par Saint-Laurent. Je veux voir les contre-manifestants qui sont assez nom-

breux, mais naturellement n'ont pas l'occasion de siffler. Pressant les chevaux, je vais par des chemins de traverse au-devant du général, que M. Le Bastard attend à six kilomètres de Rennes, à la Victoire. Par un lancé de pigeons voyageurs, deux délégués de la Société des courses ont déjà signalé l'approche du chef du parti national. M. Le Bastard est accompagné de M. Vielle, organisateur du banquet. A la Victoire, il invite le général et M. Le Hérissé à monter dans sa voiture et l'on se dirige vers le champ de courses, sis à deux kilomètres de Rennes.

Très belle, cette pelouse ; tout autour, du monde, principalement du côté de la ville. Un grand nombre d'officiers et de soldats. On traverse cette foule ; d'abord pas un cri, des saluts seulement. Appelons cela une réception silencieusement sympathique. Elle eût mieux fait d'être tout le temps silencieuse. Les premiers vivats provoquent des sifflets. Le général est impassible. Il salue ceux qui l'acclament et regarde curieusement ceux qui le sifflent. Derrière lui une querelle très vive s'engage entre un boulangiste et un partisan de M. Waldeck-Rousseau.

Il gagne la tribune d'honneur, bondée de vraies Parisiennes en toilettes délicieuses. Les dames lui font fête. Il se lève et se met à la place qu'occupe à Paris le Président de la République. La majorité des sportsmen l'acclame, mais une cinquantaine de sifflets à roulettes font rage. Après une accalmie, il se rend à la tribune du jury et du comité, où la fille de notre confrère local, M. Bally, lui adresse un compliment et lui offre un bouquet. Nouveaux vivats, mais nouveaux sifflets aussi.

Je n'ai pas à parler des courses qui ne me regardent

point. Mon impression réelle est que, parmi les manifestants, il y a là presque autant d'antiboulangistes que de boulangistes. Je ne parle point des femmes, presque toutes enthousiastes. Les étudiants ici, comme à Paris, sont hostiles. L'un d'eux aurait, ce matin, près de la porte Saint-Georges, pendu à un poteau télégraphique un mannequin représentant le général.

9 heures 45.

La fin des courses s'opère sans ennui pour le général. Bien au contraire même. On l'acclame quand il regagne la tribune d'honneur. Les siffleurs sont peut-être tout aux courses, qui offrent des surprises agréables aux parieurs. Un instant, on redoute la pluie. Beaucoup de curieux se retirent. mais, d'autre part, la foule, peu à peu, s'est considérablement accrue. De nombreuses personnes ont des œillets à la boutonnière. Elles font au général, quand il remonte en voiture, une chaleureuse ovation. Les chevaux sont forcés d'aller au pas. La route de Fougères, qu'on prend d'abord pour arriver à Rennes, est un champ humain ; de même le contour de la Motte et les rues Victor-Hugo, Lafayette et de la Monnaie, par lesquelles on arrive à l'hôtel de France. A dire vrai, la foule est très mêlée, le peuple des faubourgs domine. Pendant plus d'une heure, ce sera un enthousiasme nullement mélangé. Comme à Anzin, les marchepieds et la capote de la voiture portent, on ne sait comment, une dizaine de personnes tiraillant le député du Nord qui a le plus grand mal à saluer.

L'entrée du général à l'hôtel ne se décrit pas. La rue de la Monnaie est comble ; la vaste cour de l'établissement est inaccessible. Quelqu'un que lord Brummel

appellerait un voyou a une charmante idée : il prend les bouquets qui emplissent la voiture, les dénoue, les effeuille et fait tomber sur le général une pluie de pétales multicolores.

Présentement M. Boulanger s'habille pour se rendre au banquet, qui sera présidé par M. Le Bastard. Il n'est pas allé voir, comme on l'avait annoncé, la maison de campagne où il est né, par la bonne raison qu'elle n'existe plus. Elle était située à la Calliorne, dépendant de Rennes.

On s'attend ici à la révocation de M. Le Bastard. Mais il paraît qu'elle serait inutile. Tout le Conseil donnerait sa démission et M. Le Bastard serait sûr d'être réélu le premier. Il a pour lui le peuple, c'est-à-dire la majorité.

Il est sept heures et demie, le général descend de sa chambre pour se rendre salle des Lices où a lieu le banquet. C'est à deux pas ; pourtant il monte en voiture. Les scènes de tout à l'heure recommencent ; il y a néanmoins quelques siffleurs, mais la police en arrête deux et cela fait taire les autres.

La salle des Lices n'est autre que le marché même de la ville, transformé très heureusement pour la circonstance. On n'eût pu en effet trouver une pièce assez vaste pour un tel banquet. Le marché est plein. Les colonnes des Lices sont garnies d'œillets. M. Le Bastard, qui préside, a à sa gauche M. Velle, l'organisateur du banquet, à sa droite le général, qui a, ainsi que les députés qui l'accompagnent, son écharpe de député.

Au dessert, M. Velle prend, le premier, la parole. Il n'a pas besoin, déclare-t-il, de dire pourquoi il a organisé ce banquet. Il se contente de tonner d'abord contre l'opportunisme.

C'est M. Le Bastard qui porte la santé du général Boulanger. Il a la voix très chaleureuse, très sympathique, le sénateur-maire. La preuve, dit-il, qu'il ne serait pas pour un César, c'est qu'il a été emprisonné par l'Empire. Celui qui voudrait ressusciter ce régime n'aurait droit qu'à sa haine et à son mépris. « Si je suis dévoué, ajoute-t-il, au général Boulanger, c'est que je suis sûr qu'il restera dévoué aux institutions républicaines, qu'il consacrera et son intelligence et sa force et son cœur à la défense de la liberté et à la grandeur de la patrie. Aussi j'espère qu'aux prochaines élections, il fera à son pays l'honneur d'y poser sa candidature. » (Oui ! Oui ! Acclamations.)

M. Le Hérissé, très éloquent, très applaudi, développe le même thème et finit en buvant à son ami Le Bastard. On vocifère : « A bas Ferry ! A bas Waldeck ! » Puis on bat trois bans en l'honneur de M. Le Hérissé.

Quand le général se lève, ce sont des acclamations enthousiastes. Voici son discours :

MONSIEUR LE MAIRE,

MES CHERS CONCITOYENS,

« Je suis d'autant plus heureux de l'accueil que vous me faites, que je sens redoubler mes forces en me voyant ainsi sur le sol natal, entouré par de vaillants frères qu'anime comme moi l'invincible amour de la patrie.

Bretons, votre courage grandira mon courage et nous triompherons dans la lutte à soutenir pour rendre la France à elle-même et la République au peuple. Que nous importent les insidieuses menées de ceux qui l'ex-

ploitent, que nous importent leurs attaques et leurs calomnies!

Enfants de la République, nous n'avons point à nous arrêter pour répondre à leurs injures, nous avons à marcher droit jusqu'au jour où nous montrerons à nos mandataires infidèles que la volonté nationale doit être respectée.

Que l'on prétende que je suis le césarisme, le bonapartisme ou la guerre, qu'importe! Comme le vôtre, mon dévouement à la République est au-dessus de tout soupçon et rien ne m'empêchera de remplir le devoir que depuis cinq mois plus de cinq cent mille électeurs m'ont tracé. C'est en leur nom, comme député du Nord et aussitôt validé, que j'ai porté leurs vœux à la tribune de la Chambre.

Vous savez quel tumulte, quelle violence, quel déchaînement de haines les ont accueillis. Les députés sont tellement aveuglés par la politique parlementaire, qu'ils n'ont plus conscience que des intérêts de leur parti, quand ils ne sont point emportés plus loin par le souci de leurs intérêts personnels.

Depuis bientôt quinze ans toutes les réformes sont promises. Il n'en est pas de réalisées. Sur 36 millions de membres de la grande famille française, 30 millions travaillent pour la vie, payent, combattent, et les charges et les difficultés s'entassent d'année en année sur leurs têtes, sans que rien soit fait pour leur assurer le droit à la vie, à eux dont les enfants, pour soutenir l'honneur du drapeau de la France, se disputent le droit à la mort sur nos champs de bataille.

Loin de moi la pensée de vous présenter la majorité de nos députés comme personnellement dénuée de sen-

timents patriotiques, mais ce que j'attaque et ce qu'attaque avec moi la nation tout entière, c'est notre constitution, c'est le régime parlementaire. L'une paralyse les gouvernements de bonne volonté, l'autre annihile les hommes les plus éminents. Convaincus de l'impossibilité de travailler au bien du pays, ils concentrent leurs forces sur la formation de partis qui se disputent le pouvoir au lieu de s'appliquer à la prompte revision de notre funeste Constitution. C'est là qu'est leur faute, faute qui devient un crime si on y persévère, quand on en a conscience.

Cette conscience, qui ne l'a pas aujourd'hui? De toutes parts, le peuple demande la dissolution, la revision. Je les ai demandées pour lui, moi-même, du haut de la tribune, et l'on a tenté d'étouffer la voix du peuple en couvrant la mienne. Mais je ne me lasserai point et si l'on méconnaît la volonté de plus d'un demi-million d'électeurs venus à moi des points les plus divers de la France, je saurai, s'il le faut, répondre à l'appel de ceux qui me demandent encore de défendre en leur nom le programme de salut national que la France acclame : Dissolution, Revision immédiate et Constitution approuvée de la majorité de la nation.

Le danger est pressant; chaque jour perdu l'aggrave; le péril croît sans cesse par les irrémédiables divisions que les ambitions personnelles et la chasse aux portefeuilles ont semées entre les partis. Hier encore, il éclatait dans une des plus graves questions que le Parlement ait à résoudre : celle de la gestion des ressources nationales confiée à la Commission du budget.

Cette Commission, quels hommes la constituent? Sont-ce les plus compétents, les plus intègres, les plus

économes? Rien de cela. Chaque parti cherche à s'en emparer, et l'administration des deniers publics n'est que l'enjeu des luttes politiques. A qui vient-elle d'échoir encore? A ces mêmes opportunistes dont le trop long passage au pouvoir n'a engendré que des deuils ou des ruines; à ces ennemis déclarés de toute réforme sociale, de toute Constitution démocratique.

Il est temps d'en finir avec eux, avec cette Chambre, avec cette Constitution néfaste. Que la grande voix du peuple se fasse entendre! De nouvelles élections se préparent et vont lui permettre d'affirmer sa volonté.

Il y va du salut de la République, et à vous Bretons, comme à tous les Français, je crie : Levons-nous pour la défendre!

Que la dissolution et la revision soient désormais notre seul but et qu'un seul cri nous rallie pour atteindre ce but : Vive la République! »

Je quitte la salle des Lices au moment où on acclame le général Boulanger, MM. Laguerre, Laisant, Le Hérissé. Je dirais bien que j'ai mangé en tout un blanc de poulet, mais cela n'intéresserait personne.

Après le banquet, le général Boulanger et ses amis se sont rendus, par une porte dérobée, au Thabor. Durant ce court instant d'exercice à pied, le général a goûté le plaisir de l'incognito.

Sans être coudoyé, bousculé, acclamé, embrassé, il arrive au Thabor, la plus belle promenade de la ville, transformée en Jardin de Paris : illuminations, feu d'artifice. Mais là, il est reconnu. De nouveau, on l'entoure. Il sort. Comme la ville est pleine de monde et que chaque groupe se met à le suivre, il rentre à

l'hôtel au milieu d'une armée. Il est forcé de se montrer au balcon; il harangue la foule qui l'acclame. Enfin il va pouvoir se reposer.

Quatrième dépêche

Saint-Malo, 9 juillet 1888, 8 h. soir,

Ce matin, à neuf heures, avec le comte Dillon, MM. Laguerre, Le Hérissé et Laisant, le général allait déjeuner chez M. Le Bastard.

Pendant ce temps, la foule s'amoncelle devant la gare dont les grilles sont gardées par des soldats, baïonnette au fusil. A l'heure du départ, la circulation est impossible. A tout instant, des discussions s'engagent entre les voyageurs et les soldats qui ont reçu des ordres peut-être trop sévères.

A un moment, je me mets à trembler pour un voyageur qui, pressé de prendre le train, voit soudain trois baïonnettes briller devant ses yeux. Malgré les consignes, la gare est bientôt envahie par les boulangistes. Un monsieur, devant la petite bibliothèque Hachette, crie : « A bas Boulanger ! » On lui arrache ses habits ; on le laisse presque nu.

Le train part. — Acclamations. Hier, je n'ai pas manqué de noter les sifflets, je suis bien contraint de constater les ovations. Elles recommencent dès le pont qu'on rencontre au sortir de la gare et qui est couvert de boulangistes.

A Betton, un speech se termine par ce juron : « Vive Boulanger ! N... de D... ! » A Dinge, des femmes apportent deux bouquets de fleurs des champs. A Bonnemain, un clairon civil sonne le salut. J'insiste sur sa

qualité de civil, car j'ai omis à dessein de parler des nombreux soldats qui, rencontrés isolément, ont salué ou acclamé le général. Je ne veux pas qu'une enquête soit possible.

A Dol, la réception est bien étrange : devant une nombreuse foule, cent enfants, tous en chapeaux de paille, sont massés. A l'arrêt du train, ils chantent en chœur, très gentiment, ma foi, des refrains boulangistes. M. Le Hérissé remercie le pays au nom du général et nous partons. Plus loin, dans une manœuvre quelconque, notre train se trouve stationnant devant un autre dont les voyageurs savent sans doute que notre locomotive conduit le général. Ils crient : « Vive Boulanger ! » L'un d'eux toutefois passe par la portière une tête rouge de fureur et hurle : « A bas Boulanger ! » Les autres alors de vociférer : « A bas le Tonkinois ! » et de proférer des injures qui ne sont pas reproduisibles.

Enfin, on arrive à Saint-Malo, dont la gare est occupée militairement. Aussi les quais sont-ils vides de boulangistes. En revanche, les abords de la gare sont pleins de monde. Le général a la plus grande peine à gagner sa voiture au milieu de vivats répétés. Le directeur du *Vieux Corsaire* m'explique ainsi pourquoi aucun sifflet ne trouble l'enthousiasme public. A Saint-Malo, on ne siffle jamais. On est l'ennemi des manifestations hostiles. On crie : « Vive un tel ! » jamais « A bas ! »

La réception d'ailleurs, a été chauffée par de nombreux placards distribués à domicile et dont voici la copie :

« Le général Boulanger à Saint-Servan-Saint-Malo-Paramé.

« Profitant de son voyage dans le département, notre compatriote Boulanger a bien voulu accepter les invitations qui lui ont été adressées par les patriotes de l'arrondissement. Il arrivera à la gare Saint-Malo-Saint-Servan lundi prochain, 9 courant, à une heure dix-sept minutes; il se rendra directement à Saint-Servan. Accompagné de notre député Le Hérissé et de quelques amis de Saint-Servan, il ira visiter les villes de Saint-Malo et de Paramé et rentrera à sept heures à Saint-Servan où un dîner lui sera offert par le comité de la Ligue des patriotes. Le général Boulanger et ses amis repartiront le mardi par le train de cinq heures trente du matin.

« Le comité de la Ligue des patriotes fait appel au républicanisme des populations servannaises et malouines pour recevoir avec tout l'éclat qu'il mérite le général Boulanger, député du Nord, ancien ministre de la guerre. »

On va juger de l'éclat. Les voitures vont au pas, tant partout la foule est pressée. Au peuple sont mêlés un grand nombre de baigneurs dont tous ne sont peut-être pas boulangistes. Mais ceux-ci sont ici pour se reposer et non pour manifester; ils regardent très curieusement, voilà tout. Les femmes seules saluent en agitant leurs ombrelles.

Le général se rend directement à Saint-Servan où il couchera. Il n'y va tout de suite que pour déposer ses malles et changer de costume. A chaque fenêtre, un amoncellement humain. Partout remuent des mouchoirs enthousiastes. On ne porte plus derrière lui les bouquets qu'on lui a donnés, parce qu'à plusieurs reprises, durant le trajet, il a été forcé de les partager entre les manifestants. Plus d'une jolie baigneuse a reçu de lui,

non sans émotion, un œillet. Partout on entend ce mot : « Il est plus jeune que son portrait. »

Dans les cafés seuls on saisit des propos déplaisants. Il y a là des conservateurs ou des opportunistes qui protestent hautement contre l'exagération d'un tel enthousiasme. Le général a dans sa voiture, outre M. Le Hérissé, le président du comité local de la Ligue des patriotes et le président du comité radical.

De Saint-Servan à Saint-Malo, la même foule l'accueillera. Dans la ville de Chateaubriand, il commence par aller boire le vin d'honneur au premier étage du *Continental*, puis il va faire le tour des fortifications. Du haut des vieilles murailles, il admire, l'une après l'autre, les célèbres plages bretonnes.

Vers quatre heures, au milieu d'une cohue moindre, mais maintenant exclusivement populacière, des voitures mènent à Paramé le général et ses amis. M. Boulanger a entendu vanter la plage nouvelle, il veut la juger *de visu*. Il entre au Casino, visite d'abord l'établissement, puis reste longtemps sur la terrasse du premier étage d'où l'on a le plus magnifique tableau qu'on puisse rêver : la mer qui monte, immense, et qui peu à peu recouvre les rochers dont les pointes noires font l'effet de grains de beauté sur la joue d'une jolie femme.

Les vivats l'ont mis en veine d'admiration. Il célèbre tout : l'Océan et les deux bras de terre qui ne peuvent le retenir, le sable fin de la plage qu'il déclare sans égal.

Mais la Ligue des patriotes l'attend à Saint-Servan. Il s'y rend directement. Ce soir encore, nous aurons un banquet. Si je n'en rends pas compte aujourd'hui, c'est que, malgré les prières instantes de M. Laguerre, le

télégraphe sera fermé à Saint-Servan aussitôt qu'à Saint-Malo, c'est-à-dire à neuf heures. Ah, quand c'est le Président de la République qui voyage, il en est bien autrement. A nous le télégraphe et l'administration. A nous toutes les aises et tout !

Cinquième dépêche.

Pontorson, 10 juillet 1888, 9 heures.

La journée d'hier s'est terminée, de façon assez pittoresque, à Saint-Servan. La plus grande salle à manger de l'hôtel des Voyageurs ne contient que dix-huit personnes; aussi on mange un peu partout, même sur le piano. Pendant ce temps, la foule, entassée dans les rues voisines, chante les refrains boulangistes. L'air de la *Revue* m'est devenu aussi odieux que la *Marseillaise*. Avec cela, les Bretons boulangistes ont adopté une scie scandaleusement ignoble. Sur la mélodie des *Lampions*, ils braillent : *Sac au dos, les curés !*

Au dessert, pluie de discours. Le président local de la Ligue des patriotes, M. Gibert, MM. Laisant, Le Hérissé, le général lui-même, tous boivent à l'union des deux villes sœurs, qui ne sont pas toujours deux amies.

Voici le petit discours improvisé par le général :

« Mes chers compatriotes, j'ai été vivement touché de l'accueil que vous me faites et qui me ferait oublier, si c'était possible, l'injustice et l'ignominie commises à mon égard par un ministère opportuniste, tombé d'ailleurs sous le mépris public. J'ai été chassé de l'armée, et j'ai le cœur gros en vous disant ces choses, pour être allé à Paris sans l'autorisation du ministère, c'est-à-dire pour une peccadille que commettent tous les jours des

commandants de corps d'armée que l'on n'inquiète pas pour cela. J'en ai ressenti une grosse douleur et, si elle peut être combattue, c'est par l'admirable accueil que vous m'avez fait, par la conviction profonde que j'ai que, si le pays était menacé, il ferait appel à mon épée sur laquelle, d'ailleurs, il peut toujours compter.

« J'ai le sentiment que le pays est avec mes amis et moi pour demander une revision de la Constitution, revision salutaire pour la République et indispensable pour fonder une République honnête. Je bois à vos santés, et s'il m'est permis de former un vœu plus spécial, je bois à l'union intime des villes sœurs de Saint-Servan et de Saint-Malo. »

Après le café, toute la ville défile, dans le jardin illuminé, devant le général qui embrasse les fillettes et serre toutes les mains. Cela dure jusqu'à minuit et demi, et il faudra se lever trois heures après pour prendre à Saint-Malo le premier train.

Ce matin, de nouveau, la gare de Saint-Malo est occupée militairement. Les rares personnes qui ont suivi le général n'en crient que mieux : « Vive Boulanger ! »

A sept heures trente, on arrive à Pontorson, où le général doit faire son premier déjeuner chez M. Lefondré, président du comité républicain. Repas exquis, présidé par Mme Lefondré qui, naturellement, offre un bouquet à son hôte. Durant le déjeuner, on ne cause guère que de Cochinchine, où M. Lefondré s'est également battu.

Le général ne doit pas être partisan des expéditions lointaines, car il dit : « En Cochinchine, les hommes commencent par avoir le choix entre la fièvre et la dy-

senterie. Les malins prennent les deux ensemble. Alors c'est moins grave, quoiqu'on en meure encore très bien. »

Sixième dépêche.

Le Mans, 10 juillet, 7 h.

Fougères, seize mille habitants. Population essentiellement ouvrière. C'est assez dire l'accueil qui, après les petites ovations dont il n'y a plus à parler, est fait au général dès l'arrivée du train. Bien que la gare soit, elle aussi, occupée militairement, des bombes, installées en dehors des barrières, éclatent. Sur la place, dans les rues avoisinantes, rien que des têtes. Au-dessus, flottent trois immenses drapeaux.

Quand apparaît le général, un cri formidable retentit. Que les antiboulangistes me pardonnent, mais je suis ici pour dire la vérité. Appartenez au parti que vous voudrez, il vous serait impossible de rêver pour son représentant une réception semblable à celle qui, pendant trois heures, s'est traduite en sympathies de toutes sortes.

M. Boulanger monte en voiture; on l'acclame. Six mille personnes, au moins, le suivent. Il pourrait pleuvoir à torrents, le terrain serait sec. Devant, derrière nos voitures, à droite, à gauche, on ne voit que des regards : il est vrai que, pour la circonstance, toutes les fabriques sont fermées. La grande industrie du pays, c'est la chaussure pour dames : on en fait ici, paraît-il, pour quatorze millions par an.

A l'hôtel Saint-Jacques, où un banquet est préparé, d'autres boulangistes attendent leur dieu. Comme à

Rennes, le général est forcé de se montrer au balcon : « Vous criez : vive Boulanger, dit-il, c'est bien ; mais criez quelque chose de mieux : « Vive la République! vive la revision! » Et les acclamations redoublent.

La salle du banquet, toute pavoisée, n'est autre que la remise assez grande de l'hôtel. Le principal organisateur, M. Collet, négociant, préside, ayant à sa droite le général, à sa gauche, M. Le Hérissé. Auprès d'eux, M. Le Bastard et M. Divel, conseiller général ; les amis de M. Boulanger et sept conseillers municipaux, puis les membres du Comité, etc. Trop de discours, acclamés et par les convives et par les nombreux électeurs qui emplissent la cour. Parlent d'abord MM. Collet et Boulais, conseiller municipal. Ce dernier, disant que la France, en cas de besoin, trouverait toujours le général, soulève ce mot, trop ou pas assez passionné, qu'on a le tort d'applaudir : « Nous ne marcherions pas sans lui! »

Le général répond en parlant surtout de la revision : « On ne peut, dit-il, obtenir celle-ci par le congrès d'un Sénat rétrograde et d'une Chambre impuissante. Demandez à un homme épuisé de faire des enfants et à la Chambre de faire des lois. » Bref, il compte sur un renouvellement total en 1889.

Parlent ensuite MM. Langelier, conseiller municipal, Le Hérissé, Laguerre, Laisant, le comte Dillon qui, dit-il en pleurant d'émotion, se rappellera toute la vie la splendide manifestation de Fougères.

Mais on apprend que les boulangistes veulent empêcher le général de prendre le train d'une heure cinquante. On tient à le garder jusqu'à six heures. On parlemente. Il y a, à la sortie, une bousculade horrible dans

laquelle trois curieux sont vraiment en danger. Les chevaux seuls ont raison du public. Il se produit, au retour, le même amoncellement qu'à l'arrivée. « Il ne partira pas ! » crie-t-on. L'armée retient la foule qui s'allonge alors devant le chemin de fer, contre les barrières. Et pas un cri hostile. Les antiboulangistes se sont contentés de protester en ne se montrant pas aux fenêtres.

Bientôt la ligne des soldats est rompue. Sans une petite porte de service qu'un employé a ouverte à dessein, nous ne partions pas. Et pendant dix minutes ce sont des vivats ! Près de la gare, il n'y a, du sol au sommet d'une maison, qu'un amas humain[1].

Je passe les manifestations des petites gares. A noter seulement celle de Châtillon, dont la gare borde le lac de ce nom. On crie : « Vive Boulanger ! Si c'était Ferry, nous le jetterions dans notre lac. »

A Vitré, M. Bally a prié le chef de gare de laisser les manifestants s'installer sur les quais. « Demandez au sous-préfet. » Veto de celui-ci, qui ne veut même pas que la musique se tienne sur un pont voisin.

Les délégués sont forcés de prendre des billets pour saluer le général. Celui-ci, jusqu'à l'arrivée du train qui doit nous emporter, reste sur le quai. Des soldats gardent le pont et la gare. Le sous-préfet en personne surveille. Un millier de boulangistes se sont placés comme ils ont pu aux abords de la ligne et acclament le voyageur. La musique joue, installée sur le toit d'une

[1] Oh ! je me souviens. C'était extraordinaire. Imaginez un immense écheveau d'hommes, de femmes, d'enfants, tout mêlés, embrouillés. (26 avril 1889.)

maison. La monotonie des vivats est rompue néanmoins par trois antiboulangistes qui sifflent sans s'arrêter. En route pour Le Mans où nous dînerons.

Ici finit ma dernière dépêche.

Au Mans, c'est le général qui nous a invités à dîner. Il a retenu pour cela une salle spéciale, au buffet. Nous avons fait un repas exquis. On était si tranquille ! On croyait les manifestations finies. Mais voilà que tout à coup le général reçoit d'un personnage que je ne puis nommer une carte qui lui dit : « Je vous en prie, ne vous dissimulez pas. Il y a devant les grilles cinq mille personnes qui voudraient vous saluer. » Le train va partir dans quelques minutes. Le général n'a que le temps de se montrer. On l'acclame. Il monte en wagon.

On sait que la ligne longe un côté de la ville. Sur tout le boulevard de la Gare, une foule, qui salue, agite des mouchoirs. Par la glace du compartiment, je regarde un instant le comte Dillon. Pendant que le général salue, son ami pleure encore de joie.

Et à minuit, nous arrivions à la gare du Nord, tués, exténués. C'était vraiment à croire que nous descendions d'un train de plaisir !

XIII

LE DUEL BOULANGER-FLOQUET

Il serait superflu d'entrer dans de longs détails sur les causes et les prémisses du duel dont les conséquences préoccupèrent Paris, la France et même l'étranger, pendant toute une longue semaine.

Le 12 juillet, l'élu du Nord, fidèle à son mandat, demandait la dissolution et, ne l'obtenant pas, jetait, dans une injure — qui n'était d'ailleurs qu'une réplique — sa démission à M. Floquet.

Le soir même était rédigé le procès-verbal suivant :

« A la suite de la séance de la Chambre du 12 juillet 1888, M. Floquet, président du Conseil des ministres, a chargé MM. Clémenceau et Georges Perin de demander à M. le général Boulanger une réparation par les armes. M. le général Boulanger a prié MM. Laisant et Le Hérissé de se mettre en rapport avec les témoins de M. Floquet.

« MM. Laisant et Le Hérissé ont réclamé pour leur client la qualité de premier offensé. MM. Clémenceau et Georges Perin, sans contester le caractère blessant des paroles de M. Floquet, ont déclaré qu'elles ne pouvaient

supporter la comparaison avec la réplique outrageante de M. le général Boulanger.

« Les témoins de ce dernier ont alors déclaré renoncer au bénéfice de la situation qu'ils persistaient à réclamer pour leur client.

« En conséquence, le choix des armes appartenant à M. Floquet, les conditions de la rencontre ont été réglées comme suit :

« L'arme choisie est l'épée de combat avec le gant de ville à volonté. Le combat ne prendra fin que lorsque l'un des deux adversaires sera dans l'impossibilité de continuer.

« Fait en double à Paris, le 12 juillet 1888.

« Pour M. Floquet :
MM. Clémenceau,
G. Perin.

« Pour le général Boulanger :
MM. Laisant,
Le Hérissé. »

Le lendemain, à neuf heures et demie du matin, le général Boulanger arrivait à Neuilly, 6, boulevard d'Argenson, chez son ami le comte Dillon.

Il était accompagné de ses témoins et d'un chirurgien, également son ami, le docteur Léon Labbé.

Le duel devait avoir lieu dans le manège sablé qui est installé entre des massifs de feuillage, au fond de la propriété.

Cette propriété est connue d'un bon nombre de Parisiens. M. Edmond Magnier, rédacteur en chef de l'*Événement*, en fut longtemps locataire et y donna des fêtes.

A neuf heures cinquante, arrivaient dans un landau MM. Floquet, Clémenceau et Perin qui rencontraient et

laissaient devant la grille M. Adrien Bonhoure, chef du cabinet du président du Conseil ; Gragnon, chef de la sûreté générale et beaucoup de journalistes et de curieux ; entre autres une jeune femme fort élégante, qu'un coupé attendait.

Selon le désir du comte Dillon, personne, à l'exception de M. Georges Thiébaud, n'entra dans la propriété avant la fin du duel.

A dix heures précises, M. Laisant, chargé de diriger le combat, prononçait le : « Allez, messieurs » sacramentel.

Avec une furie toute juvénile, les deux adversaires s'élancèrent l'un sur l'autre. M. Floquet, en même temps qu'il était touché au-dessous du mollet gauche, atteignait M. Boulanger à l'index de la main droite.

L'épée de M. Floquet tomba pendant que le général touchait lui-même la terre du genou. Dans la vieille tradition du combat, le désarmement doit mettre fin à la rencontre. Mais sur le désir du général, il y eut un second engagement. On se contenta de changer les épées. La première fois, on s'était servi de celles de M. Floquet, maintenant toutes faussées ; on prit celles qu'avait apportées le général et qui étaient en excellent état, très pointues.

Au premier engagement, les adversaires étaient restés au milieu du manège. Au deuxième, M. Floquet rompit. Il est vrai de dire que le général, d'après les témoins, l'attaquait avec une vigueur extraordinaire. Après une demi-minute d'attaques, de parades et de ripostes fort rapides, M. Floquet, très fougueux lui-même malgré ses soixante ans, avait le pied sur le gazon même du taillis circulaire et le coude arrêté par le feuillage. Il

venait d'être piqué, sans qu'on s'en fût aperçu, au niveau du sein droit et à la main gauche. Le général, dans un moment de fougue suprême, se jeta sur l'épée de son adversaire, qui pénétra au-dessous du cou, un peu à droite, entre la carotide et la jugulaire.

M. Floquet avait lâché son arme qui, entrée de sept centimètres, était restée dansle cou du général. Celui-ci, qui tenait toujours la sienne de la main droite, porta l'autre main à son cou.

— Mais, vous vous servez de la main gauche, général! s'écria M. Clémenceau.

A la seconde même, le général ôtait de son cou l'épée de M. Floquet; le sang coulait, abondant.

— Oh! pardonnez-moi, général, reprit le député du Var. Vous êtes blessé! Je ne savais pas... Je demande absolument que mon observation ne figure pas sur le procès-verbal.

Le général se trouvait en ce moment à droite de M. Floquet. Il se remit en position et, ne sentant pas sa blessure, voulut de nouveau reprendre le combat. Mais on s'élança sur lui. M. Clémenceau eut soudain les mains pleines de sang. Il mit fin au combat.

Pendant qu'on pansait sur place les blessures de M. Floquet, on emmenaitle général dans l'hôtel du comte Dillon.

— Vous m'étouffez! disait-il.

Il avait en effet la plaie fermée par le doigt du docteur Labbé, qui s'efforçait d'arrêter le sang. Grâce à cette mesure, le blessé n'en a pas perdu plus d'un tiers de litre.

Les témoins rédigèrent le procès-verbal suivant :

« Conformément aux conditions arrêtées ci-dessus, la rencontre a eu lieu ce matin à dix heures.

« A la première reprise, M. Floquet a été légèrement touché au-dessous du mollet gauche, et M. le général Boulanger a été légèrement atteint à l'index de la main droite.

« A la deuxième reprise, M. Floquet a été légèrement touché à la main gauche et au-dessus du sein droit. M. le général Boulanger a reçu une blessure grave dans la région du cou.

« Les témoins ont constaté, d'un commun accord, que la blessure de M. le général Boulanger le mettait dans l'impossibilité de continuer le combat.

« En foi de quoi, ils ont signé en double le présent procès-verbal.

« Paris, le 13 juillet 1888.

« *Pour M. Floquet :*
MM. Clémenceau,
G. Perin.

Pour le général Boulanger :
MM. Laisant,
Le Herissé. »

On ne manquera point de remarquer la date. Le duel a eu lieu le vendredi 13.

Si le combat a été acharné de part et d'autre, il faut reconnaître que, dans la matinée, les adversaires étaient absolument maîtres d'eux.

Avant de se rendre à Neuilly, M. Floquet avait rédigé le discours qu'il devait prononcer l'après-midi devant le monument de Gambetta et, prévoyant toutes les circonstances, l'avait remis à son secrétaire. De son côté le général avait écrit la proclamation qu'il allait adresser en qualité de candidat aux électeurs de l'Ardèche et l'avait confiée à M. Laguerre.

C'est au rez-de-chaussée même de l'hôtel du comte

Dillon qu'on appliqua le premier pansement sur la blessure du général. M. Thiébaud dut pour cela couper la chemise pleine de sang. Il en a emporté religieusement les morceaux.

Sur l'avis du docteur Labbé, on transporta le général non chez lui, mais dans l'une des chambres du premier étage ; on lui enleva ses bottines ; on lui mit une chemise appartenant au comte ; on l'étendit sur une chaise longue.

Dès onze heures du matin, les journaux annonçaient sommairement le résultat du duel. Une foule nombreuse se dirigea aussitôt vers l'hôtel du boulevard d'Argenson dont les domestiques durent fermer les grilles.

MM. Henri Rochefort, Charles Lalou, Eugène Mayer, furent seuls admis à entrer. Sans MM. Le Hérissé et Laguerre, rencontrés à la sortie, je restais, comme beaucoup d'autres, dehors.

Au rez-de-chaussée, M. Dillon raconte le duel à ses amis. Avec MM. Laisant, Laguerre, Le Hérissé, je monte au premier.

Le général repose. La tête entourée de bandeaux qui retiennent le pansement, il est enfoncé maintenant, près de la cheminée, dans un immense lit debout, à baldaquin bleu. M. Labbé lui a fait une injection de morphine et le regrette, car elle n'a pas tardé à provoquer une crise fort dangereuse. La comtesse Dillon veille aux côtés du blessé.

L'interne qui assiste M. Labbé fait passer les amis du général dans la salle de bain qui attient à la chambre où celui-ci dort. Il leur dit :

— On essaierait de faire sur un cadavre avec un instrument des plus délicats, une blessure pareille, on n'y

parviendrait certainement pas sans entamer la carotide ou la jugulaire. Le coup est miraculeux. Il n'a entamé que le nerf phrénique, ce qui diminue singulièrement le danger.

Le cas cependant est grave. On fait porter chez le concierge le bulletin suivant :

« Blessure profonde de la région du cou.
« Difficulté notable de la respiration.
« Pronostic réservé.

« *Signé :* Léon Labbé,
« Charles Monod. »

Je vais revoir le lieu du combat. A deux endroits, près des taillis, le sable est encore taché de sang.

Plusieurs amis maintenant se promènent dans le parc, où ils discutent l'événement. M. Labbé les fait prier de cesser leur promenade. Le bruit des pas pourrait troubler le sommeil du blessé. Et ce sommeil, c'est le salut peut-être.

Le général devait présider, le soir même, salle Doré, un grand banquet revisionniste. Sa place avait été réservée. Naturellement elle a été vide tout le temps. Deux des amis du général, MM. Naquet et Rochefort, se sont mis, le premier à gauche, le second à droite de la place non occupée. Au début du banquet, un ouvrier qui, par extraordinaire, ne sait rien, apporte une lettre au général.

— Mettez-la sur cette assiette, dit M. Naquet. Il l'aura demain.

A leur entrée, MM. Rochefort et Déroulède ont été

salués par les nombreuses personnes stationnant devant le restaurant. L'une pourtant a crié : « Vive Floquet ! » On l'a furieusement chassée.

A côté de M. Rochefort, sont à la table d'honneur : MM. Turquet, Laguerre, Michelin, Laur, Laisant, de Susini, Lauze, Joseph Montet, Fournier, Lecat, etc.

Il y a 700 couverts. Un mot seulement sur la décoration très belle de la salle. Au haut de la scène, entre des faisceaux de drapeaux, le buste de la République. Au-dessous, celui du général.

A huit heures vingt, arrive cette dépêche que M. Naquet lit aussitôt :

« Etat à peu près stationnaire avec une légère nuance d'amélioration. »

Suivent les signatures des médecins.

La lecture est suivie de ce cri que la situation rend particulièrement solennel : « Vive Boulanger ! »

On devait, durant tout le dîner, faire de la musique. On s'en dispense.

A dix heures, autre dépêche :

« Même état, mais pas de fièvre, ce qui donne grand espoir. »

Acclamations.

Au dessert, M. L. Tournade, notable commerçant, directeur d'une importante maison de transport et d'exportation, prononce, au nom de la Fédération revisionniste, un long discours qui est vigoureusement applaudi.

M. Naquet fait donner lecture de la proclamation suivante, que le général a rédigée avant le duel. Chaque mot, fermement prononcé par un ligueur patriote, sera souligné par des applaudissements :

« Électeurs de l'Ardèche,

« J'ai rempli à la Chambre le mandat que j'avais reçu d'un demi-million d'électeurs.

« J'ai demandé la Revision et la Dissolution.

« Sourde aux réclamations du peuple qui souffre et qui veut des réformes, la Chambre n'a trouvé qu'une réponse à me faire : la censure.

« Je lui ai jeté ma démission à la face et j'ai fait mon pays juge.

« Puisque vous votez le 22 juillet, c'est vous, électeurs de l'Ardèche, qui jugerez les premiers.

« C'est à vous que je demande de prononcer entre les revendications de tout un peuple et les résistances de la Chambre.

« Vous direz si c'est un factieux ou un patriote, le soldat qui a souffert comme vous toutes les disgrâces et toutes les injustices pour que la France et la République ne soient plus la proie des partis.

« Le temps manque. Vous y suppléerez par votre courage et votre zèle. De graves affaires me retiennent. Je ferai tous mes efforts pour aller vous voir et vous dire que voter pour moi ce n'est pas voter pour un parti ni pour un homme, c'est voter pour l'indépendance nationale à l'intérieur et à l'extérieur.

« Général Boulanger. »

A trois reprises, on acclame le nouveau candidat. M. Naquet, alors, prononce un long discours, également applaudi, dans lequel il fait surtout remarquer qu'avant le général Boulanger il y avait hostilité entre le peuple et le soldat, tandis que maintenant peuple et soldat sont frères.

On sort très tard et par petits groupes. D'heure en heure sont apportées des nouvelles du général.

Les médecins continuent à réserver leur pronostic.

Le lendemain, à huit heures du matin, les docteurs Léon Labbé et Carpentier-Méricourt faisaient afficher le bulletin suivant à la porte de l'hôtel du comte Dillon :

« La nuit a été assez calme. Respiration moins difficile. Pas de fièvre. Etat satisfaisant de la plaie. »

Dans la journée, le général a pu parler, mais très peu, et prendre du bouillon.

D'après les docteurs, il lui suffira de garder encore cinq ou six jours le lit. Il ira tout à fait bien après une semaine de convalescence.

Ce qui n'a pas empêché les nouvellistes de faire courir dans la journée le bruit de la mort du général.

A neuf heures cinquante du soir, M. Labbé, après un dernier examen, signait le bulletin que voici :

« Respiration plus facile. Amélioration sensible. Etat général assez satisfaisant. »

XIV

VIVE FLOQUET!

La revue du 14 juillet devait naturellement avoir, en de telles circonstances, un caractère tout particulier.

Qu'y ferait-on?

Quels cris y pousserait-on?

Je ne recommencerai pas la fastidieuse description de la pelouse de Longchamp, livrée aux manœuvres traditionnelles.

On sait que la revue est quand même le grand plaisir des Parisiens. En 1888, comme les années précédentes, ils ont acclamé l'infanterie, l'artillerie, la cavalerie, qui ont, comme toujours, admirablement défilé.

Ce qui m'intéressait le plus, c'était l'accueil qui allait être fait au Président de la République et à M. Floquet. Selon l'usage, c'est le chef du cabinet qui est arrivé le premier. Il a bien entendu de nombreux cris de : « Vive Boulanger! » et de « A bas Floquet! » en passant devant la Cascade et le Moulin, mais les nombreux spectateurs des tribunes et des enceintes lui ont fait, jusqu'à sa descente de voiture, une ovation tellement chaleureuse qu'elle a même étonné les maires de province, invités, ce jour-là, par la municipalité parisienne, à jouir de

« notre grande vie. » On crie : « Vive Floquet.... et.. et.. et.. et! »

Le président du conseil salue, remet son chapeau sur l'oreille, et, du pas ferme qu'on lui connaît, gagne la tribune présidentielle où sont déjà MM. de Menabrea, et quelques ambassadeurs, MM. Méline, Le Royer, de Freycinet, etc.

On recommence à crier : « Vive Floquet! »

Nouveau salut.

Les maires, qui sont placés au-dessous de la tribune diplomatique, regardent la foule d'un air étonné. On leur avait dit, sans doute, qu'à Paris ce n'était pas le gouvernement qu'on acclamait. Puis ils sont décontenancés. On leur a donné des chaises; ils croient que c'est pour s'asseoir et ils voient tout le monde monter dessus. Ils font comme les Parisiens, mais ça les amuse d'autant moins de rester debout tout le temps qu'ils se sont fatigués le matin à explorer Paris.

La plupart sont en habit. Tous ont l'écharpe à la ceinture. Il n'y aurait pas moyen de ne pas les reconnaître.

Au milieu d'eux est M. Lissagaray qui, m'assure-t-on, a donné à la Société des *Droits de l'Homme* la première idée de les faire venir à Paris.

Coup de canon. C'est M. Carnot qui arrive. Ainsi que M. Floquet, il a entendu en route, — les rapports de police l'ont eux-mêmes constaté, — vociférer près de la Cascade : « Vive Boulanger! » et « A bas Carnot! » Mais, à son arrivée, les cris de : « Vive Carnot! » éclatent. Quelques-uns sont même poussés d'une façon sauvage. On sent qu'on y a mis une allusion. Beaucoup de chapeaux se soulèvent. Les maires restent silencieux, ils ne

sont pas habitués à crier, mais la plupart d'entre eux se découvrent. J'en prends à témoin M. Ludovic Halévy, à côté de qui j'ai eu le plaisir d'être placé un moment.

Très acclamé aussi, le général Saussier, gouverneur militaire de Paris.

Les troupes lui sont présentées par le général d'infanterie le plus ancien de grade, le général Coiffé.

Ainsi que l'a inauguré, deux ans auparavant, le général Boulanger, on décore sur la pelouse, avec la solennité que j'ai déjà décrite, les nouveaux promus, chevaliers et médaillés.

Le premier corps qui défile, c'est l'Ecole polytechnique. Elle marche avec une correction à faire envie à Saint-Cyr. On acclame d'autant plus nos polytechniciens que c'est la première fois, depuis vingt-cinq ans, qu'ils prennent part à la revue. On sait que, en 1863, leur général a été seul à crier : « Vive l'Empereur! » comme criaient alors tous les soldats. Il n'en a pas fallu davantage pour qu'on les rayât à jamais du programme du défilé.

Mais tout à coup, comme ils défilent, quelqu'un se souvient que M. Carnot est sorti, l'un des premiers, de l'Ecole polytechnique. Il crie : « Vive Carnot! » La foule saisit l'allusion, et se retournant vers le Président de la République, l'acclame.

Mme Carnot, qui est au milieu du premier rang de la tribune diplomatique en délicieuse toilette mauve, paraît radieuse.

A sa droite est Mme Floquet, qui toujours très jolie, et paraissant rajeunie encore dans sa toilette paille, se tourne en souriant vers M. Carnot : celui-ci de nouveau salue la foule.

Défilent les Saint-Cyriens qui retrouvent leur succès classique. On me fait remarquer qu'ils ont rencontré un pli de terrain sans qu'un seul d'entre eux ait quitté l'alignement.

Après le long et un peu monotone passage des quatorze régiments d'infanterie, qui nous montre nos jeunes troupes en grande tenue, on attendait un épisode nouveau pour les Parisiens, le défilé des territoriaux. En province, il ne se passe guère d'année sans qu'une grande revue comprenne les bataillons ou escadrons de la territoriale convoqués pour les appels d'instruction. Mais à Paris ce spectacle n'avait jamais été donné, et il a été le succès de la revue, le *clou* de la fête.

Les deux bataillons du 18e et du 34e, venus d'Evreux et de Fontainebleau, sous le commandement du lieutenant-colonel Bérot, se sont présentés en tenue de campagne, la capote relevée, avec la crâne allure d'une troupe solide. On leur a fait une ovation qui aura de l'écho dans toute notre armée de seconde ligne. Types d'anciens soldats, correction parfaite des officiers. L'armée territoriale justifie le nom qui lui a été déjà donné par plusieurs généraux : « C'est la vieille garde de la République. »

A noter, pendant le défilé de l'infanterie, un incident tragique.

Parmi les soldats qu'on a vu porter à l'ambulance était un officier d'infanterie, tombé de cheval devant la tribune même du Président. Arrivé à l'ambulance, cet officier est mort d'une congestion cérébrale.

En tête de l'artillerie, les généraux Macé et Thévenin sont à leur tour acclamés.

Pour la première fois, la cavalerie a défilé au trot, par escadrons, à distance entière et non en colonne serrée.

Après le défilé, elle s'est formée en bataille sur deux lignes se faisant face, allant des tribunes au débouché de la route de l'hippodrome sur le champ de courses.

C'est entre ces deux lignes, et pendant qu'on lui rendait les honneurs, que le Président de la République a quitté le terrain de la revue.

De nouveaux cris de : « Vive Boulanger! » ont bien retenti près de la Cascade. Néanmoins M. Carnot doit être enchanté de sa journée.

Etant donné les circonstances, il ne pouvait certainement l'espérer meilleure.

Quant à M. Floquet, il exulte.

Tout le temps d'ailleurs, il m'a fait l'effet d'un toreador triomphant.

XV

LA GUÉRISON

Dans l'après-midi du lendemain, j'avais une longue conversation avec le comte Dillon, qui, malgré les réserves des docteurs, se montrait absolument rassuré sur le sort de son ami.

D'après lui, les médecins civils sont généralement pessimistes.

Les docteurs Labbé, Monod et Carpentier-Méricourt, — ce dernier ayant été envoyé auprès du général par Mme Boulanger dont il est le médecin ordinaire, — déclarent que, si une plaie semblable avait été faite par eux à l'aide d'un bistouri dont ils fussent sûrs, elle n'offrirait nul danger. Leur seule inquiétude provient de ce qu'il se pourrait qu'un atome étranger et pernicieux eût été introduit dans la blessure par l'épée dont la pointe a dû être appuyée un instant sur le sol. Dans ce cas-là, l'inflammation met souvent quatre jours à se produire.

Comment n'a-t-on pas pensé à phéniquer les épées, précaution qui a sauvé la vie, dans un duel récent, à MM. Georges de Labruyère et Cottin de Melvil?

M. Gautier, un des internes du docteur Labbé, ne

quitte, ni le jour ni la nuit, le blessé. Il lui a fait prendre la veille au matin un bouillon; à trois heures, de l'orangeade; dans la soirée, un second bouillon. Il lui a absolument interdit de parler. MM. Le Hérissé et Laisant, seuls, ont été admis auprès du lit du blessé et se sont contentés de serrer la main de celui-ci.

Le rez-de-chaussée de l'hôtel est plein de bouquets envoyés ou apportés par des fidèles, par des comités, par des délégations. Beaucoup viennent des pays que le général a récemment traversés. De même les dépêches et les lettres sont excessivement nombreuses.

Les amis intimes de M. Boulanger espèrent si bien le voir dans un bref délai revenir à la santé, qu'ils s'occupent activement de l'élection de l'Ardèche. M. Georges Thiébaud est parti dans ce département, appelé par plusieurs comités.

En sortant, je me croise avec M. Clovis Hugues et de nombreux députés.

Sur le registre je relève les noms les plus variés. Il y a autant de conservateurs que de républicains qui sont venus s'inscrire.

A la porte, une centaine de personnes, dont plusieurs agents de la sûreté.

On lit à haute voix aux arrivants le bulletin suivant qui est collé à la grille.

« Nuit assez bonne depuis hier au soir. Emphysème au niveau de la région droite du cou, qui n'a pas augmenté ce matin. L'état n'en est pas moins satisfaisant.

« Dr Labbé
« Dr Monod. »

A minuit, nouveau bulletin.

« Pas de changement dans l'état local; l'emphysème n'a pas augmenté. Il y a un léger état congestif du poumon droit, mais il n'y a pas de fièvre ce soir. »

« POTAIN, LABBÉ, MONOD, CARPENTIER. »

On remarquera le nom du Dr Potain qu'on a cru devoir appeler à cause de l'emphysème. L'éminent chirurgien partage l'espérance du comte Dillon.

Dès le lendemain, d'ailleurs, les bulletins constatent un état de plus en plus satisfaisant. La convalescence toutefois sera longue. Le général ne pourra se rendre dans l'Ardèche, où ses amis, malgré leur dévouement, n'auront pas le succès qu'ils auraient eu à côté de lui.

Les ennemis du général y feront de temps en temps courir le bruit de sa mort.

A dix reprises, le blessé, informé des propos tenus, veut retirer sa candidature.

Ses amis l'en dissuadent.

Il leur cède, non sans regret.

Il n'aime que les batailles qu'il est à même de diriger et préfère celles où il peut jouer un rôle actif.

Aussi, pendant qu'autour de lui, on ne parle que de l'Ardèche, il pense surtout à Paris.

Tous les journaux radicaux et opportunistes disaient déjà :

— Il a été élu en province. Nous le mettons au défi de l'être jamais à Paris.

Le général était encore sur une chaise longue quand le mercredi 26 juillet, le comité national du XVe arrondissement et le comité républicain revisionniste du VIIe

inaugurèrent la campagne de réunions que, d'après ses conseils, les boulangistes allaient poursuivre à Paris.

Les affiches placardées par les soins de ces comités portaient divers noms de sénateurs, de députés, de conseillers municipaux. Avenue de Lowendhal, la première réunion a été présidée par M. Laisant, député de la Seine, ayant à ses côtés MM. Blanchard, président du comité revisionniste du XVe arrondissement, et Lacroix, président du comité du VIIe arrondissement.

Ordre du jour : Dissolution de la Chambre;

Revision de la Constitution par une Constituante nommée à cet effet.

Les organisateurs n'étaient point très rassurés. Les uns auraient voulu une *réunion privée*. D'autres allaient jusqu'à exiger que chaque revisionniste fût muni d'un revolver. On s'est borné à jouer du poing.

Orateurs principaux : MM. de Susini, député de la Corse; Tortelier, anarchiste; Goussaud, délégué de la Ligue des patriotes.

Après de longs débats entre les partisans et les ennemis du général Boulanger, la majorité s'est ralliée à ce dernier. Il y avait là en tout douze cents personnes, dont vingt anarchistes. Conséquemment trois algarades et une vingtaine de coups de poing.

A plusieurs reprises, la mêlée a même été assez vive. On a essayé de prendre d'assaut le bureau, ce qui eût été fait sans l'énergie de M. Laisant et la résistance des membres de la Ligue des patriotes. Plusieurs antiboulangistes ont été violemment expulsés.

Mais qu'importe ! A partir de ce jour, la campagne va continuer, et très vive, d'arrondissement en arrondissement.

Pendant ce temps, le général peu à peu, se rétablit. On n'a même besoin de prendre aucune précaution oratoire pour l'informer de l'échec qu'il a dans l'Ardèche.

L'ancien ministre de la guerre n'est pas homme à désarmer pour si peu. Cet échec au contraire a pour premier effet de le remettre immédiatement sur pied. En campagne!

XVI

LA TRIPLE ÉLECTION

Le général Boulanger avait d'abord l'intention de se porter dans deux départements seulement, la Charente-Inférieure et la Somme. Il était résolu à ne se représenter dans le Nord qu'aux prochaines élections générales. Les raisons qu'il donnait alors de son abstention dans ce département étaient faciles à comprendre. L'électeur est ordinairement réfractaire aux chinoiseries de la politique. On ne s'expliquerait peut-être pas bien dans les faubourgs de Lille et de Dunkerque un retour offensif venant si tôt après une démission. Les braves paysans pensent avec Musset qu'il faut qu'une porte soit ouverte ou fermée. Aussi les personnes mêmes qui se déclaraient sûres de la réélection du général dans le Nord avouaient qu'il y perdrait beaucoup de voix. L'effet serait déplorable. Mieux valait, pensait d'abord le général, s'abstenir en ce pays jusqu'en 1889.

Dans la Charente-Inférieure, au contraire, les chances paraissaient grandes. Le comité alors se réunissait rue de Sèze, dans la maison même où Marchandon a commis son crime. Tout y était à la joie. J'y vais voir, le samedi 4 août, le comte Dillon. Il est radieux. Les nouvelles qu'il reçoit sont, dit-il, excellentes.

Et dans la Charente-Inférieure et dans la Somme, le général paiera de sa personne.

Le lendemain soir, il partait pour Saintes, afin d'y tomber le lundi en pleine « foire », c'est-à-dire au milieu des représentants des nombreuses communes voisines. Forcé d'être vingt-quatre heures après à Paris pour recevoir les délégués de la Somme, il passera une seconde nuit en wagon. C'est assez dire qu'il est complètement guéri ; il a recommencé, d'ailleurs, depuis huit jours, ses chevauchées matinales.

Jeudi soir, il partira de nouveau pour la Charente-Inférieure, où il parcourra en trois jours le plus de pays possible. Puis il ira dans la Somme.

En de telles conditions, le métier de candidat vaut celui de terrassier, mais il y a une importante raison pour que le général ne se mette pas en grève. La légende boulangiste s'est tournée en complainte ; il est urgent de la remettre dans le ton. Que le général soit élu dans les deux départements, c'est un triomphe. Le cheval noir sort de nouveau de l'écurie. Que le général ne soit élu que dans un département, cela suffit à la réfection de son blason.

Dans l'un ou dans l'autre cas, que fait-il ?

Après la validation de son élection dans le département pour lequel il aura opté, c'est-à-dire dans celui où il aura eu le plus de voix, le général choisit le jour opportun. Il monte une seule fois à la tribune, y lit une nouvelle déclaration, dans laquelle les questions sociales soulevées par les grèves occuperont une large place et qui se terminera par une proposition pour laquelle il demandera l'urgence.

Naturellement, celle-ci sera repoussée.

Alors, démission immédiate, et définitive, cette fois.

Les députés auront beau mourir ou démissionner, M. Boulanger ne se représentera plus. Jusqu'aux élections générales, il ne se manifestera point. Peut-être même se retirera-t-il dans l'île de Berder, un rocher breton qui appartient au comte Dillon. Prévoyons tout. Admettons qu'il ne soit élu ni dans la Charente-Inférieure — où pourtant ses amis travaillent ferme pour lui, — ni dans la Somme, où la campagne électorale sera dirigée par M. de Sesty. C'est dans l'île de Berder qu'il se retirerait tout de suite, se réservant pour les élections générales de 1889, où alors il se présentera dans les quatre-vingt-sept départements.

Telles étaient, ce jour-là, 4 août, les intentions, mais on sait qu'en matière électorale le candidat propose, les comités disposent.

Trois jours après, changement de front.

Les premiers comités qui ont soutenu le général dans le Nord le supplient de se représenter de nouveau.

Dût-il être battu, la nouvelle campagne profitera, disent-ils, en 1889.

Le général consent.

Quand on prend des voix, on n'en saurait trop prendre.

Par une stupidité sans égale, le gouvernement, croyant peut-être que son terrible ennemi n'aura pas le temps de lutter dans trois départements à la fois, a fixé les trois élections à la même date, très prochaine.

Le 19 août, le général était candidat à la fois dans la Charente-Inférieure, dans le Nord et dans la Somme.

Après de nombreuses pérégrinations dans la Charente-Inférieure et dans la Somme, le général revenait avec le comte Dillon à Paris, dans la nuit même qui précédait l'ouverture du triple scrutin, à trois heures cinquante-cinq du matin. Le comte n'arrivait donc que vers quatre heures et demie du matin à son hôtel de l'avenue d'Argenson où je le trouvai debout, six heures après. C'est assez fatigant d'être boulangiste.

— « Mais il y a des jours, me dit-il, où ce n'est pas désagréable. Nous allons assister ce soir à un triomphe sans égal. La triple élection est sûre. Nous avons eu vraiment une chance extraordinaire. Il eût été possible qu'il n'y eût qu'un département vacant ou que les trois départements fussent voisins. Or, il se trouve que, s'il y en a deux au Nord, on en a un presque au midi. On nous a donné celui-ci dans le but de nous gêner; on n'a même pas attendu que M. Vast-Vimeux fût enterré pour ouvrir la période électorale.

« Eh bien ! le gouvernement verra ce soir, pour sa peine, si les trois départements veulent le *statu quo* ou la revision. A dire vrai, M. Floquet nous a tout à fait servis. Il a tellement accumulé les persécutions contre nous dans la Charente-Inférieure et dans la Somme, qu'il nous a apporté lui-même plus de quinze mille voix. Ce soir, la leçon sera cruelle pour lui. Comptez donc les communes qui sont mises en mouvement aujourd'hui. Situées comme elles le sont, elles définiront clairement l'opinion de la France, qui ne veut plus, mais plus du tout, du parlementarisme. »

Une heure après, j'arrivais chez Rochefort, dans la

jolie villa par lui louée deux mois auparavant au bois de Boulogne.

Le rédacteur en chef de l'*Intransigeant* était dans son jardin en train de jouer avec « Kein », une petite fille ainsi nommée parce qu'à tout moment elle dit ce mot. Il l'a rencontrée dernièrement versant toutes ses larmes dans le square de la Trinité.

Il s'est informé. La mère de l'enfant l'avait abandonnée là. Rochefort prit la petite par la main, la mena chez le commissaire de police le plus voisin, demanda à celui-ci la permission de se charger d'elle.

— Cela regarde l'Assistance publique, lui fut-il répondu.

Il se rendit avenue Victoria, s'enquit de ce qu'il fallait faire.

— Une déclaration, et puis ce que vous voudrez.

Et voilà comment Mlle Kein, aujourd'hui bien mise, bien nourrie, s'amuse comme une petite reine dans l'adorable propriété qui s'étend le long de la Seine, près du pont de Suresnes, et qui appartient à la ville de Paris.

— Kein est très intéressante, m'écriai-je, mais ce que je voudrais savoir, c'est ce que vous pensez de la triple élection d'aujourd'hui.

— Eh bien ! demandez-le à Kein.

L'enfant, des yeux, consulte son père actuel, puis balbutie :

— J'aurai cent francs si le général n'est pas élu dans la Somme.

— C'est vrai ! s'écrie Rochefort. Je réponds de l'élection dans la Charente-Inférieure et dans le Nord, mais je doute de celle de la Somme. J'ai dit mes inquiétudes

à Boulanger. Il se prétend sûr de l'écrasement du gouvernement en Picardie. J'ai dit : « Parions que non. » Bref il a parié contre moi cent francs. Cela ne ruinera ni l'un ni l'autre. S'il n'est pas élu dans la Somme, comme il me suffira qu'il le soit dans les deux autres départements, je me consolerai de son tiers d'échec en donnant les cent francs à Kein. Ce qui m'amuse en attendant, c'est l'idée de la tête que fera demain Floquet. Non, mais là, vraiment, que voulez-vous qu'il fasse ? C'est un homme perdu. Il est f.... s'il ne trouve pas le moyen de donner dignement sa démission, une démission à la Mac-Mahon.

De ce gentil coin du Bois, ma voiture me mène rue de Sèze.

Le siège du Comité boulangiste est fermé et restera clos ce soir. Le fameux Comité dont il a été tant parlé s'est dissous provisoirement, il y a quinze jours, et vraisemblablement ne se réunira qu'à la rentrée des Chambres.

Il est trois heures quand j'arrive rue Dumont-d'Urville. M. Boulanger est à son bureau en train de répondre aux lettres qui sont arrivées pendant son absence.

Il se lève, me tend la main, dit simplement ces cinq mots :

— Eh bien ! c'est fait !

— Alors Rochefort perdra son pari ?

— Je vous le jure. Mais Kein n'y perdra rien.

Malgré l'heure tardive à laquelle il s'est mis au lit, le général ne paraît pas trop fatigué.

— C'est que j'ai pris un bain et que rien ne repose

comme ça. Songez si j'avais besoin de me remettre. On se couchera encore tard ce soir !

Et, selon son habitude, il se promène en long et en large dans son vaste bureau, le seul endroit où il marche puisqu'il est toujours en voiture ou à cheval. Je l'observe. Il me semble que le cou est resté enflé. En tout cas il est congestionné.

— Je n'aurai pas, dit le général, à me vanter de l'élection de la Somme. C'est le gouvernement qui l'aura faite. Croyez-vous qu'il y a eu une ville où le maire a été assez bête pour interdire aux électeurs de me rendre visite à l'hôtel où j'étais descendu ! Et une fois, sur le quai, presque sous mes yeux, un employé laisse tomber une caisse adressée à un ami de Goblet. Le couvercle se défait, elle était pleine de sifflets. En maint endroit, il y a eu je ne sais combien d'électeurs qui m'ont apporté des sifflets à roulette en me disant :

— Tenez, voilà ce qu'on nous a distribué ce matin. Nous nous en servirons contre les opportunistes le lendemain de l'élection. Depuis quinze jours aussi, Floquet n'a fait que des bêtises. Il y a beaucoup d'ouvriers dans ces trois départements. Si j'avais été chef de gouvernement, j'aurais, en pareille circonstance, protégé les ouvriers. Il s'est borné à les leurrer. Il a tourné contre lui tous les ouvriers des trois sièges. Leurs femmes me disaient : Si nous ne gagnions pas d'argent à porter vos journaux et vos bulletins, nos maris mourraient de faim.

— Vous ne craignez pas de perdre beaucoup de voix dans le Nord ?

— Permettez. D'abord je suis sûr qu'il y aura dix mille électeurs de moins. Vous savez bien que, pendant

la moisson, les laboureurs ne votent pas. Beaucoup d'ailleurs se sont transportés dans d'autres départements. Mais les mineurs me resteront fidèles. C'est parce que je suis sûr d'eux que je ne suis pas retourné à Anzin.

— Sur quelles voix comptez-vous dans la Charente-Inférieure ?

— Sur celles de tous les antiopportunistes. Là, nous aurons une majorité écrasante. D'abord vous verrez ce soir. Vous devez savoir où nous serons. Venez-y. On nous a, d'ailleurs, communiqué les renseignements officiels. Le gouvernement lui-même ne doute pas de ma triple élection.

Et, le soir, j'étais chez Durand.

Comme on cherchait dans l'après-midi un lieu de rendez-vous général et que chacun proposait le sien, le comte Dillon a dit :

— Il n'y a pas à hésiter. C'est chez Durand que nous avons reçu les résultats du Nord. Allons chez Durand. Cela nous portera bonheur.

Et voilà pourquoi il y avait, le 19 août, au premier étage de ce restaurant, une grande table divisée en quatre cases. Sur la première un écriteau portant en gros caractères : SOMME. Sur la deuxième : CHARENTE-INFÉRIEURE. Sur la troisième : NORD. Sur la quatrième : DIVERS.

Toutes les dépêches, au fur et à mesure qu'elles arrivent, sont jetées dans cette dernière case, puis classées dans les autres.

Devant chacune de celles-ci, un boulangiste fait des additions.

Il y a là, dès neuf heures et demie du soir MM. Laguerre, de Susini, Fournier, etc.

M. Laguerre n'est pas content. A son retour du Nord, il a reçu l'ordre de partir le lendemain lundi, à six heures, pour Lisieux, où il devra faire ses vingt-huit jours.

De même son secrétaire, M. Lauze, avocat.

L'un après l'autre, arrivent MM. Rochefort, Laur, Georges Thiébaud, de Ménorval, Millevoye, Claude Perret, etc., enfin le général lui-même. Lui seul est en habit.

Il ne dissimule pas qu'il est ravi. Pourtant, au début, l'élection du Nord paraît douteuse, mais vers onze heures, on apporte à M. Boulanger une dépêche d'un ami de Lille portant ce seul mot : « Elu. »

On fait venir de la bière et des cigares. Après les dernières dépêches, on soupera.

Rochefort surtout est radieux. A chaque chiffre nouveau il répète : « C'est effrayant ! »

Et il fait des gamineries. Il dit :

— Si j'allais au ministère demander timidement, comme un pauvre : « Avez-vous des résultats ? J'arrive de Rueil. Je ne sais rien. »

Pendant ce temps, Paris se remue.

Dès neuf heures, il y a tant de monde devant les bureaux de l'*Intransigeant* que la police croit nécessaire de barrer la rue Montmartre, à partir de la rue Notre-Dame-des-Victoires. De l'autre côté, toutes les rues avoisinantes sont de même barrées jusqu'à la rue Etienne-Marcel.

Le nombre des curieux peut être évalué à 4,000.

De temps en temps, des cris de : Vive Boulanger ! se font entendre. La foule est assez calme.

Un grand nombre de personnes néanmoins protestent contre l'obstruction de la rue Montmartre. Les omnibus seuls peuvent passer ; les fiacres sont obligés de rebrousser chemin.

On sait que le journal boulangiste *la Presse* a ses bureaux au n° 8 du boulevard des Capucines.

Il y a également, de neuf à dix heures, une nombreuse foule entre l'Opéra et la Chaussée-d'Antin. A la fin, la police repousse les badauds.

Dix minutes après, le transparent, sur lequel la *Presse* publie l'un après l'autre les résultats, porte ces mots que les spectateurs, bien qu'éloignés, acclament : « Nous protestons contre les violences de la police. »

Celle-ci néanmoins se trouve débordée. Il faut un renfort d'agents. Un peu avant onze heures, des gardiens de la paix se mettent sur deux rangées et ferment complètement le boulevard en deux endroits : aux angles de la rue du Quatre-Septembre et de la Chaussée-d'Antin.

A onze heures, des boulangistes allument, à l'angle de la rue du Quatre-Septembre, un feu de joie avec des journaux opportunistes.

Une charge très violente est faite à ce moment par environ cent agents.

De nombreuses personnes sont renversées et la panique se répand bien au delà de la place de l'Opéra et, de l'autre côté, vers la rue des Petits-Champs.

Les cris de : Conspuez Ferry ! conspuez Floquet ! et les chants boulangistes n'en éclatent que de plus belle. Et les bousculades de reprendre.

Cinq ou six camelots fendent la foule et annoncent une feuille donnant les résultats « télégraphiques » des élections.

Ce « canard » est fait en forme de dépêche télégraphique et ne donne que des chiffres insignifiants. On le vend néanmoins vingt centimes. Il est très disputé.

A une heure du matin, la circulation est encore interdite aux piétons et même aux voitures, sur le boulevard des Capucines, entre l'Opéra et la Chaussée-d'Antin.

Le public, refoulé par les agents, se réfugie sur les trottoirs qui avoisinent la place de l'Opéra. Devant les cafés, des boulangistes qui ont pu se procurer les vrais résultats les communiquent à la foule qui crie : « Vive Boulanger ! »

Trois inspecteurs se tiennent en permanence sous les fenêtres du café Durand.

La foule croyant que le général est au journal *la Presse*, aucune manifestation n'a lieu devant ce restaurant.

A une heure et quart, cinq cents personnes à peu près attendent dans les rues du Quatre-Septembre et de la Paix la sortie du nouvel élu. Comme il ne partira que très tard du café Durand, elles en seront pour leur peine. Et la police garde toujours les abords de la *Presse !*

A deux heures du matin, le ministère est obligé de communiquer lui-même aux journaux les résultats suivants :

CHARENTE-INFÉRIEURE

32 cantons sur 40

MM. le Général Boulanger.	44.634	Élu.
Joseph Lair, républicain.	32.377	

NORD

Inscrits : 363.277 — Votants : 240.213

MM.	le Général Boulanger.	130.152 Élu.
	A. Kœchlin-Schwartz, revisionniste. . . .	126.567 Élu.
	Charles Desmoutiers, républicain.	97.409
	Emile Moreau, radical.	93.023
	Pierre Delcourt, républicain socialiste . .	6.347
	Deleluze, républicain socialiste	5.837

SOMME

MM.	le Général Boulanger.	76.094 Élu.
	Bernot, républicain	41.671

XVII

LE LENDEMAIN

Tandis que, dans le cours de la si belle nuit, arrivaient les résultats, je trouvai le moyen, malgré le nombre de gens qui entouraient l'élu des trois départements, de le prendre à part, dans l'embrasure d'une fenêtre, et de lui demander un rendez-vous pour le lendemain.

Il sembla réfléchir, puis répondit, avec la fébrilité qu'aurait eue une maîtresse dans un instant de trouble :

— Demain, onze heures, chez moi...

Il avait raison de parler aussi vite. Il avait vu qu'on nous épiait.

Donc, le lundi matin, 20 août, je me présentais chez lui. Notez qu'il ne s'était mis au lit que vers cinq heures.

Quand j'arrive, Joseph, le groom étonnant qui, n'ayant pas seize ans, connaît déjà tout et tous, tire sa montre :

— Permettez, monsieur, fait-il. Il est onze heures moins dix minutes. Le général vous a donné rendez-vous pour onze heures. Prenez la peine d'attendre dix minutes dans le petit salon.

Et il ne vint me chercher que quand onze heures sonnaient. Je m'en plaignis au général, qui me dit :

— Comment voulez-vous que je fasse autrement? J'étais avec mon secrétaire. Il faut bien que je dépouille ma correspondance. Je n'ai même pas eu le temps d'ouvrir toutes les dépêches. Voulez-vous m'aider?

Sur le bureau, il y avait peut-être deux cents télégrammes, de Bordeaux, de Marseille, de Toulon, de Saint-Malo, de Mont-de-Marsan, etc.

Je ne parle pas des félicitations prévues, émanant des électeurs mêmes.

— Vous savez, général, que je ne suis pas venu exclusivement pour compter le nombre de vos partisans. Vous avez eu hier un succès vraiment étonnant. Je suis sûr que les lecteurs du *Figaro* voudraient savoir ce que maintenant vous allez faire.

— Ils sont bien curieux. Je n'en sais rien moi-même. Regardez le calendrier qui est là-bas, entre la bibliothèque et les armures que j'ai rapportées de Russie. Nous sommes le 20 août. La Chambre ne rentrera que le 25 octobre. Il lui faudra bien quinze jours pour l'examen des trois rapports concernant mes élections. La loi m'accorde dix jours pour l'option. Cela nous mène au moins au 20 novembre. Pendant trois mois, je serai donc, — fait qui n'est pas trop commun, — le député de trois départements. Connaissez-vous, pour un homme politique, une situation meilleure? Je n'ai qu'à m'y maintenir, ce qui me sera d'autant plus facile qu'il me serait presque impossible de faire autrement. Il est bien évident que, pendant ces trois mois, le gouvernement accumulera les bêtises. Il ne saurait faire autre chose. Pour en profiter, je n'ai qu'à ne pas bouger.

— Vous ne resterez pourtant pas inactif?

— « Je ne pourrais pas. Vous avez bien raison. Eh bien ! pendant ce temps, je vais organiser des comités, oh ! mais, partout, dans toutes les communes de France où ce sera possible. J'ai déposé un programme de revision. Je ne m'estimerais point si je n'essayais de le réaliser. Pour cela, que faut-il? Avoir la majorité non seulement dans un, dans deux, dans trois départements, mais encore à la Chambre. Il m'est permis d'espérer que ce ne sera pas difficile.

« Pour arriver à ce but, en 1889, je me présente partout ! Au second tour, dans les départements auxquels je suis forcé de renoncer, j'essaie de mettre des députés revisionnistes. Je suis dès maintenant en mesure de vous dire que le succès n'est pas douteux. Il y a un mois, nous étions seize à la Chambre. Regardez. »

Et le général me tendit neuf cartes de députés qui, jusqu'au 19 août, n'avaient pas donné signe de vie et qui, dès le lendemain de la triple élection, lui envoyaient leurs félicitations. Je n'ai pas de noms à citer. Il est des choses qui doivent rester d'autant plus secrètes qu'on peut avoir intérêt à les démentir. Les lecteurs comprendront d'ailleurs que le succès appelle le succès et que les députés qui, aux élections générales, ne seraient pas sûrs d'être réélus dans les conditions ordinaires auront tout profit à figurer sur les listes boulangistes. Je dis *les listes*, car on n'avait pas encore en ce temps-là renoncé au scrutin de liste et je connaissais au moins un représentant qui avait l'intention, pour être certain d'être réélu, de se présenter dans plusieurs départements.

Pendant que nous causions, je regardais le général. Afin de prendre des notes, je m'étais assis à son bureau même, devant lequel il se promenait en parlant. En vérité, on n'aurait pas dit qu'il avait eu la veille le triple succès dont on parlera longtemps. Il y a des gens de rien qui portent plus haut la tête. Seulement, parfois il répétait assez nerveusement le nom de Floquet. Je le laissai déverser sa bile.

— En vérité, dit-il, on n'a pas idée de la bêtise *énorme* (je cite textuellement) que Floquet a faite... Quel besoin avait-il de convoquer à la fois les électeurs des trois départements? Ah! voilà, il croyait que je serais encore malade de son coup d'épée, que je ne pourrais me rendre nulle part. Il ne s'est pas dit que j'ai le corps habitué aux blessures. Il était convaincu — et si j'étais resté au lit il aurait eu raison — qu'on ne vote pas pour un malade; il était sûr de ma triple défaite; il me voyait déjà enterré, et maintenant je n'ai qu'à rester sur le succès et à laisser le gouvernement cuire dans son jus. Je sais ce que celui-ci va faire. Il croira sauver son honneur en chargeant ses journaux de jouer avec les chiffres, de séparer les voix conservatrices des voix intransigeantes, de répéter que j'ai perdu des électeurs dans le Nord. Il serait si facile de lui répondre !

Et le général se promenait toujours.

— D'abord, reprit-il, qu'importe, huit jours après une élection, la majorité qu'on a eue? Plusieurs candidats se présentent. Quel est l'élu? Voilà toute la question. Le reste? Chinoiseries! Floquet peut se réjouir, tant qu'il le voudra, du nombre de voix que j'ai perdues dans le Nord. Ma joie à moi, et mon orgueil aussi, sont

de n'en avoir pas perdu davantage. Songez que, depuis 1885, le Nord a vu cinq élections : celles de Trystram, de Pierre Legrand, de Lecomte et les deux miennes. On serait énervé, fatigué à moins. Nul département n'a été plus trituré au point de vue électoral. En vérité, je craignais que bien plus d'électeurs ne comprissent pas la raison pour laquelle j'ai cru devoir donner ma démission. Je m'attendais à leur colère. Je redoutais que le tiers des électeurs au moins crussent que je me moquais d'eux. Et le Nord m'a donné 130,000 voix. Mais c'est admirable! J'ai plus de remerciements à lui adresser cette fois-ci qu'après le 15 avril.

Je me permis de dire soudain au général :

— Vous n'avez rien à répondre au général Faidherbe ?

A ce mot, M. Boulanger, très naturellement :

— Au général Faidherbe? Qu'est-ce que Faidherbe fait là dedans?

— Mais vous n'avez donc pas lu l'interview où, à propos du Conseil d'enquête qui a prononcé votre mise en retrait d'emploi, on vous a mis tous deux en cause ? Vous savez bien... Faidherbe aurait même trouvé vos juges trop doux encore ?...

— Comment voulez-vous que j'aie lu quelque chose ? Je suis arrivé hier à quatre heures du matin et vous connaissez l'emploi de ma journée. Dans quel journal cette interview a-t-elle paru ?

— Je crois bien que c'est dans le *Temps*.

Le général cherche aussitôt parmi vingt journaux qui sont encore sous bande.

— Attendez donc, fait-il, si c'est désagréable, cela doit être reproduit par la *Justice*.

Et il défait la bande de ce journal. Il cherche dans la première page. Rien. Dans la deuxième :

— Ah! voilà. Oh! s'écrie-t-il, cela a été lancé par le *Progrès du Nord*. N'insistons pas; la nouvelle est fausse. Je connais d'ailleurs Faidherbe. Il est impossible qu'il ait dit de telles choses... Cet article, après tout, n'est rien comparativement à la quantité de ceux qu'on a publiés contre moi. Vous n'imaginez pas tout ce qu'on a imprimé. Ainsi, qu'est-ce que j'ai fait pendant que j'étais au ministère? Croyez-vous par hasard que j'aie travaillé? Pas du tout. J'ai tripoté. Et le fusil Lebel, mon ami, le fusil Lebel « qui un jour nous sauvera », savez-vous pourquoi je l'ai fait adopter? Pour la nécessité de la défense? Allons donc! C'est pour gagner de l'argent. Rien que pour cela. Oui, voilà ce qu'on a prétendu. Ah! par exemple, en vérité, cela m'a été au cœur. Un soldat penser à gagner de l'argent! Et quand il s'agit de l'armée! Oui, j'en ai avalé, des couleuvres... Heureusement je suis consolé. Ce n'est pas aujourd'hui que j'ai le droit de me plaindre. On a pu croire que j'étais dans le troisième dessous... Si, comme Rochefort, je savais tout Victor Hugo par cœur, je pourrais dire à la France :

Ton amour m'a refait une virginité.

Et elle m'appelle, savez-vous pourquoi? Rien que parce qu'elle sait que je l'aime un peu mieux que beaucoup d'autres. Cela se sent, ces choses-là. Que vos confrères me présentent comme un ambitieux, soit. Mais ceux que je vais voir, ceux qui m'écrivent, ceux dont j'étu-

die, je vous le jure, les besoins et les misères, savent bien que si j'arrive — non parce que je l'ai voulu, mais parce qu'ils le veulent — mon premier souci sera de m'occuper d'eux, les premiers qui se soient occupés de moi.

Tout en prenant des notes, je pourrais dire en suivant la dictée, j'avais naturellement la tête baissée. Je murmure :

— Si vous arrivez?... A quoi?...

— Allez-vous aussi me demander si je veux être dictateur? Mais mon programme politique, je l'ai fait connaître à la Chambre même. Il ne comprend pas la dictature. Ah! je vous en prie, mon ami, ne faites pas chorus avec ceux qui parlent éternellement de cette chose horripilante. Je veux la revision, voilà tout, c'est-à-dire un mode de gouvernement qui nous débarrasse à tout jamais des éternelles compétitions ministérielles; dont votre journal est le premier à se plaindre. Pourquoi aller plus loin, puisque celui qui a lancé cette idée n'en conçoit pas une autre?

— Eh bien! soit, général, ne parlons plus de cela. Pourtant il est un autre point délicat que je voudrais me permettre d'effleurer... M'est avis qu'il vaut mieux que les lecteurs, à qui il arrive d'ailleurs d'être des électeurs, soient au courant de tout. Quelques-uns trouvent que vos campagnes successives doivent coûter bien cher...

— Et ils voudraient savoir où mes amis prennent l'argent nécessaire? Vous avez eu raison de me demander cela. Il y aura bientôt des individus qui soutiendront que c'est l'Allemagne qui me commandite. Dites donc

qu'il est un moyen très simple de savoir comment j'ai de l'argent. On n'a qu'à aller à la poste. C'est un moyen qui est même à la disposition du gouvernement actuel, lequel pourtant n'est pas malin. Le receveur dira à Floquet que je reçois une moyenne de cinq à six lettres chargées par jour. Eh! oui, c'est ainsi. Il est connu que je n'ai pas grand argent et qu'une campagne électorale coûte cher. Alors il se trouve des électeurs qui, écœurés du parlementarisme et voulant absolument le tuer — ce dont je les loue — m'envoient, celui-ci dix mille francs, celui-là vingt francs, — à seule charge de les dépenser en frais électoraux. Tenez, d'ailleurs, vous êtes à côté de mon panier. Si vous vous penchiez, vous verriez des enveloppes garnies de plusieurs timbres. Quant aux lettres qu'elles contenaient, les voici. Lisez-les.

Et le général m'en tendit quelques-unes.

Je me contenterai de citer ces quatre lignes : « Je ne « suis qu'un paysan et quand un paysan tire de son bas « de laine des sous, il faut qu'il ait ses raisons pour « cela. Mon général, débarrassez-nous des ... » Pas d'injures.

— Oui, reprit M. Boulanger, ce qui me console de tout et m'excite singulièrement, c'est que ceux qui me soutiennent m'aiment jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à l'argent, la suprême preuve, après tout.

Et le général, précisément parce qu'il sait que je serais incapable de compromettre les gens, me montra encore d'autres lettres. A vrai dire, celles-ci m'ont fait de la peine.

En admettant que vous arriviez au pouvoir, général,

vous serez tout aussi bien trahi que nos gouvernants actuels...

Mais il est temps de prendre congé. Vite, une dernière question.

— Puisque, politiquement, vous vous réservez jusqu'au 20 novembre, qu'allez-vous au moins faire jusque-là ?

— D'abord je reste ici pour liquider la question électorale. Il n'y a pas seulement des notes à payer. Il y a aussi et surtout des comités, des partisans à remercier. Cela demandera bien une semaine après laquelle on me permettra peut-être de prendre quelques jours de congé. Je ne vous dissimulerai pas que je suis horriblement fatigué. Toute la vie, j'ai eu le désir de voir la Suède. J'y ai un certain nombre de bons amis. Je me propose d'aller les voir, mais dans le plus absolu incognito.

Sur ces mots, je me retire.

Dans l'escalier, je suis contraint de m'effacer devant un énorme bouquet dans lequel est plantée une carte.

A l'entresol causent deux députés dont l'un dit à l'autre :

— Mais, dans mon département, ce serait la même chose, mon ami. On ne va pas contre le courant.

Je sors, et comme ma voiture s'éloigne, des individus s'élancent je ne sais d'où et, l'ébène à la bouche, se mettent à siffler abominablement. Mêmes sifflets doivent suivre tous ceux qui sortent de l'hôtel du général. Mon Dieu, ce n'est pas plus désagréable que l'orgue de Barbarie. Je m'y ferais très bien.

Et, le lendemain, paraissait dans le *Figaro* le récit de cette interview. Le soir même, arrivait au journal la dépêche suivante :

« Lille, 21 août, 8 h. 25 soir.

« En réponse à l'article de M. Chincholle, je confirme le récit de mon entrevue avec le général Faidherbe et je déclare que j'ai plutôt atténué qu'exagéré la sévérité de son langage.

« Permettez-moi d'ajouter qu'entre le témoignage d'un modeste journaliste qui n'a jamais menti et celui d'un ancien ministre de la guerre qui a nié les lettres au duc d'Aumale, le public ne saurait hésiter.

« Je vous serai obligé de publier ma réponse.

« CLAUDE.

« Rédacteur en chef du *Progrès du Nord.* »

J'avais le devoir de me rendre immédiatement auprès du général Faidherbe.

Je lui fis passer ma carte.

Un officier d'ordonnance, d'ailleurs très aimable, vint me dire que M. le Grand Chancelier ne recevait pas les journalistes.

J'insistai.

L'officier d'ordonnance me pria de lui exposer le motif qui m'amenait. Je le lui confiai, en faisant valoir toutes les raisons qui nécessitaient une entrevue et en mettant, comme j'y étais autorisé, le *Figaro* à la disposition du général Faidherbe.

Après avoir bien voulu transmettre mes paroles,

l'officier m'apprit que M. le Grand Chancelier me recevrait, mais à la condition que je ne parlerais pas du général Boulanger.

Je n'avais qu'à me retirer.

XVIII

ENTR'ACTE

Quelques jours après, le général Boulanger, — désirant, comme il en avait le droit, se reposer, — partait pour une destination inconnue.

Jamais absent ne fut à la fois plus présent.

Où était-il ? Que faisait-il ? Chaque jour, dans les journaux radicaux et opportunistes, nouveau potin, nouvelle calomnie.

Cela ne l'empêcha point d'être acclamé le vendredi, 28 septembre, dans un des quartiers les plus populaires de Paris, sur la lisière du Champ-de-Mars, en plein Gros-Caillou.

Eh ! oui, il faut le reconnaître, la salle Elliot était tellement bondée qu'on n'a même pas pu expulser un interrupteur, malgré le plaisir que cela donne toujours. Jugez un peu !

Faut-il une autre preuve ? Un agent de la sûreté, qui daigne parfois se confier à moi, a immédiatement signalé, dans son rapport au préfet de police, les dangers que peuvent offrir les réunions boulangistes à cause de la foule qui s'y presse et qui, si le feu prenait, ne pourrait se retirer.

Il n'y a rien d'étonnant à ce que les organisateurs, tous boulangistes, aient choisi pour siège de leur réunion, le septième arrondissement. Ce coin de Paris est plein d'ouvriers mécontents qui, depuis six mois, ont quitté le parti de Joffrin, reconnu inutile, pour se rallier à la ligue révisionniste dont ils espèrent du pain et même du beurre.

On dira que celle-ci a vu aussitôt se dresser devant elle le comité anticésarien où domine le citoyen Lebas, possibiliste et ancien candidat malheureux, mais ce Comité n'a pas fait grand bruit.

Dès que le bureau est formé, sa constitution indique clairement que la majorité de la salle est boulangiste. C'est le secrétaire de la Ligue révisionniste, M. Achille Boulogne, qui est élu président. Il débute par cette déclaration :

« Citoyens, vous ne vous êtes jamais lassés de réclamer la liberté de la tribune. Vous me permettrez donc de donner la parole aux révisionnistes et aux antiboulangistes à tour de rôle. Comme nous sommes ici pour nous préparer aux grands événements qui semblent prochains, vous écouterez avec respect, pour votre éducation personnelle, et les uns et les autres. »

M. Vergoin est le premier orateur inscrit. Je n'ai pas besoin de présenter le député de Seine-et-Oise. Il y a eu des heures où il a regretté d'être trop connu. Hélas ! il n'est pas de Nanterre.

Le boulangisme, dont il porte la fleur à la boutonnière, lui a-t-il refait une virginité ? Nous allons savoir cela.

— Mes chers *concitoyens*, dit-il...

Et tout d'abord remarquez ce mot qui lui permet de dire « citoyens » sans le dire.

— ... Par une sorte de fatalité, 1889 recommence 1789. Aujourd'hui comme il y a cent ans, même déficit, même malaise général, même impuissance chez les gouvernants. Aujourd'hui comme il y a cent ans, chacun de nous aspire dans l'air l'imminence de la Révolution. Il ne faut pas pourtant que des circonstances pareilles amènent des événements semblables. Tous nous savons, — et quelques-uns par expérience, — ce que coûte une révolution violente...

Et M. Vergoin retrace minutieusement l'histoire du siècle. Il y a eu, selon lui, non une destruction, mais un déplacement de privilèges. Il montre la bourgeoisie succédant triomphalement à la noblesse, le peuple toujours déçu se manifestant en 1830, en 1848, en 1870 et continuant à être sacrifié.

— « Il faut reconnaître toutefois que matériellement votre situation s'est améliorée, mais vous ne pouvez le sentir, car autour de vous le luxe des financiers, du haut commerce, de la grande industrie et même des avocats politiciens, dont je suis, a augmenté les points de comparaison. En 1789, dix mille nobles vous éclaboussaient de leur fortune. Un million de bourgeois vous écrasent aujourd'hui. »

On se doute du succès. De-ci, de-là il y a bien un adversaire qui, lorsque l'orateur parle du plaisir moderne, lui crie :

— Et Mlle de Sombreuil ?

M. Vergoin fait semblant de ne pas entendre. Une seule fois, comme un jeune homme du parti ouvrier lui lance des interruptions qui ne viennent pas jusqu'à moi, mais qui vraisemblablement sont fâcheuses, il dit :

— Il sera toujours facile de trouver un reproche à lancer à la tête d'un orateur ; il me semble pourtant que vous devriez vous contenter de rechercher si les idées que j'exprime sont justes, si elles répondent aux vôtres.

On applaudit et l'orateur continue. Il énumère les fautes du gouvernement actuel ; il fait, très gaiement, ma foi, le procès de la Constitution, qui nous régit et décrit celle que rêve le général Boulanger, celle que celui-ci a exposée dans ses récents discours. Plus de présidence. Plus de Sénat.

On crie : « Vive Boulanger ! » Deux possibilistes en profitent pour se battre ensemble.

Un membre du groupe anticésarien répond à M. Vergoin. Il combat le programme boulangiste. Vives récriminations. On l'applaudit toutefois quand il constate que la popularité du général Boulanger n'est due qu'au gouvernement.

Le député de Seine-et-Oise réplique, mais une lampe à pétrole tombe ; les anticésariens saisissent l'occasion et se livrent à un tapage infernal.

A la sortie, j'entends crier : *Au voleur !* Je crois à un incident. Ce cri est tout bonnement le titre du nouveau journal que rédige, compose, met en pages, imprime, seul, le révolutionnaire Odin.

Mais tout cela ne nous dit pas quand le général Boulanger terminera son mystérieux voyage. Le 4 octobre, on apprend enfin qu'il rentrera dans la matinée du lendemain vendredi à Paris par le train venant de Bâle.

Il est, paraît-il, très étonné d'avoir tant occupé la presse, surtout la presse ennemie, quand il ne songeait qu'à prendre le plus d'oxygène possible et à amasser des forces pour la campagne prochaine.

Il en a besoin. Ses trois secrétaires lui remettront, à son retour à l'hôtel de la rue Dumont-d'Urville, plus de six mille demandes d'audience, dont la plupart méritent qu'on en tienne compte.

Cela donne du mal d'être trois fois député.

Trois fois député, il ne le sera plus longtemps. Sa triple élection doit être validée dans les quinze jours qui suivent la rentrée des Chambres, conséquemment avant la fin d'octobre. Il aura ensuite dix jours pour opter.

Quand on lui demande pour quel département il se prononcera, il répond, paraît-il, qu'il ne peut parvenir à se décider.

Comme c'est dans le Nord qu'il a été élu la première fois, tout fait supposer que c'est pour ce département qu'il optera. Il n'exposera pas les électeurs du Nord aux insupportables ennuis d'une troisième élection.

Le public semble s'attendre à de prochains événements violents. Ayant toujours vu les révolutions éclater à la suite de coups d'Etat, il n'admet point qu'elles puissent se produire autrement. L'éducation politique a changé tout cela ; les boulangistes ne comptent absolument arriver au pouvoir que par le bulletin de vote. Leur seule tactique consistera à amener le plus tôt pos-

sible la dissolution, qui sera vraisemblablement décrétée dans le courant de février.

Les ministres eux-mêmes pensent qu'avant un mois M. Floquet sera rendu aux douceurs de la vie privée.

Le cabinet qui suivra n'aura pas, dit-on, plus d'autorité que le ministère actuel dans une Chambre divisée jusqu'à l'émiettement. Dans les cinq mois, le recours au pays s'imposera. D'après les pointages déjà faits, le scrutin de liste, que le gouvernement voudrait remplacer par le scrutin d'arrondissement, sera maintenu avec une majorité de 46 voix. Les boulangistes espèrent que le général sera élu dans plus de cinquante départements. Ils seront donc les maîtres de la nouvelle Chambre.

Durant son voyage, le général, dans la solitude, a mûrement élaboré son programme.

Le comte Dillon me déclare que ce programme est de nature à satisfaire ceux qui mettent les intérêts de la France avant les odieuses questions purement politiques. La liberté de la pensée, de la parole et de l'action, sera intégralement sauvegardée.

A partir du 9 octobre, le général recevra chaque matin dans son hôtel les personnes non munies de lettres d'audience, les mardi, jeudi et samedi, de neuf heures à midi.

Il recevra les autres jours, avant neuf heures du matin ou de quatre à sept heures, les personnes munies de lettres.

Le 5, la plupart des journaux annonçaient que le voyageur mystérieux reviendrait à Paris par le train de 9 h. 42. Aussi de nombreuses personnes l'ont-elles vainement attendu, à l'heure dite, aux abords de la gare.

M. Boulanger ayant voulu éviter toute manifestation, était arrivé, avec la seconde de ses filles, par le train de 6 h. 34.

Il s'est immédiatement rendu à son hôtel, rue Dumont-d'Urville.

On aime les menus détails. Après le bain de rigueur, le général a donné l'ordre de seller son cheval.

Le comte Dillon, seul informé du retour de M. Boulanger, est venu le prendre à cheval vers neuf heures et demie.

Les deux amis sont allés faire au Bois la promenade des anciens temps. Ils se sont arrêtés une bonne demi-heure dans la jolie villa de M. Henri Rochefort.

Le général tenait absolument à ce que sa première visite fût pour le rédacteur en chef de l'*Intransigeant*. M. Boulanger sait gré à Rochefort non seulement de le soutenir très courageusement, malgré les injures et les brocards, mais encore d'être si désintéressé. Le journal de celui-ci a en effet dépensé en frais d'exemplaires et de poste, pendant la période électorale, une trentaine de mille francs, que le comité boulangiste a voulu payer, mais dont Rochefort a refusé le remboursement.

Vers onze heures, le comte Dillon reconduisait le général rue Dumont-d'Urville; il rentrait à onze heures et demie à Neuilly, ravi d'avoir retrouvé son ami en si bonne santé.

M. Boulanger a passé le reste de la journée avec ses secrétaires.

Sept jours après, le 12 octobre, il y avait, avenue La Bourdonnais, dans la salle Elliot où, dix jours auparavant, les boulangistes, ayant pour porte-parole M. Vergoin, triomphaient, un meeting gouvernemental.

Les antiboulangistes, désirant purifier l'endroit, s'y étaient réunis en nombre... insuffisant toutefois.

Ne voilà-t-il pas que, dès qu'ils convoquent l'assemblée à la nomination du bureau, le président élu n'est autre que M. Boulogne, le boulangiste qui présidait la précédente réunion ! Les deux assesseurs sont également boulangistes.

Les anticésariens se vengent en empêchant de parler les amis du futur consul qui se vengent, à leur tour, en empêchant de parler les anarchistes et opportunistes mêlés.

Et comme cela tout le temps. Un brouhaha encore inconnu à Paris. M. Hubbard, le député antiboulangiste, essaye de parler. Il paraît qu'il est venu en casquette au précédent meeting pour ne pas être reconnu.

On l'a reconnu tout de même à la sortie et l'on chante :

As-tu vu la casquette, la casquette,
As-tu vu la casquette
De Hubbard.

Mais les antiboulangistes, eux, reconnaissent M. Laur. Ils chantent à leur tour sur l'air de Malborough : « Laur est une chimère... mèmèmèmèmèmère. »

Une telle réunion ne pouvait finir autrement que par des coups. On commence par s'insulter. Puis les cannes jouent. Un boulangiste a le crâne en sang. Une bagarre plus sérieuse encore s'engage. On se jette les chaises, puis les bancs à la tête. Devant ces projectiles, les uns et les autres se sauvent, ceux-ci criant : « Voilà comment les boulangistes entendent la liberté » ; les autres : « Voilà bien les mœurs des antiboulangistes. »

Et pendant ce temps-là, les carreaux de la salle volent en éclats.

Il serait impossible de dire à qui incombe la responsabilité des dégâts.

Et à quelques mètres de là, salle des Entrepreneurs, les boulangistes donnent une autre réunion. M. de Susini, député de la Corse, est, paraît-il, à la tribune. Vite, les antiboulangistes courent l'interrompre.

Ah ! nous avons de belles soirées sur la planche.

Les esprits maintenant sont tellement divisés que tout gouvernement est impossible. Un merle blanc à qui dira quelle est l'opinion de la France.

C'est à un tel point que le général Boulanger serait certainement acclamé dans toutes les villes où l'a été M. Carnot, pendant que le premier se promenait incognito.

XIX

LE MARIAGE DE MADEMOISELLE BOULANGER

Le général Boulanger eût désiré que le mariage de la seconde de ses filles avec le capitaine Driant gardât un caractère exclusivement familial. Etait-ce possible, au moment où la curiosité publique épiait chacun de ses actes ?

Il a eu beau retarder les invitations et déclarer qu'il n'en enverrait qu'aux intimes, il fallait s'attendre à voir foule, le 29 octobre, à la mairie du seizième arrondissement et surtout le lendemain à l'église Saint-Pierre de Chaillot.

Ce mariage religieux ne pouvait manquer d'irriter davantage encore ceux des journaux qui, quotidiennement, lardent d'épigrammes le boulangisme. Le général eût pu répondre qu'ayant proclamé, dans ses discours, dans ses manifestes, son respect de toutes les libertés, il ne se reconnaissait point le droit d'attenter aux croyances de sa fille, surtout dans l'accomplissement de l'acte le plus sérieux de la vie. Il était donc résolu à la conduire, et très fièrement, à l'autel.

Le passé militaire du fiancé est très brillant. Sans

protection première, rien que par ses mérites, le capitaine d'aujourd'hui a fait rapidement son chemin. Le lien qui va être cimenté n'ajoutera rien aux sentiments que le général a toujours professés pour son officier d'ordonnance, qu'il considère déjà depuis près de trois ans comme son fils. Ce que je voudrais pouvoir dire, avec la réserve qui convient, ce sont les qualités exquises de la fiancée. Elevée auprès de son père, ayant souvent partagé ses travaux, elle a, tout en développant son cerveau, gardé la grâce de la jeune fille. Un mot suffira à la dépeindre : il n'y aurait pas de plus charmante ambassadrice. Avec cela, d'une modestie extrême.

J'ai raconté plus haut la petite scène de famille dont j'ai été témoin, aux Fêtes du Soleil, le jour où l'Homme-Tronc appelait chacune des deux sœurs « la plus belle de toutes les jeunes filles ».

— Cela vous montre, disait le général à ses filles, le cas qu'il faut faire des compliments des hommes.

Mlle Boulanger a fait une exception en faveur de ceux du capitaine Driant.

Après deux ans d'espérance, les faire-part suivants ont été lancés dans Paris :

Monsieur et Madame Driant ont l'honneur de vous faire part du mariage de Monsieur Emile Driant, capitaine au 4e régiment de zouaves, leur fils, avec Mademoiselle Marcelle Boulanger.

Et vous prient d'assister à la bénédiction nuptiale qui leur sera donnée le mardi 30 octobre 1888, à midi très précis, en l'église Saint-Pierre de Chaillot.

Pas-en-Artois (Pas-de-Calais).

Cette lettre sera demandée à l'entrée de l'église.

Madame Ernest Boulanger, Madame Paul Renouard, le général de division, député, grand officier de la Légion d'honneur et Madame Georges Boulanger ont l'honneur de vous faire part du mariage de Mademoiselle Marcelle Boulanger, leur petite-fille et fille, avec Monsieur Emile Driant, capitaine au 4e régiment de zouaves,

Et vous prient d'assister à la bénédiction nuptiale qui leur sera donnée le mardi 30 octobre 1888, à midi très précis, en l'église Saint-Pierre de Chaillot, et au lunch qui aura lieu à l'issue de la cérémonie.

11 bis, rue Dumont-d'Urville.

Cette lettre sera demandée à l'entrée de l'église.

Il est inutile de parler des divers cadeaux que, dès le lendemain de l'envoi de ces lettres, a reçus la fiancée. Chaque matin arrivaient, outre les paquets, de nombreux paniers fleuris qui, jusqu'au lendemain du mariage, ont embaumé tout l'hôtel de la rue Dumont-d'Urville.

Le jeune ménage ne sera pas très fortuné. Il aura pourtant de quoi vivre dignement. Le général donne à sa fille cent mille francs de dot. Celle du capitaine Driant est un peu plus forte. Les deux dots réunies produiront ensemble une dizaine de mille francs de rente. M. Driant a, de plus, sa solde de capitaine : 337 francs par mois.

Et quatre heures sonnaient, le lundi 29 octobre 1888, à la mairie du seizième arrondissement, au moment précis où le général Boulanger, ayant au bras sa seconde fille, entrait dans la salle des mariages.

— On n'est pas plus exact ! n'a pu s'empêcher de s'écrier M. le maire.

C'était en effet, l'heure annoncée pour la cérémonie civile.

Depuis le matin, la mairie était toute transformée. Partout des tapis et des fleurs. Dans la grande salle d'honneur, une immense table dressée pour un interminable lunch. Il n'y a pas besoin de dire que le général n'avait rien à faire en ce régal, quasiment officiel.

A midi, M. Marmottan, maire du seizième arrondissement, avait, lui aussi, marié sa fille. C'était donc grande fête pour toute la municipalité. Les nombreux amis du marié, M. Gougis, l'un des chefs de la maison Dentu, étaient encore en train de boire à la santé des époux. Mme Dentu, en très belle robe de velours noir et couverte de fleurs, versait le champagne à tous les auteurs de sa maison.

Pendant ce temps, au dehors, des badauds essayaient de se caser pour voir arriver le général.

Aussitôt des agents accouraient : « Circulez ! ».

Vers trois heures, allongés sur plusieurs lignes, ils ont fait le vide complet aux abords de la mairie.

De même, à droite et à gauche de l'hôtel de la rue Dumont-d'Urville.

Ils ne laissent passer absolument que les voitures.

Du balcon de la mairie, j'ai vu amener au poste huit curieux qui désiraient seulement faire ce qui se fait tous les jours à Paris ou en province : regarder passer une noce.

M. Clément en personne dirigeait le service. Aucun piéton n'a pu approcher des voitures du cortège, au nombre de cinq seulement.

Le général était en redingote. La toilette de sa fille était délicieuse : robe en soie ortie avec corsage formant

redingote sur jupe en broderie. Petit chapeau fermé, de même couleur que la robe et orné de fleurs, sur une forêt de cheveux blonds relevés et laissant voir la nuque.

Le capitaine Driant, en uniforme, donnait le bras à sa mère en robe de soie noire.

Suivaient les témoins, le comte Dillon, M. Griffith, le général Faverot de Kerbrech et le frère du marié.

Mme Boulanger, qui, ne trouvant point le jeune capitaine un parti assez riche, assez beau pour sa fille, s'était toujours opposée au mariage, était restée à Versailles en compagnie de sa fille aînée.

Malgré le peu de personnes qui accompagnaient le général, la salle des mariages était pleine. Tous les invités de M. Gougis et du maire l'avaient, les premiers et gaiement, prise d'assaut. Les huissiers, qui avaient également lunché, avaient les yeux allumés. C'était très drôle. L'un d'eux avait oublié le registre de l'état civil. Les autres, pressés sans doute d'aller tutoyer leurs verres, bousculaient effroyablement le monde.

— Ne montez pas sur les bancs, ce n'est pas convenable !

Le premier huissier parvient à recouvrer la solennité de sa voix pour annoncer :

— Monsieur le maire !... Levez-vous tous, messieurs, mesdames.

On connaît la banalité par trop simple des mariages civils.

M. Marmottan, après avoir salué la mariée et le général, prend place derrière son bureau. Il est procédé aux lectures d'usage. On s'attendait à un discours du maire. M. Marmottan, qui sent sur lui les yeux, pourtant loin-

tains, de M. Floquet, se garde bien d'en faire un. Aux questions légales, les parents d'abord, puis les époux répondent crânement, même la mariée :

— Oui, monsieur le maire.

La fiancée, qui est toujours très pâle, ne rougit que quand on la prie de signer.

Elle revient, la première, s'asseoir auprès de son père. Jamais je n'oublierai le regard qu'elle a échangé avec son époux quand il est également revenu prendre sa place. Elle ne pourra point reprocher à son père de l'avoir mariée de force. M. Marmottan alors s'approche du groupe. Il va remplacer par une conversation intime le discours qu'il n'a pas cru devoir faire. Il demande la permission de retourner auprès de ses invités. Le général lui tend la main en disant :

— Je comprends trop bien qu'aujourd'hui vous sentiez plus que jamais le besoin d'être auprès de votre fille...

On se sépare et le cortège se retire.

La cérémonie n'a duré que quelques minutes. Ce laps de temps a suffi pour que les agents opèrent encore deux arrestations.

Pour éviter la foule, le cortège s'éloigne non par l'entrée principale, mais par celle de la rue de la Pompe. Les curieux s'élancent aussitôt par la rue Decamps. Un mot d'ordre circule : « Place d'Eylau ! »

Les rues, ordinairement désertes, de ce coin de Passy, sont remplies de gens qui courent en criant : « Vive Boulanger ! » Le général a pris de l'avance et quand les badauds arrivent place des Etats-Unis, ils la trouvent occupée par des centaines d'agents. Les attroupements sont rapidement dispersés.

Au coin de la rue Dumont-d'Urville, se tient en permanence une forte escouade de gardiens de la paix. De guerre lasse, les curieux se dispersent. A cinq heures moins dix, le quartier a repris sa physionomie accoutumée. Seule, la force publique se tient encore prête à toute éventualité.

Rentrée chez elle, Mme Marcelle Driant a trouvé de nouveaux cadeaux, entre autres un superbe bracelet garni de brillants, envoyé par M. Charles Lalou.

Elle a reçu tant de bouquets qu'elle eût pu le lendemain joncher de fleurs tout le parcours de la rue Dumont-d'Urville à l'église Saint-Pierre de Chaillot.

Je ne sais pas au juste quel est le sort qui est réservé au général Boulanger, mais le député des trois départements eût été bien difficile en ne considérant pas la journée du 30 octobre comme une apothéose.

A onze heures du matin, il y avait déjà plus de cinq cents personnes devant l'église Saint-Pierre dont l'abbé Gaulle, chargé du service d'ordre, avait fait fermer les portes à dix heures, pour ne les ouvrir qu'à onze heures et quart.

Louis Dallé, le célèbre horticulteur de la rue Pierre-Charron, avait besoin d'ailleurs de ne pas être dérangé pour mettre la dernière main à la décoration, absolument féerique. A l'entrée, deux palmiers montant jusqu'aux orgues. Devant chaque pilier, un bosquet. Toute la grille du chœur garnie d'arbustes et de lilas blanc, d'anthémyses, de bruyères, etc. Louis Dallé enfin avait transformé la vieille basilique en une véritable serre dont l'éclat des lumières augmentait encore l'effet. C'était délicieux.

Le service religieux sera naturellement de première classe. La messe sera dite par M. Filhol, ancien aumônier de marine. Toute la maîtrise vocale et instrumentale donnera.

Impatientés de faire queue dans la rue, les invités trouvent, pour entrer, un moyen assez adroit. Ils passent par la petite sacristie. Devant cette invasion, l'abbé Gaulle fait ouvrir les portes. Voici M. et Mme Laur, le général du Barail, MM. Laguerre, Roy de Loulay, de Susini, Cunéo d'Ornano et la marquise d'Ornano; Mme Gilquin, nièce du vénérable chanoine de Braisne, et Mme Hortense Bonnaud; miss Clifford, Mme Claude, Mme et Mlle Vervoort; MM. Clément de Royer, Le Hérissé, Jolibois, Victor Koning, Paul Ferrier, etc.

Pendant ce temps, toutes les rues avoisinant l'hôtel du général sont barrées par les agents. Ceux-ci ne laissent passer que trente membres de la Ligue des patriotes ayant leur insigne à la boutonnière. Tiens! on les respectait donc encore en ce temps-là? A midi moins le quart, les ligueurs se placent devant l'hôtel. C'est le moment même où la mariée monte dans un coupé attelé de deux chevaux. Le fouet du cocher est garni de fleurs d'oranger. De même les œillères des chevaux. Mlle Marcelle Boulanger est accompagnée de son père, qui porte l'uniforme de général de division avec le grand-cordon et toutes ses décorations.

Les membres de la Ligue des patriotes marchent devant le coupé, qui accomplit au pas, suivi de six voitures, le trajet de la rue Dumont-d'Urville à l'église. Chemin faisant, un ouvrier parvient à forcer la ligne des agents. Il s'approche du général, le salue, lui tend la main. Le général la lui serre chaleureusement. « Vive

Boulanger ! » crie la foule. De nombreuses personnes, furieuses de ne rien voir, refoulées qu'elles sont par les agents, crient : « A bas Floquet ! » On en arrête une dizaine.

Quand le cortège arrive à l'église, à midi et quart seulement, celle-ci est déjà comble, bien qu'on n'y ait laissé entrer que les personnes munies de lettres. Il faut avouer qu'on ne se croirait pas dans le saint lieu. Les invités se reconnaissent, se saluent, causent. On admire les dames et leurs toilettes. Il y a tant de monde que les prie-Dieu sont transformés en sièges et qu'une très jolie personne, n'ayant pu trouver place, a dû s'asseoir sur le dossier d'une chaise.

Pressés, ici ou là : MM. Robert Mitchell, Kœchlin-Schwartz, Napoléon Ney, Turquet, de Loqueyssie, de Ménorval, M. et Mme Marquet de Vasselot, M. et Mme Paul Eudel, Gaston Dufey, Charles Lalou, le baron Dufour, Emile Rochard, Dugué de la Fauconnerie, Déroulède, Vannucci, Michelin, Hyrvoix et son fils, M. William Hyrvoix, le général Rebillot, Laisant, Mme Filippini, etc.

Pourtant un grand silence se produit dès qu'on voit se former le cortège.

Mlle Boulanger est poétiquement charmante dans sa toilette de mariée. La robe, à très longue traîne, est en moire antique relevée par des ornements en satin crème. Peu de fleurs d'oranger dans les cheveux, mais un bouquet assez gros au bas du corsage. Derrière le général et sa fille, le marié, en uniforme de capitaine au 4e zouaves, et sa mère ; le général Faverot de Kerbrech en redingote (son ministre lui ayant interdit le matin même

de mettre l'uniforme), et Mme Ernest Renouard ; le comte Dillon et Mlle Marie Boulanger, sœur de la mariée et demoiselle d'honneur, le capitaine Guiraud, du 8e dragons, officier d'ordonnance du général ; MM. Griffith, Léon Driant, Auguste Aldrès, Pierre Dillon, fils aîné du comte, le capitaine Rogerie, en uniforme, etc.

Il y a d'ailleurs dans l'église un assez grand nombre d'uniformes. Tous les officiers de Fontainebleau, dont beaucoup désiraient venir, ont cependant reçu l'ordre de ne pas sortir de la ville *avant la fin du mois*.

Bien joli, le tableau des deux mariés agenouillés dans un encadrement de fleurs et de lumières.

La messe commence. La bénédiction est donnée par M. Deglaire, archiprêtre de la cathédrale de Reims, ancien professeur du capitaine Driant. Le vénérable abbé adresse aux époux une allocution des plus touchantes. Je la résume seulement :

« Il y a longtemps, madame, que je connais celui qui va être votre époux. Il a repondu aux promesses de sa première jeunesse. Je réponds de lui pour l'avenir... Mes enfants, aimez-vous toujours comme vous vous aimez aujourd'hui. Dieu vous aime et vous demande surtout de vous aimer. »

L'orgue retentit. Il est tenu par M. Roques. La maîtrise chante, dirigée par M. Laumonnier. Après le *Pater Noster*, de Niedermeyer, chanté par le ténor Rainaldi, un des anciens soldats du général, nous entendons une symphonie de Haydn pour harpe, violon et violoncelle. Melchissédec chante admirablement le *O Salutaris* et l'*Ave Maria* de Gounod.

A une heure moins le quart, la messe est finie et les époux pénètrent dans la chapelle de la Vierge où le défilé va commencer, un long défilé qui dégénérera bientôt en cohue. On se presse. On se bouscule. Pauvres toilettes ! Mais tout le monde a hâte de serrer la main du général, à la droite de qui sont sa fille et son gendre.

M. Boulanger présente, au passage, ses amis à la nouvelle Mme Driant.

Le défilé dure plus d'une heure. Leur tour venu, quelques-uns des invités se rendent à l'hôtel du général où un lunch aura lieu. La plupart attendent la sortie du cortège. Sortie véritablement triomphale. Tout d'abord éclate un cri unanime de : « Vive Boulanger ! » Puis celui de : « Vive la mariée ! »

Dès que le général est remonté en voiture, deux cents agents se précipitent autour du coupé. La foule, furieuse d'être privée de la vue, crie : A bas Floquet ! Résultat net : Dix-huit arrestations.

Et ce sera ainsi jusqu'à l'hôtel de la rue Dumont-d'Urville, au-dessus de la porte duquel on a mis pour la circonstance une élégante marquise. Tout le temps : « Vive Boulanger ! A bas Floquet ! » Et des arrestations.

Les nouveaux époux arrivent les premiers à l'hôtel qu'ils trouvent déjà encombré. La mariée embrasse ses amies. Comme on va les féliciter, un grand cri vient de la rue : Vive Boulanger !

C'est le général qui arrive.

Sa voiture est suivie d'un nombre incommensurable de véhicules. Il vient se placer à la gauche de sa fille et un second défilé commence, peut-être encore plus long que le premier. Voici Mme la duchesse d'Uzès, MM. de Lacretelle, Farcy, Paul Chassaigne-Goyon,

Quentin-Bauchart, Gaston Calmette, Prestat, Jacques Saint-Cère, Régamey, un grand nombre d'officiers d'administration en uniforme. Le général est de fort bonne humeur. Quand passe M. Victor Roger, le compositeur d'*Oscarine*, il le félicite gentiment et regrette de n'avoir pu aller aux Bouffes-Parisiens.

A quatre heures arrive le rédacteur en chef de l'*Intransigeant*, qui vient seulement d'être libre.

Il a au bras la belle Mlle Vervoort, sa nièce, qu'il amène devant le général.

Et dans la rue, de temps en temps : « Vive Boulanger! » Je cours à la fenêtre. Je vois un homme que deux agents emmènent. En vérité, c'est extraordinaire. Voilà que, sous le consulat Floquet, on n'a plus le droit de marier sa fille. Mais quand Piquendaire, dans mon pays, a marié la sienne, c'étaient des chants, des bombes, des coups de fusil ! Par bonheur, en ce temps-là, M. Floquet ne gouvernait pas encore.

Après le défilé, on se rend dans les pièces voisines très élégamment aménagées.

Le fumoir est surtout charmant; c'est là qu'est installé un orchestre de tsiganes. Ceux-ci, naturellement, jouent la *Revue*, que les agents de M. Floquet, si cela continue, feront peut-être jouer bientôt à la place de la *Marseillaise*.

Dans deux salons, des buffets sont servis.

A quatre heures seulement, les mariés ont pu commencer à luncher.

Mais est-ce qu'ils pensent à manger ? A peine avaient-ils le temps de répondre aux compliments ! Le bonheur qu'il y avait dans leurs yeux semblait avoir gagné

toute l'assistance. Quiconque a assisté à cette fête de la jeunesse et de l'amour en gardera un souvenir éternel. C'est si bon de voir des gens heureux !

Après quinze jours passés en famille, le jeune ménage partira pour Tunis, où le capitaine Driant reprendra son service.

Et maintenant, moi, je veux me payer un dernier plaisir, celui de crier : « A bas Floquet ! » Est-ce qu'on va me mener aussi en prison ?

Ça m'eût arrangé joliment ! Je n'avais précisément rien à faire le lendemain.

XX

LE BANQUET RÉVISIONNISTE

Dès le lendemain de la triple élection du général Boulanger, se créaient de nombreux comités révisionnistes nationaux.

Ce sont ceux des vingt arrondissements de Paris qui, sur la proposition du comité du quinzième arrondissement, ont offert, le samedi 27 octobre 1888, un banquet démocratique au général Boulanger.

Ils ont choisi, pour ces agapes, une des salles les plus vastes de Paris, la *Brasserie Européenne*, où l'on donne parfois des réunions qui comptent jusqu'à trois mille personnes.

Vu la place prise par les tables, les chaises et les couloirs nécessaires au service, les organisateurs n'ont pu dresser que 825 couverts. C'est déjà bien suffisant. Prix du banquet : six francs. La veille, à deux heures, il ne restait plus une carte disponible. Comme j'allais voir la salle, un monsieur qui n'est peut-être pas boulangiste, m'a proposé de m'acheter un louis mon invitation.

Il y a des gens qui raconteront que la salle était magnifique. Je me contenterai de dire qu'elle était élégamment patriotique.

Des drapeaux tricolores sur tous les murs. Des arbustes dans les coins. L'angle de gauche, au fond, est occupé par un orchestre dissimulé dans le feuillage. On arrive dans la salle entre deux rangées de verdure.

Toutefois, les organisateurs ne sont pas contents. Ils rêvaient à l'entrée deux gardes municipaux à cheval. Ils auraient voulu avoir, *en payant*, des gardiens de la paix qui auraient, au besoin, interdit l'entrée du banquet aux personnes non munies de cartes.

Le président du comité du XVe, M. Blanchard, et deux de ses collègues se sont rendus dans cette intention, auprès du préfet de police.

M. Lozé a refusé et les cavaliers et les piétons.

— Vous avez bien tort, monsieur le préfet, aurait répliqué M. Blanchard, de ne pas nous accorder, parce que nous sommes boulangistes, ce que vous donnez à l'organisateur du moindre bal. Vous devriez vous dire que dans six mois, si nous venons vous voir, vous nous ferez ouvrir la porte à deux battants. Nous ne sommes pas des gens de rien. Parmi les 825 convives, il y aura 700 commerçants qui paient de jolies patentes.

En présence du refus de M. le préfet de police, les organisateurs sont disposés à faire leur police eux-mêmes.

Les journaux boulangistes, l'*Intransigeant*, la *Presse*, la *Cocarde* ont d'ailleurs publié des notes qui peuvent se résumer ainsi : « Nous ne provoquerons pas, mais nous nous défendrons. »

Ils n'en ont pas eu l'occasion. Bien au contraire, tout s'est passé en douceur. Il n'y a eu, en vérité, qu'un excès d'enthousiasme dépassant toute prévision.

Ainsi j'ai parlé de 825 couverts, mais naturellement

il est entré beaucoup plus de personnes que de souscripteurs.

Il en résulte au début une série d'allées et venues dans les couloirs. C'est insupportable.

Et les garçons de nous dire :

— Je vous en prie, messieurs, serrez-vous. Nous voudrions mettre un couvert entre vous.

Un couvert? Où cela, grand Dieu? Mais les assiettes se touchent!

Vers huit heures, un grand brouhaha se produit. Il paraît que c'est le général qui arrive.

Il a beaucoup de mal à entrer. Il n'y a pas autour de lui moins de sept commissaires qui essaient de lui faire place.

Enfin, après dix longues minutes, il met pied dans la salle. « Vive Boulanger! » On monte sur les bancs. Ceux qui, prévoyant l'encombrement du vestiaire, ont gardé leurs chapeaux les agitent en l'air.

Le général est en habit. Il ne porte que ses doubles insignes de député.

Il salue et prend sa serviette.

A sa droite et à sa gauche sont dans des verres celles de ses voisins.

Est-ce par hasard? Est-ce un effet de la volonté? Ces deux serviettes, habilement préparées, ont la forme de fleurs de lys...

La distribution des tables est parfaite. Imaginez un immense carré. La porte est dans l'angle de droite. Contre le mur de gauche s'allonge la table d'honneur, devant laquelle sont rangées perpendiculairement celles des souscripteurs.

La table d'honneur porte au moins soixante couverts. Au milieu, le dos au mur, le général Boulanger, ayant à sa droite M. Blanchard, président du comité du XVe; à sa gauche, M. Gallian, vice-président de la Ligue des patriotes. Çà et là, alternant avec les membres des comités d'arrondissement, MM. Kœchlin-Schwartz, Laguerre, Turquet, Gaston Laporte, Thiébaud, Rateau, Berthélemy, Laisant, Vergoin, de Susini, Saint-Martin, Georges de Labruyère, Farcy, le comte Dillon, Clovis Hugues, Edinger, Genest, Martineau, Paul Lenglé, Michelin, de Ménorval, Charles Lalou, Laur, Le Hérissé. Je crois n'avoir oublié personne.

Le menu est des plus simples. Le voici, pour qu'on ne m'envie pas :

POTAGES

Solférino, Tortue à la Tunisienne.

HORS-D'ŒUVRE

Radis roses, Sardines, beurre.

POISSON

Turbot mayonnaise.

ENTRÉE

Filet de bœuf financière, Madère.

ROTI

Poulet Charentais, Salade.
Entremets, dessert, vieux Médoc,
Café et liqueurs.

Le banquet était annoncé pour sept heures et demie, mais le général m'avait dit lui-même, le matin, qu'il n'arriverait qu'à huit heures un quart.

Je l'avais trouvé en train de corriger son discours. Il n'était pas neuf heures. Il avait déjà lu tous les journaux. Il déplore les événements de la salle Wagram, où

les antiboulangistes ont troublé, la veille, une réunion de la Ligue des Patriotes. On s'est montré des revolvers. Il y a même eu un boulangiste qui a reçu un coup de poignard.

— Il y a tout lieu de croire, dit le général, que de tels faits se renouvelleront à chaque nouvelle réunion. On espère ainsi empêcher mes amis de se concerter. Il paraît que c'est de la sorte que certaines gens entendent la liberté.

A peine a-t-il pris son potage, un petit incident se produit. Des enfants, portés sur des épaules et précédés d'une bannière, sont amenés derrière lui. Il se retourne et les embrasse l'un après l'autre. Ne vous moquez pas trop de cela, M. Carnot fait de même. Le dernier enfant est, par je ne sais quel mystère, un mulâtre. Cela colore la scène.

Après le turbot, autres incidents.

On a dû renvoyer les musiciens de leur estrade pour y placer les convives supplémentaires.

L'orchestre s'est réfugié dans la cour, où il se met à jouer *la Revue*. Alors c'est du délire, de la folie. Les acclamations couvrent le bruit des trombones.

Une femme,—car les dames ont été admises et il y en a une trentaine, — une femme se lève, vient se placer devant le général et se met à pleurer en lui tendant la main. Tableau.

Une voix :

— A bas Floquet!

Une autre :

— Ne parlons pas des morts!

A neuf heures et demie, M. Blanchard se lève. Le petit papa Blanchard était candidat aux dernières élec-

tions municipales. Fabricant et entrepreneur à l'occasion, très fortuné, d'ailleurs, il rêve la suppression des fortifications. Au lieu de coller ses affiches électorales sur les murs, il les avait fait peindre sur le pavé. Il est très ému, M. Blanchard. Il n'a point l'habitude de la parole. Aussi lit-il son discours, qui peut être abrégé ainsi :

« Mon général,

« Le quinzième arrondissement, auquel nous appartenons, est particulièrement flatté de l'honneur que vous lui faites ce soir.

« Mais cependant, si les circonstances font que vous vous trouviez en ce moment avenue Lowendal, sachez bien que les citoyens qui vous entourent ici, représentent, non pas tel ou tel groupe, non pas tel ou tel arrondissement, mais, au contraire, l'ensemble de tous les comités et groupes revisionnistes du département de la Seine, qui ont tenu à concourir à cette belle manifestation. »

Naturellement tous les membres des divers comités révisionnistes acclament ce discours.

Par malheur, nous allons en avoir je ne sais combien d'autres. Vraiment, on nous fait payer cher nos dîners.

N° 2. M. Vergoin :

« C'est par des coups de revolver ou de poignard que les gagistes du gouvernement ont répondu hier à l'exposé des idées révisionnistes. Nous nous contenterons aujourd'hui, de leur répliquer par le cri de : Vive Boulanger ! »

— Vive Boulangeeeeeeeer !

« La révision est si bien un besoin social que ceux mêmes qui nous attaquent l'ont tous promise, et qu'il a fallu recourir à des menées infâmes, d'abord pour ne pas la donner, ensuite pour la contourner. »

N° 3. M. Laguerre. Il a très bien parlé. La péroraison de son discours, qui, alors, me semblait peut-être anticipée, sinon imprudente, mérite d'être conservée :

« Paris, mon général, marque déjà, à des signes non équivoques, qu'il suit avec intérêt votre ligne politique, qu'il accepte votre programme, qu'il compte sur vous... Si une élection s'ouvrait, Paris vous nommerait. »

Une voix. — « Au premier tour ! Et il n'y aurait pas de ballottage ».

« Oui, Paris se donne avec son grand cœur à ceux qui sont attachés aux idées de patriotisme et de justice. Il se reprend aussi, quand on le trompe. Mais tous vos amis, mon général, savent que vous êtes de ceux à qui Paris se donne et que Paris n'abandonne jamais. Je bois au général Boulanger — député de la Seine ».

Nos 4 et 5. M. Gallian, vice-président de la Ligue des patriotes, lit d'abord une lettre de M. Déroulède, actuellement loin de Paris, puis parle au nom de tous les patriotes.

N° 6. M. Lacroix, président du comité, chante à son tour sa romance.

N° 7. Un délégué des étudiants apporte les vœux du quartier Latin.

Nos 8 et 9. M. Laisant lit un discours de M. Naquet et manifeste ensuite en son nom.

N° 10. Enfin, c'est le général qui va parler. En le voyant se lever, un patriote qui, depuis un moment se tenait avec un drapeau, un des anciens insignes de 89, dans un coin de la salle, s'approche de la table d'honneur. Il se place derrière l'orateur. Deux personnes se lèvent et tiennent les bouts du drapeau de façon à ce qu'il lui serve pour ainsi dire de manteau.

Le général, ainsi drapé, prononce le discours suivant :

« Chers concitoyens,

Vous avez entrepris de poursuivre une révision républicaine, à laquelle j'ai résolu de consacrer tous mes efforts, et que nous finirons par obtenir malgré toutes les résistances.

J'ai voulu, comme soldat, rendre à l'armée et à la nation, aujourd'hui confondues au point qu'aucun malentendu ne peut plus les séparer, la confiance en elles-mêmes, qui seule peut les rendre invincibles.

Comme citoyen, j'ai voulu provoquer le réveil des espérances réformatrices, ainsi que j'avais provoqué le réveil des espérances patriotiques.

Ce réveil est accompli. Non seulement le pays a besoin de réformes profondes et sérieuses, mais encore il a conscience de ce besoin, et il le veut satisfaire. Cette volonté s'est manifestée hautement, aussi hautement que le mécontentement à l'égard d'un régime impuissant, ruineux et corrupteur, dans trois élections récentes, avec une énergie sur laquelle je n'aurais pas osé compter, si je n'avais connu le bon sens et l'honnêteté des masses.

Aujourd'hui la question de la révision, puisque c'est

ce nom qui est donné à la reconstitution de la société française, est la seule qui préoccupe l'opinion publique au point de s'imposer au gouvernement et à ceux-là mêmes qui sont les plus hostiles à toute réforme.

Le ministère Floquet, pour se débarrasser de cette révision, qu'il avait promis d'opérer, a déposé un projet que vous connaissez, et qui, non seulement ne peut satisfaire le pays, mais ne peut même satisfaire aucun des partis dont se compose la Chambre ; si bien qu'il lui est impossible de réunir une majorité parmi les parlementaires, pas plus qu'il n'en réunira une dans l'opinion.

Les hommes qui sont au pouvoir ont cru qu'il était facile de duper le peuple et qu'il suffisait, pour faire cesser ses revendications, de lui offrir, sous l'étiquette révisionniste, un projet dérisoire qui est une insulte au bon sens public.

Mais ils se sont trompés.

En dehors des grandes réformes qui sont devenues une nécessité, et que le pays demande, c'est une responsabilité sérieuse et efficace à tous les degrés, depuis le chef de l'Etat jusqu'au dernier des fonctionnaires. Or, le projet du ministère, loin d'établir la responsabilité, fait disparaître le peu qu'il en pouvait exister.

Le Président de la République reste irresponsable : c'est une sorte de pontife fainéant ne relevant plus de personne quand il a été élu par le conclave parlementaire. Les ministres deviennent, eux aussi, en réalité irresponsables, puisqu'ils sont nommés par le Président pour une époque déterminée, quelle que soit leur politique. La Chambre elle-même est soustraite à la responsabilité électorale, grâce au renouvellement partiel, qui en fait un autre Sénat.

Telle est la révision ministérielle, qui semble être un défi aux aspirations nationales. Elle ne change rien aux vices du régime parlementaire, à son impuissance, à son instabilité, à ses intrigues et à ses corruptions ; elle ne fait que les aggraver.

Et je suis bien certain d'exprimer le sentiment de la conscience publique en disant que celle-ci repousse et condamne cette révision faite par des Ponce-Pilate qui se lavent les mains de ce qui peut arriver à la France, pourvu qu'ils puissent continuer à l'exploiter.

Réprouvée par la nation, cette révision ne peut obtenir une majorité à la Chambre ; mais si pourtant il s'y trouvait assez de députés parjures à leurs principes et à leurs engagements pour l'adopter, le Sénat ne la voterait pas.

La révision de M. Ferry a été une mystification ; celle de M. Floquet ne sera qu'un avortement.

Aussi n'est-ce pas celle que vous voulez, que le pays tout entier veut comme vous. Celle qu'il veut, parce qu'elle est nécessaire, et dont je poursuis l'accomplissement, c'est celle qui doit donner au peuple français des institutions nouvelles, d'autant plus conformes à ses besoins et à ses intérêts qu'elles seront créés par lui ; c'est celle qui doit affranchir la France du gouvernement toujours oppressif et tracassier des partis pour rendre au peuple, dans la mesure la plus large, l'exercice de sa souveraineté.

Cette révision ne peut être que républicaine, parce qu'il n'y a de place désormais, dans un pays aussi profondément démocratique que le nôtre, que pour un gouvernement populaire, respectant toutes les libertés, toutes les initiations, uniquement préoccupé d'assurer

la prospérité et la grandeur de la patrie, et laissant aux générations qui viendront après nous la possibilité de réformer les institutions que nous leur aurons données, comme nous aurons réformé nous-mêmes celles que nous avons à l'heure où je parle.

J'ai appris comme soldat à ne connaître d'intérêt suprême que l'intérêt du pays, et d'autre volonté que la sienne. Je conserve ce sentiment qui est le meilleur guide dans la vie politique comme dans la vie militaire. Aussi je ne reconnais à aucun parti disposant momentanément du pouvoir le droit de constituer un ordre de choses nouveau ; je ne reconnais ce droit qu'à la nation qui doit rester maîtresse de ses destinées, et dont le gouvernement a pour mission d'exécuter les volontés et de satisfaire les aspirations.

Ce droit de la nation, qui est le principe même de la République, je le défendrai avec la même énergie que j'ai défendu, partout où le devoir m'a placé, son honneur et son drapeau.

Et c'est ainsi que nous aurons la République que vous voulez, celle que veut la grande majorité du peuple français et qu'accepteraient tant d'hommes de cœur et de bonne volonté longtemps attachés aux régimes disparus, mais plaçant leur patriotisme au-dessus de leurs préférences. Ce ne sera pas la République parlementaire, ce sera la République nationale.

Continuez donc, chers concitoyens, continuez avec persévérance votre œuvre d'organisation et de propagande réformatrice avec l'assurance que vos efforts triompheront et que prochainement le pays sera tout entier avec vous pour constituer une République laborieuse, honnête, et fière, faite par le peuple et pour le

peuple, et capable de rendre pacifiquement à la France sa place et sa mission glorieuse parmi les nations.

Je remercie les organisateurs de ce banquet qui m'ont ainsi donné la possibilité de parler à ce grand Paris, en ayant en face de moi des représentants de tous ses arrondissements, et qui m'ont permis d'affirmer une fois de plus les trois termes des revendications du parti national : Dissolution, Révision, Constituante.

Je lève mon verre en l'honneur de la ville de Paris et du département de la Seine.

Vive la France !

Vive la République ! »

On pensera de ce discours ce qu'on voudra. Ce que je dois dire, c'est que j'aurais pu, après chaque phrase, mettre : Applaudissements. Acclamations.

Il est vrai que jamais le général n'a eu une élocution plus vibrante, plus ironique ou plus solennelle parfois.

Après ce discours, tout est fini. Chacun gagne la sortie.

Il n'est point facile à mille personnes de se retirer ensemble par la même porte.

Le général, désirant se dérober à toute ovation, monte au premier étage afin de laisser à la foule le temps de s'écouler.

Mais, naturellement, le monde attend à la porte que son idole soit elle-même dehors.

Elle ne descend qu'à onze heures vingt.

L'avenue Lowendal, à droite et à gauche, est barrée par deux triples rangées d'agents.

Au moment où le général monte en voiture, le cordon de gardiens de la paix, du côté de Paris, est rompu par

la foule des personnes qui l'attendaient et qui le suivent en l'acclamant.

Vainement, les agents essaient de rebarrer l'avenue. Ils font même deux ou trois arrestations.

La foule s'accroît à chaque coin de rue. La voiture est forcée d'aller au pas, au milieu des acclamations.

Un seul individu, place de l'Ecole-Militaire, crie : « A bas Boulanger ! » Mais la foule l'oblige à se taire.

La voiture met trois quarts d'heure à franchir la distance relativement courte qui sépare l'avenue Lowendal de la rue Dumont-d'Urville.

Et toujours des acclamations, des vivats.

Au moment où le général est descendu de voiture, il y avait peut-être six mille personnes rue Dumont-d'Urville.

Il lui a fallu cinq minutes au moins pour aller de l'extrémité du trottoir au seuil de sa porte. Il est vrai que ses pieds ne touchaient pas terre; le peuple le portait en triomphe !

Et alors des milliers de cris : « Au balcon ! au balcon ! Conspué, Floquet ! »

A la fin, le général a dû se montrer.

Il a salué plusieurs fois. Tout le monde s'est découvert, puis s'est retiré. Il était minuit et quart.

Tels sont les faits dans leur rigoureuse exactitude. J'ai mis au défi les journaux opportunistes de les atténuer, sans mentir.

Ils ne les ont pas atténués.

Ils se sont contentés de les interpréter à leur façon, qui n'est pas brillante.

XXI

LE MEETING AUX ŒUFS

Bien pittoresque, la réunion du samedi 10 novembre.

Un peintre y eût croqué sur le vif deux tableaux à sensation.

Le comité de propagande boulangiste, fidèle à son programme, avait convoqué dans les solitudes de Vaugirard, rue Blomet, les électeurs du quinzième arrondissement.

En donnant mes six sous, je demande au buraliste :

— Y a-t-il beaucoup de révolutionnaires?

— Mais il n'y a que de cela !

— Pourtant le bureau est boulangiste.

— Eh bien ! oui. La moitié des révolutionnaires est pour Boulanger, les autres contre.

Au bureau, M. de Ménorval, conseiller municipal socialiste, ayant pour assesseurs MM. Blanchard et Delamarre, l'un président, l'autre secrétaire d'un comité boulangiste.

A la tribune, un ami de M. Le Hérissé, le citoyen Gourraud, qui est en train de pérorer sur « le personnalisme en temps de République ».

D'abord, il égratigne M. Thiers.

— Mais Boulanger, lui crie-t-on, était son valet.

La moitié de la salle proteste. Légère bagarre. L'orateur en arrive à parler du maréchal de Mac-Mahon : « Très brave homme, dit-il, très consciencieux, *inintelligent* en politique... »

On comprend *intelligent*. Un chabannais plus sérieux commence :

— C'était une brute, crient les révolutionnaires. Et puis, il ne faut pas de sabres.

— Vous n'avez pas compris ! répliquent les boulangistes.

Le président agite sa sonnette. V'lan ! Un œuf frais s'écrase à ses pieds. Il y en a qui prennent ce projectile pour de la dynamite. On crie, on se presse. La sonnette fait : « Drin, drin. » V'lan ! Un deuxième œuf plaque un soleil sur la toile de fond qui orne le bureau.

M. de Ménorval se dresse :

— Citoyens, s'écrie-t-il, quand on menace la tribune, voici ce que je fais, et je vous jure que je n'ai pas de revolver.

Et il vient se planter, les bras croisés, sur le devant de la tribune. Je crois que voilà un tableau. Un troisième œuf rase la joue du président.

Les antiboulangistes applaudissent. Les boulangistes protestent. Les uns envahissent la tribune pour s'emparer du bureau, les autres pour le protéger. Que va-t-il se passer ? Rien du tout, car soudain une main restée inconnue éteint le gaz en fermant le compteur.

— C'est une infamie ! Nos six sous ! Ouvrez les portes. Mort au propriétaire !

Celui-ci jure qu'il n'est pour rien dans l'affaire. Des mouvements, naturellement invisibles, se produisent

Une partie de la salle se vide. Mais un citoyen a découvert, je ne sais où, un lumignon. Il l'allume. On crie : Vive la Commune ! Le citoyen va brandir son lumignon au-dessus du bureau. Une quinzaine de révolutionnaires montent avec lui sur l'estrade, se mettent à tourner autour de la lumière en chantant : « Dansons la Carmagnole ! »

Je me souviendrai longtemps de l'effet de ce deuxième tableau. Cette lumière, seule au-dessus de cette nuit et au milieu de ces chants, c'était d'un sinistre vraiment beau.

— Citoyens, crie un révolutionnaire, les boulangistes sont partis. Maintenant que nous sommes entre nous, travaillons !

Mais on sait ce qu'ils appellent travailler. D'ailleurs, rien ne vaudra plus ce qui vient d'avoir lieu.

XXII

CHEZ M. CHARLES LALOU

Le général Boulanger a passé la journée du mardi 13 novembre 1888 à La Chapelle-en-Serval, dans le château de M. Charles Lalou.

Oui, selon un mot du député de trois départements, le boulangisme allait si bien que le chef de ce parti n'avait plus qu'à s'amuser.

Malgré les noms politiques qui suivent, chacun donc n'était qu'au plaisir.

Invités : MM. Chevillon, Vergoin, le comte Dillon, Turquet, Borie, Dugué de la Fauconnerie, Michelin, Georges Thiébaud, Henri Rochefort, Laisant, Laporte, Laguerre, Déroulède, Saint-Martin, etc. Le directeur de la *France*, voulant éviter toute réclame, n'avait appelé à La Chapelle aucun journaliste. Je n'étais là qu'à cause de la vive amitié qui m'unit à lui depuis la guerre de 1870.

Vers onze heures, le chemin de fer nous dépose à Oury-la-Ville, où des voitures nous attendent. Les domestiques naturellement avaient jasé. Aussi tous les habitants des villages que nous traversons se tiennent-ils sur leurs portes. C'est au milieu des acclamations

que le général entre dans l'admirable propriété que Lalou a jadis achetée à M. Edmond Blanc.

Après avoir présenté ses hommages à la maîtresse de la maison, le général demande à visiter le parc.

Au départ, le temps était menaçant, mais, est-ce ma faute si, chaque fois que M. Boulanger voyage, le soleil se lève ? Je ne puis rien à cela. C'est un fait et je le constate. Tant mieux pour ceux qui trouvent le moyen de rire de si peu de chose.

Le général parcourt gaiement la propriété, que les différentes essences d'arbres colorent de tons multiples. Il est de si bonne humeur que, durant cette délicieuse promenade, je me crois le droit d'être indiscret. Je n'ignore pas qu'une question surtout préoccupe le public, celle de l'argent, et je me permets de l'aborder.

— En vérité, me dit le général, je serais trop bête de refuser le concours de ceux qui croient que la révision peut, seule, sauver la France. Or, aujourd'hui, ce ne sont plus seulement des lettres chargées que je reçois. Chaque matin, des visiteurs m'offrent les moyens de soutenir la lutte électorale qui s'ouvrira en 1889. On m'a reproché de recevoir de l'argent de l'Amérique. On ne sait pas que cet argent vient des personnes que j'ai eu à fréquenter dans le cours de ma mission militaire. Je ne dissimulerai pas que leurs marques de sympathie m'ont même profondément touché. Songez que si j'ai reçu des Etats-Unis 400,000 francs à peu près, plus de quatre millions ont été mis à ma disposition.

Mais la cloche sonne. Le déjeuner est servi. Le chef de l'Etat étant partout chez lui, Mme Charles Lalou a voulu par anticipation que le général présidât.

Le menu vaut la peine d'être cité. Le voici :

Hors-d'œuvre
Filets de soles au général
Vol-au-vent à la Lilloise
Côtelettes d'agneau de Picardie
Salmis Charentais
Jambon des Ardennes
Poulets truffés de Périgueux
Pâté de foie gras de Strasbourg
Glace Alsacienne
Dessert national

Les vins sont exquis : Madère, Latour-Blanche 75, Saint-Julien 74, Mouton-Rothschild 70, Château-Laffitte 74, Champagne-le-général.

Détail caractéristique : on ne cause pas politique. M. Dugué de la Fauconnerie parle phrénologie ; M. Turquet voudrait qu'au Salon chaque entrée donnât droit au tirage d'une tombola, dont les tableaux et les statues seraient les lots uniques ; le comte Dillon raconte l'histoire d'un duel raté ; Lalou, selon sa terrible habitude, fait des calembours.

Après le café, pris dans le salon entre de merveilleuses peintures, le cor résonne. La chasse va commencer. Par malheur, chasse officielle. Le gibier est rabattu sur la pelouse. On s'arme de fusils. En sa qualité de provençal, M. Chevillon a apporté tout le harnachement de Tartarin sur les Alpes. Sa casquette à ailes nous fait tordre de rire. Le général, néanmoins, tue 42 pièces, M. Thiébaud manque deux faisans. M. Vergoin tire admirablement le lapin, M. Chevillon, malgré son costume, ne tue que le temps.

Et tout à coup la cloche interrompt la chasse. Les

courses vont commencer, dans le champ attenant à la propriété.

M. Martial, un éleveur du pays, fait entrer en ligne Emeraude, fille de Salteador, le Comte Cavour, La Comédie et Beau Turban.

Le général parie sur le Comte Cavour et gagne une trentaine de louis. Il gagne toujours, cet homme-là. Moi, j'avais rêvé de faire ma fortune avec Emeraude ; cette jeunesse me coûte cent sous.

On visite ensuite les écuries. Ici M. Boulanger fixe « un point d'histoire important ». C'est, d'après la légende, tel ou tel général qui a son cheval noir. Or, ce cheval n'a jamais cessé d'appartenir à M. Boulanger, qui le monte une fois par semaine.

Grand Dieu ! on va luncher maintenant !

Le général, entre deux gorgées, demande des vers à Déroulède.

L'auteur des *Refrains militaires* lui dit cette vibrante chanson de marche :

Pour ravager comme une trombe,
A gauche, à droite, en large, en long,
Sans qu'on puisse voir d'où ça tombe,
Pour tout bousculer, nom de nom !
Vive la bombe !
Vive la bombe !
Pour tout bousculer, nom de nom !
Vive la bombe et le canon !

Bêtes et gens, oui, tout se cabre
Quand le canon ouvre le bal,
Mais à cette danse macabre
Il faut un galop infernal.
Vive le sabre !
Vive le sabre !
Il faut un galop infernal.
Vive le sabre et le cheval !

Le cheval court, le canon flambe,
Mais pour donner l'assaut... Viens-y !
Toujours joyeux, toujours ingambe,
C'est le fantassin qu'on choisit.
Vive la jambe !
Vive la jambe !
C'est le fantassin qu'on choisit,
Vive la jambe et le fusil !

Et voilà les gens du château qui viennent, armés de bouquets, faire leurs adieux aux visiteurs. Ah ! Charles Lalou n'a rien épargné. Ce jour-là, en vérité, le général Boulanger a pu se prendre pour Louis XIV.

XXIII

NOUVEL AVATAR

L'élu des trois départements a opté pour le Nord. Il a la ferme intention de ne plus se présenter nulle part avant les élections générales. Mais dès qu'a lieu ici ou là une élection, même municipale, son nom sort des urnes.

Il est donc bien l'élu de la France. C'est lui que le pays veut.

Néanmoins, chaque jour, les radicaux et les opportunistes lui disent dans leurs feuilles :

— Oui, vous avez pour vous la province, mais vous n'avez point la France. Tant qu'on n'a point Paris pour soi, on n'a rien. Nous vous mettons au défi de vous faire élire à Paris.

Et voilà que tout à coup un député de la Seine, M. Hude, meurt.

M. Hude a succombé le 23 décembre, en Algérie, à la bronchite chronique dont il souffrait depuis près de quatre ans. Il n'était âgé que de trente-huit ans.

Le roi est mort, vive le roi! Le député de la Seine n'est pas encore enterré que déjà on parle de sa succession.

On nomme des candidats; on s'entretient d'une combinaison tant soit peu machiavélique...

Au général Boulanger, dont les radicaux doivent naturellement redouter la candidature, la rue Cadet opposerait ou M. Vacquerie, rédacteur en chef du *Rappel*, ou M. Pierre Baudin, neveu de la manifestation ratée.

A leur défaut, MM. Ranc et Joffrin, se présenteraient simultanément en prenant l'engagement de se désister au second tour en faveur de celui qui aurait le plus de voix.

Quant à la « combinaison », elle émane, paraît-il, de M. Floquet. On prierait M. Villeneuve, qui, depuis plus de deux ans, est dans une maison de santé, de donner sa démission. On pourvoirait à son remplacement en même temps qu'à celui de M. Hude. De la sorte, M. Boulanger serait forcé de se présenter concurremment avec un autre candidat, ce qui pourrait le mettre dans un grand embarras, le nom d'un intransigeant devant lui faire autant de tort que celui d'un conservateur. Nous verrons tout à l'heure ce que vaut la combinaison.

Le hasard a fait que, la veille, j'allais précisément me mettre à table, dans un hôtel ami, en compagnie du général Boulanger et de Rochefort quand le comte Dillon, également invité, entra.

Il venait d'apprendre par une dépêche la mort de M. Hude.

Rochefort bondit.

— Et vous vous présentez, Boulanger ?

— Je suis prêt à faire ce que vous voudrez.

— S'il faut vous porter? Je le crois bien ! Nous ne devons pas rater cette gifle à Floquet.

— Vous êtes donc bien sûr de mon élection?

— J'en réponds.

Et Rochefort donna des chiffres. L'*Intransigeant* se vend à Paris au nombre de 180,000 exemplaires. Cela suppose donc 180,000 boulangistes au moins.

— D'autre part, ajouta-t-il, les 110,000 voix qu'a obtenues M. Hervé se porteront certainement sur vous. Je vous dis que c'est une partie gagnée. Il n'y a même plus à en parler.

Et le fait est qu'on parla d'autre chose.

Le lendemain, le général recevait plus de visites encore que d'habitude. Chacun, en entrant, lui répétait le mot de Rochefort :

— Vous vous présentez ?

— Je suis bien forcé. N'ai-je pas le devoir de faire approuver mon programme par le plus de voix possible?

A cinq heures, j'étais chez M. Vacquerie.

— « Je ne veux pas, me dit-il, me donner le ridicule de refuser une chose qui ne m'est pas offerte. Sachez néanmoins que je suis très jaloux de ma tranquillité.

« A deux reprises, j'ai déjà refusé, malgré des instances renouvelées, de me porter et à l'Académie et au Sénat.

« Quand M. Hude est tombé malade, on est bien venu, il est vrai, me pressentir au sujet de sa succession.

« J'ai répondu que je voyais d'autant moins la nécessité de me porter que, bien que n'étant pas boulangiste, j'étais partisan de la dissolution. J'aurais voulu et je voudrais encore qu'on la fît en janvier. »

— Et croyez-vous au succès du général Boulanger?

— Je crois que si nous étions aux élections générales et si nous avions le scrutin d'arrondissement, il serait sûr d'être élu dans trois arrondissements de Paris.

« Aujourd'hui, néanmoins, je ne saurais me prononcer. En tout cas, une candidature à deux ne lui ferait aucun tort. Il se pourrait très bien qu'il passât et que l'autre restât sur le carreau. Le gouvernement n'en serait que plus ennuyé. »

Quant au rédacteur en chef du *Mot d'ordre*, voici l'avis de son secrétaire :

— M. Ranc n'hésiterait pas à se présenter s'il se trouvait le seul candidat du parti républicain. Mais comme il ne tient pas à jouer le rôle de candidat *perpétuel*, il ne s'est pas encore prononcé. Il attend la décision des différentes fractions du parti.

Il semble résulter de cette déclaration que, si M. Ranc n'est pas assuré d'être élu au premier tour, il déclinera toute candidature.

Mais revenons à la fameuse combinaison des deux vacances.

La démission du docteur Villeneuve, m'assure-t-on, n'est pas possible en ce moment.

Personne n'oserait la lui demander, car il va beaucoup mieux et compte être bientôt à même de rentrer à la Chambre.

D'autres considérations, purement humanitaires, interdiraient à ses vrais amis de lui demander sa démission... Il n'est pas riche et a besoin de ses indemnités de député.

Quel est donc le candidat que les comités porteront contre le général Boulanger? Il est bien tôt pour le désigner nettement.

Un membre de la famille de M. Pierre Baudin m'af-

firme que celui-ci ne repousserait pas une candidature qui serait sérieuse.

Le neveu du monument de Millet exigerait donc les mêmes conditions que M. Ranc.

Quant à M. Joffrin, il paraît qu'il fera ce que voudront les comités du parti ouvrier.

D'autre part, quelques journaux annoncent que les comités conservateurs de la Seine soutiendront à la prochaine élection ou M. Ferdinand Duval ou M. Denys Cochin, tous les deux conseillers municipaux de Paris.

Je les trouve l'un et l'autre à l'Hôtel de Ville, le 26 décembre.

— Est-il vrai, demandai-je tout d'abord à M. Ferdinand Duval, que vous ayez l'intention de poser votre candidature contre le général Boulanger?

M. Duval est président des comités conservateurs. Comme tel, il lui est d'autant plus difficile de me répondre que, depuis la mort de M. Hude, les comités ne se sont pas encore réunis. Il ignore donc ce que ses amis pensent. Son rôle officiel l'oblige en tout cas à une réserve absolue. Comme homme, toutefois, il a le droit de penser et de parler.

Selon lui, les conservateurs ne pourraient suivre le général Boulanger que s'il leur donnait des gages sérieux.

— Or, non seulement il ne nous en a pas donné de sérieux, mais encore il ne nous en a pas donné du tout. Je ne puis dire ce que fera le comité; je suis sûr toutefois qu'il ne votera que « pour un programme extrêmement conservateur et d'une grande netteté ». Sa conduite sera dictée par l'intérêt du parti conservateur. Si j'étais le général Boulanger, je ne me présenterais certainement pas. Il s'expose à une défaite qui pourra

lui faire le plus grand tort aux élections générales. Les départements conservateurs, tels que la Charente, par exemple, ne voteront point une seconde fois pour celui qu'ils auront vu se porter à Paris bras dessus bras dessous avec Rochefort.

— Ne croyez-vous pas pourtant que le comité conservateur pourrait avoir intérêt à soutenir le général Boulanger en exigeant de lui certaines conditions — comme le retour des princes, la liberté religieuse, conditions qui seraient ou connues ou secrètes?

— *Le comité fera ce qu'il voudra.* A l'heure qu'il est, nous manquons absolument d'éléments pour nous prononcer. Nous ne devons le faire, selon moi, que quand nous connaîtrons positivement la nature du terrain électoral.

M. Denys Cochin est plus catégorique. Il n'a pas sur les lèvres le bâillon officiel.

— « Je ne ferai pas, me dit-il, bande à part. Je m'inclinerai absolument devant les décisions du comité ; mais, tant que nous ne ferons que délibérer, je combattrai énergiquement le général Boulanger.

« Je dirai même que nous avons un plus grand intérêt à le combattre qu'à traiter avec lui.

« Dans quelles conditions s'est présenté le général Boulanger ? Il est arrivé juste à l'heure où la République allait s'effondrer et, si elle se maintient encore debout, c'est qu'elle espère en lui. Son succès à Paris, où il se présentera certainement comme républicain, ne peut être que l'affermissement de la République, avec laquelle il nous ferait signer un nouveau bail. Nous ne devons pas lui donner l'appui de nos voix, à quelques conditions que ce soit.

« Si nous mettions la main dans la sienne, il serait sûr de passer. S'il marche sans nous, son élection est douteuse, peut-être compromise. Il faut donc que nous nous abstenions.

« Paris, voyez-vous, est dominé par deux passions. Il a conservé très vivace la haine de la Commune, qu'il redoute de voir revenir sous une forme ou sous une autre. D'autre part, il a toujours été extrêmement libéral. Que fera-t-il quand il verra un communard en retraite lui recommander un dictateur en herbe ? Il se peut que Paris recule. Je ferai tout ce que je pourrai pour l'y aider. Je ne dis pas que je me présenterai ; je suis très honoré qu'on ait pensé à moi ; en ce qui concerne l'élection, j'obéirai au comité. Quand on est soldat, il faut l'être jusqu'au bout, sans envisager les conséquences.

« Maintenant, tous nos électeurs nous suivront-ils ? N'y aura-t-il pas de nombreux conservateurs qui voteront quand même pour le général Boulanger ? C'est le doute dans lequel nous sommes qui rendra l'élection si intéressante, mais nous devons personnellement tout tenter pour que le général ait le moins de voix possible.

« Supposons-le battu. Je sais bien qu'il ne faudra pas dire pour cela qu'il le sera également aux élections générales. Les départements aiment longtemps leurs dadas. En outre, il faut se rappeler qu'ils ont souvent aimé donner une leçon à Paris...

« Mais supposons M. Boulanger élu. Alors, emballement général. Traînée de poudre. Élections sur toute la ligne. Alors c'est la dictature républicaine.

« Je vous répète que notre devoir, à nous autres conservateurs, est de combattre, et que, personnellement, je lutterai tant qu'il me restera un souffle de vie. »

Telles sont les deux déclarations qui m'ont été faites par MM. Ferdinand Duval et Denys Cochin. Je suis sûr, quoi qu'on en ait dit, de les avoir reproduites avec la même exactitude que je m'efforce d'avoir quand je reproduis celle du général.

Les deux membres les plus autorisés des comités conservateurs sont hostiles à la candidature du général Boulanger. Si M. Denys Cochin est prêt à la combattre, soit par une contre-candidature, soit dans les réunions ou par voie d'affiches, M. Ferdinand Duval désire attendre, pour se prononcer, la décision du comité.

C'est de sa part une simple marque de respect envers ses collègues, car nul n'ignore qu'il en est le principal inspirateur. Il ne soutiendrait le général Boulanger que si le candidat d'Henri Rochefort mettait sa signature « au bas d'un programme extrêmement conservateur et d'une grande netteté ». Le général se décidera-t-il à gagner peu de voix conservatrices pour en perdre beaucoup de républicaines? Attendons, nous verrons.

Et, le dimanche suivant, avaient lieu les obsèques de M. Hude.

La politique ne respecte rien. L'enterrement civil du député de la Seine a eu l'importance d'une manifestation antiboulangiste.

La famille, dont la douleur faisait peine, pouvait croire que l'affluence de personnalités politiques qui se pressaient devant la maison mortuaire n'était purement due qu'aux sympathies qu'inspirait le défunt. On lui a fait, hélas ! trop comprendre qu'elle se trompait.

Quand un député meurt en session, tout un bataillon avec musique et drapeau assiste à la levée du corps.

Quatre compagnies de ligne étaient donc rangées dans la Grande Rue d'Issy.

La Chambre était représentée d'abord par son bureau, composé de MM. de Mahy, vice-président; Martin Nadaud, questeur; Le Hérissé et Crémieux, secrétaires; puis par une trentaine de députés parmi lesquels MM. Maillard, Barodet, le général de Frescheville, Raspail, S. Pichon, Andrieux.

On commente l'absence de M. Clémenceau qui participa si vivement à l'élection de M. Hude. Le leader du parti radical est retenu à Paris, ainsi que M. Anatole de la Forge.

Il prépare dans une réunion secrète, la conduite à tenir durant la période électorale qui s'ouvrira le 3 janvier.

Sur la place de la Mairie se sont réunies, à une heure, les corporations qui doivent assister au convoi : la chambre syndicale des débitants de vins, les francs-maçons, les gymnastes, etc.

Un peu avant deux heures, ces sociétés défilent avec bannières devant la chapelle ardente qui est très belle et bondée de couronnes.

On attendait le général Boulanger. Il avait en effet manifesté l'intention de venir. Au moment de partir, il a pensé que sa présence pourrait occasionner tout au moins un mouvement de curiosité peu convenable en une telle cérémonie. Il s'est abstenu et a sagement fait. Il est regrettable que les orateurs n'aient pas eu la même circonspection.

Après une heure de marche lente dans la boue, on arrive au cimetière.

La descente du corps donne lieu à une scène déchi-

rante. Il y a devant la fosse toute la famille du défunt, même sa mère, sa femme, sa sœur.

Le maître de cérémonie annonce que M. Pichon, député de la Seine, va parler au nom de la Chambre.

M. Pichon est un véritable orateur. Il rend tout d'abord éloquemment hommage à celui qui commença par être petit commis chez un débitant de vins en détail et qui, successivement conseiller municipal, maire, conseiller général, était, à peine âgé de trente-deux ans, député de Paris. Par malheur, sa haine du boulangisme égare le collaborateur de M. Clémenceau. Après avoir déclaré que « le libre accès des citoyens aux rangs les plus élevés est une des lois fondamentales de notre société démocratique », il en arrive à des allusions dont la vraie signification n'échappe à personne :

« Hude avait rêvé la République sans protecteur, la France sans maître... Il ne se serait jamais laissé séduire par des popularités éphémères... Il eût employé tous ses efforts à empêcher que la France fût courbée sous la main d'un César. »

— A bas Boulanger ! crie quelqu'un.

Je n'insisterai point sur les passages faits pour flatter la corporation des mouilleurs, « profession commerciale nombreuse *que la loi ne traite pas toujours avec justice* ».

La loi peut donc être injuste, monsieur le député ? Alors pourquoi voulez-vous qu'on la respecte ?

M. Vigouroux, conseiller municipal d'Issy, succède à M. Pichon. Il est très éloquent lorsqu'il décrit en détail la vie très laborieuse de M. Hude, mais il va, lui aussi,

parler du despotisme « sous lequel les chercheurs d'aventures voudraient ramener ce qu'il reste de la France ». On dirait vraiment que, comme dans la célèbre lithographie de Raffet, l'ombre d'un empereur plane au-dessus de cette tombe.

Jusqu'à M. Andrieux qui, parlant à la demande de la famille, s'emballera, lui qui pourtant ne s'emballe jamais ! Il célèbre l'horreur qu'aurait inspirée au défunt « le retour de la dictature ».

L'ancien préfet de police, qui publia, on s'en souvient, des mémoires indiscrets, va payer cher ce mot.

Le vénérable de la *Solidarité*, M. Archambauld, proclame le dévouement de M. Hude à la franc-maçonnerie.

— Il ne l'a pas trahie, lui ! s'écrie un assistant qui se rappelle et rappelle ainsi les révélations de M. Andrieux.

Après deux autres discours d'un employé de la maison Hude et d'un électeur, la foule s'écoule.

Avant et pendant la cérémonie, le cimetière a été fermé. Un grand nombre de curieux sont massés devant l'entrée.

— Où est le général Boulanger? demandent-ils aux membres du cortège?

Et leur curiosité sympathique venge ainsi celui qui peut-être succédera à M. Hude des attaques qui viennent de lui être si inopportunément prodiguées.

QUATRIÈME PARTIE

1889

I

L'ÉLECTION DE LA SEINE

Le général Boulanger a vu naître la présente année au milieu de ses amis, chez M. Laguerre qui avait donné en son honneur, le 31 décembre, un dîner suivi d'une soirée.

Tous les boulangistes connus étaient là, tous moins un, Paul Déroulède, qui, aussi bon fils que bon citoyen, ne manque jamais d'être auprès de sa mère entre le 31 décembre et le 1er janvier.

Il est minuit moins cinq. La charmante Mme Laguerre prend le général par le bras et l'amène au milieu du grand salon. On fait cercle. M. Laguerre vient se mettre devant son hôte et, de sa voix si délicieusement chaude :

— Mon général, dit-il pendant que minuit sonne, l'année qui s'ouvre à cet instant précis est grosse d'événements. Au nom de tous ceux qui sont ici, je fais des vœux pour l'élection du prochain candidat de Paris, pour le triomphe du chef du parti national.

Puis il excuse Déroulède, il offre au général, de la part de la Ligue des Patriotes, une canne de ligueur.

Et chacun individuellement de présenter ses vœux.

Et les mains se serrent. Et les verres se choquent. Et on n'entend parler que du succès prochain.

Trois jours après, le *Journal officiel* publiait le décret convoquant, pour le 27 janvier, les électeurs de la Seine. Nous voici donc en période électorale.

A vrai dire, elle s'ouvre assez paisiblement. On ne connaît encore de façon certaine qu'un seul candidat, le plus en vue, celui contre lequel seront ligués les autres, le général Boulanger, qui a fait afficher dans la nuit la profession de foi qui suit :

LE GÉNÉRAL BOULANGER

AUX ÉLECTEURS DE LA SEINE

« Électeurs de la Seine,

« Les parlementaires, qui ont tout fait pour me rendre éligible, sont aujourd'hui affolés à l'idée de me voir élu. Mon épée les inquiétait, ils me l'ont retirée. Et les voilà plus inquiets qu'à l'époque où je la portais encore.

« En réalité, ce n'est pas de moi qu'ils ont peur; c'est du suffrage universel, dont les jugements réitérés témoignent du dégoût qu'inspire au pays l'état d'abâtardissement où leur incapacité, leurs basses intrigues et leurs discussions fastidieuses ont réduit la République.

» Il leur est, en effet, plus commode de me rendre responsable du discrédit où ils sont tombés que de l'attribuer à leur égoïsme et à leur indifférence pour les intérêts et les souffrances du peuple.

« Pour ne pas être obligés de s'accuser eux-mêmes, c'est moi qu'ils accusent, en me prêtant les plus invraisemblables projets dictatoriaux. Car on m'a renversé

comme ministre sous prétexte que j'étais « la guerre », et on me combat comme candidat sous prétexte que je suis la dictature.

« La dictature ! N'est-ce pas nous qui l'avons subie sous toutes les formes ? Ne propose-t-on pas tous les jours d'inventer des lois d'exception pour mes électeurs et pour moi ? Si la pensée de jouer au dictateur avait pu me venir, il me semble que c'eût été quand j'avais, en qualité de ministre de la guerre, toute l'armée dans la main. Rien, dans mon attitude, a-t-il pu alors justifier ce soupçon injurieux ?

« Non ! j'ai accepté les sympathies de tous sans songer à « voler la popularité » de personne. Qu'y a-t-il de dictatorial dans un programme qui réclame une révision constitutionnelle par le système le plus démocratique, c'est-à-dire au moyen d'une Constituante où chaque député aura toute faculté de défendre et de faire prévaloir ses opinions ?

« Les chefs du parti républicain s'étaient fondés sur mon républicanisme pour m'ouvrir les portes du ministère. En quoi ai-je donc, depuis lors, démérité de la République ? Qu'on me cite un seul acte, une seule profession de foi où je ne l'aie pas nettement affirmée ! Mais je veux, comme la France veut aussi, une République composée d'autre chose que d'une réunion d'ambitions et de cupidités. Que pouvons-nous espérer des gens qui, après s'être, de leur propre aveu, trompés depuis quinze ans, osent se représenter à vous en vous redemandant votre confiance ?

« Electeurs de la Seine,

« La France a aujourd'hui soif de justice, de droiture et de désintéressement. Tenter avec vous de l'arracher au gaspillage qui l'épuise et aux compétitions qui l'avi-

lissent, c'est pour moi la servir encore. La patrie est notre patrimoine à tous. Vous l'empêcherez de devenir une proie pour quelques-uns.

« Vive la France !

« Vive la République !

« Général BOULANGER.

« Paris, le 3 janvier 1889. »

On n'a pas idée de l'effet qu'a produit cette proclamation sur les Clémencistes.

Elle les a absolument désarçonnés.

— Elle est d'une habileté rare, disaient-ils. Aussi bien, puisqu'*il* doit passer un jour ou l'autre, mieux vaut peut-être qu'*il* passe tout de suite.

On comprend donc que, rue Cadet, l'enthousiasme électoral ait été, au début, des plus faibles. La défaite étant possible, tout le monde hésitait à entrer en lice. On a mis successivement en avant les candidatures de MM. Auguste Vacquerie, Floquet, Antoine, Jules Ferry, le général Février, Laboulaye, Ranc, Lockroy, Darlot, Hovelacque, le général Lewal, Schœlcher, le général Faidherbe, Pierre Baudin, Jacques, Albert, Pasteur, Schnæbelé, Anatole de La Forge. Total : 20 noms.

De tous ces candidats, un seul paraît sérieux : M. Jacques, sur le nom de qui se rallient momentanément les suffrages.

C'est M. Alphonse Humbert qui, le premier, a lancé cette candidature. Il eût préféré personnellement celle de M. Vacquerie, mais, comme MM. Ranc et Anatole de La Forge lui disaient, au milieu du syndicat des journalistes républicains, qu'il valait mieux porter le président du conseil municipal, M. Darlot :

— « Je vous demande la permission de n'être pas de votre avis, répliqua-t-il. Le conseil municipal a toujours effrayé, peu ou prou, à tort ou à raison, la population parisienne. Si vous tenez pourtant à prendre à l'Hôtel de Ville votre candidat, je vous engage à choisir le président du conseil général, M. Jacques.

« Le Conseil général ne saurait épouvanter personne. Il englobe non seulement les Parisiens, mais encore les électeurs de la banlieue, sur lesquels M. Jacques a de l'influence.

« De son état, il est distillateur. Un grand nombre de débitants, grands et petits, sont en relations avec lui. Conseiller municipal depuis 1870, il a toujours présidé la Commission du budget. C'est un homme de chiffres qui serait capable de rallier beaucoup de gens. »

Bien qu'il résulte de ces éloges qu'on aurait tort d'arracher M. Jacques à l'Hôtel de Ville, où il rend tant de services, l'idée de M. Alphonse Humbert a fait du chemin.

Les sénateurs, députés et autres délégués de la Seine, assemblés secrètement le 3 janvier, n'ont cependant pas osé encore approuver la candidature du président du Conseil général. Il est probable toutefois que, à moins que lui-même ne se récuse, elle sera acclamée le lendemain, rue de Lancry, où doivent se réunir les membres de la Société des Droits de l'Homme, et le dimanche suivant au Congrès républicain, qui a tant fait parler de lui. Les antiboulangistes sont priés d'envoyer leur adhésion à M. Mesureur, député de la Seine. S'ils adhéraient d'eux-mêmes, on ne serait pas forcé de les solliciter de la sorte. Il y a donc néanmoins du tirage ?

Quelques républicains, il est vrai, continuent à tenir

pour M. Hovelacque, qui n'a pas encore répondu aux premiers champions de sa candidature, c'est-à-dire aux comités des deuxième, septième et neuvième arrondissements.

Plusieurs d'entre les autres concurrents restent également dans l'expectative. Tous proclament qu'il faut un seul candidat, anticésarien, mais tous aussi voudraient sans doute être celui-là.

Les partis extrêmes vont, de leur côté, essayer leurs forces dans cette escarmouche, prélude de la lutte décisive de 1889. Ils sont assurés d'un échec; mais, au second tour, s'il y en a un, leur intervention pourra décider de la victoire, et on leur en tiendra compte aux élections générales.

Joffrin se présentera-t-il? Les membres du parti ouvrier l'invitent à se porter; mais il en est empêché par l'engagement d'honneur, qu'il a pris rue Cadet, de soutenir le candidat antiplébiscitaire, *quel qu'il fût*. Les électeurs socialistes sont pourtant décidés à voter pour un candidat *nettement révolutionnaire*, ou à s'abstenir. Ils prennent résolument le titre d'anticadettistes.

Le comité révolutionnaire central n'a pas encore officiellement désigné son candidat. Il commence toutefois à parler de M. Boulé, le conseiller Prud'homme ouvrier *déchu*.

Le congrès socialiste qui siégeait, quelques jours auparavant, à Troyes et qui était appelé à se prononcer, s'est néanmoins séparé en se contentant de protester contre l'union cadettiste.

La majorité des congressites appartenant à l'école blanquiste, il y a lieu de croire que le nom de M. Vaillant sera également mis en avant.

En résumé, la campagne républicaine sera menée d'un côté par le général, de l'autre par les cadettistes. Entre eux, les blanquistes, soutenus par les indépendants.

On croit encore, le 4 janvier, que, contre ces trois corps d'armée se dressera le comité conservateur qui doit se réunir entre trois et six heures, dans ses nouveaux bureaux, 7, rue du Marché-Saint-Honoré.

Onze notabilités du parti conservateur ont préparé en un lieu secret, chez M. Lambert de Sainte-Croix, cette première assemblée.

Par sept voix contre deux, elles ont été d'avis que les monarchistes devaient présenter un candidat.

Par six voix contre trois, elles ont décidé que, dans le cas où on ne présenterait pas de candidat, les monarchistes devaient s'abstenir de voter.

Les trois candidats dont on a mis les noms en avant sont MM. Ferdinand Duval, Denys Cochin et Edouard Hervé.

En tout cas, tant qu'on ne connaîtra pas le nom du candidat cadettiste, *l'entrée même du parti conservateur en campagne restera douteuse.*

Le même jour, trois réunions importantes ont donc lieu : une, monarchique, au comité conservateur; la deuxième, gouvernementale, rue de Lancry ; la troisième, bonapartiste, sous la présidence de M. du Barail. Toutefois, il n'y a encore qu'un seul candidat, celui dont les affiches ont été apposées dans la nuit. Beaucoup même ont déjà été déchirées.

Devant la plupart d'entre elles, d'épais groupes discutent.

Au milieu de l'un d'eux, j'ai vu un homme qui m'a bien amusé. Il disait tout haut, en lisant :

— Ordre, liberté, justice!... C'est à faire rêver. On croirait lire une affiche du prince Napoléon en 48!

Et il s'en va en levant l'épaule.

Des yeux, il cherche une autre affiche. Il se mêle au groupe qui la commente, la lit et recommence :

— Ordre, liberté, justice, etc.

Cet homme, assurément, était antiboulangiste. De conviction ou de profession?...

Dès le lendemain de la mort de M. Hude, le comité monarchiste envoyait un exprès au comte de Paris. Cet exprès avait la mission de lui demander si les monarchistes devaient, oui, ou non, présenter un candidat.

Non. Telle est la réponse que le délégué a rapportée et qui a été communiquée, le 4 janvier, aux membres du comité monarchiste.

Après la réponse royale, la conduite du comité était toute dictée. Les monarchistes n'avaient qu'à déclarer qu'ils s'abstiendraient.

Quelques membres, néanmoins, ont été d'un avis opposé.

— Cette réponse, a dit l'un d'eux, nous oblige à délibérer sur la conduite à tenir.

Et on soumit à l'assemblée la proposition d'une déclaration du comité monarchiste, dans laquelle on attaquerait directement le général Boulanger.

Il y eut de nombreuses protestations, principalement de la part de MM. Gamard et Georges Berry, conseillers municipaux conservateurs.

— Mais si vous engagez nos amis, s'écria le dernier, à voter contre le général Boulanger, vous faites le jeu du gouvernement! Vous vous mettez avec Floquet. Ce

n'est pas cela qu'a voulu le comte de Paris. Vous allez même directement contre sa volonté.

MM. Cochin, Deville, Ferdinand Duval, Vacherot, C. Rousset, etc., se déclarent, au milieu d'un tapage inouï, partisans de la déclaration antiboulangiste.

Le président met le projet aux voix.

Après deux heures de discussion, l'idée est adoptée par trois voix de majorité.

— Nous nous refuserons à signer! s'écrient très énergiquement trois membres.

— Que le président signe, seul, dit un quatrième.

M. Ferdinand Duval lève la séance.

Le soir, à neuf heures, les membres de la Société des Droits de l'Homme se réunissaient rue de Lancry.

Président : M. Clémenceau.

Secrétaire : M. Mesureur.

Huit cents membres présents.

En attendant l'ouverture de la séance, on cause du candidat à choisir. C'est M. Jacques qui tient la corde. Néanmoins il paraît que M. Hovelacque s'agite beaucoup pour son propre compte et qu'il y a maintenant quatre comités d'arrondissement qui sont prêts à soutenir sa candidature.

Le bureau est décidé à ne tolérer aucune discussion de personne. Les principes seuls et l'organisation du congrès républicain seront en jeu.

Le principal thème des premiers discours est celui-ci :

— Nous ne pouvons présenter officiellement un candidat; on nous accuserait de vouloir l'imposer. L'adversaire de Boulanger deviendrait le candidat des *Droits de l'Homme*, alors qu'il doit être celui du congrès répu-

blicain. Tous nos efforts doivent se borner à nommer des délégués en lesquels nous aurons confiance. Ils se concerteront sur un nom et s'engageront à voter pour lui dans le congrès. Comme nous disposons de la presse et de nombreux groupes, nous pouvons compter sur le succès.

Le principe d'*une candidature unique* est admis.

L'assemblée s'est bornée ensuite à élire les dix délégués qui la représenteront au Congrès, ce qui ne s'est naturellement pas effectué sans tumulte.

Pendant ce temps, les impérialistes, réunis sous la présidence du général du Barail, paraissent décidés à s'abstenir de toute manifestation. Ils ne présenteront pas de candidat; ils n'organiseront aucune réunion contradictoire; ils seront libres de voter ou non pour le général Boulanger.

Ils ont pris congé du général du Barail en le remerciant du dévouement avec lequel il soutient la cause plébiscitaire et en le félicitant du respect qu'il a pour le suffrage universel.

Et, le dimanche 6 janvier, avait lieu, à une heure et demie, rue de Rennes, dans la salle de la société d'encouragement de l'industrie, le congrès républicain antiboulangiste.

Président : M. Anatole de La Forge.

Assesseurs : MM. Robinet et Clémenceau.

Secrétaire : M. Achille Brissac.

M. Anatole de La Forge commence par remercier les nombreux sénateurs, députés et délégués, qui se sont fait un devoir d'assister à la réunion. Il donne ensuite la parole à M. Maujan.

— La plupart d'entre nous, dit en substance celui-ci, sont pour M. Hovelacque ou pour M. Jacques. Je soumettrai à vos suffrages un autre nom qui rallierait tout le monde. La situation est grave. Il ne faut point que Paris *ait la suprême injure de voir le général Boulanger triompher au premier tour*. Je vous propose d'acclamer, comme candidat de protestation, M. Pierre Baudin.

— Non, non!

— Je me hâterai d'ajouter que, quel que soit le nom qui sortira des urnes, je voterai pour lui. (Applaudissements.)

Bien imprudent, l'aveu de la terreur qu'éprouve M. Maujan.

M. Thierry, délégué des groupes socialistes, dit qu'il a consulté l'opinion publique et que le candidat qui aurait le plus de chances serait M. Hovelacque.

Un citoyen lit une lettre de M. Lavy, conseiller municipal, qui. au nom du *parti ouvrier*, déclare que ce parti, se ralliant au congrès, ne présentera aucun candidat, mais fera son devoir de républicain.

Au fond, chacun des membres du parti fera ce qu'il voudra.

Selon M. Gonnard, le boulangisme est jugé et condamné. Il faut qu'on lui applique, le 27 janvier, un formidable soufflet. Pour que le châtiment soit plus sensible, les républicains ne doivent opposer au général qu'une candidature unique.

La proposition est mise aux voix.

A l'unanimité moins deux voix, le principe de la candidature unique est adopté.

Oui, mais quel sera le candidat unique?

— M. Auguste Vacquerie, désirent MM. Avronsart et Cahen.

— M. Darlot, demande une voix.

— Clôture, clôture ! crie-t-on.

Il est clair que chaque congressiste a son bulletin dans la poche.

M. Valin, secrétaire de la Ligue fédérative, a la parole et en abuse.

— Clôture ! clôture !

L'orateur tombe, on ne sait pourquoi, sur le journalisme « qui a causé beaucoup de dommage à la France ». Il ne votera donc pas pour M. Vacquerie.

— Clôture ! clôture !

M. Longuet veut toutefois que ceux qui ont demandé la parole aient le droit de la prendre en faveur de leurs candidats.

— Oui, mais pas plus de cinq minutes.

Cette chose encore est votée.

M. Latour, du IVe, soutient M. Hovelacque, « un bon républicain dont on est sûr et qui s'est déjà effacé devant M. Ernest Roche ».

M. Charles Laurent ne saurait accepter la candidature Baudin, qui n'est autre qu'une candidature monarchiste.

— « Quel est en effet, le plus grand mérite de M. Pierre Baudin, si ce n'est d'être le neveu de son oncle ?... Je reconnais les grands services qu'a rendus M. Hovelacque au parti républicain, mais peut-être pourrait-on lui reprocher de n'avoir pas été parmi ceux qui ont combattu, dès la première heure, le général Boulanger... »

Selon l'orateur, M. Jacques ne rencontrerait aucun adversaire :

— « Il aurait l'avantage de remplacer à la Chambre un représentant de la banlieue. »

M. Renot, du IVe arrondissement, soutient la candidature de M. Hovelacque.

M. Caubet, du IXe, a la parole. Ici un incident.

— Le comité du IXe arrondissement, dit-il, n'admet pas la souveraineté du congrès ; il ne se rallie donc point à l'idée d'une candidature unique.

— Vous oubliez de dire, s'écrie M. S. Pichon, député de la Seine, que vous parlez au nom du comité Chirac.

— Vous n'avez pas le droit de parler ainsi, répond d'une voix de stentor M. Moïse, conseiller d'arrondissement de Saint-Denis.

— A la porte !

Une courte querelle s'engage. M. Moïse m'en explique la cause.

Du comité du IXe faisait partie M. Chirac. MM. Pichon et Perrin, qui appartiennent également à ce comité, voulaient qu'on en expulsât M. Chirac. M. Moïse trouvait qu'on devait attendre le résultat des procès de celui-ci, qui d'ailleurs offrait sa démission. On se contenta de l'accepter, ce qui parut insuffisant à MM. Pichon et Perrin.

M. Strauss lit la lettre suivante :

Le 5 janvier 1889.

« Cher citoyen,

« J'ai appris qu'au cas où le congrès de demain ne me désignerait pas comme candidat, quelques comités seraient cependant prêts à poser ma candidature.

« Je tiens à déclarer très formellement, et sans tarder,

que je ne serai candidat qu'à une condition, celle d'être désigné par le congrès.

« Je l'ai déjà déclaré et je tiens à le répéter.

« Recevez, cher citoyen, mes sincères sentiments.

« Signé : HOVELACQUE. »

On applaudit.

M. Everard, de la *Fédération de* 1889, soutient M. Jacques.

M. Clergé, représentant Malakoff, dit que ce candidat réunirait les cent mille voix de la banlieue.

M. Klein, du IIIe, soutient M. Darlot.

Et tout le temps :

— Clôture! clôture !

Il est trois heures et demie. Voilà donc deux heures qu'on discute. La clôture est acclamée. On va procéder au vote. Dans une salle voisine sont disposées, sur autant de tables gardées par des assesseurs, six urnes portant la première les numéros 1 à 100, la deuxième les numéros 101 à 200, etc.

Il y a 521 inscrits.

370 votants *seulement* se présentent. Nous avons donc 151 abstentions.

Voici le résultat du vote :

MM.	Jacques.	239
	Hovelacque. . . .	69
	Vacquerie	58
	Darlot	3

M. Jacques est élu. C'est un homme de cinquante-cinq ans à peu près, un fils de ses œuvres, un distillateur qui a fait fortune. Il a voiture. Personne n'a jamais porté une plus belle fourrure. Par une curieuse coïncidence,

il a marié sa fille à M. Charles Floquet, mais pas au président du Conseil. Son gendre est le médecin du Palais.

On a dit et répété qu'il a pour lui toute la banlieue. C'est peut-être exagéré. Sur cent membres de la banlieue qui ont été convoqués, 38 membres seulement ont voté. Voici, comme preuve à l'appui de cette déclaration, la décomposition de leurs votes :

M. Jacques. . . .	31 voix.
M. Vacquerie . . .	7
Total. . .	38 voix.

Le général Boulanger est donc autorisé à dire que 62 délégués de la banlieue sur 100 ne sont pas de ses ennemis.

Cela n'a pas empêché les congressistes de pousser de grands cris de joie après la proclamation du vote, en levant leurs chapeaux en l'air.

L'un même a cru devoir prendre la parole.

— Citoyens, a-t-il dit, j'ai voté pour M. Vacquerie, mais je suis autorisé à vous déclarer que maintenant tout mon comité n'aura plus qu'un candidat, M. Jacques.

M. Anatole de La Forge, enthousiasmé, prie l'assemblée de voter à mains levées en faveur de M. Jacques.

Il veut qu'on puisse dire que le candidat a eu l'unanimité des suffrages.

Toutes les mains se lèvent.

On aura de quoi payer les affiches de M. Jacques. La société des Droits de l'Homme, en effet, contribue pour *soixante mille francs* aux frais électoraux et une souscription est ouverte.

L'assemblée se sépare. M. Clémenceau se retire. A la porte, un assez grand nombre de personnes attendaient le résultat de l'élection. Une cinquantaine d'entre elles reconnaissent le directeur de la *Justice*, l'entourent et se mettent à crier : « Vive Boulanger ! »

Des passants se joignent au cortège. Quelques-uns crient : « A bas Boulanger ! » Mais la grande majorité est boulangiste.

Et M. Clémenceau a traversé tout Paris en entendant trois cents personnes crier : « Vive Boulanger ! »

Quand on demandait aux cadettistes, avant la réunion du congrès, de quelle désignation ils feraient suivre le nom de leur candidat, ils répondaient mystérieusement : « Vous verrez. » Et ils se frottaient les mains.

Vraiment, il n'y avait pas de quoi. A côté de l'affiche du général Boulanger, *candidat républicain*, ils ont mis, le 8 janvier, celle de Jacques, *candidat de la République*.

L'étiquette ne dit même pas ce qu'elle veut dire. Il a toujours mieux valu être « parisien » que « de Paris » et l'électeur préférera un candidat « républicain » à un candidat « de la République », surtout de celle où l'on écrit Liberté sur les écoles sans Dieu, Egalité sur le palais des juges qui acquittent M. Wilson, Fraternité sur les églises que l'on voudrait séparer de l'Etat.

Néanmoins les cadettistes chantent victoire. Leur candidat sauvera la République *actuelle*, dont pourtant tout le monde est las. M. Jacques, assurent leurs journaux, sera le tombeur du général.

Les révolutionnaires, toutefois, ne désarment pas. Ils se réunissent, le soir même, en un Congrès, salle Léger.

Le but de la réunion, présidée par Lefrançais, ex-membre de la Commune, est de décider ou l'abstention absolue des révolutionnaires, qui peuvent réunir à Paris près de quarante mille voix, ou le choix d'un candidat.

La salle Léger est située au-dessus d'un café populaire. Elle contient deux cents personnes.

Dès le début, on voit que les délégués ne sont point pour l'abstention. Presque tous tiennent à avoir un candidat bien à eux.

On en désigne deux, les citoyens Protot et Vaillant.

Ce dernier est soutenu par les blanquistes, moins Chauvière, et par les chambres syndicales indépendantes dirigées par M. Boulé, le conseiller déchu qui a été réélu deux fois illégalement au conseil des prud'hommes.

M. Protot a pour lui les autres groupes, c'est-à-dire les dissidents de la rue de Rennes ou hovelacquistes et les groupes socialistes n'appartenant à aucune école.

MM. Gegout et Lafargue parlent en faveur de l'abstention, le parti révolutionnaire n'ayant pas les fonds nécessaires pour mener la campagne.

Néanmoins, la majorité adopte le principe d'une candidature.

Les noms de Protot et de Vaillant sont immédiatement mis en avant.

Mais M. Vaillant prie ses amis de voter pour le compagnon Boulé, qui a le grand avantage d'être « une victime de Floquet ».

Après une longue discussion, la candidature du compagnon Boulé est acclamée.

Nous avions donc, le lendemain, trois candidats sérieux : le général Boulanger, dont le nom est, comme disent les musiciens, *la dominante* de l'élection : M. Jacques et le compagnon Boulé.

Devant la double attaque qui le menace, le général Boulanger ne s'émeut pas. Il ne cesse de dire à ses amis qu'il est sûr du succès. Il est vrai que les adhésions pleuvent chez lui. Il a vainement prié les comités revisionnistes de ne pas se remuer ; ils se réunissent chaque soir. Ils lui envoient des ordres du jour qu'on peut résumer en un seul :

« Considérant que la dissolution d'un Parlement impuissant s'impose, ainsi que la revision de la Constitution par une Constituante pour l'avènement d'une République démocratique et sociale ;

« Considérant que, dans ses actes et dans ses paroles, le général Boulanger a toujours revendiqué ce programme, qu'il l'a défendu, contrairement aux députés actuels qui ont failli au leur ;

« Considérant qu'il a rempli fidèlement le mandat qui lui avait été donné par plus de 500,000 électeurs de divers départements ;

« Le comité vote à l'unanimité des félicitations au général Boulanger pour sa républicaine et patriotique profession de foi aux électeurs de la Seine, et l'assurent de son concours et de sa confiance dans le résultat de l'élection. »

De pareils témoignages sont bien faits pour entretenir la confiance du général. Les deux affiches qui vont suivre ne l'effraieront donc pas.

Première affiche.

« Citoyens,

« Voter pour Jacques, c'est voter pour les tripoteurs et les voleurs qui se bâtissent des fortunes colossales avec votre misère ;

« Voter pour Jacques, c'est voter pour Ferry et pour son Tonkin ; c'est voter pour Clémenceau et Floquet et pour leurs trahisons.

« Voter pour Boulanger, c'est voter pour l'assassin des Parisiens défendant la République.

« Mais voter pour Boulé, c'est voter pour la République, pour l'émancipation des travailleurs et pour l'égalité sociale.

« LE COMITÉ CENTRAL RÉVOLUTIONNAIRE. »

Deuxième affiche.

« Citoyens,

« Le Congrès socialiste révolutionnaire formé par les délégués de 127 groupes et chambres syndicales, considérant que la République, compromise par les crimes et les trahisons des Ferry et des Floquet, est menacée par Boulanger, la personnification des massacreurs de la Semaine Sanglante, a décidé d'opposer un socialiste aux représentants des parlementaires et des césariens.

« Il m'a choisi, parce que j'ai été frappé deux fois par le despotisme ministériel dans l'accomplissement de mon mandat de prud'homme ouvrier, pour que je sois porte-drapeau de la Commune et de la Révolution sociale.

« BOULÉ,

« Conseiller prud'homme révoqué
« par le gouvernement. »

Le citoyen Boulé, ayant mis en outre sur ses bandes « candidat de la République sociale », M. Jacques cesse, le 12 janvier, d'être le « candidat de la République » tout court. Il se contente d'écrire au-dessous de son nom ces trois mots :

Pas de Sedan.

Il n'a point lieu d'ailleurs de s'en féliciter, car le général Boulanger réplique immédiatement par l'admirable manifeste suivant :

« Electeurs de la Seine,

« J'aurais laissé sans m'émouvoir retourner à l'égout d'où elles sortent les injures et les calomnies des parlementaires exaspérés.

« Mais voici que leurs fureurs impuissantes s'attaquent maintenant à la Patrie même. Leur candidat a osé placarder dans le département de la Seine cet outrageant appel à la lâcheté :

« PAS DE SEDAN !

« Les Sedan ! c'est à l'incurie gouvernementale, aux expéditions lointaines et ruineuses que nous les devons. Est-ce donc la peine d'avoir dépensé tant de travail et tant de millions dans la réorganisation de cette armée dont tous les Français font maintenant partie, pour qu'en cas d'attaque celui qui s'intitule « candidat de la République » ne trouve à nous prédire que la défaite !

« La France n'a plus aujourd'hui de Sedan à redouter, car en même temps qu'elle veut résolument la paix, elle se sent de force à se défendre contre les provocations, comme à subir les assauts dont on la menacerait.

« Escompter l'invasion, c'est à ce degré d'abaissement que sont tombés mes adversaires !

« *Electeurs de la Seine !*

« Les Sedan, nous savons mieux qu'eux ce qu'ils coûtent. Où était-il donc pendant la guerre, le candidat qui adresse à notre armée ce suprême outrage ? Nous ne l'avons vu à Champigny, ni parmi les combattants, ni parmi les blessés.

« D'autres que lui faisaient alors leur devoir, comme ils sont prêts à le faire encore si la protection de la Patrie l'exigeait. Mais c'est afin d'éviter un nouveau Sedan que nous voulons consacrer à la défense et à la prospérité du Pays les trésors qu'on dilapide dans les scandales du favoritisme et dans la création d'injustifiables sinécures.

« Vive la France ! Vive la République !

« Général BOULANGER. »

La leçon est dure, mais on conviendra qu'elle était méritée.

Qu'il soit question de Sedan ou d'un fait politique quelconque, les journaux qui patronnent la candidature de M. Jacques le distillateur, ont d'ailleurs une singulière façon de mener la campagne. Pour l'un d'eux, les boulangistes sont des assassins, des massacreurs, des traîtres, des farceurs, etc.

On ne dirait jamais que M. Jacques est le champion du régime parlementaire.

La banlieue en tout cas ne paraît point disposée à suivre le président du conseil général.

Ses principaux électeurs font placarder autour de Paris une affiche engageant les suburbains à ne pas voter

pour le conseiller municipal qui n'a jamais rien fait pour eux.

A Paris les meetings foisonnent.

Dans le deuxième, le septième, le sixième et le dix-septième arrondissement, très bonnes réunions pour le général Boulanger.

De leur côté, les conservateurs continuent à se rassembler. Le projet d'une déclaration est décidément adopté.

A la Chambre, un de mes confrères demande à M. Henry Maret :

— Le général sera-t-il élu?

— Mon Dieu! répond le député de Paris, il le serait que cela ne m'étonnerait pas. Est-ce qu'on sait jamais? Il a tant de chance... Et puis combien voteront pour lui par sport *pour embêter le gouvernement!*

En période électorale, la politique ne chôme jamais.

Le dimanche 13 janvier, au Père-Lachaise, grande réunion antiboulangiste.

Pour les cadettistes, en effet, tout est bon contre le général. même les morts.

Après Baudin, Dussoubs, puis François-Victor Raspail.

C'est au rond-point Casimir-Périer que se trouve, en deuxième ligne, le caveau de la famille Raspail, au-dessus duquel les manifestants déploient deux bannières.

Sur un écusson de pierre, on a écrit :

« F.-V. Raspail, dont une partie de l'existence s'est passée en prison et en exil, pour le triomphe de la République. Sa dernière condamnation l'a frappé à l'âge de 80 ans.

« Les Ouvriers marbriers de Paris reconnaissants. »

Les discours commencent.

Chaque orateur, naturellement, fait allusion à l'inévitable question électorale.

Un manifestant en arrive même à demander l'excommunication politique du candidat Boulanger!

Pendant ce temps, à l'Elysée-Montmartre, manifestation contraire.

Là sont réunis, sous la présidence de M. Georges Roche, député, douze cents membres de la Société d'unification de retraite des sous-officiers et soldats des armées de terre et de mer.

Sur l'estrade, M. Bourgeois, député de la Vendée.

Il fallait dix millions pour unifier les retraites.

La Chambre les a refusés.

Avec une éloquence rare, M. Andrieux fait le procès du Parlement.

M. Dick de Lonlay, ancien soldat, lui succède. Il débute par reprocher aux députés de toujours porter aux nues le parlementaire qui a montré comment on meurt pour vingt-cinq francs par jour.

— Combien de fois avez-vous montré, vous, comment on brave la mort pour un sou par jour!

Après avoir exposé la si triste question militaire qui, malgré son urgence, est toujours pendante, il célèbre ceux qui ont versé leur sang pour la France et conclut ainsi :

— N'enverrez-vous pas avec moi vos hommages de soldats au sous-lieutenant du 1er tirailleurs indigènes qui, le 3 juin 1859, tombait frappé d'une balle en pleine

poitrine, au combat de Turbigo, en abordant le premier les Autrichiens, et recevait la croix de la Légion d'honneur sur le champ de bataille ; au lieutenant du bataillon des tirailleurs indigènes qui, le 18 février 1862, en surprenant le village annamite de Troï-Ca, était grièvement blessé d'un coup de lance dans le flanc ; au lieutenant-colonel du 114e de marche qui, le 30 novembre 1870, à la bataille de Champigny, bien que blessé à l'épaule, se faisait soutenir par ses sapeurs pendant qu'il entraînait ses soldats à l'attaque des hauteurs de Villiers ; au ministre de la guerre enfin, qui s'est toujours occupé de vous, et qui, suivant la belle expression de Canrobert, a relevé le pompon du troupier français?

Et on dit que cet homme-là n'a rien fait pour la France ? Allons, camarades !

A ces mots un formidable cri retentit :

— Vive Boulanger !

Le lendemain, 14 janvier, se réunissaient, chez Lemardelay, tous les présidents des comités royalistes.

Immédiatement après avoir ouvert la séance, M. Ferdinand Duval, président, a rendu officiellement compte de la réunion préparatoire du 4 janvier.

— Le comité central, a-t-il dit en substance, a pris la résolution de ne pas présenter de candidat à l'élection du 27 et de motiver sa détermination par une déclaration que MM. Camille Rousset, Denys Cochin et Ferdinand Duval ont été chargés de rédiger. J'ai l'honneur de soumettre à la ratification du comité la décision de la réunion préparatoire.

Pour simplifier, le président a résolu de discuter séparément les deux points en question.

La détermination de ne pas présenter de candidat n'a soulevé que des protestations isolées.

Mise aux voix, elle a eu l'unanimité des suffrages, moins quatre.

Le second point a été l'objet d'une longue discussion. Un grand nombre de membres désiraient que le comité s'abstînt de toute manifestation.

Je me contenterai de citer parmi les plus chauds partisans d'une déclaration M. Denys Cochin et, parmi ses plus ardents adversaires, M. Georges Berry.

Le président a mis aux voix le principe d'une communication écrite.

Il y avait 70 votants.

Par 38 voix contre 32, le principe a été adopté. La déclaration n'a donc eu que 6 voix de majorité. Ces simples chiffres suffisent à donner une idée de l'ardeur de la discussion.

Dans l'idée première des rédacteurs, la déclaration devait être adressée aux *électeurs*. Pour tout concilier, MM. Rousset, Cochin et Duval ont proposé de lui donner la forme d'une « communication adressée par le comité monarchiste aux *comités d'arrondissements* ». Cette proposition a été adoptée. Voici donc le texte de la communication votée :

« Le comité conservateur monarchiste de la Seine, réuni en assemblée générale, le lundi 14 janvier,

« Regrette de ne pouvoir déférer au vœu que lui ont exprimé de nombreux royalistes désireux de prendre part au scrutin qui va s'ouvrir à Paris, le 27 janvier prochain.

« A une date aussi rapprochée des élections générales,

il ne lui paraît pas possible de présenter un candidat pour une élection partielle.

« Mais les royalistes qui composent le comité, — résolus à n'abdiquer devant personne leurs convictions et leurs espérances, partisans de la monarchie parce qu'elle peut seule donner à la France un gouvernement fort qui se servira de sa force pour faire respecter les droits des citoyens et sauvegarder les libertés publiques, — ne peuvent faire un choix entre les deux candidatures républicaines qui se trouvent en présence.

« Ils estiment que les monarchistes doivent garder la neutralité la plus stricte. »

Après une nouvelle discussion sur la publicité qu'on donnerait à ce document, il a été résolu qu'on ne l'afficherait point. On se bornera à le lire en séance dans tous les comités convoqués à cet effet.

Si courte qu'elle soit, la période électorale paraît toujours trop longue aux Parisiens, qui se lassent d'ailleurs de tout dès la fin de la première semaine.

Le général le comprend si bien qu'il ne tarde pas à conjurer ses amis de ne plus se livrer à aucune manifestation. De jour en jour, il fait mettre moins d'affiches sur les murs et voit avec indifférence celles de M. Jacques recouvrir tout Paris ; il ne lancera une nouvelle déclaration que si on l'y oblige absolument.

Pendant ce temps, Déroulède en personne donne des ordres à une armée de déménageurs. Dans la matinée du 15 janvier, son propriétaire de la rue Saint-Augustin s'est refusé à lui laisser la salle de réunion de la Ligue des patriotes, sous le prétexte que cette Ligue est devenue trop boulangiste.

Après une petite querelle, on a rompu le bail, et Déroulède a dû, en quelques heures, s'enquérir d'un nouveau local. Le voilà installé au n° 9, place de la Bourse. Il en est ravi. Son propriétaire s'appelle Veinard.

— Un présage, s'est écrié le président de la Ligue. Je ne doutais pas du succès du 27 janvier. Maintenant j'en suis sûr.

Le fait est que, peu à peu, le boulangisme gagne du terrain. Les réunions anticésariennes offrent même d'étranges surprises.

Ainsi, rue de la Bastille, dans une réunion anti-boulangiste, un auditeur a osé avouer qu'il était boulangiste et on ne l'a pas conspué.

Bien au contraire, les ouvriers présents l'ont frénétiquement applaudi, surtout après ce mot: « Boulanger, pour moi, voyez-vous, c'est le porte-drapeau du dégoût !... »

Tout donne à croire qu'avant de partir de la rue Saint-Augustin, le ligueur L. Albin ne s'est pas trompé en collant sur la glace le sixain suivant :

ADIEUX

Notre propriétaire, en rage,
Veut que la Ligue déménage.
Cet homme a peur de Boulanger !
Mais la Ligue tient sa revanche.
Vienne bientôt certain dimanche
Et Floquet va déménager.

De leur côté, néanmoins, les cadettistes chantent victoire. Ils se vantent d'avoir la province avec eux. A preuve 50 francs qui leur ont été envoyés par le Cercle populaire républicain de Pithiviers pour les frais

de l'élection, puis un ordre du jour dans lequel la gauche du conseil municipal de Montluçon traite le général de factieux. Si, avec cela, M. Jacques ne triomphe point !...

Le gouvernement accumule les efforts. Chaque jour, il lance un nouveau projet capable de rallier des voix au président du Conseil général. Le malheur est qu'on voit trop les ficelles. Ainsi personne ne s'est mépris à l'annonce purement fictive d'un nouvel impôt sur les gros loyers. On espère, en frappant les électeurs riches, gagner les électeurs pauvres, c'est-à-dire la majorité. Ceux-ci ne manqueront point de trouver la mesure tardive.

Il y a trois semaines, le ministre des finances avait supprimé les gratifications au personnel à l'occasion du jour de l'an.

Du coup, tous les employés votaient pour M. Boulanger. — M. le ministre leur a fait savoir que les gratifications *supprimées par erreur* seraient payées « à la fin du mois », c'est-à-dire après l'élection.

Ficelle électorale en faveur du candidat officiel.

On promet aux ouvriers sans travail de l'ouvrage qu'ils attendent toujours. Le général réplique en faisant afficher la proclamation suivante :

« Ouvriers de la Seine,

« Chaque jour, quarante journaux, dont la plupart sont entretenus à vos frais par un gouvernement sans scrupules, me traînent dans la boue.

« Parce que je veux substituer au régime parlementaire, qui est le gouvernement d'une classe égoïste et

corrompue, une République démocratique, on me représente à vous comme un aspirant à la dictature.

« Est-ce donc vouloir la dictature que de vouloir que le pays soit consulté directement sur les grandes questions politiques et sociales?

« Ouvriers de la Seine,

« Vos camarades, les mécaniciens de Lille, les filateurs de Roubaix, les mineurs de Valenciennes, les pêcheurs de Dunkerque, les ouvriers d'Amiens et de Rochefort sont venus à moi en masse parce que, malgré toutes les calomnies, ils ont reconnu en moi le démocrate sorti du peuple, un des leurs, dont toute la vie a été consacrée au service de la Patrie.

« Votre robuste bon sens et le sentiment de l'honnêteté qui est en vous me vengeront de toutes les infamies que les parlementaires déversent contre moi afin de vous retenir sous leur joug.

« Ouvriers de la Seine,

« En votant pour moi, vous voterez pour la République démocratique et vous signifierez à vos exploiteurs que vous ne voulez plus donner vos enfants pour d'inutiles et dangereuses conquêtes, ni vos impôts pour doter leurs sinécures.

« Vive la France!

« Vive la République!

« Général Boulanger. »

Le 19 janvier, je passe la matinée chez le général Boulanger. Le rôle de candidat n'est vraiment pas amusant. Maintenant le général se lève à sept heures, c'est-à-dire à la lumière. Il s'habille à la hâte, prend une tasse de thé, parcourt les journaux de toutes nuances, reproche

au *Figaro* de parler plus des réunions jacquistes que des réunions boulangistes, répond, à l'aide de son secrétaire, aux lettres urgentes.

Vers huit heures et demie, Joseph lui annonce les premiers visiteurs.

Joseph, c'est le groom qu'on connaît, un éphèbe qui a le toupet d'un Crispin vieilli.

Il bouscule les visiteurs, les trouve toujours trop pressés, les empile dans les divers salons, puis dans les escaliers, disant aux uns : « Ah! vous, vous avez bien le temps d'attendre. » et aux autres : « Je sais que vous êtes pressé, je vais vous faire entrer. » Il n'a pas seize ans et il a l'autorité de la trentième année. C'est le vrai gavroche parisien, ne craignant rien, ne respectant que très peu de personnes, ayant toujours une réplique sur les lèvres.

J'ai demandé au général la permission de m'asseoir devant son vaste bureau et d'assister aux réceptions.

Au début, il était très affable, presque gai, disant : « Vous votez pour moi. Alors retirez-vous vite. Il paraît que l'hôtel est plein. Envoyez-moi tous ceux qui disent ouvertement qu'ils me sont hostiles. »

Déjà il y a, parmi les visiteurs, quelques-uns de ceux-ci.

— Alors, demande le général à l'un d'eux, vous voterez contre moi ?

Le visiteur répond d'une voix très crâne :

— Oui, général.

— Et pourquoi ?

— Parce que je suis ennemi de toute dictature.

— Et moi donc! Mais c'est étonnant, ma parole ! Sur quoi vous appuyez-vous pour déclarer que j'ambitionne

la dictature? Ecoutez. Je vais vous mettre à l'aise. Tous les journaux ont publié ma biographie. Lisez-la attentivement dans le journal qui m'est le plus hostile. Ecartez les injures et ne regardez que les faits. S'il y en a un seul qui vous démontre que j'ai, non pas une heure, mais une seule minute dans ma vie, témoigné de mon envie de la dictature, votez contre moi, engagez même vos amis à voter contre moi.

Arrive une députation d'israélites.

Il paraît que M. Vergoin, dans une réunion récente, a prononcé des paroles qui leur ont fait craindre que le parti national ne se réclamât des doctrines anti-sémitiques.

Ils ont cru devoir demander au général des explications à ce sujet.

— Non, répond-il, je ne suis pas anti-sémite. Je suis trop partisan de l'égalité de tous les Français devant la loi, je prise trop cette grande conquête de la Révolution française, la liberté de conscience, pour qu'aucun culte, aucune race aient à redouter d'être persécutés par moi. Je suis convaincu que cette opinion est partagée par tous mes amis du comité, M. Vergoin comme les autres. Ses paroles ont peut-être, ce qui arrive souvent, dépassé sa pensée. En tous cas, elles sont loin d'avoir rendu la mienne.

Et il parle ainsi, sans chercher sa réponse. Il fait de même tout le temps, m'étonnant, je vous le jure, par sa promptitude à trouver tout de suite le mot qu'on attend.

Un électeur se présente. Il est furieux. C'est un jacquiste. Trois fois, il a essayé de voir son candidat. Toujours

vainement. Alors il vient voir le général Boulanger et le quitte en lui déclarant qu'il votera peut-être pour lui « s'il se conduit bien jusqu'au jour de l'élection », mais qu'en tout cas il votera plutôt pour M. Boulé que pour M. Jacques.

Il est onze heures et l'hôtel est toujours plein. Entre deux visites, le général m'a invité à déjeuner.

A midi, le valet de chambre vient lui annoncer que le repas est servi.

— Déjeunez seul, me dit le général. Je ferai aujourd'hui comme hier. Je ne déjeunerai pas.

Devant cette proposition, je me sauve. Et, trois fois, dans l'après-midi, je téléphone à l'hôtel. Le général reçoit toujours. A cinq heures, M. Naquet, sénateur, me dit qu'il n'a pu lui-même entretenir le général qu'un instant.

Et c'est ainsi jusqu'à sept heures. Alors le général s'habille et va dîner en ville.

Se reposera-t-il pour cela? Non. A table, il recueillera les renseignements que lui fourniront les invités, il les enregistrera dans sa prodigieuse mémoire.

Il fera de même dans la soirée qui suivra, entendant tout avec le même sang-froid, les rapports défavorables comme les meilleurs. A onze heures, le comte Dillon, qui veille sur lui ainsi que sur un fils, lui dira : « Allons, Georges, il est temps... » et l'obligera à se retirer.

Et cette vie horrible durera jusqu'au 26... au soir!

Il va sans dire que, de leur côté, tous les boulangistes ont du mal.

L'ère des coups est ouverte. Le 19 janvier, c'est rue d'Alésia et rue des Billettes ; le 20, c'est dans un quartier beaucoup plus paisible que les assommades ont lieu.

Le comité anticésarien du VIIe arrondissement avait convoqué les électeurs au préau de l'avenue Duquesne, tout près de l'église Saint-François-Xavier.

Vers une heure et demie, cinquante anticésariens occupaient la salle. Ils élevaient autour du bureau de véritables barricades avec les bancs scolaires que l'on avait laissés, peut-être à dessein, dans un coin. A deux heures, j'interroge un des organisateurs : « Vous n'êtes pas nombreux, que pensez-vous de la réunion ? » — « Les boulangistes crieront tout le temps, mais nous serons en nombre ! »

Une demi-heure après, les présidents et secrétaires du comité organisateur s'installaient au bureau. L'assemblée est devenue plus épaisse, et les protestations sont vives. On crie, on chante, on s'amuse. Il y a maintenant un millier de personnes. Le bureau persiste à s'imposer. « Pas de dictature ! » crie la majorité *boulangiste*. « Nous n'en voulons pas, ici encore moins qu'ailleurs. »

On met enfin aux voix la formation du bureau. MM. Wickersheimer, député, antiboulangiste, Pierre Gérard, boulangiste, Rienzi, bouliste, montent sur l'estrade pour se rendre compte du vote émis. Tous les trois reconnaissent qu'à l'immense majorité, M. Boulogne, boulangiste, est nommé président ; ils s'adjoignent à lui et le bureau est constitué.

Au moment où M. Boulogne va donner la parole à un orateur, une bagarre s'engage. Les partisans de M. Jacques escaladent la tribune, frappent à coups redoublés sur les membres du bureau, jettent la table, les chaises et les bancs sur les spectateurs. Il se passe une scène indescriptible. On enfonce les portes du préau pour se sauver dans la cour, les cannes *plombées* se lèvent et

s'abaissent avec un bruit sourd sur les crânes ; le sang coule. Vainqueurs, les cadettistes saisissent les bancs, les jettent sur les fuyards, puis se dérobent à la faveur du tumulte. Le matériel est complètement brisé.

Pendant qu'on crie dans la rue : « Mort aux assassins ! » dans la salle on rélève les blessés. Il y en a dix-sept. Le concierge a l'excellente idée d'ouvrir une porte latérale. Trois citoyens font passer par ce chemin un malheureux dont ils épongent la figure tout ensanglantée. On sort d'un tas de débris un pauvre homme dont le front est fendu. Il a sur le visage comme un masque rouge.

Après que la pomme plombée d'une canne lui a fait sur le front un trou circulaire, un banc reçu en pleine figure a complètement enlevé à celle-ci l'apparence humaine. On interroge le blessé ; on le prie de rester à la porte pour désigner ses assassins : il râle, aveuglé par le sang. On le transporte au commissariat de police, avenue de Breteuil. Dans la rue, on crie : « Les assassins ! Vive Boulanger ! A mort les lâches ! »

Des curieux approchent et font fuir les manifestants qui se dispersent dans différentes directions.

Pendant ce temps, on se bat avenue de la Motte-Piquet, entre revisionnistes et antiboulangistes. Les badauds accourent, prennent fait et cause pour les boulangistes et chassent non sans peine les cadettistes qu'ils traitent, à tort ou à raison, d'agents de police.

Il n'y a pas que dans les réunions et dans la rue que la guerre électorale est absolument odieuse. Voilà que, dans les journaux aussi, on en arrive à accuser le général Boulanger d'être le fils d'un prêteur à la petite semaine et le frère de Campi.

Et les gens qui portent ces accusations se disent ré-

publicains et prétendent, comme tels, que chacun n'est responsable que de soi-même !

Enfin, le grand jour approche. La veille de l'élection, le candidat revisionniste fait afficher la nouvelle proclamation qui suit :

« Electeurs de la Seine,

« Je n'ai pas la prétention de convaincre des adversaires qui ne veulent pas être convaincus, mais quelque explicites qu'aient été mes déclarations, je tiens à les renouveler devant des adversaires sans scrupules et à répéter que je suis et resterai inébranlablement républicain.

« Fidèle à mon programme de conciliation, je fais appel, sur le terrain de la République nationale, à tous les Français qui poursuivent la fin des abus, des tripotages et des gaspillages qui ont jusqu'ici paralysé toute réforme sérieuse.

« Pas d'exclusivisme ! C'est aux républicains de vieille date que je m'adresse ; mais c'est aussi aux citoyens qui, jusqu'ici, ont gardé leurs préférences pour les anciens régimes.

« Ce terrain national est celui sur lequel nous nous entendrons tous à la veille de l'ouverture de cette grande et féconde Exposition de 1889, pendant laquelle il ne peut y avoir d'autres luttes que celles du génie humain.

« Mais je désire que personne ne puisse se tromper sur mes intentions.

« Je n'ai et n'aurai jamais d'autre vue que le maintien de la République honnête, et c'est à son affermissement que je veux me consacrer.

« Electeurs de la Seine,

« On vous répète chaque jour que voter pour moi,

c'est voter pour la dictature et vous donner un maître. Laissez-moi protester hautement contre ces perfidies.

« Voter pour moi, c'est voter pour un homme qui s'engage à rester votre mandataire loyal et le champion de vos revendications ; qui veut rendre la parole au pays et lui restituer sa souveraineté que les parlementaires ont confisquée à leur profit.

« Voter pour mon adversaire, c'est perpétuer l'état d'agitation stérile qui arrête toutes les grandes entreprises ; c'est infliger à notre pays, et jusqu'à sa ruine, la politique d'improbité dans laquelle il se débat, et dont les Chambres, depuis dix ans, nous donnent le triste spectacle.

« Choisissez !

« Vive la France !

« Vive la République !

« Général Boulanger. »

La Ligue des patriotes qui, selon la jolie expression de Déroulède, a épousé le général Boulanger, s'est chargée de tous les détails matériels de l'élection. Dans la nuit du 26 au 27, elle passera la revue de ses cadres électoraux.

Vingt délégués du comité directeur inspecteront les vingt arrondissements de Paris où les forces de la Ligue sont réparties en chefs de quartiers et chefs de section.

Tout le monde sera Dimanche matin militairement à son poste.

Il y a dans les mairies une animation extraordinaire. Les retardataires viennent chercher leur carte.

Les boulevards sont égayés par les cris des camelots. Sur l'air connu : « Ah ! quel malheur d'avoir un

gendre ! » ils répètent d'un ton mélancolique : « Ah ! quel malheur de s'appeler Jacques ! »

Et tout le monde de rire.

Place du Château-d'Eau, un assez grand nombre de curieux.

On va voir, aux pieds de la République, le lion de bronze qui garde l'urne de pierre.

Ce lion lui-même, ainsi que tout le monument, est bardé d'affiches. Sur son flanc gauche, il porte, comme si c'était un fardeau horrible, le nom de Jacques.

Et à droite, à gauche, partout le seul nom de Boulanger ou celui de Jacques, suivant les heures. Parfois les deux ensemble.

Le spectacle est si étrange qu'un photographe en a pris les différents aspects.

Ne rions pas de la photographie, c'est avec elle que l'on fera l'histoire.

Les pronostics sont amusants. Le général Boulanger dit : « Si tous ceux qui m'ont promis leur voix tiennent parole, si mes amis ne me trompent point, je serai élu avec une majorité de 50 à 80,000 voix. »

M. Jacques, de son côté, est sûr d'être élu avec une majorité de 30,000 voix. Conciliez cela comme vous pourrez.

Quant à M. Boulé, il se contente de rêver un maximum de 50,000 voix. Heureux sera-t-il s'il reste à Paris un pareil nombre de révolutionnaires *fidèles*.

J'ai naturellement passé quelques heures la veille de l'élection, à l'hôtel de la rue Dumont-d'Urville. Depuis l'aube, le cabinet du général, les salons, les escaliers, ne désemplissent pas. De temps en temps, on entend crier : « Vive Boulanger ! » C'est un cocher qui manifeste en amenant un client.

Le général, qui pourtant avait fait fermer les portes de son hôtel à dix heures, n'a pu se mettre à table qu'à une heure, tant il avait encore chez lui d'amis inconnus à écouter.

Pendant le déjeuner, rapidement fait, nous causons de l'élection.

Le général ne votera pas.

— Et pourquoi ?

— C'est tout naturel, me répond-il. Vous n'allez réellement pas me demander de voter pour mes adversaires. Or, pour rien au monde je ne voterai pour moi. Quand je faisais partie du cabinet, je n'ai jamais pu comprendre comment un ministre osait se prononcer en faveur des propositions présentées par lui. J'ai toujours entendu dire qu'on ne saurait être à la fois juge et partie. Je m'abstiendrai donc. Je consulte le département de la Seine. Je lui demande : « Êtes-vous, oui ou non, pour le gouvernement actuel ? » Ma voix n'a rien à faire dans le suffrage. Tout me donne d'ailleurs à croire qu'elle ne sera pas nécessaire.

Nous parlons des murs de Paris, où partout éclatent les noms de Boulanger et de Jacques.

Le candidat gouvernemental a fait coller, paraît-il, trois millions d'affiches et de bandes. M. Boulé n'en a pu mettre que dix mille, il y a huit jours, et dix mille hier. Le général m'avoue qu'il en a fait coller, pour sa part, près de deux millions, tant en grand colombier qu'en bandes.

— Pourquoi un nombre si considérable de placards ? A votre place, je n'aurais rien mis. Tout le monde savait bien que vous vous présentiez.

— J'aurais voulu moi-même ne pas mettre une affiche,

mais vous ne savez donc pas qu'on n'a point le droit de faire de la peine à de dévoués partisans qui croient tout perdu quand ils voient les murs couverts du nom de Jacques ? Il y en a eu plus de cent qui sont venus chez moi, tout effarés. L'un me disait : « Je viens de traverser le pont de l'Alma. Je n'y ai vu que des « Jacques ». Un autre : « Nous sommes perdus, tous les « Boulanger » sont recouverts. » C'est bien le moins qu'on donne du courage à ceux qui se donnent du mal pour recueillir des voix.

— Mais vous avez dû dépenser des sommes inouïes ?

— Je vous crois, mais je ne saurai le chiffre exact qu'après l'élection. J'ai eu toutefois bien des concours gratuits. Il y a eu des colleurs d'affiches, des porteurs de bulletins qui m'ont dit : « Mon général, j'ai assez de cent sous par jour pour vivre. Ne me donnez pas davantage. Je serai trop bien payé si vous réussissez. » En tout cas, je puis vous dire que l'élection ne me coûtera rien. Tenez.

Et M. Boulanger sort de sa poche un paquet de lettres.

Il y en avait une qui contenait cinq cents francs, une autre cinquante. Quelques-unes étaient accompagnées de modestes mandats de 5, de 6, de 8 francs.

Toutes les épîtres peuvent se résumer par ces mots : « Pour l'élection de Paris. »

Une chose étonne le général, qui plus d'une fois, a pris plaisir à se promener dans Paris pour étudier la rue. Il trouve qu'on lit peu les affiches. La majorité des passants se contente de les regarder.

— Je comprends, dit-il, pourquoi mes amis veulent que j'étale mon nom sur les murs. Le nom du candidat

devient une obsession. Il ne faut pas que ce soit celui de mon adversaire qui domine.

Un enthousiaste a apporté tout un paquet de caricatures ridiculisant M. Jacques, et les distribue dans l'antichambre, dans les couloirs, entre les autres visiteurs.

Le général le voit en regagnant son bureau, sis comme on sait au-dessus de la salle à manger. Il appelle un de ses secrétaires.

— Empêchez cela, dit-il. Ce n'est pas ainsi que je comprends la lutte électorale.

Et il entre dans son cabinet. Il va recommencer à recevoir. Je prends congé de lui.

— A demain, me dit-il.

Et comme je pense à tout ce que contient ce mot de demain.

— Demain, reprend-il, je serai député de la Seine. Oh ! ne craignez pas de le dire. Il me suffit de compter sur ceux qui, soit verbalement, soit par lettre, m'ont promis de travailler pour moi. J'ai plus d'amis que vous ne croyez vous-même.

Ce qui me fait plaisir, c'est que, quoi qu'il arrive, il ne sera pas le lendemain moins *bon enfant* que la veille.

Et, le grand jour, le 27 janvier, le candidat révisionniste était forcé de s'habiller dès la première heure. Dès l'aube on faisait longuement tinter à sa porte la sonnette électrique. C'était un électeur craintif qui voulait qu'on redoublât les précautions autour des urnes.

M. Boulanger l'a fait monter auprès de son lit.

— Excusez-moi, général, mais tous les membres du comité jacquiste de mon quartier seront aux portes des

sections une demi-heure avant l'ouverture des portes. Ils vont s'emparer du bureau.

— Tranquillisez-vous. Nos amis y seront avant eux. Et puis, combien croyez-vous qu'avec tous les subterfuges du monde on puisse m'enlever de voix ?

— Si on allait vous en prendre vingt mille?...

— Eh bien ! quand cela serait !

Le candidat révisionniste a en effet une telle confiance qu'il croit qu'on peut, sans danger, lui voler des milliers de voix.

Notre électeur matinal est le seul alarmiste qu'il ait vu de la journée. A partir de huit heures, l'hôtel, peu à peu, s'est empli.

— Ah! général, quel temps!... Le soleil d'Austerlitz... Avez-vous de la chance!... Toujours de la chance... S'il avait plu, on restait chez soi. Tout le monde votera. Vous aurez trois cent mille voix.

Je n'ai guère, pendant quatre heures. entendu que ces phrases.

Le candidat était plus que tranquille. Il ne pensait même pas à dissimuler sa gaîté. A chacun il disait :

— Avez-vous voté?

— Non, fit l'un.

— Eh bien! partez vite. Parce que moi, je ne vote pas, ce n'est pas une raison pour que mes amis ne fassent point leur devoir.

Le général eût voulu monter à cheval à neuf heures.

Pure affaire de superstition. Il faisait avec le comte Dillon une promenade à cheval le matin des premières élections... Mais aujourd'hui, impossible. Il y a trop de monde.

A midi, toutefois, le général s'apprêtait à aller déjeuner chez un ami.

Pendant qu'il s'habillait, la conversation tomba sur le journalisme. Quelqu'un attribuait l'animosité des attaques dirigées contre le boulangisme à la peur qu'ont certains journaux d'être supprimés par le futur gouvernement.

— C'est enfantin, dit le général. On ne se rappelle donc pas que j'ai appris la liberté aux Etats-Unis? Sur ce terrain, nul n'a rien à redouter de moi.

Le soir, à sept heures, Paul Déroulède réunissait en un dîner, chez Durand, les chefs de la Ligue des patriotes et quelques amis. Un cabinet voisin a été loué par Rochefort.

C'est chez Durand qu'on doit apporter un à un, section par section, comme on l'a déjà fait aux élections précédentes, les résultats du scrutin. Immédiatement après le contrôle, ils seront communiqués au général qui, pour ne pas faire de jaloux, puisque tous les salons sont pleins de boulangistes, dîne seul dans un cabinet avec le comte Dillon.

Très animé, le repas, auquel Déroulède a bien voulu m'inviter. Ainsi que Paris entier, les boulangistes ont pris l'élection à la joie.

Pourtant on ne mange guère. A tout instant, arrive un résultat qu'on discute, qu'on commente. Le dîner même ne finit pas. Les salons sont peu à peu envahis.

Bientôt on s'y presse, on y étouffe. On commence par avoir deux, trois, six sections, puis quinze, vingt, etc. Chaque arrivant apporte des chiffres qui accentuent le succès.

A la fin, les salons se mêlent. Personne n'achèvera de dîner. On se félicite mutuellement. Chacun a sa part du succès.

Rochefort répète : « Qu'est-ce que j'avais dit ! » Déroulède remercie ses ligueurs. Il embrasse Georges Thiébaud.

Heureusement, quelques-uns des visiteurs ont l'idée de porter les résultats, les uns dans leurs journaux, les autres dans les cercles. Cela fait quelque place.

La sortie est presque aussi difficile que l'entrée.

Un monsieur à barbe noire s'efforce d'écarter la foule :

— Laissez-moi passer, dit-il, je suis député ; il n'y en a pas tant ici ce soir. Mais il y en aura beaucoup chez le général demain.

Rien ne saurait donner une idée de l'animation des boulevards, surtout à partir de dix heures.

Devant les journaux, rue Montmartre et autour de Durand, la circulation est impossible.

Place de la Madeleine, avenue de l'Opéra, rue Drouot, les voitures ne circulent pas.

Tout Paris veut des nouvelles.

A dire vrai, si les boulangistes les accueillent avec la satisfaction la plus grande, les jacquistes ne paraissent point leur garder rancune.

Il n'y a point de disputes. On veut savoir, et c'est tout.

Le succès du général Boulanger est sinon accepté, du moins toléré par tous.

A dix heures et demie, Durand est forcé de fermer sa devanture de fer. Il ne reste pour entrer qu'un trou de quelques centimètres carrés.

Vainement, Déroulède sort pour inviter le public à se retirer. Vainement, il déclare qu'à cette heure l'élection est faite. La foule veut voir le général. Elle l'appelle au balcon. Il a le bon goût de ne pas s'y montrer.

Un peu avant une heure, le général sort de chez Durand. On l'acclame, on le porte dans sa voiture. On le suit jusqu'au boulevard Malesherbes; mais là les chevaux prennent le galop; on est forcé de s'arrêter à l'angle de la rue Boissy-d'Anglas.

Le bruit court que M. Jacques est chez Larue. La foule qui acclamait le général vient huer le candidat gouvernemental.

On a improvisé, je ne sais comment, un mannequin qu'on hisse sur une voiture et autour duquel on allume des bougies.

Le mannequin est ainsi promené à pas lents, sur les grands boulevards, au milieu d'une foule qui soupire d'une voix lamentable : Pauvre Jacques!

A deux heures du matin, on avait les résultats complets.

373 SECTIONS

Inscrits : 568,697. — *Votants :* 444,564.

Le général Boulanger	245,236
M. Jacques	162,875
M. Boulé.	17,039
Divers. . . . . , ...	10,358

Le général Boulanger est *Élu* par *82,361 voix de majorité.*

Il est à noter que, dans tous les arrondissements, dans toutes les banlieues, il a eu la majorité.

Ce ne sont pas seulement, ainsi que le disaient les gouvernementaux, les quartiers conservateurs ou tranquilles, comme ceux de Passy, du Louvre, du Luxembourg, qui ont contribué largement à son succès.

Le candidat révisionniste a eu une majorité presque aussi belle dans les arrondissements radicaux, — aux Gobelins, à Vaugirard — que dans celui de l'Elysée, où il a eu 4,169 voix de plus que M. Jacques. Les arrondissements révolutionnaires, — Montmartre, les Buttes-Chaumont — lui ont octroyé une majorité encore plus forte.

Chose curieuse, le candidat cadettiste a été battu jusque dans son propre arrondissement qui a donné à son concurrent une majorité de 1,771 voix.

Mais c'est dans la banlieue surtout que le succès du général Boulanger a été véritablement triomphal. Les suburbains lui ont fourni une majorité de 27,211 voix.

Toutes les prévisions du Comité cadettiste ont donc été démenties par le scrutin.

Et c'est le gouvernement qui a mis le général au défi de se faire élire à Paris !

II

LE LENDEMAIN DE L'ÉLECTION

— Le général ira-t-il à la Chambre ?

Telle était la question que se posaient le 28 janvier de nombreux électeurs.

Tel était donc le point sur lequel je devais tout d'abord interroger le nouvel élu de Paris.

— « Oui, me dit-il, je pensais hier soir à me rendre aujourd'hui au Palais-Bourbon, mais j'ai appris que beaucoup d'amis désiraient m'y conduire ou m'y attendre. Ils se seraient contentés de me faire fête. On n'aurait pas manqué néanmoins de lancer contre eux des gardiens de la paix et peut-être de la troupe. Des bagarres se seraient produites. Or, je n'ai pas à me dissimuler que, si j'ai été élu, c'est précisément parce que je représente l'ordre — et l'ordre contre le gouvernement qui, depuis le dernier Congrès, n'a jamais représenté que le désordre. C'est au milieu du désordre même — souvenez-vous-en — qu'a été élu le Président de la République.

« Pour la première fois, depuis la guerre, on a vu Paris en état de siège. On avait mis autour de la gare Saint-Lazare et dans les casernes vingt-cinq mille hom-

mes qu'on aurait, à la première manifestation, lancés contre les Parisiens, comme si on ignorait les conséquences d'un tel déchaînement ! L'élection de M. Carnot est faite. Le calme va-t-il revenir ? Non, il suffira qu'il meure une personnalité révolutionnaire ou que Paris ne soit point de l'avis du ministère, pour qu'on prenne aussitôt des mesures répressives. Comment appeler cela, sinon le désordre ? Or, j'ai pour premier devoir de ne pas provoquer de tels conflits entre ceux qui se croient encore des gouvernants, et la population qui m'a élu. Je n'irai donc à la Chambre que lorsqu'on ne m'y attendra pas. »

Ce disant, M. Boulanger ouvrait des dépêches. Il en a reçu de tous les pays, même de New-York où son élection était connue à deux heures du matin, même de Chicago. Quelques-unes l'ont particulièrement flatté, notamment celles que lui ont envoyées les départements qui lui ont déjà donné des voix.

On veut bien me croire d'habitude parce qu'on sait que je n'ai jamais d'autre souci que d'être exact, mais ce qui va suivre est tellement gros que j'ai besoin de recourir à une précaution oratoire. C'est par corbeilles que les secrétaires du général lui ont apporté les télégrammes.

Je me rappelle l'orgueil qu'avait la mère de Carpeaux quand, le lendemain de la mort de son fils, elle recevait dans la pauvre maison qu'elle occupait, avenue de Versailles, des dépêches de condoléance de toutes les cours étrangères. Eh bien ! de temps en temps, le 28 janvier, parmi tous les télégrammes qu'ouvrait le général, il y en avait qu'il relisait et qu'il mettait de côté.

— Tenez, me dit-il, on prétendait que l'étranger verrait mon succès de mauvais œil...

Et il me tendit des dépêches.

Le général, toutefois, ne s'est pas cru autorisé à livrer leurs noms à la publicité et, si je veux qu'il n'ait point peur de moi, je ne dois naturellement révéler que ce qu'il me permet d'insérer. Je dirai pourtant que, parmi les signataires de ces télégrammes, vraiment plus nombreux que je ne l'aurais cru, il y avait le fils du représentant d'une des plus grandes nations.

De Pétersbourg, trois dépêches.

De Moscou, huit.

Le général a reçu devant moi plusieurs visiteurs. Tous, naturellement, parlaient de l'élection, dénombraient les voix, cherchaient à classer les électeurs, à savoir quelle serait désormais la politique de l'élu. Il répondait fort nettement :

— « Ne vous fourvoyez pas. Je n'ai point à m'inquiéter de la source des voix qu'on m'a données. Je me suis présenté comme le représentant du parti national. Je suis l'élu du parti national, un parti sans limites, le parti le plus ouvert et le plus libéral qui soit. On est ou on n'est pas du parti national. Voilà tout ce que je dois savoir. »

Bientôt il y eut tant de monde qu'il dut faire proposer à ceux des électeurs qui le voulaient bien d'entrer par groupes.

Devant aucun d'eux il ne dissimula sa joie, une de ces joies qui font plaisir à voir. Pas d'orgueil. Pas de pose. Une satisfaction très sincère qu'on ne cache point parce qu'on ne saurait la feindre.

On comprendra que je n'aie pas à nommer les per-

sonnages plus ou moins politiques qui avaient *le lendemain* voté pour le général ou qui, n'étant pas inscrits à Paris, se déclaraient ravis de son succès.

Grâce à eux, le général a appris beaucoup de choses.

Ainsi, on sait maintenant que le gouvernement comptait sur une manœuvre de la dernière heure pour intimider la population de Paris. Il attendait une dépêche de M. Herbette, relatant l'entretien qui lui avait été ménagé, la veille de l'ouverture du scrutin, sur une invitation extra-officielle, avec le prince de Bismarck.

La déception a été grande au ministère de l'intérieur lorsque la dépêche tant attendue a été communiquée à M. Floquet. Sa banalité était telle qu'il eût été plus dangereux qu'utile d'en faire usage. C'est ce qui explique comment la manœuvre de la dernière heure, que quelques indiscrétions avaient fait pressentir, n'a pu être tentée.

Un visiteur se plaint vivement de la façon dont le gouvernement essaie de balancer les frais de l'élection. Au ministère des travaux publics, notamment, les appointements, *par mesure budgétaire*, seront réduits en 1889. Singulière façon d'étouffer le boulangisme !

Inutile de dire que, durant toute la journée, plusieurs centaines de personnes sont restées massées rue Dumont-d'Urville. Aux deux côtés de l'hôtel se prolongeaient de longues files de voitures.

A l'arrivée de chaque visiteur, toutes les têtes se penchaient, toutes les bouches proféraient la même interrogation : « Qui est-ce ? » D'ailleurs, pas un cri. Les agents, très nombreux, se montraient des plus calmes. On attendait la sortie du vainqueur de M. Jacques et les curieux qui finissaient par se fatiguer étaient vite remplacés par de nouveaux arrivants.

Néanmoins le général avait bien raison de ne pas se rendre à la Chambre.

Dès une heure plusieurs milliers de personnes stationnaient devant le Palais-Bourbon, sur la place de la Concorde et dans l'avenue des Champs-Elysées. Au passage du nouveau député, elles eussent certainement donné quelque mal aux gardiens de la paix espacés sur le trajet de l'hôtel à la Chambre.

Chose étrange. La plupart des députés se sont gardés d'entrer au Palais-Bourbon par le quai d'Orsay. Craignaient-ils, sinon les quolibets, au moins les apostrophes de la foule ? Ils se sont rendus discrètement à la Chambre par la rue de Bourgogne.

A partir de deux heures, les terrasses de l'Orangerie et des Feuillants se garnissent peu à peu ; la foule grossit ; tout le monde a les yeux tournés vers l'Arc-de-Triomphe. On attend le nouvel élu de la Seine. Le froid, qui est assez vif, ne décourage pas les manifestants. Les jeunes se livrent à de nombreuses plaisanteries sur l'insuccès de M. Jacques. Les gens d'âge mûr discutent avec animation les conséquences du scrutin.

A noter ces diverses observations, très tranquillement écoutées :

— Tous les députés de la Seine, tous les conseillers municipaux et généraux qui se sont prononcés contre le général se trouvent mis en minorité. Ils ont perdu la confiance de leurs électeurs. Logiquement ils devraient, M. Lockroy en tête, donner leur démission. — M. Jacques a été repoussé par la majorité des électeurs de son quartier ; restera-t-il conseiller quand même ?

Dès qu'apparaissent les journaux du soir, les kiosques

sont pris d'assaut. Le ministère, apprennent-ils, a réellement donné sa démission. C'est très bien. M. Carnot l'a refusée, c'est très mal. On commente vivement son attitude. Il est cinq heures. Le général ne vient pas. Les conversations varient à l'infini et l'on attend toujours. Très patiemment d'ailleurs.

Le gouvernement lui-même a dû être étonné d une si grande tranquillité, que faisait pourtant prévoir le calme de la veille.

En prévision de troubles graves, la garnison de Paris avait été consignée : les officiers supérieurs d'infanterie avaient fait amener leurs chevaux dans leurs casernes.

Que la situation ait si vainement semblé menaçante au ministère, c'est un succès de plus pour le général Boulanger.

Mais que peut-on craindre, grand Dieu !

Combien de fois faudra-t-il répéter qu'il n'y a aucun coup de main à redouter?

« Tout pour l'ordre, tout par la loi. » Ainsi pourraient se résumer les propos politiques tenus par le général à ses plus intimes amis, — à ses complices, si l'on veut.

A cinq heures, il a fait interdire sa porte. Il a reçu jusqu'à sept heures, même en s'habillant, les dernières personnes empilées dans ses salons, puis s'est rendu à l'un des vingt-neuf dîners qu'il a encore sur la planche.

Et il a dû manger fort gaîment, je vous assure, car Déroulède se plaît quelquefois à donner cette définition du boulangisme :

— Le parti national est une armée de réservistes qui ont l'intention de rester jeunes le plus longtemps possible, qui se battraient comme d'Artagnan, mais qui, en attendant, s'amusent comme Porthos.

Cela n'empêche point le général de travailler, et ferme, croyez-moi, entre un déjeuner intime et un grand dîner.

Il répond ou fait répondre à toutes les lettres.

Dès qu'il a un instant de solitude, il rédige un manifeste. Le surlendemain de l'élection, il adressait aux Parisiens la proclamation suivante :

« Electeurs de la Seine !

« Encore sous le coup de la profonde émotion où m'a laissé la merveilleuse manifestation de dimanche, je ne veux cependant pas ajourner l'expression de ma reconnaissance à l'admirable population qui a si bravement marché en colonne serrée contre la coalition parlementaire, composée de tous ceux qui se réclamaient audacieusement de la République, que leurs fautes, leur impuissance et leurs intrigues ont si gravement compromise.

« Jamais, sous aucun régime, campagne officielle d'attaques infâmes, de mensonges calculés et de menaces odieuses, n'avait été plus scandaleusement menée contre un candidat. Votre bulletin à la main, vous avez d'un seul coup balayé calomnies et calomniateurs.

« Le parti républicain national, basé sur la probité des fonctionnaires et sur la sincérité du suffrage universel, est désormais fondé. La Chambre, qui l'a combattu avec une fureur sans précédent, n'a plus en face d'elle que la dissolution, à laquelle elle n'échappera pas.

« Electeurs de la Seine !

« C'est à vous, à votre énergie et à votre bon sens que la patrie, notre grande patrie, devra d'être débar-

rassée des parasites qui la dévorent tout en la déshonorant.

« La République est maintenant ouverte à tous les Français de bonne volonté.

« Qu'ils y entrent, et que les autres en sortent !

« Vive la France !

« Vive la République !

« Général BOULANGER.

« Paris, 29 janvier 1889. »

III

LE NOUVEAU PLAN BOULANGISTE

J'ai été bien étonné, en entrant vers dix heures du matin, le 12 février 1889, dans l'hôtel de la rue Dumont-d'Urville, comme toujours déjà plein de visiteurs, de voir sur tant de figures tant d'expressions diverses.

Pendant que certains amis de la maison, comme MM. Naquet et Robert Mitchell, avaient l'air très tranquille, quelques-uns semblaient radieux ; d'autres étaient consternés.

Le veille même, M. Floquet avait triomphé.

Il avait réussi à remplacer le scrutin de liste par le scrutin d'arrondissement. Il croit le boulangisme tué du coup.

J'ai peut-être déjà dit que le général Boulanger ne reçoit par groupes que les gens qui le désirent. Il aime mieux faire attendre ceux qui se présentent isolément et les contraindre même à se retirer sans l'avoir vu que de les recevoir ensemble : ceux-ci lui confient dans le tête-à-tête des choses qu'ils n'oseraient pas lui dire devant témoins : une sorte d'intimité s'établit ainsi entre lui et chacun des électeurs qu'il reçoit.

Avec la même placidité, il entend tout, même les ren-

seignements les plus défavorables que des pessimistes lui apportent.

— A la bonne heure ! me dit-il à mon entrée. Vous, au moins, vous n'avez pas l'air navré.

— Comment l'avoir quand vous êtes si souriant ! Vous ne trouvez pas que Floquet a gagné la seconde manche ?

— « D'abord, s'écrie-il, la comparaison n'est pas juste. Vous ne pouvez assimiler la journée d'hier à celle des élections ; les deux « parties » n'ont pas même valeur. Le 27 janvier, c'est Paris tout entier qui, après les départements, a dit aux parlementaires, dans un grand mouvement patriotique : « Je suis las de vous. » Hier, ce sont 290 députés qui, par pur intérêt personnel, se sont cramponnés à leurs sièges. Souvenez-vous du mot de Millerand. Il est fort joli et vous aurez souvent l'occasion de vous en servir : Hier, ç'a été « le scrutin de la peur ». C'est avec ce mot-là, prononcé par un adversaire, que nous ferons les élections générales.

« J'ai bien réfléchi, cette nuit. Savez-vous comment m'apparaît la situation? Il y a une forteresse à renverser, le parlementarisme. Cette forteresse-là, qui n'est défendue que par un millier d'*officiels*, a contre elle toute la France. Elle est donc moralement et matériellement condamnée. Avec le scrutin de liste, nous n'avions qu'à suivre le chemin direct pour la renverser. Le gouvernement met des batteries devant nous. Eh bien ! nous prendrons une autre route. Voilà tout. Nous exécuterons un mouvement tournant. »

— Grâce à ce mouvement, mettrez-vous dans la nouvelle Chambre autant de députés boulangistes qu'en eût mis le scrutin de liste ?

— Pas un de moins. Peut-être plus. Car ce bâton dans les roues nous forcera à travailler davantage.

— Songez que, derrière vous, tout le monde passait !

— Croyez-vous donc que j'aurais formé mes listes avec des noms incapables de passer sans moi ? J'aurais été remorqueur, mais remorqué aussi ! Pour que chaque circonscription ne fût point capable de nous fournir un candidat, il faudrait que l'état d'esprit qu'on a appelé le boulangisme n'existât pas. Or, vous avez vu s'il s'est manifesté chaque fois que j'ai été à même de consulter le pays. A moins de ne pas connaître, je dirais plus, à moins de mépriser la France, on ne peut croire qu'elle votera plus facilement pour un homme que pour un drapeau. Comme le boulangisme sera représenté dans chaque circonscription par des notoriétés locales, depuis longtemps connues et estimées, il n'y a aucune raison pour qu'elles ne soient pas élues sans moi aussi bien qu'avec moi. Je n'ignore pas que nous aurons contre nous une pression officielle formidable. Ne l'avons-nous pas eue à Paris même ? Est-il donc sans exemple que les candidatures officielles aient échoué aux élections générales? Rappelez-vous 1877. M. Floquet, malgré tout son prestige, n'en a pas tant que le maréchal de Mac-Mahon. Il ne fera pas plus d'efforts que lui. Le maréchal a été battu par les 363 comme M. Floquet le sera aux prochaines élections. Croyez-moi. Quand un gouvernement est condamné à mort, il a beau appeler au secours tous les médecins qu'il veut, la maladie suit son cours. Le parlementarisme suivra le sien. Il n'a plus que le quart d'un poumon. La question est jugée. Voici donc, pour nous résumer, le nouveau plan boulangiste : partout

des revisionnistes assez distingués pour être élus. Quant à moi, je ne me présenterai que dans les circonscriptions les plus difficiles, dans celles où les opportunistes croiront avoir le plus de chances.

Il m'arrive rarement de rester longtemps chez le général. Il répond si vite, si clairement aux questions, que j'ai tout de suite les éléments d'un article.

A peine sorti de son bureau, j'avais, dans l'escalier même, la confirmation d'une partie de ses espérances.

Deux visiteurs causaient ensemble, un ancien député, un grand industriel. Tous deux ont l'intention de se porter « comme boulangistes, dans la même circonscription ». Ils venaient, sinon ensemble, du moins à la même heure, se proposer au chef du parti national. Pendant que j'étais chez celui-ci, ils décidaient que rien ne serait changé à leurs projets, mais que le moins favorisé reporterait ses voix sur l'autre.

M. Floquet serait-il donc exposé à trouver devant ses candidats officiels plus de boulangistes avec le scrutin uninominal qu'avec le scrutin de liste? Ce serait bien drôle.

M. Floquet? Non. Moins d'une semaine après, il tombait, il s'effondrait. A qui le portefeuille?

IV

PENDANT LA CRISE MINISTÉRIELLE

On se doute des conversations qui sont tenues, dans la seconde partie de février, à l'hôtel de la rue Dumont-d'Urville.

A chaque nouveau visiteur, le général Boulanger demande ironiquement des nouvelles. On lui répond en riant :

— Il n'y en a pas. Il n'y en aura jamais. Le parlementarisme s'éteint dans le gâchis.

On ne fait pas que rire, pourtant. On travaille davantage.

Ainsi le général a prévu le cas où, dans l'espérance de l'embarrasser, on le chargerait de former un cabinet.

Pendant qu'à l'Elysée on ne peut parvenir à en former un, j'affirme qu'à l'hôtel de la rue Dumont-d'Urville il y avait un ministère tout prêt, un cabinet de dissolution, s'entend.

Je ne suis pas autorisé à révéler de quels noms il était composé. Je puis dire, toutefois, qu'il eût bien étonné. Aucun des membres du comité revisionniste n'y figurait.

Comme il faut s'attendre à tout, on s'arme également

en vue des élections générales, que le moindre incident pourrait rendre imminentes.

Je connais quelque part un long meuble où sont disposés autant de cartons qu'il y a de départements. Dans chaque carton, une chemise par circonscription.

Les gens qui se moquent de tout ce que je dis se sont crus très spirituels en faisant des gorges-chaudes sur le mot *chemise*. Je voudrais bien savoir comment ils appellent l'enveloppe dans laquelle ils classent des papiers.

Dans le meuble en question sont établies les chances de toutes les candidatures, sont entassés les renseignements recueillis par les intéressés ou envoyés par les partisans connus ou inconnus.

A l'heure qu'il est, toute l'armée du général est prête. Chaque opportuniste trouvera dans chaque circonscription un boulangiste devant soi. Il ne reste plus rien à faire qu'à perfectionner.

Une chose, en effet, est à noter. Chez la plupart des candidats, le général a trouvé moins d'ambition personnelle que de dévouement à la cause revisionniste. Tous lui ont dit : « Nous sommes prêts, non seulement à nous effacer devant ceux qui auront plus de chances que nous, mais encore à les soutenir. »

Le général ne dissimule point son désir de faire les élections générales avant l'Exposition. Voici ce qu'il dit à ce propos aux nombreuses délégations qui ne cessent de le visiter :

— « L'ouverture de l'Exposition sera probablement fixée comme d'habitude au premier mai. Or, tout le monde sait que, ce jour-là, la majorité des exposants ne sont pas prêts. L'installation ne commence vraiment à être définitive qu'a la fin de mai. Aussi les étrangers

ne viennent-ils guère qu'en juin. C'est vers le milieu de ce mois que l'Exposition bat son plein. On aurait donc largement le temps de procéder aux élections générales avant la date réelle de l'ouverture de l'Exposition. On allégerait ainsi la France de toute préoccupation politique. Dès son entrée au Palais-Bourbon, la nouvelle Chambre proclamerait la trêve et laisserait la parole au commerce et à l'industrie. Supposons, au contraire, que les élections n'aient lieu qu'en octobre.

« La crise politique est pendante. Les partis restent armés. Les journaux se querellent. La lutte la plus aiguë s'engage à l'heure même où le Champ-de-Mars commence à être dans tout son éclat. Pense-t-on que les étrangers, que les habitants des départements oseront venir à Paris quand on continuera à parler même d'une révolution imminente? Je dis que le patriotisme le moins ardent exige la cessation de toute politique après le premier juin. Je dis que l'ouverture immédiate de la période électorale s'impose, dans l'intérêt du commerce, de l'industrie, de toute la France. Ah! je sais qu'il eût mieux valu prévoir cela, je sais que le gouvernement aurait mieux fait, l'an dernier, de s'entendre avec tous les chefs de groupes pour qu'aucune question irritante ne se produisît dans le cours de 1889. Il n'est pas un homme politique qui n'eût consenti à signer la trêve, mais puisque personne ne l'a demandée, puisque le gouvernement, qui a pour premier devoir la prévoyance, n'a même point paru se douter de l'énergie de la lutte électorale en 1889, je ne peux être responsable de sa négligence[1]. »

[1] Ces déclarations ont paru textuellement dans le *Figaro* du 21 février 1889. Nul n'aurait donc le droit de reprocher au général de troubler l'Exposition. Il a tout prévu. Si la *trêve* désirée par le monde entier n'a point lieu, c'est le gouvernement seul qui en est responsable.

Et comme le général parlait ainsi, il s'étonna de mon mutisme :

— Qu'avez-vous? me demanda-t-il. On dirait qu'il y a dans mes paroles quelque chose qui vous embarrasse...

— Oui, je cherche le moyen de les publier sans qu'on les trouve inspirées par votre intérêt personnel.

— Ah! cela, par exemple, s'écria-t-il, c'est trop fort! Je comprendrais votre embarras et même votre désappointement si vous m'entendiez ne parler que de mon intérêt personnel. Sacrifier les intérêts nationaux à mon intérêt personnel, oui, cela serait vraiment odieux. Mais parce qu'il se trouve que mon intérêt politique est en effet d'accord avec celui du pays, vous voudriez que je ne fisse pas tout le possible pour avancer la date des élections? Mais c'est alors que je serais criminel. Quoi! ne point déclarer ce que je pense, quand j'envisage en toute conscience l'intérêt de mon pays, parce qu'on pourrait dire que je travaille pour moi! Ah! je vous mets au défit d'arriver à me faire redouter les fausses interprétations lorsque je dis une chose que je crois devoir dire. Je vous demande donc instamment de donner à vos lecteurs les raisons que je donne à tous mes visiteurs.

Et nous causâmes d'autre chose.

Il y eut un moment où le général eut besoin d'un ouvrage. Il sonna. On fut longtemps à venir. Nous étions seuls au deuxième étage. Or, on sait qu'il admet ainsi dans son cabinet non seulement les délégations, mais encore le moindre visiteur. Il me vint une idée, peut-être baroque. J'ai raconté la chose comme elle s'est produite parce que je l'ai trouvée caractéristique. Elle

a soulevé parmi mes confrères un hourvari inimaginable. Mais plus je réfléchis, plus je me dis que c'est à moi de me moquer des moqueurs.

Je réédite donc ici, sans la moindre honte, l'aventure incriminée.

Selon son habitude, le général se promenait en parlant. Je m'approchai de lui et pris un air grave :

— Général, nous sommes seuls. J'aime autant tout vous dire. J'ai reçu de votre principal ennemi, cinq cent mille francs.

— Tiens! c'est une bonne pensée que Floquet a eue là.

— Ne riez pas. Je parle sérieusement. Je vais vous tuer. Vous comprenez que je serai acquitté. Je dirai aux jurés : « Tant que j'ai cru en lui, je l'ai défendu! Je me suis aperçu que je me trompais. J'ai sauvé mon pays. »

Et je mis brusquement la main sous mon pardessus.

Il avait les siennes dans ses poches.

— Eh bien, quoi, m'écriai-je, vous ne sortez pas un revolver? Vous ne me dites pas : « J'ai de quoi répondre à quiconque se livrerait à un attentat prévu? »

— Mon cher, vous pouvez remuer tout l'hôtel. Si vous y trouvez un revolver, je veux bien être pendu. Vous n'êtes pas le premier à me parler d'un attentat possible. Tous mes amis me font part de leurs craintes. Je n'en tiens aucun compte. Si je n'avais pas foi en moi, comment pourrais-je demander aux électeurs d'y avoir foi eux-mêmes? Et savez-vous pourquoi je n'ai pris, d'ailleurs, et ne prendrai jamais aucune précaution? Parce que je suis sûr que celui qui viendrait ici avec l'intention réelle de tirer sur moi n'en ferait rien ou que, s'il essayait de le faire, IL ME MANQUERAIT.

Toujours l'étoile!

En racontant cette anecdote, absolument authentique, j'aurais, a-t-on dit, offensé le général. Il m'en a si peu voulu qu'il me faisait, huit jours après, l'honneur de dîner chez moi. On ne m'accusera pas, au moins, d'en avoir tiré vanité.

Ceux qui me connaissent savent que j'aime, dans la vie courante, à donner de l'intérêt, par un peu de mise en scène, aux choses les plus banales. Je hais l'ordinaire.

Le général, qui est, en beaucoup de qualités, supérieur à plus de gens encore qu'on ne croit, permet à chacun de se montrer comme il est.

Je ne vois point pourquoi je n'en profiterais pas, surtout quand c'est pour donner, le plus nettement possible, l'idée exacte de la foi qu'il a en lui.

Quelques jours après, le 28 février, les boulangistes, convoqués par M. Lucien Millevoye, petit-fils du poète, fêtaient enfin, au Grand-Hôtel, la constitution du nouveau cabinet, dont, à dire vrai, on espérait plus qu'il n'a tenu.

— J'ai invité beaucoup de monde, me disait M. Millevoye. Mon but est de montrer que le boulangisme est une large voie ouverte à tous les partis. Aussi ai-je invité des socialistes, des légitimistes, des intransigeants, des orléanistes, des radicaux, des bonapartistes, des hommes de toutes les couleurs. Viendront-ils ?

S'ils sont venus ? Plus de trois mille personnes ont présenté leurs vœux au général. Vœux inutiles, hélas ! Je jure qu'à la fin j'aurais rencontré, sans le moindre étonnement, M. Clémenceau auprès de son ex-ami.

V

CHEZ LA DUCHESSE D'UZÈS

Le général Boulanger dînait le jeudi, 7 mars, chez la duchesse d'Uzès, née de Rochechouart-Mortemart.

Plusieurs journaux lui ont reproché d'avoir accepté, lui, député républicain, l'invitation de la descendante de la plus vieille noblesse française.

Ils le connaissent mal.

Combien de fois faut-il répéter que le boulangisme est un parti de conciliation, un parti de fusion — on pourrait dire de tranquillité politique ?

Le général Boulanger, en se rendant chez la duchesse d'Uzès, est resté fidèle à son programme. C'est en fréquentant tour à tour les prolétaires, avenue Lowendall, et la noblesse, avenue des Champs-Elysées, qu'il cimente l'union des classes ; qu'il prépare, de la façon la plus sûre, l'avènement du parti dont il voudrait faire le plus beau qui ait encore eu la majorité en France.

Oui, il serait répréhensible s'il avait deux langages, s'il parlait ici autrement que là; mais ceux qui ont l'agréable honneur de l'approcher savent qu'il a partout le grand art de rester le même. Dans le riche hôtel qui servait naguère de résidence à la reine Christine

comme à la Brasserie Européenne, il professe, avec la même dignité, l'amour des masses et de la liberté.

Il y a des gens d'ailleurs qui n'ont pas le droit de changer d'opinion et qui ne sont respectés qu'à cause de la fermeté de leurs convictions. Qui pourrait admettre Rochefort autrement que républicain, Marius Martin autrement que bonapartiste, Georges Berry autrement que royaliste, enfin Maxime Lisbonne autrement que communard ? Or, tous les quatre sont reçus, aimés partout, précisément à cause de leur sincérité. Et l'avantage du boulangisme est d'avoir pu en faire ses quatre mousquetaires.

De pures questions de forme ont donc signalé la soirée du 7 mars.

Chez Mme Charles Lalou, on avait annoncé :

— Monsieur le général Boulanger est servi.

Chez Mme d'Uzès, on a annoncé comme d'usage :

— Madame la duchesse est servie.

Mais la duchesse avait, ainsi que le fait toujours la première, soumis l'heure de son dîner aux exigences de la vie très remplie de son hôte. Sachant que le général reçoit jusqu'à sept heures, elle avait fixé l'heure du dîner à huit heures.

Le repas, d'ailleurs, ressemblait à ceux que donne fréquemment Mme d'Uzès. Elle n'avait, dit-elle, fait rien de plus que pour ses familiers, parmi lesquels elle souhaitait — c'est elle qui a bien voulu me le déclarer — compter bientôt le général.

De sottes questions ont préoccupé le public.

On en est arrivé à se demander si M. Boulanger serait présenté aux dames ou si celles-ci lui seraient présentées.

La chose s'est faite sans embarras.

Le général, qu'accompagnait le comte Dillon, ayant été annoncé, n'avait pas à être présenté.

Il ne peut qu'être fier, à tous égards, de la façon dont il a été reçu.

A son arrivée dans le jardin, la fanfare de la duchesse a sonné les honneurs.

Pendant tout le repas, la duchesse d'Uzès, qui est absolument charmante, a été pleine d'amabilité pour le général qu'elle avait placé à sa droite. La duchesse était en robe gris perle. Seule entre toutes les dames, elle portait au corsage l'œillet rouge.

A sa gauche, le comte d'Harcourt.

En face d'elle, son fils cadet, M. Louis de Crussol — son fils aîné étant présentement à son régiment.

Les autres convives étaient Mlles Simonne d'Uzès, fille de la duchesse, et Mathilde de Crussol, sa belle-sœur; le prince et la princesse de Léon, le marquis d'Hervey de Saint-Denys, membre de l'Institut, et la marquise d'Hervey de Saint-Denys, née baronne de Ward, une des plus jolies femmes de Paris, le vicomte et la vicomtesse de La Rochefoucauld, le prince de Tarente, le comte et la comtesse de Chevigné, le comte de Mareuil, le marquis de Breteuil, le comte Hallez-Claparède, le comte de Caraman, le baron et la baronne de Maragues, le comte Dillon, M. A. Meyer, etc.

Le menu avait à sa gauche la couronne ducale surmontant une banderole sur laquelle on lisait la fière devise de la famille : *Ferro, non auro.*

Il portait, au lieu de la liste des mets celle des fanfares sonnées à l'entrée de chaque plat :

ÉQUIPAGE DE BONNELLES

Fanfares sonnées le 7 mars 1889.

Le Lancé
Le Débuché — Le Changement de Forêt
Le Dix-Cors (ou la Royale)
L'Hallali
Rallye-Bonnelles
Fanfare de Mme la duchesse d'Uzès
Les Honneurs — La Saint-Hubert
Les Adieux de Paimpont
La Retraite des Veneurs
Marche de Vénerie

Les piqueurs de l'équipage de la duchesse étaient en grande tenue, bleu barbeau.

Durant tout le repas, la politique a été absolument étrangère à la conversation, qu'a égayée l'esprit naturel de la duchesse.

A neuf heures et demie, Mme d'Uzès a pris le bras du général.

On s'est rendu dans les salons.

La réception allait commencer.

Parmi les invités, MM. le comte de Gramont, Mme Hochon, en robe vert d'eau; la duchesse d'Albuféra, en mauve; le marquis et la marquise de Massa, celle-ci en blanc garni de fourrures; la baronne Finot, en mauve et blanc; le marquis de Juigné, le prince de Polignac, M. Le Hérissé, député d'Ille-et-Vilaine, le comte de Beaufort, le comte et la comtesse de Monti, le marquis et la marquise de Vibraye, M. Laguerre, le comte et la comtesse Jean de Montebello, le marquis et la marquise de Juigné, le marquis et la marquise de Sesmaisons, le marquis et la marquise de Berulle, le comte et la com-

tesse de Talhouet, le comte de Fitz-James, le comte et la comtesse d'Espeuilles, le prince de Broglie et la princesse, née d'Armaillé, Dugué de La Fauconnerie, le duc de Vallombrosa, le baron de Mackau, Feuillant, le comte de Gontaut, M. et Mme O'Connor, le comte et la comtesse de Lévis-Mirepoix, etc., etc.

Le comte de Mensdorff et M. de Kotzebue, attachés à l'ambassade de Russie, obligés de se rendre à la présidence, s'étaient fait excuser.

Dans les salons, merveilleusement décorés, on entend à tout instant ces mots : « Quelle soirée charmante ! »

A l'exception de la marquise d'Hervey de Saint-Denys, qui est en velours rouge, toutes les dames sont en clair. Le blanc uni domine. A peine, de-ci de-là, une teinte très légère. Du rose, du vert d'eau, du mauve. C'est exquis.

Le général Boulanger est très entouré. Comme dans les banquets populaires, il a sur l'habit la plaque de la Légion d'honneur.

Selon son habitude quotidienne, il veut se retirer à onze heures. On sait qu'il est levé chaque matin à sept heures. Il a donc besoin de se ménager.

Mais il est forcé de dépasser son heure ordinaire.

Il n'a pu prendre congé de la duchesse d'Uzès que vers onze heures et demie. Il est parti enchanté de tout le monde et laissant tout le monde enchanté de lui.

Pour le grand parti qu'il essaie de fonder et qui doit, selon son expression, comprendre la France entière, la soirée a été excellente.

Un des plus ardents conservateurs a dit ce mot :

— Voilà enfin un républicain qui fait aimer la République.

VI

LA LIGUE DES PATRIOTES

Le cabinet Tirard s'est engagé, paraît-il, à détruire le boulangisme.

Son premier soin est de sévir contre ceux qui ont pris matériellement la part la plus active à l'élection du 27 janvier, c'est-à-dire contre les membres de la Ligue des patriotes.

Un incident, d'ailleurs regrettable, celui de Sagallo, lui a fourni l'occasion désirée. Le nouveau ministère commence par faire faire des perquisitions au siège même de la Ligue des patriotes, puis chez les principaux chefs de celle-ci.

Aussi ai-je passé, le 12 mars, une partie de la journée auprès de MM. Déroulède, Gallian, Richard, etc.

Ils ne s'expliquent pas les poursuites qui les menacent, mais sont sûrs d'être condamnés.

Ils consultent leurs dossiers pour y relever les arguments qu'ils auront à opposer au tribunal. Quelques personnes leur conseillent de gagner du temps en se faisant condamner d'abord par défaut. M. Déroulède repousse tout atermoiement.

— Pourquoi tergiverser? dit-il. La Ligue a poru

devise : « La nation. — La Loi. » Quand la Loi m'appellera, j'irai.

Le document principal sur lequel s'appuie le procureur-général, M. Bouchez, pour demander l'autorisation de poursuites, est le suivant :

INSTRUCTIONS

COMITÉ DIRECTEUR — Paris, le 20 février 1889.

« En présence des mesures arbitraires qui pourraient être prises par le gouvernement contre la Ligue des patriotes, le comité-directeur a décidé de demander aux comités de Paris de se mettre *en état de mobilisation permanente.*

« Par là, le comité-directeur entend que toutes les forces respectives de chaque comité, spécialement désignées pour cette mobilisation, devront se tenir d'une façon permanente à la disposition du chef d'arrondissement, afin que, *dans le cas où l'on essaierait de dissoudre la Ligue,* elles puissent se retrouver promptement et tout entières où il faudra.

« Pour atteindre ce but, il suffit d'apporter de légères modifications *à l'organisation actuelle qui a déjà été expérimentée le* 27.

« Les modifications proposées par le comité-directeur tendent surtout à *simplifier* l'organisation antérieure : dorénavant, chaque arrondissement groupera un personnel de *quarante-deux ligueurs* pouvant répondre au premier appel et entre lesquels les fonctions seront réparties de la facon suivante :

« 1° Un chef d'arrondissement, un chef adjoint ;

« 2° Quatre chefs de quartier, quatre chefs adjoints ;

« 3° Seize chefs de section, seize chefs adjoints.

« Ainsi tous les services seront doublés en sorte que, si tout le monde est présent, la besogne sera partagée par moitié, et si une absence se produit, un suppléant sera toujours là pour la combler.

« Toutes les instructions et tous les renseignements seront centralisés entre les mains du chef d'arrondissement, qui les recevra du comité-directeur et qui les transmettra aux chefs de quartier, lesquels les communiqueront immédiatement aux chefs de section.

« La division de chaque arrondissement en quatre quartiers, étant fixe, subsiste tout naturellement, mais en ce qui concerne les sections, il convient de diviser chaque quartier en quatre fractions égales dont chacune formera une section. Tous les arrondissements se trouveront donc uniformément divisés en seize sections.

« Trois tableaux, comprenant l'organisation complète de l'arrondissement, avec noms et adresses, seront déposés : 1° au siège social de la Ligue ; 2° chez le chef de l'arrondissement ; 3° chez le chef adjoint. Il importera que sur ces tableaux soient très exactement indiquées les rues composant chaque section et que tous les chefs de section et leurs adjoints sachent bien où commence et où finit la section qui leur aura été affectée.

« Le but principal de cette organisation générale étant de pouvoir, dans le plus bref délai, sans avoir recours à la poste, au télégraphe et à aucune administration, transmettre un mot d'ordre à tous les ligueurs de Paris, il sera nécessaire que tous les hommes choisis soient *bien connus* du chef d'arrondissement.

« En résumé, le service devra être assuré de telle façon qu'en deux heures tous les ligueurs de Paris puissent avoir en main le même avis.

« Le président de la Ligue des patriotes,
« *Signé :* Paul DÉROULÈDE. »

Malgré leur apparence, ces instructions, affirme M. Déroulède, n'ont absolument pour objet que la campagne électorale.

S'il voulait un « état de mobilisation permanente », c'est qu'il ignorait, comme tout le monde, le 20 février, à quelle époque les *élections générales* auraient lieu.

S'il prévoyait « le cas où l'on essaierait de dissoudre la Ligue », c'était afin d'être sûr de retrouver en temps opportun l'organisation qui a rendu tant de services au boulangisme le 27 janvier, et qui ne diffère que par sa perfection de l'organisation des blanquistes, de celle des révolutionnaires indépendants, enfin de celle du comité de la rue Cadet.

Le troisième paragraphe doit suffire, croit-il, à démontrer l'intention purement électorale du document visé. Il s'agissait uniquement de perfectionner l'organisation expérimentée le 27 janvier.

Les bureaux de la Ligue n'ont pas cessé, du matin au soir, de recevoir de nombreux visiteurs. On a passé la journée à enregistrer de nouvelles adhésions. J'entends cette phrase :

— Voilà deux fois que le gouvernement trouble l'Exposition. Il l'a troublée en retardant les élections et en décidant que la période électorale serait ouverte *en août!* Il la trouble en ordonnant des poursuites qui ne deuvent qu'entretenir l'agitation au moment où les pré-

paratifs de l'Exposition exigeraient au contraire l'apaisement.

A citer aussi cette autre phrase :

— C'est une provocation à la guerre civile!

M. Déroulède me prie d'insister sur ce point qu'il n'avait pas à demander l'autorisation de modifier ses statuts puisqu'il n'avait pas sollicité celle de publier les premiers statuts.

Ainsi se sont établies EN TOUTE LIBERTÉ, *sous l'Empire*, la Ligue de l'Enseignement et l'Union libérale, éminemment politiques.

Bien que le résultat fâcheux des poursuites ne fasse doute pour personne, chacun l'attend avec une douce philosophie. M. Déroulède et ses amis ne redoutent les effets de la condamnation que pour M. Naquet, que son âge rend d'autant plus intéressant.

Par malheur pour lui, le sénateur de Vaucluse a déjà été victime de semblables poursuites.

Le voilà récidiviste!

Après le Congrès de Genève de 1867, n'a-t-il pas été impliqué avec Acollas dans une affaire de société secrète qui ne fut jamais bien définie et dont il continue d'ailleurs à nier l'existence?

Il n'en fut pas moins condamné par M. Delesvaux à quinze mois d'emprisonnement, à 500 francs d'amende et à la privation des droits civiques pendant cinq ans.

Malade, il subit sa peine à la maison de santé Dubois, puis à la maison Duval, où plus tard Courbet et tant d'autres subirent la leur.

Il peut se consoler en pensant que celle-ci existe encore aujourd'hui...

Les perquisitions, toutefois, continuent chez les mem-

bres de la Ligue des patriotes, et la lutte semble devoir s'accentuer entre le suffrage universel et le gouvernement.

Les mésaventures de la Ligue et les préliminaires de la séance parlementaire du 14 mars devaient tout naturellement augmenter l'intérêt du dîner offert la veille par M. Dugué de la Fauconnerie au général Boulanger.

A huit heures, on se mettait à table. Vingt couverts. Une seule dame, la maîtresse de la maison. Parmi les convives, MM. Levert, le général de Lacretelle, de Lamartinière, Turquet, Laguerre et Piou, députés; Henri Rochefort, le comte Dillon, le docteur Labbé, le peintre Munkaezy, etc.

Durant le dîner, on n'a parlé, cela se comprend, que des événements qui occupent tout Paris.

M. Laguerre explique ce qui s'est passé :

« Le procureur de la République avait réuni, dans la soirée de mardi, au Palais de Justice, plusieurs commissaires de police de Paris et de la banlieue et leur avait remis les ordonnances des perquisitions qui ont eu lieu hier matin. Tous les présidents de comités ou chefs d'arrondissements de la Ligue, que le Parquet estimait comme compromis, ont, en conséquence, reçu la visite du commissaire de leur quartier. Parmi eux, M. Edinger, le directeur du journal *le Clairon;* M. Boudeau, président du comité du 9e arrondissement; M. Zunh, président du comité de Clichy; M. Apté, président du comité de Grenelle, etc. »

Les perquisitions n'ont pas donné grand résultat, et,

détail curieux, elles ont été faites sans que le préfet de police en ait été informé officiellement.

Il y en a eu en tout une trentaine, mais d'autres doivent encore avoir lieu.

— On a fait, nous avait dit M. Déroulède avant le dîner, une deuxième perquisition chez M. Richard. Elle a eu le même succès que la première. C'est-à-dire qu'on n'a rien trouvé, puisqu'il n'y avait rien. Voilà plus de deux ans que nous prévoyions ce qui se passe aujourd'hui. Nos amis ont donc eu le temps de mettre à l'abri les papiers, non compromettants, puisqu'il n'en existe pas, mais intimes et sur lesquels ils ne désiraient pas que la police jetât les yeux.

— Que pensez-vous du résultat des poursuites?

— Tout dépend de *l'âge* des magistrats. S'ils ont encore des chances d'avancement, nous serons condamnés. S'ils peuvent juger librement, nous serons acquittés. Des gens bien informés m'ont affirmé qu'à la préfecture de police on a *un mandat d'amener portant mon nom*. J'attends avec la plus grande quiétude.

MM. Turquet et Laguerre ont la même tranquillité. Ils s'attendent à être arrêtés préventivement. Pas plus que M. Déroulède, pourtant, ils ne se disposent à passer préalablement la frontière. Leurs valises sont prêtes, mais en vue del'emprisonnement.

Quelqu'un dit à M. Boulanger :

— Et maintenant, général, c'est vous qu'on va directement viser.

— Il ne sera pas facile de trouver un prétexte, car je vous jure que j'ai beau me consulter, je me demande vainement quel est celui qu'on pourrait saisir.

— N'importe. *Ils* en trouveront un.

— Après tout, il se peut que, quand il n'y aura plus que cette bêtise à commettre, ils n'hésitent pas. Eh bien, je ferai comme mes amis. Je préparerai ma valise[1].

A neuf heures et demie, on passe dans le vaste salon, qui peu à peu s'emplit.

Voici MM. le marquis de Clermont-Tonnerre, de Saint-Martin, d'Ornano, Andrieux, Darimon, Durangel, le marquis de Lourdan, Charles Canivet, Prestat, de Fontréal, Tournier, le comte des Isnards, Eugène Guyon, Jules Frasey, le vicomte de Roquefort, Alfred Blanc, Marius Martin, Gaston Jollivet, etc., des républicains, des bonapartistes, des orléanistes.

— Quand vous voyez ainsi chez moi, me dit M. Dugué de la Fauconnerie, des membres de tous les partis, qui donc oserait soutenir que la fusion n'est pas faite? C'est parce qu'elle est trop bien cimentée que le gouvernement se montre si affolé.

On parle naturellement de la prochaine séance de la Chambre dont l'issue ne fait doute pour personne. On y doit demander des poursuites contre MM. Laguerre, Turquet et Laisant, pendant qu'on en demandera au Sénat contre M. Naquet. Toutes seront votées.

Aucun des inculpés n'est pourtant nullement responsable de ce qu'on peut reprocher à la Ligue des patriotes. M. Turquet, par exemple, n'a pas assisté à une seule des séances du comité. Il n'a pris part qu'à l'assemblée générale qui a été tenue, deux ou trois mois auparavant, salle Wagram. Mais devant le juge d'instruction, devant le tribunal, les députés se rendront

[1] On remarquera qu'alors il n'était pas encore question de *justice exceptionnelle.*

solidaires de M. Déroulède et accepteront la responsabilité pleine et entière des faits qui pourront être incriminés.

Dans la matinée, les perquisitions avaient continué.

Elles ont eu lieu notamment dans le quatrième arrondissement, dans le huitième et à Vincennes.

C'est M. Clément en personne qui, le 14 mars, à 6 heures et demie du matin, s'est présenté 3, rue Boutarel, chez M. Georges Houtelard, *président du Comité du IVe*. Il a saisi un paquet de cartes de visite portant la susdite mention, un carnet, huit cartes tricolores et des papiers personnels.

Chez M. Heymann, rue de Rome, 51, comme en beaucoup d'endroits, on n'a absolument rien trouvé.

A Vincennes, grand embarras des magistrats qui n'ont pu découvrir l'adresse de M. Couteleau, président du Comité local. Ils la demandaient surtout aux ligueurs qui, naturellement, se gardaient de la donner.

Le soir, une vingtaine de Patriotes ont offert un dîner à MM. Déroulède, Gallian et Richard. Ils voulaient que le commissaire chargé des arrestations trouvât les inculpés en train de rompre gaîment le pain avec leurs amis.

Personne ne les a dérangés.

A dix heures et demie, ils ont appris par moi qu'aucune arrestation ne serait opérée avant le procès. Cette déclaration m'avait été donnée en lieu sûr.

On a parlé de pièces photographiées très compromettantes qui auraient été saisies au cours des perquisitions. M. Déroulède me jure qu'il n'a jamais eu connaissance d'aucune pièce photographiée ayant appartenu aux dossiers de la Société incriminée.

Il dément de même l'assertion que M. Emmanuel Arène a apportée à la tribune et d'après laquelle deux généraux auraient envoyé leur démission à la Ligue.

Il y a une bonne raison pour qu'ils ne l'aient point fait. D'après les statuts, aucun militaire en activité ne peut appartenir à la Ligue : c'est elle qui appartient à l'armée.

De leur côté, MM. Naquet, Laisant, Laguerre et Turquet ont dîné très tranquillement, presque joyeusement. Leur seul souci est de savoir dans quelle prison on les mettra.

Quant au général Boulanger, il prépare l'important discours qu'il a l'intention de prononcer le dimanche suivant à Tours.

VII

LE GÉNÉRAL BOULANGER A TOURS

Ainsi que je l'ai fait pour les précédents voyages dans le Nord et en Touraine, je me contenterai de publier ici, dans leur absolue sincérité, les télégrammes que j'ai envoyés le 17 mars, du chef-lieu d'Indre-et-Loire au *Figaro :*

Première dépêche.

9 h. 40.

Au lieu de venir à Tours en même temps que le général Boulanger, je suis parti hier soir par le train de 8 h. 20, avec M. Alfred Naquet. Ce n'était pas trop d'une matinée pour étudier les sentiments de la population et pour avoir une idée exacte du but de la manifestation projetée. Par bonheur, je m'arrête assez souvent à Tours. J'y ai de nombreux amis à même de me renseigner. Eh bien ! dès ce matin, on s'attendait à un succès considérable.

La ville est très divisée, mais a besoin de repos. On le goûterait volontiers sur le terrain du parti national. « Ici, me dit-on, nous ne faisons pas de la politique de principes, nous faisons de la politique d'intérêts. La

crise vinicole nous a tous plus ou moins atteints; le régime parlementaire n'a rien fait pour l'agriculture, nous voudrions changer de gouvernement. »

Un journal, *l'Union Libérale* de Tours, essaie de faire croire que le général ne viendra pas. Néanmoins, le Comité qui a eu l'idée du banquet, et qui se compose de royalistes, de bonapartistes et de révolutionnaires, prépare activement la fête. La salle du banquet est complètement aménagée. Elle ne mesure pas moins de cinquante-trois mètres sur vingt-deux mètres cinquante. C'est la remise ordinaire d'un fabricant de voitures. Aujourd'hui, une estrade, élevée d'un mètre au-dessus du sol, porte une table qui n'en finit pas. Il n'y a de couverts que du côté du mur et j'en compte quatre-vingts. Sur le sol admirablement dallé, dix-huit tables de soixante-huit couverts chacune. Il y aura donc plus de douze cents convives.

Au début, on ne voulait pas s'inscrire et aujourd'hui on refuse du monde, il n'y a plus de cartes disponibles.

Le gouvernement a pris, pour le maintien de l'ordre, toutes les mesures possibles. Sept brigades de gendarmerie sont à cheval. Les hommes sont échelonnés un peu partout. La mairie est occupée par une compagnie d'infanterie. La préfecture, par une section d'infanterie demandée expressément, m'assure-t-on, par le préfet.

A Saint-Pierre-des-Corps, où le général doit descendre de chemin de fer pour monter en voiture, est également une section d'infanterie. Dans le jardin des Prébendes d'Oë est un bataillon d'infanterie. Dans chaque quartier de cavalerie, un escadron est prêt à monter à cheval. Dans les casernes, les troupes sont consignées.

Tandis que je prends ces renseignements, on achève

de mettre en état, dans l'atelier de M. Unalserres, le landau qui ira à Saint-Pierre-des-Corps chercher le général. C'est un huit-ressorts très haut sur roues. Un décorateur, M. Page, a peint sur les panneaux les « armes » du général, un B entouré de drapeaux tricolores et surmontant la croix de la Légion d'honneur. On voulait tout d'abord atteler à quatre chevaux ; on n'en mettra que deux pour éviter les accidents.

Dans les rues, deux affiches : une du maire, le docteur Fournier, se déclarant investi de tous pouvoirs par le conseil municipal ; une du comité boulangiste, recommandant le calme. La lutte, néanmoins, promet d'être très énergique entre les boulangistes et le gouvernement. Les premiers déclarent que le général sera acclamé par cent mille voix ; le second a, paraît-il, fait distribuer cinq mille sifflets d'un nouveau système, très tapageur. On m'en montre un. Il est étrange, tout en zinc, aplati du côté que l'on met dans la bouche, arrondi de l'autre côté et replié sur lui-même, d'où deux trous que l'on n'a qu'à boucher avec les doigts pour avoir le son le plus strident qui soit.

Deuxième dépêche.

midi 47.

A dix heures, M. Jules Delahaye, rédacteur en chef du *Journal d'Indre-et-Loire*, donne chez lui un déjeuner en l'honneur de M. Naquet et veut bien m'inviter. Il y a là MM. Lauze, secrétaire de M. Laguerre, Laurenceau, Roy, membres du comité, etc. L'amphitryon a reçu une dépêche lui annonçant que le général est en route ; il est parti sans encombre au milieu de trois cents personnes qui l'ont acclamé à la gare d'Orléans.

On nous apporte une nouvelle que nous considérions alors comme invraisemblable : M. Brunswick, conseiller municipal, aurait proposé à ses collègues d'assimiler le cortège du général à une procession ; il a demandé, en conséquence, qu'on ferme les portes de la ville devant le messie des patriotes.

« Ah ! si cela se pouvait ! s'écrie M. Naquet. De toutes les bêtises faites, celle-ci ne serait pas celle qui nous profiterait le moins. On ne comprend donc pas que, plus on aura l'air d'avoir peur du boulangisme, plus on donnera d'importance au général ? »

Mais il est onze heures et quart. Nous montons en voiture pour nous rendre à Saint-Pierre-des-Corps. Dans les rues que nous traversons, une grande animation. On croirait qu'un 14 juillet se prépare ; nous trouvons la gare de Saint-Pierre-des-Corps militairement occupée. Sur le quai, je suis reconnu par trois agents de la sûreté. Quelques instants après, le commissaire de la gare m'invitait à me réfugier au buffet où je prie M. Naquet, portant ses insignes de sénateur, de se faire lui-même expulser. Cela ne manque pas. « J'ai des ordres, lui dit le commissaire, personne ne doit être sur le quai. »

Le sénateur est obligé de se retirer. Nous allons attendre le général dans le couloir par où sortent les voyageurs. Le train de Paris entre en gare...

Troisième dépêche.

2 h. 50.

Apparaît le général, que suivent un grand nombre de députés et de dévoués venus avec lui de Paris. A sa

rencontre, accourent les représentants du comité local. Une fanfare joue la *Marseillaise*. Il monte en voiture au milieu des acclamations. Trois cents personnes courent autour de son landau et le suivent ainsi jusqu'à Tours. Mais à peine quittons-nous la rive du Cher, nous nous trouvons au milieu d'une foule inouïe. Des sifflets retentissent. Nous approchons de l'endroit où sont, paraît-il, massés les derniers amis de Wilson, les contre-manifestants. A vrai dire, ils sont noyés, étouffés au milieu de l'épais amoncellement humain qui crie : « Vive Boulanger ! »

Nous voici devant la porte de Grammont, la porte par laquelle la municipalité sait que le général doit entrer. Son landau la franchit. Le chef du parti revisionniste a mis le pied, au milieu d'une foule dont les neuf dixièmes sont sympathiques, dans sa bonne ville de Tours. Quatre gendarmes à cheval s'élançent, se placent derrière sa voiture, interdisent au cortège de le suivre ; pendant ce temps, on ferme les trois lourdes portes et si vite que les gendarmes, qui ont reçu l'ordre de se placer devant elles, manquent d'être écrasés dans le triple entrebâillement. C'est un véritable guet-apens. La municipalité, en livrant ainsi le général à la foule, espérait certainement que celle-ci lui ferait un mauvais parti. Elle connaissait mal ses administrés. MM. Naquet, Laguerre et les nombreux occupants de quarante voitures, se trouvent, après avoir vainement parlementé, contraints de prendre un chemin détourné pour entrer par une autre porte qu'on a daigné laisser ouverte. A quoi bon, puisqu'une demi-heure après, tous les boulangistes se retrouvaient ?

Bien qu'abandonné à lui-même, le général a fait dans

Tours une entrée vraiment triomphale ! Evidemment on dira qu'on a sifflé. On peut le dire, c'est exact. Mais la majorité des siffleurs étaient des gamins qui, le matin, apprenaient dans les rues à se servir du morceau de zinc décrit plus haut. Ils faisaient certes beaucoup de bruit ; à peine étaient-ils pourtant un contre cent manifestants sympathiques. M. Brunswick peut se vanter d'avoir pris une précaution inutile.

Que dis-je ? Inutile ? Néfaste pour le conseil municipal de Tours, pour le gouvernement. Non seulement on a été à même de juger sans restriction possible des progrès du boulangisme, mais encore la mesure présentée par M. Brunswick a irrité un grand nombre de Tourangeaux. Bientôt les ovations ont été si nourries que les siffleurs n'ont plus osé se faire entendre.

Le général n'a pas dissimulé sa joie. Il a remercié, félicité les organisateurs. Est-ce cela que voulait M. le maire de Tours ? Je tiens à insister sur ma modération. Je ne parle ni des bouquets, ni des femmes demandant à serrer la main du général, quand il arrive à l'hôtel de Bordeaux, ni des cris : « Au balcon ! » ni de l'enthousiasme qui débordait dans les couloirs de l'hôtel. Le propriétaire avait bien fait les choses, des fleurs partout.

Se dérobant aux ovations, le général change de toilette, met son habit des grands jours, passe son écharpe de député, tout cela en hâte militaire. Il tient à être dans la salle du banquet à trois heures précises.

Quatrième dépêche.

3 h. 45.

De l'hôtel de Bordeaux à la rue Victor-Hugo, on ne

voit que des yeux qui regardent, curieux, joyeux, tout allumés; il n'y a presque plus de contre-manifestants. Quand un siffleur veut agir, on le bouscule, on le réduit au silence!

Il est trois heures lorsque le général prend place à la table d'honneur, entre M. Laurenceau, avocat à Tours, qui a eu l'idée du banquet, et M. Naquet. Ça et là, sur la même ligne que lui, MM. Laguerre, Albert Duchesne, Le Hérissé, le baron du Saussay, Turquet, Marius Martin, Vergoin, Robert Mitchell, Saint-Martin, Laporte, Laisant, Lejeune, Georges Roche, Faye, avocat tourangeau, Lucien Millevoye, de Saint-Martin, Lanne, Henri Bourgeois, fils du député vendéen; Charles et Joseph Leroux, fils de l'ancien député des Deux-Sèvres; Chartier, président de la Ligue des patriotes de la Roche-sur-Yon; le maire d'une commune d'Indre-et-Loire et tout son conseil municipal, etc. Aux tables des souscripteurs, cent convives de la dernière heure ne peuvent trouver place. « C'est la revanche du premier succès de Wilson », dit à côté de moi Léandri.

Cinquième dépêche.

7 h. 20.

Très joyeux, le repas. A chaque nouveau service, morceau de musique. Quand on joue *les Volontaires*, les convives chantent. *La Marseillaise* retentit. Le général se lève et presque tout le monde fait comme lui. Moi pas. Lorsque éclate *la Revue*, c'est, grâce aux couteaux, aux fourchettes qui scandent la mesure, un tapage assourdissant.

Avec le Vouvray arrivent les discours. C'est d'abord

M. Laurenceau qui, en bon premier, a le succès. D'après lui, depuis l'élection de la Seine, le succès du général est décisif. Ce morceau de phrase, à cause d'une personnalité dont le nom est sur toutes les lèvres, soulève les cris de : « Honte à Wilson! A bas Wilson! » Il paraît néanmoins que, dans l'arrondissement de Loches, l'élection de M. Wilson reste presque certaine.

Le discours de M. Lucien Millevoye a été une fête pour les lettrés. Au milieu de très belles images, l'orateur a eu des mouvements superbes. « On veut vous emprisonner, a-t-il dit à M. Naquet, aujourd'hui c'est le gouvernement qui est emprisonné dans le palais législatif. Où donc est la nation? C'est ici... » etc.; une comparaison entre le procès qu'on fait à Déroulède et l'acquittement de Wilson soulève le cri de : « Vive la Russie! »

Après deux discours de M. Roy, puis du baron du Saussay, M. Naquet, qui est acclamé dès le premier mot qu'il prononce, dit éloquemment pourquoi il a quitté pour le boulangisme ses anciens amis politiques. Il flétrit la secte avide et intéressée qui nous gouverne. Il proclame hautement le droit de tous à la liberté religieuse. A chaque période, son succès s'accentue, augmenté il est vrai, par le nouvel intérêt qui s'attache à l'orateur depuis les récentes poursuites.

Parle ensuite M. Delahaye, dont le discours marchait très bien, quand tout à coup est venue cette phrase : « Je ne sais si ce sera la République ou la Monarchie qui profitera de nos efforts communs... » (Nombreuses protestations.) Il faut dire que beaucoup des convives, nettement républicains, reprochent à M. Delahaye ses idées ultra-réactionnaires. La péroraison, toutefois, a

été fort applaudie. Et la salle est bien disposée quand le général se lève. Après les applaudissements qui le remercient d'avance, il prononce le discours suivant :

« Messieurs,

« Mon ami M. Naquet m'a laissé peu de choses à vous dire. Les doctrines qu'il a exprimées ne représentent point des opinions personnelles. Ce sont les doctrines mêmes du parti républicain national, du parti qui m'a fait l'honneur de me choisir pour son chef.

« Elles se résument en trois termes : La République consolidée, l'autorité restaurée, la liberté garantie.

« Les faméliques qui détiennent le pouvoir en dépit de toutes les injonctions du pays, les usurpateurs qui, au mépris de tout droit, essayent de mutiler le suffrage universel et de fausser les manifestations de la volonté nationale, les tyrans au petit pied qui ne m'accusent de rêver la dictature que pour masquer la dictature odieuse qu'ils pratiquent eux-mêmes, me dénoncent tous les jours comme l'allié des anciens partis royaliste et impérialiste, comme le chef qui doit mener ces partis à l'assaut, à la destruction de la République.

« Ils mentent lorsqu'ils lancent contre moi ces perfides accusations.

« La République! eux seuls l'ont compromise et la compromettent chaque jour par leur politique égoïste et persécutrice.

« Comment, en effet, le pays, malgré son attachement aux institutions républicaines, ne s'éloignerait-il pas avec dégoût de ceux qui mutilent le suffrage universel au lieu de s'incliner loyalement devant ses décisions, de ceux qui portent la main sur les représentants du peuple, de ceux qui nourrissent la pensée de subjuguer la nation ?

« Comment ne s'indignerait-il pas, ce pays, quand il voit ses gouvernants se partager la France, puiser à pleines mains dans le budget pour eux et leurs proches dotés de riches sinécures, compromettre le succès de l'Exposition en refusant la dissolution de la Chambre et en éternisant l'agitation électorale !

« Quant à moi, loin de méditer sa destruction, comme l'affirment ces calomniateurs éhontés qui m'imputent des intentions criminelles pour détourner les regards de leurs propres crimes, j'appelle tous les bons Français à se grouper autour de moi pour l'affermir en la purifiant.

« Dans cet appel, je ne demande à personne d'où il vient ; je n'exige pas de certificat d'origine. Il m'importe peu que l'on se rallie à l'idée républicaine par enthousiasme ou par raison. L'important est que l'on s'y rallie sans arrière-pensée, avec le désir sincère de voir l'œuvre commune aboutir.

« Je l'ai dit à Nevers et je le repète : personne parmi les conservateurs qui me suivent ne me fait l'injure de supposer que j'affirme la République pour la trahir.

« Ils comprennent, ces conservateurs, que la Monarchie, sous aucune de ses formes, ne saurait être établie sans de profondes secousses.

« Ils voient clairement qu'une restauration impériale ou royale, à supposer qu'elle pût se réaliser, laisserait la nation aussi divisée, plus divisée peut-être qu'elle ne l'est à cette heure ; et, faisant passer leur amour du pays avant leur amour pour telle ou telle forme de gouvernement, ils viennent à la République à la seule condition que cette République soit habitable et qu'elle soit librement sanctionnée par le peuple directement consulté.

« Je ne leur en demande pas davantage. J'ai foi en l'idée républicaine. Je suis persuadé que le jour où nos

institutions auront été mises en harmonie avec les besoins, les aspirations de cette société si foncièrement démocratique qui constitue la France, tous les doutes qui peuvent subsister encore s'évanouiront. Je suis certain qu'alors ceux qui viennent à nous aujourd'hui avec la ferme volonté d'aider au succès de notre grande entreprise, mais sans oser y croire, deviendront les républicains les plus sincères, les plus dévoués, les citoyens les plus heureux de voir enfin, même au détriment de leurs anciennes convictions, la patrie en possession d'un gouvernement contre lequel ne se dressera plus aucune opposition inconstitutionnelle et irréconciliable.

« Quant aux républicains de vieille date, à ceux qui ont lutté et souffert pour la République, ils sont nombreux dans le parti national — l'élection de Paris en a fourni la preuve, — et rien n'empêche ceux qui ne sont point encore avec nous de venir grossir nos rangs et de rendre ainsi plus vaines encore les craintes dénuées de fondement que nos ennemis affectent.

« En ouvrant la République, je n'ai pas dit que je l'ouvrais aux monarchistes et que je la fermais aux républicains. J'ai dit que je l'ouvrais à tous les hommes de bonne volonté, et que ceux-là seuls en sont exclus qui se refusent systématiquement à faire abnégation de tout sentiment de prédilection personnelle et à ne poursuivre désormais que l'unité, la grandeur, la prospérité de la patrie.

« Quant à ceux qui se rangent sous mon drapeau en déclarant que je leur sers de catapulte, que je suis le bélier avec lequel ils pratiquent la brèche, et dans la pensée bien arrêtée, une fois la brèche pratiquée, une fois la trouée faite, de prendre la citadelle — c'est-à-dire la République — d'assaut, je ne puis les empêcher de me donner leurs suffrages ; mais je ne les leur ai jamais demandés, je ne les leur demanderai jamais.

« Ils n'ont pas foi en la République, même réformée, même revisée, même purifiée. Moi, j'ai foi en elle et je crois en son avenir.

« Ils s'imaginent que le peuple consulté reviendra à l'une des formes de monarchie qui ont existé en France, et c'est seulement dans cette espérance qu'ils travaillent à rendre la parole au pays. J'ai, moi, la certitude qu'ils se trompent ; et que, de cette consultation nationale, devant laquelle tout le monde devra s'incliner, c'est la République qui sortira triomphante, à une écrasante majorité.

« Qu'on cesse donc de m'objecter ce qu'ils disent et de leur objecter ce que je dis ! Je ne suis pas plus responsable de leurs actes qu'ils ne sont responsables des miens. Nous ne représentons pas, eux et nous, deux armées alliées poursuivant un but commun, mais bien deux armées opérant parallèlement quoique visant un but différent.

« Qui se trompe, d'eux ou de moi ? L'avenir le dira. En tout cas, il sied mal aux républicains de prétendre que c'est moi.

« S'ils admettaient en effet que le pays librement consulté dût répondre Royauté ou Empire, ils avoueraient par cela même qu'il n'est plus avec eux et qu'ils détiennent le pouvoir en dépit de tout droit.

« Il est vrai que sur ce point ils ne commettraient qu'une demi-erreur. Le suffrage universel est absolument hostile à la coterie parlementaire oppressive qui est aux affaires ; mais s'il veut en finir une bonne fois avec cette coterie, il veut non moins énergiquement conserver la forme républicaine.

« C'est tout au moins mon ardente conviction, et les hommes de toute origine qui se serrent autour de moi savent que c'est seulement à la condition de se réclamer de la République qu'ils peuvent être admis à combattre

à nos côtés. Quand ils le font, qui donc aurait le droit de suspecter leurs intentions et leur parole ?

Mais, en acceptant la République, ils veulent que celle-ci soit libérale et tolérante, que leurs croyances soient respectées, que l'on rompe avec ce système d'oppression qui n'a même pas la grandeur des vieilles luttes de nos ancêtres et qui blesse la conscience des uns sans donner aux autres aucun des résultats qu'ils appellent de leurs vœux.

« La République, telle que je la conçois, doit consacrer toutes les libertés; elle doit répudier l'héritage jacobin de la République actuelle; elle doit apporter au pays la pacification religieuse par le respect absolu de toutes les croyances et de toutes les opinions.

« Tout à l'heure, mon ami Naquet, un de ceux qui sont venus à moi du vieux parti républicain, qui sont venus sans rien sacrifier de leurs convictions antérieures et, au contraire, parce qu'ils ont vu dans le parti national la réalisation des principes de toute leur vie, mon ami Naquet vous disait ce qu'il pense de la politique religieuse du gouvernement actuel, et comment il conçoit celle du gouvernement de demain.

« De semblables déclarations dans une telle bouche sont plus significatives encore que dans la mienne, parce que l'homme qui les prononce pourrait être, plus que je ne pourrais l'être moi-même, suspect de nourrir à l'endroit de la liberté religieuse des sentiments hostiles.

« Vous l'avez entendu; et ses paroles ont dû, je crois, rassurer les plus hésitants.

« Je m'adresse donc à la fois aux conservateurs et aux vieux républicains qui m'entourent, et je leur dis : Plus de suspicion ! plus d'équivoque !

« Qu'on n'accuse le parti national ni de conspiration monarchique, ni de conjuration démagogique ! Le ré-

sultat que nous poursuivons est de ceux qui peuvent s'affirmer au grand jour.

« Ce vers quoi je marche, je le dis hautement, en demandant leur concours à ceux qui marchent à ce but et en répudiant le concours des autres : — c'est la République, mais la République non parlementaire, la République donnant à ce pays un gouvernement fort, la République protectrice des faibles, des humbles, des petits, la République préoccupée avec passion des intérêts du peuple, la République enfin respectueuse de la liberté individuelle sous toutes ses formes, et en premier lieu, de la liberté de conscience, qui est la première et la plus respectable de toutes les libertés.

« Vive la France !

« Vive la République !

« Vive la Liberté ! »

Un succès considérable a pour ainsi dire ponctué chacune des phrases de ce très important discours. Quand le général termine, tout le monde s'élance vers lui. N'est-ce pas un de ses ennemis, M. Brunswick, qui l'a appelé le Messie ? On a vraiment l'air de le considérer comme un sauveur.

Je ne suis ici que pour faire acte de greffier fidèle. Il est six heures et demie. C'est avec frénésie qu'on entoure le chef du parti national. Il voudrait rentrer à l'hôtel de Bordeaux où les délégations du département doivent venir. A sept heures, péniblement, au milieu des étreintes, des bravos, il gagne sa voiture. De rares siffleurs l'attendent dans la rue Victor-Hugo. Leurs protestations provoquent une tempête de vivats.

A l'heure où j'écris, la réception ouverte commence. Un maire de village vient de dire au général : « Voyez

mes mains calleuses, mon général, c'est le travail qui les a faites ainsi. Elles sont fières de serrer les vôtres. »

Sixième dépêche.

8 h. 55.

La réception bat son plein. Debout au milieu du plus grand salon de l'hôtel de Bordeaux et entouré de MM. Turquet, Dufour, Laguerre, députés, de Ménorval, le docteur Lafont, le général a la dure corvée d'abandonner sa main à quiconque se présente, et on défile, on défile ! Il y a tant de monde que c'est à se demander si plusieurs personnes ne passent point deux ou trois fois, comme dans les pièces de l'Ancien Cirque.

Une vieille bonne femme dit : « Ah ! général, je serais bien contente de vous embrasser avant de mourir. » Vite, il l'embrasse en disant : « Et maintenant, attendez pour mourir que je vous aie embrassée une autre fois. » Pour tout le monde, il a de ces mots. Aussi se retire-t-on ravi. Beaucoup de placets lui sont remis. Il les confie à son officier d'ordonnance, le capitaine Guiraud. Cela va durer ainsi jusqu'à dix heures et demie, car sous les fenêtres de l'hôtel une foule énorme fait queue.

Après un nouveau changement de toilette, le général réunira ses amis à onze heures en un souper intime et nous prendrons tous le train de Paris à minuit 45.

Tout le monde ici ne semble point accueillir, avec le même enthousiasme que les convives de la rue Victor-Hugo, les déclarations que le général Boulanger a faites

dans son discours. Quelques personnes lui reprochent de s'être montré trop exclusivement républicain [1].

[1] A Paris et dans la plupart des départements, on a pensé différemment.

Le discours du général a eu le plus grand succès. La *République honnête* est acclamée par la majorité des républicains, acceptée par beaucoup de conservateurs.

Il y a des choses qu'on est forcé de constater, même quand on voudrait, comme moi, que le général ne fût que le chef du parti national, — sans autre étiquette.

VIII

LE 18 MARS

Le général Boulanger est rentré à Paris, le 18 mars, à six heures du matin, entre deux haies d'agents. Tous les abords de la gare d'Orléans étaient gardés.

Au moment où il montait dans son coupé, un des voyageurs, M. Fournier, a crié : « Vive Boulanger ! » Il a été immédiatement arrêté.

Ayant protesté contre cette arrestation, M. de Ménorval, conseiller municipal, a été lui-même appréhendé au corps. Après un court interrogatoire chez le commissaire de la gare, les deux boulangistes ont été mis en liberté.

Pendant cette nuit de voyage, on affichait dans tout le département du Nord, la proclamation suivante :

« Electeurs du Nord,

« Après les marques réitérées de sympathies que vous avez prodiguées en ma personne à la République honnête que, vous et moi, voulons fonder, j'aurais été bien heureux que les circonstances me permissent de continuer à vous représenter.

« Mais vous apprécierez vous-même les devoirs que m'impose l'éclatante manifestation qui s'est produite, le 27 janvier dernier. On a calomnié Paris en même temps que le Parti républicain national, pour lequel il s'était si victorieusement prononcé. Il m'a fallu relever l'outrage et me déclarer solidaire des deux cent quarante-cinq mille électeurs de la Seine dont le vote a mis aux abois la meute dévorante des parlementaires.

« Heureusement, l'Assemblée, que quelque scandale politique ou financier galvanise encore de temps en temps, est virtuellement morte, et son décès légal remettra dans six mois le pays en face de lui-même.

« Electeurs du Nord,

« A ce moment, nous nous retrouverons, vous et moi, prêts à continuer la lutte que nous poursuivons pour la liberté méconnue et le droit foulé aux pieds.

« Que l'amour de la patrie vous unisse, le triomphe n'est pas douteux.

« Vive la France ! Vive la République !

« Général BOULANGER. »

Pour la première fois, la politique courante passionne tellement le public que ce n'est plus de la Commune que l'on va parler le 18 Mars, c'est du général Boulanger.

Combien les récents événements éloignent ceux de l'horrible 71 !

La politique actuelle enlève chaque jour de l'intérêt à la date anniversaire de la naissance de la Commune. Bientôt les communards nous paraîtront aussi vieux que les quarante-huiteux.

Ils ont pourtant mis, en 1889, trois jours à célébrer l'assassinat des généraux Lecomte et Clément Thomas,

mais ils sentent eux-mêmes leur lointain triomphe si démodé, qu'ils n'ont guère parlé ici ou là que du boulangisme naissant.

Dans les trente-deux réunions, banquets ou punchs qu'ils ont organisés à l'occasion du 18 mars, les orateurs des quatre fractions du parti révolutionnaire : blanquistes, guesdistes, possibilistes et anarchistes, ont tous l'un après l'autre donné leur avis sur la politique du général Boulanger.

Ainsi, au Palais-Royal, chez Richard, dans un banquet réunissant deux cents guesdistes, le président, M. Ferroul, député de l'Aude, a déclaré, au nom de son parti, qui compte, dit-il, de nombreux représentants en province, que la révolution sociale n'a rien à redouter du boulangisme :

— Plus sombre sera le ciel politique, plus brillant sera l'éclair socialiste qui le déchirera.

Si ce n'est pas là une belle phrase !...

Pour l'orateur, « le cadettisme et le boulangisme ne sont que les symptômes de l'agonie de la classe capitaliste ».

M. Jules Guesde étant en ce moment très souffrant, c'est M. Deville qui a pris la parole en son nom.

— Je ne peux, a-t-il dit, approuver les poursuites, par la raison bien simple que ce que l'on fait contre les prétendus patriotes et les boulangistes, on le fera contre nous.

L'assemblée s'est séparée aux cris variés de : « A bas Brousse ! A bas les possibilistes ! A bas Joffrin ! »

Mais Joffrin résiste quand même. Hué ici, il est acclamé là. Dans la salle d'Enfer, drapée de drapeaux

rouges, se sont réunis les amis du récent complice de M. Floquet.

Selon le principal orateur, M. Simon Soëns, conseiller municipal : « L'idée représentée par un seul a toujours été nuisible à tous. A un sabre, on doit opposer la nation armée ! »

Quant aux anarchistes, ils n'ont pas, disent-ils, assez d'argent pour organiser des banquets. En revanche, ils ont beaucoup de discours à placer. Installés dans la salle du Commerce, au faubourg du Temple, ils ont déclaré eux-mêmes que l'historique de la Commune a été fait et refait.

Parlons, ont-ils dit, des questions du jour. Le boulangisme ne peut être vaincu que par l'anarchie.

Un millier de personnes, dont une bonne moitié de dames, assistaient au punch donné au *Rocher Suisse* entre des trophées de drapeaux rouges.

Après quelques mots du président Vivier, relatifs à l'élection du 27 janvier, où, d'après lui, Montmartre s'est déshonoré, la parole est donnée à M. Joffrin :

— *Je reconnais*, dit le vice-président du conseil municipal, que la République n'a pas donné aux travailleurs ce qu'ils ont pu en espérer. Mais enfin, depuis qu'elle existe, nous pouvons nous réunir librement pour discuter nos intérêts, ce qui n'était pas possible en 69. Il n'y a pas à se le dissimuler, nous venons d'être battus. 130,000 réactionnaires, auxquels se sont joints 120,000 républicains inconscients, ont réussi à faire nommer le général Barbenzingue. (Comme c'est fin !)

« Ceux qui ont voté pour lui en sont honteux. Car, parmi tous les citoyens qui viennent chez moi, je n'en ai

jamais trouvé un qui ait osé se vanter d'avoir voté pour Boulanger. (En voilà, une preuve !) Il faut espérer qu'aux élections d'octobre, Montmartre prendra sa revanche. »

Après des paroles à peu près aussi remarquables du citoyen Lavy, conseiller municipal, et des cris de « Vive la Commune », la soirée se termine par des chansons de Jules Jouy, Marcel Legay, etc.

Quatre cents autres joffrinistes s'étaient donné rendez-vous à la salle Guisart, rue des Ecuries-Saint-Germain.

Là encore, M. Faillet, non moins conseiller municipal que M. Lavy, a passé le temps, sous prétexte de 18 mars, à attaquer le boulangisme. Faut-il que celui-ci soit déjà fort pour résister à de tels ennemis?

— Nous sommes, prétend-il, en présence de deux partis qui n'ont qu'un même but : écraser la petite bourgeoisie, l'un pour nous ramener au principe monarchique, l'autre pour continuer à se remplir le ventre comme il l'a fait depuis 1870.

Allons maintenant au lac Saint-Fargeau.

Il y a un mois, on y donnait un banquet boulangiste. La place manquait. Le 18 mars, on y célébrait, en mangeant, le sinistre mardi-gras. Il y avait à peine 400 personnes.

M. Vaillant pourtant présidait.

Là où se trouve Vaillant, il faut qu'il parle. Selon lui :

« Les vrais révolutionnaires doivent profiter de la situation faite par la lutte des bourgeois entre eux pour passer au travers. Il y a à mettre dans le même sac boulangistes, royalistes, opportunistes, etc.

Les députés Planteau, Camélinat, etc., ont développé le même thème.

Pour tous, le général Boulanger est ouvertement l'ennemi, mais il est bien évident qu'ils détestent encore plus que lui MM. Clémenceau, Constans, etc.

Entre le gouvernement actuel et celui que promet le général, les blanquistes n'hésiteraient pas longtemps.

A la même heure, se réunissent au restaurant Bonvalet, les autonomistes-radicaux-socialistes du deuxième arrondissement.

M. Naquet explique qu'il a failli ne pas venir par suite d'une erreur.

« Je ne me le serais point pardonné, dit-il, car, par le temps qui court, on ne sait jamais ce que demain apportera et puisque aujourd'hui je suis encore libre, il faut au moins en profiter. »

Il blâme les poursuites qu'a subies le petit clergé. Au lieu d'attaquer franchement le clergé, on s'est borné à de mesquines tracasseries : on a supprimé les traitements de pauvres diables de curés qui n'en pouvaient mais, pendant que nos gouvernants s'engraissaient avec d'innombrables pots-de-vins.

Mais la France ne sera plus longtemps la proie de ceux qui, aujourd'hui, la dévorent. Avant six mois, le parlementarisme aura vécu et nous pourrons élever sur ses ruines une République vraiment honnête, vraiment démocratique.

M. Laisant prend ensuite la parole. « On voit présentement en France, dit-il, cette chose étrange : les honnêtes gens poursuivis par les voleurs. »

Puis, successivement, MM. Vergoin, de Susini, de

Ménorval, Millevoye prennent la parole. Ce dernier déplore l'incident de Sagallo.

Il n'est pas le seul. *In petto*, Déroulède lui-même doit regretter de s'être laissé emporter par son premier mouvement.

Voilà maintenant que ses amis sont convoqués chez M. Atthalin, juge d'instruction.

A celui-ci, M. Laguerre a tout d'abord répondu qu'il se refusait à répondre.

M. Atthalin, toutefois, lui a donné lecture de l'acte d'accusation le concernant.

Il y a deux chefs d'accusation. On reproche au député de Vaucluse :

1° D'avoir fait partie, du mois d'avril 1888 au mois de janvier 1889, d'une société politique non autorisée par l'Etat ;

2° D'avoir fait partie, du 27 janvier au 25 février 1889, d'une société secrète ;

Délits prévus par l'article 291 du Code pénal et la loi de 1864.

La réponse n'était que trop facile. M. Laguerre s'est contenté de faire remarquer qu'il était au moins étrange d'appeler conspirateurs des gens qui ne s'appuient que sur le suffrage universel.

Il a conclu par ces mots : « Les poursuites que l'on dirige aujourd'hui contre nous sont des poursuites politiques. Elle n'ont rien de commun avec la justice, avec la loi, avec le droit.

« Ce n'est pas dans les limites étroites d'un cabinet de juge d'instruction, c'est devant le tribunal correctionnel, c'est devant le pays que je m'en expliquerai.

« Je refuse de signer tout procès-verbal... »

IX

OÙ LE GÉNÉRAL SE REPOSE

Ceux qui lisent plusieurs journaux ne pouvaient guère, dans les derniers jours de mars, savoir à quoi s'en tenir. D'après les opportunistes, le général Boulanger aurait été frappé, le dimanche 24, d'une attaque d'apoplexie. Selon l'*Intransigeant*, il n'aurait eu qu'un simple malaise et aurait fait le lendemain matin sa promenade habituelle au Bois. Enfin, un autre journal prétendait que la blessure que le général a reçue au cou dans son duel avec M. Floquet s'était rouverte.

Les partisans atténuaient; les adversaires aggravaient.

On en arriva même à dire que le général, qui « pour combattre la faiblesse de sa constitution », était contraint de se morphiner, allait succomber à l'abus de cet alcaloïde.

Voici la vérité :

Durant toute la journée de l'avant-dernier dimanche de mars, le général a reçu des délégations. Bien que très fatigué, il s'est habillé à sept heures et demie, pour se rendre chez Durand, où il était invité à dîner par un grand pharmacien de Paris, M. Pachaut.

En passant son habit, il constata qu'il ne pouvait

bouger le cou sans souffrance. Pensant peut-être encore à sa blessure, voulant en tout cas savoir ce qu'il avait, il envoya chercher le docteur Labbé.

L'éminent chirurgien est un ami du général. C'est lui on s'en souvient, qui l'a soigné après le duel Floquet.

Le lendemain de ce duel, le général était si agité que, pour le calmer, le docteur Labbé lui fit une piqûre de morphine. L'agitation redoubla. La morphine ne produit pas le même effet sur tous les organismes. Jamais plus M. Labbé n'en aurait administré à son malade.

Par malheur, il n'était point chez lui, le 24 mars. Mme Labbé délégua auprès du général le médecin qui d'ordinaire, fait les visites que ne peut faire son mari, — le docteur Michaux, chirurgien des hôpitaux de Paris. Ce dernier, ignorant l'histoire de la première piqûre, crut bon d'en faire une.

Tout d'abord, le général s'en trouva admirablement.

Il put faire jouer à l'aise les muscles de son cou.

Ne ressentant plus nulle douleur, il se rendit chez Durand, où la morphine ne devait pas tarder à produire l'effet qu'éprouvent d'ailleurs certaines natures.

Les convives étaient nombreux, le salon retenu pour le repas relativement petit. Il faisait une chaleur atroce.

Dans la seconde partie du dîner, l'officier d'ordonnance de l'ancien ministre, le capitaine Guiraud, qui était parmi les dix-huit invités, s'aperçut que M. Boulanger mangeait peu et semblait oppressé.

— Mais vous souffrez, mon général?

— Oui, la chaleur m'incommode.

Le capitaine se leva, obligea le général à le suivre dans le cabinet voisin qui, comparativement à celui qu'on venait de quitter, était glacial.

Pourquoi faut-il constater, hélas, qu'un homme, eût-il été six fois élu, n'est jamais qu'un homme! Eh bien, oui, quoi, le général a manqué absolument de poésie.

Après avoir éprouvé en face de la Madeleine le mal de mer, il se remit pourtant et put recevoir cent cinquante représentants du haut commerce qui avaient été invités pour dix heures.

Très énergique, habitué à ne pas tenir compte de son corps, il repoussa assez durement ceux qui le lendemain matin, lui demandaient de ses nouvelles.

Il s'aperçut toutefois que quelque chose recommençait à le gêner au cou. Bientôt il ne put faire un mouvement de tête sans éprouver une souffrance d'abord légère, puis croissante. Il appela de nouveau son médecin, le docteur Labbé.

Celui-ci constata, à côté de l'ancienne blessure, une grosseur assez étrange, qu'il prit d'abord pour un furoncle en formation. Il fallait attendre que celui-ci perçât.

Ce bobo, qui n'a jamais inspiré de crainte sérieuse, est, on le sait, fort douloureux. M. Boulanger ne pouvait ni bouger la tête ni supporter le col d'une chemise.

Comme il était très fatigué par une existence qui en lasserait dix autres ensemble, le docteur Labbé, tout heureux de profiter de l'occasion, le contraignit de garder la chambre et le purgea.

Le lundi et le mardi, le général ne reçut personne.

Le mercredi matin, il m'appelait par un télégramme.

Il était complètement remis. La grosseur, signalée au cou, avait disparu. Le docteur Labbé s'expliquait maintenant toute la maladie.

Le général avait eu simplement, le dimanche, un torticolis.

La piqûre de morphine, après l'avoir calmé, avait troublé sa digestion. Les efforts faits pour vomir avaient enflé un ganglion.

Quand j'arrivai chez le général, il était précisément en train de rire des renseignements divers que les journaux donnaient sur l'état de sa santé. Il me rappela que, quelques heures avant son indisposition, nous étions ensemble au Panorama du Tout-Paris. Venant de recevoir une lettre du peintre, M. Castellani, il me la tendit en me priant de la publier. La voici :

26 mars 1889.

« Mon général,

« Une histoire comique. Comme la scie continue, je pense qu'il est bon de prendre carrément position. Vous savez qu'une première fois, le 4 mars, on s'est avisé en haut lieu de vouloir vous supprimer du Panorama du Tout-Paris. « Tout au moins, a dit M. B***, enlevez-lui « son uniforme. Que dirait le président de la République? « etc., etc. Bref, ça ne peut rester ainsi. »

« Le lendemain, nouvelle ambassade, ministérielle celle-là.

« Aujourd'hui on recommence. Ayez la bonté de faire dire que vous resterez sur ma toile et dans votre costume de général. Je vous saurais même gré de faire publier ma lettre.

« Veuillez agréer, mon général, etc.

« Charles Castellani. »

A trois heures et demie, le général, autorisé par le

docteur Labbé, donna l'ordre de recevoir quiconque se présenterait.

Il avait, depuis longtemps, invité quinze personnes à dîner et quelques intimes à finir la soirée avec lui, rue Dumont-d'Urville.

Il fit télégraphier aux invités que dîner et soirée tenaient toujours.

A huit heures, vêtu de son habit et la chemise boutonnée comme d'usage, il se mettait à table entre MM. Naquet, Laguerre, Saint-Martin, Sazerac de Forges, Henri Durangel, Aubry, Léonce Bloch, le baron de Bonnemain, Pierre Caillat, etc.

Durant le repas et toute la soirée, le général a été de la plus grande gaîté. Comme il n'y a point de détails inutiles, je me suis fait un plaisir de dire le lendemain à ceux qui le dépeignaient mourant qu'il avait fumé, après le café, deux Cazadorès, ce qui n'a pas manqué de mettre en joie une douzaine d'anti-boulangistes.

Le lendemain, jeudi, il recevait. Le vendredi, à deux heures et demie, il présidait son comité chez notre ami commun Charles Lalou.

X

LES POURSUITES

A peine remis de son indisposition, le général allait passer par bien d'autres inquiétudes.

Tous ses amis étaient menacés d'être arrêtés.

Le gouvernement, affolé, était résolu d'en finir avec le boulangisme.

D'après certaines confidences ministérielles, tout le comité du parti national, son président compris, devait être mis sous les verrous, le 30 mars, avant la nuit.

Il était impossible que, dans une journée aussi menaçante que celle-là, je ne fusse pas auprès du général.

Vers dix heures du matin, j'arrivais à l'hôtel de la rue Dumont-d'Urville. Depuis plus de deux heures, le chef du parti revisionniste recevait.

Comme d'habitude, le vestibule, le petit salon du premier étage, les escaliers débordaient de visiteurs, qui causaient, tous, des événements annoncés.

— C'est indigne ! disait l'un.

— Paris se soulèvera ! disait l'autre.

Pour la première fois, je trouvai le général disposé à prendre en considération des menaces le visant.

Il est vrai que tous ceux qui m'avaient précédé lui en avaient parlé. Il était non effrayé, mais convaincu de la réalité des intentions ministérielles.

— Que vous proposez-vous de faire ?

— Je vais d'abord aller à la Chambre. Ensuite j'attendrai. On me mettra à Mazas. Et puis après ? On sera bien forcé de me juger. Or, la meilleure preuve qu'il n'y a rien contre moi, c'est qu'on n'a encore rien trouvé. Quel homme, sain d'esprit, peut déclarer qu'un candidat, par le seul fait qu'il expose un programme antigouvernemental, attente à la sûreté de l'Etat? Va-t-on donc se mettre à arrêter aussi tous les candidats non officiels? Je ne pense pas en premier lieu que la Chambre vote des poursuites et ratifie le projet de loi du Sénat; en second lieu, que, si elle l'adopte, la haute Cour de justice ose me condamner contre toute... justice.

— Le duc de Guise aussi disait : « Ils n'oseraient ! » Et vous connaissez le tableau de Paul Delaroche.

— « Ah ! je sais bien que, si je me mettais à la place du président du cabinet, j'aurais peut-être une autre idée. Voyons, je vais essayer de m'y mettre. Cela ne me sera pas facile parce que je suis habitué à rester sur le terrain de la légalité. Toutefois je me dirais : « Si nous n'agissons pas énergiquement, le régime parlementaire est perdu. Huit fois la France a été consultée et huit fois elle s'est prononcée pour la révision. Boulanger est *momentanément* notre plus grand obstacle. Il faut le supprimer. » Oui, mais, notez que j'ai dit *momentanément*. On m'appelle le chef du parti national. Or, le parti national est fondé. Il existerait même sans moi. Alors je cesse

de comprendre. Comment peut-on espérer lutter contre un courant auquel je ne pourrais pas maintenant m'opposer ? Que le gouvernement fasse ce qu'il voudra. Qu'il me laisse en liberté, qu'il m'emprisonne, qu'il me supprime, il est battu, quoi qu'il fasse, aux élections générales.

« Ce qu'il y a de drôle, c'est qu'on me reproche de m'appuyer sur la force que préconisent mes adversaires eux-mêmes. Tenez, j'ouvre le *Parti ouvrier*, le journal qui, chaque matin, m'attaque le plus violemment. Au-dessous d'un article plein de goût où l'on prétend que j'ai des hémorroïdes, il y a sous la rubrique : *Mots de combat*, cette parole de Diderot :

« C'est à la volonté générale que l'individu doit s'adresser pour savoir jusqu'où il doit être homme, citoyen, sujet, père, enfant, et quand il lui convient de vivre ou de mourir. C'est à elle à fixer les limites de tous les devoirs. »

« Eh bien ! mais, est-ce que j'ai jamais fait autre chose que de m'adresser à la volonté générale ? Est-ce que je demande à faire autre chose ? Mon seul désir, au contraire, est que le gouvernement s'adresse à elle le plus tôt possible. »

— Enfin, général, qu'allez-vous faire ?

— Voici. Continuer à recevoir le mardi, le jeudi, le samedi, toute la matinée et toute l'après-midi. Les autres jours, monter à cheval, de neuf heures à onze heures. Vous pouvez même donner mon itinéraire. Demain dimanche, à neuf heures, je suivrai le Cours la Reine jusqu'à la place de la Concorde et je remonterai, pour me rendre au Bois, l'avenue des Champs-Elysées.

Si j'ai des hémorroïdes, cela ne leur fera probablement pas grand bien. Les lundi, mercredi et vendredi, je ne serai chez moi que de trois heures à sept heures.

Après avoir déjeuné à l'hôtel, en compagnie de M. Laisant, le général se rendait à la Chambre où de nombreux amis lui serraient la main dans la salle des Pas-Perdus.

Il en partait à quatre heures moins le quart par la place du Palais-Bourbon et rentrait chez lui, où je devais le rejoindre.

— Vous voyez bien, me dit-il, que le gouvernement hésite. Je comprends cela.

On apporta au général une lettre importante qu'il voulut bien me lire. Elle était signée d'un ami d'un des ministres et fournissait des détails sur le Conseil tenu, le matin même, à l'Elysée.

— Déchirez cela, lui dis-je.

— Jamais de la vie. Je ne déchire rien.

Et, se dirigeant vers la cheminée, il « brûla » le papier.

— Voilà pourquoi, reprit-il, on ne trouvera rien chez moi. J'agis toujours de même.

On venait de lui présenter une carte. Il donna l'ordre de faire entrer.

— Vous allez bien vous amuser, me dit-il.

Le visiteur était M. Alexandre Dufour, l'inventeur des cartes patriotiques à cause desquelles a été promulgué, le 28 mars, le décret suivant :

« Art. 1er. — Les formes, dimensions, figures et dessins des cartes à jouer, que les fabricants voudraient confectionner avec des moulages autres que des mou-

lages officiels, doivent être préalablement agréés par la régie.

« Art. 2. — A cet effet, il est interdit aux graveurs et à tous autres de graver ou confectionner aucun moule ou aucune planche propre à imprimer des cartes à jouer, avant d'avoir soumis à l'administration des contributions indirectes les dessins et figures des cartes et obtenu d'elle l'autorisation de les reproduire. »

M. A. Dufour est un peintre-dessinateur qui, sachant qu'il y a eu des cartes où les rois étaient représentés par MM. Grévy, Gambetta, etc., a eu l'idée de fabriquer un jeu de cartes plus moderne.

Selon l'usage, il a soumis ce jeu aux contributions indirectes en offrant de payer au fisc les mêmes droits que les cartes ordinaires.

Mais à la vue de ce jeu, dénommé Cartes patriotiques, l'administration s'épouvanta.

— Je ne peux, dit son représentant, vous donner l'autorisation sans que vous ayez préalablement celle du cabinet.

Et voilà M. A. Dufour qui, ses dessins à la main, court les ministères. Avez-vous déjà couru les ministères opportunistes ? Nul supplice terrestre n'est comparable à celui-là. De mon temps, nous arrivions à six heures et quart pour partir à quatre heures et demie. Aujourd'hui, l'employé dont on a besoin est toujours en train de déjeuner !...

Partout M. Dufour soulève le même étonnement, et c'est une joie pour moi d'en donner la cause.

Les cartes patriotiques, dont les figures, peintes comme celles des autres cartes, sont ou naturelles ou allégoriques, ont pour rois : de trèfle Courbet, de car-

reau Denfert-Rochereau, de pique Chanzy et de *cœur* Boulanger !

Pour dames : l'Alsace, la Lorraine, la République, Jeanne Darc.

Pour valets : un soldat, un marin, un cultivateur, un ouvrier.

Pour as : une ancre, une abeille symbolisant le travail, une croix d'honneur, un *œillet*.

Il faut être juste. M. Constans, consulté, haussa les épaules.

— Est-ce qu'on se moque de moi ? dit-il. Un ministre ne doit pas s'occuper de pareilles babioles. Ce jeu ne diffère point, par son enfantillage, de ceux où tour à tour on a vu pour rois M. Thiers, le Maréchal et bien d'autres. Que l'inventeur satisfasse aux lois du fisc et les gens de goût seulement pourront avoir quelque chose à lui reprocher.

Par malheur pour M. Dufour, tous les ministres ne partagèrent pas cet avis. Les bois de ses jeux ont été, non saisis, mais retenus, ce qui revient au même, et il n'a plus en sa possession qu'un exemplaire photographié de son premier dessin.

La combinaison du jeu lui avait coûté quelque travail, la confection des bois beaucoup d'argent.

Peu importe, quand il s'agit d'empêcher la vulgarisation de la figure de Boulanger, et dans un jeu patriotique encore !

— Le gouvernement, dit l'inventeur, a pris un gros canon pour tuer un tout petit moineau.

Dans l'intention de le consoler, je lui emprunte son jeu et l'affiche chargée de l'annoncer. On a vu l'un et l'autre dans la Salle des Dépêches du *Figaro*.

Et le général Boulanger, en écoutant le martyrologe de l'inventeur, oublie complètement les menaces du matin. Il se fait raconter mot à mot les pas et démarches en s'étonnant, lui qui pourtant a été ministre, des difficultés qu'a le malheureux contribuable chaque fois qu'il a affaire à l'administration.

— Ah ! que de choses à changer ! dit-il.

Et son œil sembla interroger l'avenir comme dans le grand portrait, peint par Rondel, qui figure au Salon actuel, et sur la cimaise même.

— Ah ! oui, reprit-il, on les changera, malgré ce qui se passera mardi. Qu'on fasse de moi ce qu'on voudra, rien, vous m'entendez, rien n'empêchera le suffrage universel de parler en boulangiste aux élections générales.

C'est de l'histoire que je fais.

J'ai donc le devoir rigoureux d'être sincère.

Oui, ce jour-là, le samedi 30 mars, le général était absolument décidé à se laisser « cueillir ».

Une seule chose le préoccupait, et très sérieusement : l'incarcération de ses amis du comité.

Je me rappelle même que, comme j'envisageais un peu trop sceptiquement peut-être leur arrestation, il me dit cette phrase :

— Vous plaisantez ! vous ne savez donc pas que le parti a besoin d'eux...

En tout cas, la seule annonce des poursuites avait une conséquence que ne pouvait souhaiter le gouvernement.

Les menaces ministérielles, dont l'opportunité échap-

pait au gros public, rendaient d'autant plus intéressant le chef du parti national; elles obligeaient les journaux à parler de lui incessamment.

On ne voyait pas bien ce qu'y gagnerait le cabinet. Il était facile, au contraire, de prévoir le profit politique qu'en pourrait tirer M. Boulanger. Le chef de la Sûreté générale avait perpétuellement des agents rue Dumont-d'Urville. Ils ont dû lui dire qu'il est entré le 31 mars plus de visiteurs que jamais au n° 11 *bis*.

Ils ont certainement vu venir, vers deux heures, un groupe d'une soixantaine de personnes, à deux heures et demie un groupe de cinquante, et tout le reste de la journée de nombreuses délégations. Je ne parle pas des visiteurs isolés.

Que venaient-ils faire tous? Offrir leur appui au général, lui dire : « Nos amis sont indignés », enfin se mettre à son service.

— Je vous remercie, répondait en substance le général. Je n'attendais pas moins de vous, mais nous devons mieux que cela compter sur l'équité. Je me refuse personnellement à croire qu'il n'y a de juges qu'à Berlin.

L'ancien chef d'un sous-comité clémenciste fait cette déclaration :

— Général, j'ai de graves reproches à me faire. Je veux tout réparer. Vous devriez constituer autour de vous une garde du corps. Je sollicite l'honneur d'être mis au poste le plus dangereux.

— S'il y a du danger, répond le général, je veux qu'il n'y en ait que pour moi. Mais rassurez-vous. Il n'y en a pas. Après la démission de M. Bouchez, le gouvernement réfléchira certainement. Il ne me paraît pas possible qu'il s'expose à de nouvelles défections.

Un incident comique.

Le principal dessinateur d'un journal illustré, étant forcé, par les nécessités du clichage, de préparer ses croquis d'avance, vient demander au général non seulement dans quelle pièce il sera quand on l'arrêtera, mais encore à quel endroit précis il se trouvera. Il voudrait, selon la place qu'occupera M. Boulanger, croquer tout de suite tel ou tel coin de la pièce.

Le général rit à se tordre.

A cinq heures arrivent ensemble MM. Naquet, Laguerre et Laisant.

Ils viennent discuter, avec le chef du parti national, les moyens de défense, délimiter le terrain sur lequel ils se tiendront le surlendemain en police correctionnelle.

Ainsi que MM. Déroulède et Gallian, ils se défendront eux-mêmes.

Seuls, MM. Turquet et Richard auront chacun un avocat.

Au Palais de Justice, seront casés, où ils pourront, des amis dévoués qui, de quart d'heure en quart d'heure, iront se relayer devant un téléphone voisin et feront part au général, qui restera à son hôtel, des incidents de l'audience.

S'il partageait l'effroi de la plupart de ses électeurs, il y a déjà vingt-quatre heures que M. Boulanger serait loin.

Ainsi il a dîné le dernier dimanche de mars en son hôtel, en compagnie de ses amis, Le Hérissé, Robert Mitchell, etc.

Dans la soirée, un monsieur très mystérieux le fait demander d'urgence.

Le général quitte un instant ses convives.

— Je tiens de source certaine, lui dit le monsieur, après s'être fait connaître, qu'on doit vous arrêter demain lundi, à la première heure. Je ne saurais trop vous donner le conseil de partir, cette nuit même, pour Bruxelles.

Dix minutes après, le général faisait prier MM. Naquet, Laguerre et Laisant de revenir chez lui le lendemain lundi, à une heure assez tardive.

Au fond, il aimerait mieux savoir exactement à quoi s'en tenir.

— Si j'étais sûr, dit-il, je préparerais, sans me trouver ridicule, les objets que je dois emporter à Mazas !

Il se refuse toutefois à croire qu'il ira, car entre temps des électeurs sont venus l'inviter à un banquet qu'ils ont l'intention de donner le 28 avril, jour anniversaire de sa naissance. Il a répondu :

— C'est bien loin, le 28 avril; mais je dois présider samedi prochain un banquet revisionniste au lac Saint-Fargeau. Vous me feriez un très grand plaisir en y assistant.

XI

LE DÉPART

Si la situation eût été moins tendue, on pourrait dire moins dramatique, il n'y aurait eu, pour un observateur, rien de plus amusant que d'étudier les visages de ceux qui, le 1er avril, c'est-à-dire la veille du procès de la Ligue des patriotes, le jour même du départ, se présentaient chez le général Boulanger, de noter les impressions diverses, les réflexions, les propos absolument contraires qu'échangeaient les visiteurs qui se rencontraient.

D'abord beaucoup de désappointés. Quand le général est sorti, on est désolé d'avoir à revenir. Quand il rentre, on est furieux de trouver tout l'hôtel plein de gens qui l'attendent.

Il y a certainement plus de trois cents personnes qui sont venues, dans la journée, offrir au député menacé de le mettre en sûreté. Jamais je ne me serais douté du nombre d'immeubles à deux issues que peut fournir Paris. On m'en cite un qui a, je ne m'explique pas comment, des dégagements sur cinq rues. Nous avons fait, pour nous amuser, le compte des agents qu'il faudrait pour garder les maisons proposées. Il y aurait de

quoi occuper tous les ouvriers sans ouvrage, s'ils voulaient faire ce métier.

Je sais, dans tous ses détails, un des projets de mise en sûreté. Il ne me plaît pas de le faire connaître parce qu'il servira, soit à celui-ci, soit à celui-là, un jour ou l'autre. Il était on ne peut plus sage, plus commode, plus pratique. J'affirme qu'à deux heures le général l'a repoussé. A ce moment encore il était fermement résolu à se laisser arrêter.

A trois heures arrivent les trois anabaptistes. C'est ainsi que s'appelaient alors eux-mêmes MM. Naquet, Laguerre et Laisant. Le fait est qu'ils ne se quittaient pas. Ils venaient délibérer de nouveau avec le général sur la conduite à tenir le lendemain.

Quelques minutes après, entrait pour le même motif M. Déroulède.

Ces messieurs se montrent absolument rassurés.

— Vous aurez seize francs d'amende, leur dit quelqu'un.

— Non, mais deux cents au plus.

M. Naquet, surtout, que son âge rend particulièrement intéressant, est d'une ardeur toute juvénile. Il est, sans rien redouter, prêt à tout.

— Comment voudrait-on, mon bon Naquet, lui dit le général, que j'eusse la moindre peur quand je vous vois si résolu ? C'est au point que, si l'on vous condamnait et que l'on n'arrêtât que les ligueurs, j'aurais vraiment des remords. Je me dirais : « Comment, je suis là, bien tranquille, libre de tous mes mouvements, pendant que Naquet est en cellule ! » Ce serait inadmissible, mes chers amis.

La police, pourtant, croyait si bien au départ du

général, qu'à partir de six heures un agent, en voiture, est venu se joindre aux autres agents à pied, disséminés dans la rue Dumont-d'Urville.

La voiture policière s'est placée non devant le n° 11 *bis*, mais devant l'une des maisons qui lui font face. Quant à la personnalité du voyageur qu'elle portait, il n'y a pas d'erreur possible. Il s'appelait bien G.... n'est-ce pas, monsieur le chef de la Sûreté? Est-ce qu'il ne demeure pas près du Théâtre-Cluny?

M. Déroulède était parti vers cinq heures. Le général, MM. Naquet, Laguerre et Laisant restèrent seuls.

Pour moi, ça été tout d'abord dans cette dernière conversation tenue à Paris qu'a été irrévocablement décidé le départ du général.

J'ai su depuis que je me trompais. Je serai peut-être à même de raconter la vérité quelque jour. C'est à sept heures seulement que M. Boulanger a pris la détermination dont on le félicite aujourd'hui.

En tout cas, il n'y a pas d'homme plus sincère que Déroulède. Il ne mentait certainement pas quand il me disait, vers six heures, que le général devait dîner en ville.

— Cependant, ajouta-t-il, j'ai besoin encore de lui parler. J'irai l'attendre ce soir à onze heures, à son hôtel.

Le président de la Ligue des patriotes était venu affirmer au chef du parti national que les ordres les plus exprès avaient été donnés à tous les ligueurs.

Il leur avait été absolument interdit d'approcher, le 2 avril, du Palais de Justice. De même les organisateurs des comités boulangistes ont prié leurs adhérents de s'abstenir de toute manifestation.

Quant aux intentions gouvernementales, il n'y avait pas à en douter.

Voici, en effet, le résumé d'une conversation qu'un des ministres, — le plus doux, sinon le plus important, — a eue avec un de ses amis, qui est en même temps le mien :

« Certainement le gouvernement veut et va sévir. Certainement on emploiera les *grands moyens*, mais on recule involontairement le moment décisif, car la partie engagée est grosse d'inconnu. Or, on veut bien prévoir le plus possible avant de passer le Rubicon.

« Il n'y a qu'une voix pour déclarer qu'il faut agir énergiquement, mais il se peut que la chose n'ait lieu que demain ou après-demain. Il est vrai que d'ici là c'est du temps perdu en indécisions, mais *il y aura quelque chose*. Les boulangistes peuvent se tenir sur leurs gardes. »

Je n'ai pas à dissimuler que le général ne m'a point confié ses projets.

Un mot pour expliquer l'ignorance dans laquelle je suis resté.

Il faut connaître M. Boulanger. Il ne révèle jamais à un tiers ce qui est convenu avec quelqu'un. Ainsi ses secrétaires savaient toujours s'il devait dîner en ville ou non, mais c'était tout, ils ne connaissaient pas le nom de l'amphitryon.

Le lendemain du départ, à dix heures du matin, trente ligueurs, dont dix membres du comité directeur et vingt membres du conseil des présidents, se trouvaient réunis autour de la statue de la ville de Strasbourg. Pas un mot. Pas un cri. Les délégués, qui s'étaient fait

précéder d'une échelle, se sont contentés de remplacer cinq drapeaux fanés par cinq drapeaux neufs.

— Ainsi le prêtre, me dit M. Gallian, se rend à l'autel avant les faits graves qu'il prévoit. Nous croyons de notre devoir, le jour où le gouvernement nie juridiquement notre existence, de venir affirmer notre fidélité. En allant dîner ce soir chez le comte de Munster, ambassadeur d'Allemagne, M. Carnot sera forcé de passer devant notre chère statue. Il verra qu'elle est toujours notre sainte patronne.

Un quart d'heure après, c'est-à-dire à dix heures un quart, M. Laguerre réunissait à sa table, sous la présidence de Mme Laguerre, cinq de ses co-prévenus. Il a bien voulu m'inviter à ce pseudo-déjeuner des Girondins où personne n'a pensé à se suicider. Neuf convives en tout. M. Turquet seul manquait à la fête. Il déjeunait chez son avocat, Me Tézenas, et il a été remplacé par un de ses collègues de la Chambre.

MENU DES PRÉVENUS

Hors-d'œuvre
Œufs à la Bretonne
Brochet froid sauce verte
Côtes de pré-salé aux choux de Bruxelles
Poularde rôtie
Foie gras en croute
Pois à l'anglaise
Mousse au chocolat
Desserts

Ce menu était fort élégamment gravé par un ami de la maison, l'aqua-fortiste Mesplès.

La personne qui eût été dans la chambre voisine du-

rant le déjeuner ne se serait guère doutée, aux rires qu'elle eût entendus, qu'il y avait là six prévenus.

Evidemment, on causait du procès, mais si gaîment! Chacun s'attendait à être arrêté à l'audience. Aucun ne redoutait l'emprisonnement.

Déroulède dit qu'il se propose d'écrire les CHANSONS de lisière. S'il a le temps, il publiera ensuite les CHAUSSONS patriotiques.

M. Naquet fait promettre à Mme Laguerre qu'elle voudra bien porter en pantoufles la première paire de chaussons de lisière qu'il confectionnera.

M. Laguerre raconte que la veille, à cinq heures, il a vu chez le général la femme d'un personnage politique se jeter à genoux en s'écriant :

— S'ils vous tiennent, mon général, ils vous empoisonneront. Jurez-moi au moins de vous méfier des aliments qu'on vous présentera. Jurez-moi de ne manger que des œufs à la coque. Les œufs frais ne peuvent être empoisonnés.

C'est une pure légende. M. Naquet, en sa qualité de savant, déclare qu'on peut parfaitement, à l'aide d'une aiguille, introduire du poison dans les œufs. On n'a qu'à boucher ensuite le petit trou.

Après le dessert, nous envoyons chercher quatre voitures et, sous la neige qu'on a vue, — de la neige en avril! — nous nous dirigeons vers le Palais de Justice.

— Déjà le ciel qui nous absout! s'écrie Déroulède, qui ne savait pas si bien dire.

Les abords du monument ont leur aspect accoutumé. Les agents sont un peu plus nombreux que d'habitude, mais les ligueurs sont absents. La consigne donnée par

Déroulède a été observée. Celle qu'ont reçue les municipaux est très sévère.

Les prévenus eux-mêmes ont du mal à entrer au Palais. Le commandant Lunel, bien que je sois muni d'une carte de la presse judiciaire, refuse de me laisser pénétrer dans la huitième chambre. Je reste donc, avec quelques-uns de mes confrères, dans le couloir des témoins.

Mais voilà que tout à coup un bruit circule. Plusieurs rédacteurs des journaux du soir nous annoncent que le général est parti ! Ils colportent des rapports de police qui sont, ma foi, troublants. Moi-même, je m'émeus. J'entre dans la salle des témoins où les membres de la Ligue des patriotes s'indignent.

Nous attendons tous, impatiemment, la suspension de l'audience.

A deux heures et demie seulement, je vois sortir d'abord M. Turquet. Je le prends dans un coin. Je lui raconte tout. Il me dit qu'il ne sait rien.

Je m'empare de M. Laguerre.

Il rit aux éclats. Il a rendez-vous à six heures avec le général.

— Soyez à six heures à l'hôtel et vous entrerez avec moi, ajoute-t-il.

Je prends de même Déroulède à l'écart. Il déclare que les bruits sont absolument faux. Il se refuse à y croire.

Et toutes les personnes que je rencontre de me demander :

— Est-il parti ? Est-il parti ?

C'est la question du jour.

Le général, m'assure-t-on, aurait pris la veille au

soir, le train de 9 h. 45. Je réplique : « Pourquoi l'aurait-il fait, puisque sa qualité de député le protège contre toute arrestation jusqu'à l'heure où la Chambre aura voté des poursuites ? »

Pourtant les rapports de police sont si affirmatifs que, me rappelant les curieux visages qu'avaient, la veille, MM. Naquet, Laguerre et Laisant, je me prends à douter.

Je me creuse la tête.

Eh bien ! voulez-vous savoir ce que je m'imagine ?

Je me dis que M. Boulanger a cru probablement, comme tout le monde, que les poursuites seraient votées dans la journée et qu'on viendrait immédiatement l'arrêter. Il a voulu choisir son moment pour se mettre dans les mains de la police. Il est allé attendre la fin de la délibération de la Chambre dans une des nombreuses maisons dont j'ai parlé plus haut.

N'est-ce pas son droit ?

Ne peut-on admettre qu'il ait cru de son devoir de rédiger, bien à l'aise, avant d'être mis au secret, un manifeste, ou belliqueux ou pacifique, à l'adresse de ses électeurs ?

N'est-il pas libre enfin ? Libre de faire ce qu'il lui plaît ?

Et cependant tout le monde de me dire :

— Non, il est parti hier pour Mons où il a rejoint Rochefort.

Vite, en voiture ! Je cours rue Dumont-d'Urville.

Il est à peu près trois heures quand j'arrive chez le général.

Les domestiques sont affolés.

Ils sont fatigués de répondre aux visiteurs que le général n'a jamais quitté Paris.

— Il est ici ?

— Non, il n'y est pas, me dit Joseph, mais il y sera à six heures.

Je rentre au *Figaro* d'où j'envoie chez Rochefort. Le valet de chambre répond qu'il est à son journal. J'envoie à l'*Intransigeant*. Personne n'y est encore.

Il est cinq heures et demie.

Je retourne rue Dumont-d'Urville.

Je demande le général. Cinq personnes sont dans l'antichambre.

— Le général n'est pas rentré, me dit Joseph.

Je monte néanmoins. Au premier étage, on m'explique cette réponse. Les secrétaires, les domestiques obéissent à une consigne. Des représentants de tous les journaux de Paris, des départements et de l'étranger ont assiégé l'hôtel. Le général a dû fermer sa porte.

Tout de suite il est, m'assure-t-on, avec M. Naquet qui lui fait dans ses détails le compte rendu du procès. Voici M. Laguerre, M. Laisant, M. Déroulède.

Le général les attend. Je monte avec eux au deuxième étage, mais ils entrent avant moi. Ils ont à préparer avec lui l'audience du lendemain, à s'entendre sur les discours qu'ils devront prononcer.

Pour que chaque discours porte, il ne faut pas que tous se ressemblent.

Cependant j'ai fait passer ma carte. Mon confrère Bois-Glavy, non moins dévoué que moi au général, a remis également la sienne. M. Laguerre sort.

— Vous savez, nous dit-il, que le général doit dîner ce soir chez M. Jollivet. Nous avons à travailler longtemps. Nous nous demandons même s'il sera libre avant deux heures. Ma défense seulement prendra demain

trois quarts d'heure. Si vous entrez tous deux, cela nous retardera encore. Puisque vous allez l'un et l'autre à la soirée de M. Jollivet, faites prendre patience aux invités. Peut-être le général ne pourra-t-il arriver qu'à onze heures. En tout cas, si vous avez à lui parler particulièrement, soyez à minuit à la *Presse*. Vous l'y trouverez.

A neuf heures et demie, j'arrivais chez M. Jollivet, dont les salons étaient déjà bondés.

Voici le duc et la duchesse de Morny, la vicomtesse Benedetti, Mme Thouvenel, M. et Mme Robert Mittchell, M. et Mme Dugué de la Fauconnerie, le baron de Mackau, M. et Mme Maxime Dreyfus, M. Le Pelletier, ancien garde des sceaux, MM. Millevoye, Georges Ohnet, Mme Madeleine Lemaire et sa fille, Mme Paul Hervieu, M. Maurice Binder, conseiller municipal, Paul Ferrier, F. Régamey, le baron Boyer de Sainte-Suzanne, Forain, etc.; Mlle Bartet et M. Lassalle, etc., etc.

Tout le monde, naturellement, s'informe du général.

Les bruits les plus divers circulent. L'un des sécrétaires du général est venu, à huit heures, apporter les excuses du général, non par une lettre, mais verbalement. M. Boulanger ne viendra pas. Inutile de dire que la désillusion est grande pour tous les invités.

Toutefois M. Laguerre m'a promis que je verrais le général à minuit à la *Presse*.

J'attends l'heure dite avec impatience. A minuit précis, je me rends au journal de M. Laguerre.

J'y trouve M. Le Hérissé, qui me dit :

— Patientez quelques minutes, mon ami. Je fais comme vous. Je l'attends.

Minuit cinq. Minuit dix. Oh, comme les minutes sont longues !

Minuit quinze.

Ah ! voici M. Laguerre, mais seul.

— Je ne comprends pas ce retard, fait-il. Attendez, je vous prie, un petit moment encore.

Minuit vingt.

Minuit trente.

J'adjure. Je supplie. Trente de mes confrères sont là, qui font de même. Ah, il y a beaucoup de gens qui ne pardonneront pas aux boulangistes la journée du 2 avril !

De guerre lasse, je prends à part le député d'Ille-et-Vilaine.

— Voyons, mon cher Le Hérissé. Vous me connaissez. Vous savez que je n'ai jamais demandé un service au général. Je n'attends rien de lui. Je n'ai nulle ambition politique. Je ne suis pas de ceux que l'on trompe.

— Il est étonnant, m'affirme-t-il, que le général ne soit pas encore là. Mais il viendra, la chose est certaine.

Il ajoute que je pourrais de confiance finir mon article du jour par ces mots :

— Je viens de serrer la main du général Boulanger.

Je rentre au journal, où naturellement je me garde bien, ne mentant jamais, — par pure habileté, — de prétendre que j'ai serré la main du général.

A une heure vingt, le général y envoie de Bruxelles, par téléphone, la proclamation suivante :

« Français,

« Les exécuteurs des hautes et basses œuvres qui détiennent le pouvoir au mépris de la conscience publique ont entrepris de contraindre un procureur général à lancer contre moi un acte d'accusation, qui ne peut être

relevé que par un tribunal exceptionnel constitué pour des lois d'exception.

« Jamais je ne consentirai à me soumettre à la juridiction d'un Sénat composé de gens qu'aveuglent leurs passions personnelles, leurs folles rancunes et la conscience de leur impopularité.

« Les devoirs que m'imposent les suffrages de tous les Français légalement consultés m'interdisent de me prêter à tout acte arbitraire tendant à la suppression de nos libertés, constatant le mépris de nos lois et faisant litière de la volonté nationale.

« Le jour où, appelé à comparaître devant mes juges naturels (magistrats ou jurés), j'aurai à répondre à l'accusation que le bon sens et l'équité publique ont déjà repoussée, je tiendrai à honneur de me rendre à l'appel de ces magistrats qui sauront faire bonne justice entre le pays et ceux qui, depuis trop longtemps, le corrompent, l'exploitent et le ruinent.

« D'ici là, travaillant sans cesse à l'affranchissement de mes concitoyens, j'attendrai en ce pays de liberté que les élections générales aient enfin constitué la République habitable, honnête et libre.

« Général BOULANGER.

« Bruxelles, le 2 avril. »

Dès le lendemain de la publication de ce manifeste, plusieurs journaux, qui s'occupent de moi plus que je ne voudrais, ont raconté, relativement à ma modeste personne, les choses les plus fantaisistes.

J'aurais soutenu à mon rédacteur en chef que j'avais déjeuné avec le général le lendemain de son départ. J'aurais cessé de collaborer au journal, etc.

J'ai adressé, le 10 avril, à l'un des rédacteurs du journal *le Voltaire* la lettre suivante qui répond à tout :

« Mon cher confrère,

« Pourriez-vous me rendre le service de retirer le gros mensonge... que vous me prêtez ?

« Je ne l'ai pas du tout commis. J'ajouterai même qu'il ne m'eût pas été possible de le commettre.

« Et je le prouve.

« Le mardi, 2 avril, jour où on a appris le départ du général Boulanger, j'avais l'honneur de déjeuner chez M. Laguerre avec les autres prévenus. *J'ai raconté le déjeuner dans le* Figaro *imprimé le soir*. Comment me serais-je avisé de dire que, à la même heure où je déjeunais chez M. Laguerre, je déjeunais également chez le général Boulanger ! ! ! Je vous jure que j'ai encore toute ma raison.

« Vous m'obligeriez d'autant plus en rectifiant, qu'alors le *Matin*, le *Temps* et les autres journaux qui ont reproduit votre aimable plaisanterie, me feraient peut-être le plaisir de rétablir la vérité.

« Bien vôtre

« Charles CHINCHOLLE,
« Toujours rédacteur au *Figaro*. »

Il est vrai que j'ai cessé pendant le mois d'avril de signer au *Figaro*.

Étant pris à partie dès que mon nom paraît dans ce journal, je voulais uniquement éviter le bruit jusqu'à la publication des *Mémoires de Paris* et du présent ouvrage.

Cela ne m'a pas réussi. Daignent mes confrères accueillir cet aveu.

Ici finira ce volume. J'ai l'habitude de n'écrire que d'après nature, de ne parler que *de visu*.

A l'heure où je trace ces dernières lignes, je n'ai pas revu le général[1].

Je dois cependant dire que, le 6 avril, au banquet du lac Saint-Fargeau, M. Laguerre m'a fait la déclaration que voici :

Il disait, le 2 avril, que « nous verrions, le soir, le général, parce que celui-ci, sachant son départ connu, avait l'intention de revenir à Paris par le train de minuit, — ce qu'il eût certainement fait s'il n'eût été entouré d'agents ».

Après tout, le chef du parti national serait aujourd'hui arrêté, séparé de son comité, mis dans l'impossibilité de communiquer avec ses électeurs. Mieux vaut pour lui et pour tout le monde qu'il soit... maître de ses actions.

[1] J'ai eu l'honneur de le revoir depuis, à Bruxelles. Il m'a fourni spontanément, à l'égard des deux premières journées d'avril, les explications les plus précises, les plus satisfaisantes. Je ne suis malheureusement pas encore autorisé à les publier. Je reverrai prochainement le général à Londres. Peut-être rapporterai-je d'Angleterre, avec de nouveaux documents, l'autorisation indispensable.

APRÈS-PROPOS

J'ai commencé à parler du général Boulanger en faisant mon métier de journaliste.

D'abord je n'étais qu'un curieux.

Je suis devenu un ami.

J'ai essayé de faire aimer, rien qu'en racontant la vérité, celui qui, monarchie à part, me rappelait exactement l'agréable roi de la poule au pot.

Je garderai toujours, malgré les ennuis de la dernière journée, un bon souvenir des heures qu'il m'a été donné de passer avec lui.

Je ne sais pas si j'aurai encore le plaisir d'être, comme on m'a appelé, le Dangeau du boulangisme.

Ce que je puis affirmer, c'est que, si j'ai à réunir les éléments d'un autre volume, je le ferai avec la même sincérité, la même indépendance.

Avec le même respect aussi, — tant que je considérerai le général Boulanger comme une des réserves de la France, — tant que mon pays surtout le considérera comme sa plus douce espérance.

C. C.

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos. 1
Le général Boulanger. 1

PREMIÈRE PARTIE : 1886

I. Le premier beau jour. 7
II. Le général jugé par les siens. 14
III. Une biographie à tapage. 19
IV. *Si vis pacem, para bellum* 24
V. Fin d'année. 35

DEUXIÈME PARTIE : 1887

. Lui ! 41
II. A la gare de Lyon 47
III. La revue sans lui. 55
IV. Le retour à Paris. 67

TROISIÈME PARTIE : 1888

I. Où pour la première fois le peuple se prononce. . . 79
II. Mon premier déjeuner avec le général Boulanger. . . 81
III. La première élection du Nord. 89
IV. Du Louvre au Louvre. 98
V. Semaine bruyante. 106
VI. Le dîner du café Riche 127
VII. Dans le Nord. 136
VIII. La Campagne de la Droite 172

IX. L'Hôtel du général 176
X. La Presse rue Dumont-d'Urville. 179
XI. Autour du Palais-Bourbon.. 184
XII. En Bretagne. 184
XIII. Le duel Boulanger-Floquet. 209
XIV. Vive Floquet. 219
XV. La guérison.. 224
XVI. La triple élection. 229
XVII. Le lendemain.. 241
XVIII. Entr'acte 252
XIX. Le Mariage de Mlle Boulanger.. 261
XX. Le Banquet revisionniste. 274
XXI. Le Meeting revisionniste 287
XXII. Chez M. Charles Lalou. 290
XXIII. Nouvel avatar 295

QUATRIÈME PARTIE : 1889

I. L'Election de la Seine.. 309
II. Le lendemain de l'Election. 354
III. Le nouveau plan boulangiste. 362
IV. Pendant la Crise ministérielle. 366
V. Chez la duchesse d'Uzès.. 372
VI. La Ligue des Patriotes. 377
VII. Le général Boulanger à Tours. 387
VIII. Le 18 mars 403
IX. Où le général se repose. 410
X. Les Poursuites 415
XI. Le Départ 425

Après-Propos 439

ÉVREUX, IMPRIMERIE DE CHARLES HÉRISSEY

. . . . 1
. . . . 1
. . . . 1
. . . 1
. . . 2
. . . 2
. . . 2
. . . 22
. . . 24
. . . 25
. . . 26
. . . 27
. . . 28
. . . 29
. . . 29.

. . . 309
. . . 354
. . . 362
. . . 366
. . . 372
. . . 377
. . . 387
. . . 403
. . 410
. . . 415
. . . 425

. . . 439

766 (1066)

Envoi FRANCO au reçu du prix en un mandat ou en timbres-poste

Collection in-18 jésus à 3 fr. 50

DOCTEUR S. BASCH
Maximilien au Mexique. . . 1

NAPOLEON BONAPARTE
Œuvres littéraires, 2e édit. . . 4

EUGÈNE BONTOUX
L'Union générale 1

ELÉMIR BOURGES
Sous la hache, 2e édit. 1
Le Crépuscule des Dieux. . . 1

CHTCHEDRINE
Les Messieurs Golovleff. . . 1

AUGUSTE CHIRAC
L'Agiotage sous la troisième République, 3e édition. 2
La Haute Banque et les Révolutions. 1

ALBERT CIM
Institution de Demoiselles, 6e éd. 1
La petite Fée, 2e édition. . . . 1
Deux Malheureuses, 5e éd. . . 1

HENRI CONTI
L'Allemagne intime, 4. édit. . . 1

PAUL DARRAS
Causes célèbres de la Belgique. 1

EDOUARD DRUMONT
La Fin d'un Monde. 1

FIDUS
La Révolution de Septembre. . 1

LEONCE GRASILIER
Causes célèbres de l'Angleterre. 1

GUY-VALVOR
Une Fille, 2e édit. 1
L'Oiseau bleu. 1

JULES HOCHE
Le Vice sentimental, 2e édit. . . 1
La Fiancée du trapèze, 2e éd. . 1
Causes célèbres de l'Allemagne. 1

LEON HUGONNET
Chez les Bulgares, 2e édition. . 1

HENRIK IBSEN
Théâtre. 1

JEAN LAROCQUE
1871, souvenirs révolutionnaires. . 1

JACQUES LE LORRAIN
Nu, 2e édition. 1

CAMILLE LEMONNIER
Noëls Flamands, 2e édition. . . 1
Les Peintres de la Vie, 2e éd. . . 1
Un Mâle, édition définitive. . . . 1
Ceux de la glèbe. 1

JULES LERMINA
Nouvelles histoires incroyables. 1

LERMONTOFF
Un Héros de notre temps. . . 1

PAUL LHEUREUX
L'Hôtel Pigeon, 2e édition. . . 1

JEAN LOMBARD
Agonie. 1

JEAN LORRAIN
Les Lepillier. 2édition. . . . 1
Très Russe, 2e édition. 1

FRANÇOIS LOYAL
L'Espionnage allemand en France 1

PAUL MARGUERITTE
Tous Quatre, 2e édition 1
La Confession posthume, 2e éd. . 1
Maison ouverte, 2e édition. . . 1

JULIEN MAUVRAC
L'Amour fantaisiste. 1

GEORGES MEYNIÉ
L'Algérie Juive, 5e édition. . . 1
Les Juifs en Algérie, 3e éd. . . 1

LADISLAS MICKIEWICZ
Adam Mickiewicz, sa Vie & ses Œuv. 1

GEORGES MOORE
Confessions d'un jeune Anglais. 1

MUSTEL
Rallye-Dot, 3e édition. 1

FRANÇOIS DE NION
L'Usure. 1

NARCIS OLLER
Le Papillon, préface d'EMILE ZOLA 1

ISAAC PAVLOVSKY
Souvenirs sur Tourguéneff. . 1

PARIA KORIGAN
Le Tréfonds. 1

J. PENE-SIEFERT
La Marine en danger. . . . 1

PEREZ GALDOS
Dona Perfecta, 2e édition. . . 1

MARINA POLONSKY
Causes célèbres de la Russie. 1

EDGAR POE
Derniers Contes, trad. RABBE. . 1

TH. RECHETNIKOV
Ceux de Podlipnaïa, 2e édition. . 1

EDOUARD ROD
L'Autopsie du docteur Z... . . 1

J.-H. ROSNY
Nell Horn. 1
Le Bilatéral. 1
L'Immolation. 1

LEON TIKHOMIROV
Conspirateurs et Policiers. . . 1
La Russie politique et sociale. 1

COMTE ALEXIS TOLSTOI
La Mort d'Ivan le Terrible. . 1

COMTE LEON TOLSTOI
Ma Confession, 3e édition. . . 1
Que Faire? 3e édition. . . . 1
Ce qu'il faut faire, 2e édition. . 1
Dernières Nouvelles, 4e édit. . 1
Pour les Enfants, 3e édit. . . 1
L'Ecole de Yasnaïa Poliana. . 1
La Liberté dans l'Ecole. . . . 1

COMTE N. TOLSTOI
La Vie. 1

JUAN VALERA
Le Commandeur Mendoza. . . 1

VASSILI VERESCHAGIN
Souvenirs, ill. par l'auteur. . . 1

A. VANDAM
Causes célèbres de l'Angleterre. 1

J. VERDAGUER
L'Atlantide. 1
Le Canigou. 1

CHARLES VIRMAITRE
Paris qui s'efface, 2e édition. . 1
Paris-escarpe 9e édition. . . 1
Paris-canard, 2. édition. . . . 1
Paris-boursicotier, 2e édit. . . 1
Paris-palette, 2e édition. . . . 1

KALIXT DE WOLSKI
La Russie Juive, 3e édition. . . 1

PARIS - TYP. A.-M. BEAUDELOT PLACE DES VOSGES

University of California
SOUTHERN REGIONAL LIBRARY FACILITY
405 Hilgard Avenue, Los Angeles, CA 90024-1388
Return this material to the library
from which it was borrowed.

DATE DUE

APR 1 7 1995
REC'D LD-URL

QUARTER LOAN
MAR 1 0 1994

DATE DUE

JAN 1 2 1999
SRLF
2 WEEK LOAN
REC'D LD-URL
MAR 0 1 1999

3 1158 01028 7083

UC SOUTHERN REGIONAL LIBRARY FACILITY

A 000 107 624 9

Univ
S